1988-1989

Comptes publics de l'Ontario

Etats financiers

Ministère du
Trésor et de
l'Économie

1988-1989

Comptes publics de l'Ontario

VOLUME 1

États financiers

ISSN 0381-2375

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 1989

À L'HONORABLE LINCOLN MACCAULEY ALEXANDER, P.C., Q.C., C.St.J., B.A.
Lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario

VOTRE HONNEUR,

J'ai l'honneur de vous soumettre les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1989, conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie.

Je vous prie d'agréer, Votre Honneur, l'expression de ma haute considération.

L'HONORABLE ROBERT F. NIXON
Trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

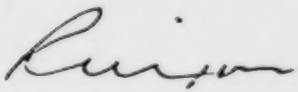
TORONTO, le 20 juillet 1989

RAPPORT DU TRÉSORIER

J'ai le plaisir de vous présenter les comptes publics de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1989.

Vous trouverez en page viii du présent volume un Guide d'interprétation des comptes publics exposant la structure et la composition de ces comptes.

Vos questions et commentaires seront les bienvenus. Veuillez les adresser à la Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, Bureau du Trésor, ministère du Trésor et de l'Économie.



L'HONORABLE ROBERT F. NIXON
Trésorier de l'Ontario et
ministre de l'Économie

TORONTO, le 20 juillet 1989

92-03903/

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	viii
Sources de renseignements supplémentaires	x
Section 1 — États financiers	
Résumé des principales conventions comptables	1-2
État des opérations financières	1-4
État des recettes	1-5
État des dépenses	1-6
État des autres comptes	1-7
État des opérations de la dette	1-8
État de la situation financière	1-9
Notes complémentaires	1-10
Opinion du vérificateur provincial	1-14
Section 2 — Annexes aux états financiers	
État des recettes	
Détail des recettes	2-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	2-10
État des dépenses	
Détail des dépenses	2-12
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	2-20
État des autres comptes	
Remboursements des prêts, avances et dotations en capital	2-22
Prêts, avances et dotations en capital	2-24
Dépôts dans des fonds de pension et fonds connexes et dans des comptes créés à des fins spéciales	2-25
Paiements provenant des fonds de pension et fonds connexes et des comptes créés à des fins spéciales	2-28
État des opérations de la dette	
Produit des emprunts contractés	2-30
Remboursements des emprunts	2-31
État des opérations d'Ontario Hydro	2-32
État de la situation financière	
Encaisse et placements temporaires	2-33
Avances et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions	2-33
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	2-34
Prêts aux administrations locales	2-34
Autres prêts	2-35
Avances à Ontario Hydro	2-36
Déficit cumulé	2-36
Fonds de pension et fonds connexes	2-37
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	2-37
Comptes créés à des fins spéciales	2-38
Sommaire des dettes contractées	2-40
Encours de la dette contractée	2-42
Passif éventuel	2-48
Créances exigibles de la Couronne	2-55
Aperçu des dix dernières années	
Opérations du Fonds consolidé du revenu	2-56
Situation financière	2-57

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Section 3 — États divers — Page

Caisse de retraite des fonctionnaires ... 3-3
Comptes d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative ... 3-7
Fonds d'indexation des pensions de retraite ... 3-8
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale ... 3-14
Caisse d'épargne de l'Ontario ... 3-17
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles ... 3-19
Loi sur l'administration financière — Pertes ... 3-21
Loi sur le ministère du Revenu — Remises ... 3-22
Comptes à payer ... 3-23
Comptes à recevoir ... 3-24

Section 4 — États des ministères

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles ... 4-3
Affaires civiques ... 4-5
Affaires intergouvernementales ... 4-15
Affaires municipales ... 4-23
Agriculture et Alimentation ... 4-41
Bureau de l'Assemblée législative ... 4-61
Bureau du Conseil des ministres ... 4-69
Bureau du directeur général des élections ... 4-77
Bureau du lieutenant-gouverneur ... 4-83
Bureau de l'ombudsman ... 4-89
Bureau du vérificateur provincial ... 4-95
Cabinet du premier ministre ... 4-101
Collèges et Universités ... 4-107
Conseil de gestion ... 4-119
Consommation et Commerce ... 4-133
Culture et Communications ... 4-151
Développement du Nord et Mines ... 4-169
Éducation ... 4-181
Énergie ... 4-195
Environnement ... 4-207
Formation professionnelle ... 4-227
Industrie, Commerce et Technologie ... 4-233
Institutions financières ... 4-249
Logement ... 4-259
Office des affaires autochtones ... 4-277
Office de la condition féminine ... 4-283
Office des personnes âgées ... 4-289
Office des personnes handicapées ... 4-295
Procureur général ... 4-301
Revenu ... 4-321
Richesses naturelles ... 4-339
Santé ... 4-361
Services correctionnels ... 4-381
Services gouvernementaux ... 4-391
Services sociaux et communautaires ... 4-407
Solliciteur général ... 4-419
Tourisme et Loisirs ... 4-433
Transports ... 4-449
Travail ... 4-471
Trésor et Économie ... 4-489
Index des dépenses ... 4-505

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1. La présentation des comptes publics

Les comptes publics de la province de l'Ontario pour 1988-1989 sont présentés en trois volumes :

Le volume 1 contient les états financiers de la province ainsi que les annexes détaillées qui les accompagnent.

Le volume 2 contient les états financiers des sociétés de la Couronne, des conseils et commissions de la province.

Le volume 3 contient l'inventaire détaillé des dépenses.

2. Guide d'interprétation du Volume 1 des comptes publics

(1) États financiers

Cette première section regroupe les différents états financiers de la province. Les données, exprimées en millions de dollars, sont arrondies et sont présentées sous forme de tableau comparatif. Les états financiers et les notes complémentaires permettent de retracer les principales opérations financières de la province pendant la période comptable, et ils donnent un aperçu global de la situation financière à la clôture de l'exercice. Dans cette section, on trouve en outre un résumé des principales conventions comptables adoptées par la province.

(2) Annexes aux états financiers

Les annexes développent les divers états financiers sur la base, cette fois, de chiffres non arrondis. On trouve aussi une analyse complémentaire des recettes et des dépenses, une ventilation du passif éventuel et des engagements directs constatés à la clôture de l'exercice, ainsi qu'une présentation des flux du Fonds consolidé du revenu établie sur dix exercices et le bilan.

(3) États divers

Les Etats divers reprennent les états financiers de quelques comptes créés à des fins spéciales, un certain nombre de données financières complémentaires, ainsi que l'état de la Caisse d'épargne de l'Ontario, une direction du ministère du Revenu.

(4) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, en page 4-3, un Sommaire des affectations et des dépenses engagées, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 4-5 à 4-503, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chaque cas, les six états financiers suivants peuvent être retenus :

(a) "État des dépenses par programme"

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses et des autres comptes. Voir le Résumé des principales conventions comptables pour la description des "Autres comptes".

(b) "État des dépenses par programme et activité"

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le Budget des dépenses, d'une part, et avec ceux octroyés par le Conseil de gestion, d'autre part. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le Budget des dépenses sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) "Détail des dépenses par activité et par catégorie de dépenses"

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les crédits législatifs et les autres comptes n'étant pas considérés comme des postes types, les montants correspondants font l'objet, pour chaque activité énoncée, de catégories distinctes.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des différents postes de dépenses en fonction de la Classification par catégorie de dépenses :

Traitements et salaires
Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux
Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications
Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services
Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel
Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers
Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert
Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations
Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties), et les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'ARDA, et les subventions remboursables.

(d) "État des recettes"

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les treize différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Fonds consolidé du revenu. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) "État des remboursements des prêts, avances et dotations en capital"

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements de dotations en capital enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts, avances et dotations en capital financés par le Fonds consolidé du revenu.

(f) "État des dépôts effectués dans les fonds de pension et fonds connexes et dans les comptes créés à des fins spéciales"

Cet état comprend une liste des différents dépôts effectués par le ministère dans chacun des comptes envisagés et permet de suivre l'évolution de la situation d'une année à l'autre. En règle générale, le ministère qui fait état de certaines sommes assure également la gestion du compte dans lequel elles ont été déposées.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Les raisons d'être et la portée de chaque nouvelle proposition fiscale figurent dans les documents budgétaires, qui comprennent l'exposé budgétaire, les mesures budgétaires, le plan financier et d'autres renseignements. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario, au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après avoir présenté son budget devant l'Assemblée législative, le trésorier de l'Ontario dépose le budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril. Le budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la Loi sur les subsides à la Couronne. Un budget des dépenses supplémentaire est déposé, tel que prescrit, au cours de l'exercice. On peut obtenir des exemplaires gratuits des budgets des dépenses en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Le Rapport financier de la province de l'Ontario

Le Rapport financier est publié une fois par an, au terme de l'exercice clos le 31 mars. En règle générale, il est mis à la disposition des membres de l'Assemblée législative, des milieux financiers et du public à la fin de juillet ou au début d'août. Il expose les principaux aspects des finances de la province et les états financiers relatifs à l'exercice écoulé. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant à la Direction des communications du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost sud, 5e étage, 7, Queen's Park Crescent, Toronto (Ontario) M7A 1Y7.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur l'évolution de la croissance économique de l'Ontario. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en écrivant au Bureau des politiques économiques du ministère du Trésor et de l'Économie, édifice Frost nord, 5e étage, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1.

Bulletin démographique

Publié à intervalles irréguliers au cours de l'année, ce bulletin contient des statistiques sur l'évolution de la population de l'Ontario, de ses comtés, districts et municipalités régionales. On peut en obtenir des exemplaires gratuits en se présentant à la librairie du gouvernement de l'Ontario au 880, rue Bay à Toronto, ou en écrivant à Publications Ontario au 880, rue Bay, 5e étage, Toronto (Ontario) M7A 1N8.

section 1

états financiers

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

ENTITÉ COMPTABLE

Les états financiers, préparés selon le concept du Fonds consolidé du revenu, présentent une comptabilité des ressources financières obtenues par l'Assemblée législative de l'Ontario. Les conventions comptables adoptées par la province conviennent le mieux pour le dépôt devant l'Assemblée législative; ainsi, les opérations financières des ministères sont présentées comme des mouvements de trésorerie. Seules les activités des sociétés de la Couronne, des conseils et des commissions qui ont reçu des sommes du Fonds consolidé du revenu ou y ont contribué sont inscrites.

MÉTHODE DE COMPTABILITÉ

La comptabilité de caisse utilisée par la province est modifiée de façon à accorder 30 jours supplémentaires pour le paiement des dettes contractées pendant l'exercice qui vient de se terminer et de certaines opérations hors caisse. Toutefois, la date de clôture pour les écritures relatives aux rentrées de fonds est le 31 mars dans le cas de l'encaisse reçue.

Les prêts et les avances sont inscrits comme éléments d'actif financier, s'ils sont censés être remboursés et s'ils font l'objet de modalités spécifiques. La valeur de ces éléments d'actif est périodiquement redressée, lorsqu'on peut raisonnablement établir que la valeur des titres cédés en garantie des prêts et avances a diminué ou lorsque l'avoir de la province a peu de chances d'être entièrement recouvré. On a donné à la participation dans les sociétés de la Couronne une valeur symbolique de 1 $.

Conformément à la loi, les fonds de pension et les fonds connexes sont considérés comme éléments de passif du Fonds consolidé du revenu et comprennent les contributions paritaires des employés et du gouvernement, les intérêts accumulés sur les soldes des fonds ainsi que tout montant versé pour l'amortissement des dettes non provisionnées. La diminution des soldes des fonds est attribuable aux prestations versées aux personnes retraitées.

Les opérations financières de la province sont comptabilisées en quatre catégories :

RECETTES

Les recettes comprennent les sommes obtenues grâce aux impôts, taxes, primes, droits et permis, les paiements du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes fiscaux et des programmes à frais partagés, ainsi que le revenu des placements.

DÉPENSES

Les dépenses relatives aux programmes gouvernementaux comprennent les paiements de transfert versés aux particuliers, aux administrations locales et aux établissements, les intérêts sur les titres émis aux fins de la province, les salaires et les avantages sociaux, les paiements pour les biens et services ainsi que les additions aux immobilisations. Le coût des immobilisations est imputé aux dépenses au moment de l'achat ou de la construction puisqu'il n'est pas dissocié des autres services publics.

AUTRES COMPTES

Les autres comptes sont constitués des prêts, dotations en capital et opérations administratives des comptes créés à des fins spéciales du gouvernement, ce qui comprend les prêts, les avances et les dotations en capital, les fonds de pension et les fonds connexes et les comptes créés à des fins spéciales. Ces comptes sont des éléments d'actif et de passif.

Prêts, avances et dotations en capital

Cette catégorie couvre les prêts et les dotations en capital effectués par le gouvernement de l'Ontario dans différents organismes, sociétés de la Couronne et administrations locales.

Fonds de pension et fonds connexes

Les fonds de pension et les fonds connexes destinés aux employés du gouvernement, aux membres de l'Assemblée législative et aux juges provinciaux, sont constitués des cotisations des employés et des contributions des employeurs ainsi que des intérêts gagnés et les paiements au titre de l'amortissement, moins les paiements effectués.

Comptes créés à des fins spéciales

Les comptes créés à des fins spéciales sont généralement établis par texte législatif et administrés par la province. On relève comme principaux exemples les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario, au Fonds des puits d'extraction et des carrières et au Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles.

FINANCEMENT

Le financement comprend les opérations de la dette et la variation nette de l'encaisse et des placements temporaires.

Les opérations de la dette regroupent les emprunts contractés et remboursés par le gouvernement aux fins de la province.

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

ACTIF FINANCIER, DÉFICIT CUMULÉ ET PASSIF

Actif financier

Les éléments d'actif financier, qui représentent les sommes dues par des tiers au Fonds consolidé du revenu, proviennent des transactions au comptant.

Déficit cumulé

Le déficit cumulé par la province correspond à la différence entre son passif et son actif. L'évolution du déficit cumulé, d'un exercice à l'autre, correspond à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

Passif

Le passif correspond aux créances de tiers exigibles du Fonds consolidé du revenu.

La dette contractée aux fins de la province comprend les débentures, les billets et les bons du Trésor qui sont inscrits à la valeur nominale. On a recours aux ressources générales de la province pour effectuer le remboursement continu et régulier de la dette et aucun fonds d'amortissement n'a été créé à cet effet.

Parmi les autres éléments de passif, on relève les fonds de pension et les fonds connexes ainsi que les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario et d'autres comptes créés à des fins spéciales.

Passif éventuel

Le passif éventuel de la province correspond aux garanties consenties par le trésorier de l'Ontario et aux créances substantielles exigibles de la Couronne. Le passif éventuel en devises étrangères est converti en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

ONTARIO HYDRO

Les avances consenties à Ontario Hydro et la dette engagée pour son compte désignent des sommes empruntées de la part d'Ontario Hydro. La province émet des titres dont elle avance le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Comme ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette constituent une option de financement et ne font pas partie à proprement parler du plan budgétaire de la province, ils sont classés séparément. Les avances et la dette contractée sont converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989
(en millions de dollars)

	Budget 1989		Réel 1989		Réel 1988	
Recettes	36 343		37 256		32 453	
Dépenses	37 887		38 735		34 942	
Déficit		1 544		1 479		2 489
Autres comptes (nets)						
Fonds de pension et fonds connexes	885		906		824	
Prêts, avances et dotations en capital	54		96		226	
Comptes créés à des fins spéciales	132		427		153	
Total des autres comptes (net)		1 071		1 429		1 203
Besoins nets de trésorerie		473		50		1 286
Financement						
Opérations de la dette						
Produit de l'émission d'emprunts, net des rachats		755		700		901
(Augmentation)/diminution de l'encaisse et des placements temporaires		(282)		(650)		385
Financement total		473		50		1 286

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989
(en millions de dollars)

	Budget 1989	Réel 1989	Réel 1988
Recettes fiscales			
Impôt sur le revenu des particuliers	10 622	11 687	9 859
Taxe de vente au détail	7 814	7 775	6 305
Impôts des sociétés	4 329	4 223	3 600
Taxe sur l'essence	1 214	1 230	1 035
Taxe sur le tabac	776	750	639
Droits de cession immobilière	500	634	471
Taxe sur les carburants	325	309	291
Impôt sur les bénéfices miniers	45	135	13
Imposition réciproque	93	109	91
Taxe sur le pari mutuel	80	79	75
Impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique	50	54	90
Autres	15	12	11
	25 863	26 997	22 480
Autres recettes			
Primes du Régime d'assurance-santé de l'Ontario	1 738	1 745	1 723
Bénéfices des commissions et sociétés de la Couronne			
Régie des alcools de l'Ontario	701	645	651
Société des loteries de l'Ontario	465	485	470
Droits d'immatriculation des véhicules	513	509	506
Recettes de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	415	399	351
Autres droits et permis	265	279	249
Intérêts sur les prêts, avances et dotations en capital	253	265	295
Redevances	208	187	177
Facturation des services publics	120	137	145
Ventes et locations	110	131	96
Amendes	125	113	104
Divers	240	251	222
	5 153	5 146	4 989
Gouvernement du Canada			
Financement des programmes établis	2 925	2 674	2 773
Services complémentaires de santé	463	463	436
Régime d'assistance publique du Canada	1 460	1 497	1 305
Entente nationale sur la formation professionnelle	102	114	131
Expansion du bilinguisme	57	48	50
Jeunes contrevenants	64	56	64
Réadaptation professionnelle des handicapés	32	30	33
Autres	224	231	192
	5 327	5 113	4 984
Total des recettes	36 343	37 256	32 453

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES DÉPENSES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989
(en millions de dollars)

MINISTÈRES	Budget 1989	Réel 1989	Réel 1988
Affaires civiques	46	46	39
Affaires intergouvernementales	9	9	9
Affaires municipales	976	1 383	922
Agriculture et Alimentation	567	511	566
Collèges et Universités	2 583	2 668	2 391
Conseil de gestion	40	38	37
Consommation et Commerce	152	146	135
Culture et Communications	253	256	227
Développement du Nord et Mines	305	291	239
Éducation	4 799	5 111	4 447
Énergie	45	38	43
Environnement	426	415	385
Formation professionnelle	408	402	385
Industrie, Commerce et Technologie	171	156	173
Institutions financières	36	37	31
Logement	468	421	333
Office des personnes âgées	9	6	5
Office des personnes handicapées	7	7	6
Procureur général	405	415	382
Office des affaires autochtones	5	3	2
Revenu	830	799	786
Richesses naturelles	558	577	552
Santé	12 689	12 565	11 529
Services correctionnels	423	410	402
Services gouvernementaux	643	620	542
Services sociaux et communautaires	4 308	4 312	3 775
Solliciteur général	450	447	405
Tourisme et Loisirs	184	177	169
Transports	2 078	2 067	1 914
Travail	126	119	107
Office de la condition féminine	18	16	17
Trésor et Économie	29	28	28
Projets de développement économique	50	41	45
Fonds de technologie	100	62	20
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	4 080	4 032	3 771
Bureaux des corps législatif et exécutif	12	11	10
Autres	99	93	113
Réductions et contraintes budgétaires (note 11)	(500)		
Total des dépenses (note 9)	37 887	38 735	34 942

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES AUTRES COMPTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989
(en millions de dollars)

	Budget 1989	Réel 1989	Réel 1988
Fonds de pension et fonds connexes			
DÉPÔTS :			
Caisse de retraite des fonctionnaires	878	873	789
Fonds d'indexation des pensions de retraite	378	387	345
Autres	30	26	24
	1 286	1 286	1 158
PAIEMENTS :			
Caisse de retraite des fonctionnaires	237	231	206
Fonds d'indexation des pensions de retraite	153	138	119
Autres	11	11	9
	401	380	334
Dépôts nets dans les fonds de pension et les fonds connexes	885	906	824
Prêts, avances et dotations en capital			
REMBOURSEMENTS :			
Sociétés, conseils et commissions			
Sociétés de développement	45	66	71
Autres	8	14	152
Administrations locales	33	43	43
Conseils scolaires	40	40	45
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	25	26	34
Autres prêts, avances et dotations en capital	24	13	25
	175	202	370
VERSEMENTS :			
Sociétés, conseils et commissions			
Sociétés de développement	75	67	103
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	23	24	20
Administrations locales	22	15	20
Autres prêts, avances et dotations en capital	1		1
	121	106	144
Remboursements nets des prêts, avances et dotations en capital	54	96	226

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES AUTRES COMPTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989
(en millions de dollars)

	Budget 1989	Réel 1989	Réel 1988
Comptes créés à des fins spéciales (nets)			
Caisse d'épargne de l'Ontario	120	377	161
Autres	12	50	(8)
Dépôts nets dans les comptes créés à des fins spéciales	132	427	153
Total net des autres comptes	1 071	1 429	1 203

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

pour l'exercice clos le 31 mars 1989
(en millions de dollars)

	Budget 1989	Réel 1989	Réel 1988
Produit des emprunts contractés			
Caisse de retraite des enseignants	1 675	1 620	1 620
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada			42
Produit total des emprunts contractés	1 675	1 620	1 662
Emprunts remboursés			
Caisse de retraite des enseignants			176
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	420	412	376
Autres débentures et billets	500	508	209
Montant total des emprunts remboursés	920	920	761
Opérations nettes de la dette	755	700	901

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

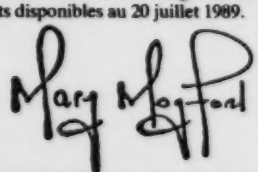
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989
(en millions de dollars)

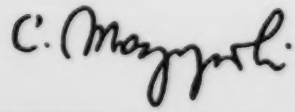
	1989	1988
Actif financier		
Encaisse et placements temporaires (note 1)	2 244	1 594
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets (au coût moins les recouvrements) (note 2)	466	468
Prêts aux administrations locales	380	448
Avances aux sociétés, conseils et commissions (note 3)	370	383
Autres prêts	55	68
	3 515	2 961
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations (note 4)	7 789	7 541
Total de l'actif financier	11 304	10 502
Déficit cumulé	35 499	34 020
	46 803	44 522
Passif		
Dette contractée aux fins de la province (note 5)	29 522	28 822
Fonds de pension et fonds connexes (note 6)	7 887	6 981
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 450	1 073
Comptes créés à des fins spéciales	155	105
Total du passif aux fins de la province	39 014	36 981
Dette contractée pour Ontario Hydro (note 5)	7 789	7 541
	46 803	44 522
Passif éventuel (note 8)	20 559	18 595

Voir le résumé des principales conventions comptables et les notes complémentaires qui font partie intégrante des présents états financiers.

Le Bureau du Trésor assume la pleine et entière responsabilité des états financiers de la province de l'Ontario pour l'exercice clos le 31 mars 1989, et des notes complémentaires, qui ont été préparés conformément aux conventions comptables décrites dans le Résumé des principales conventions comptables. Le Bureau du Trésor estime que ces états financiers ont été rédigés en bonne et due forme, qu'ils sont complets et qu'ils comprennent tous les renseignements disponibles au 20 juillet 1989.



M. MOGFORD, trésorière adjointe de l'Ontario et sous-ministre de l'Économie



C. MOSZYNSKI, C.G.A., directrice intérimaire des politiques sur la comptabilité et l'information financière

NOTES COMPLÉMENTAIRES
(Tous les chiffres des tableaux sont en millions de dollars)

1. Encaisse et placements temporaires

Les placements temporaires, constitués principalement de titres à court terme négociables émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements provincial et fédéral, sont comptabilisés au coût.

2. Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets

Le ministère de l'Environnement octroie un nombre considérable de contrats pour la construction des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts desservant les municipalités. Ces dotations en capital sont recouvrées au cours de la durée des ententes intervenues avec les municipalités.

Une tranche de 393 millions de dollars du total de ces apports est attribuable à des accords pour des projets appartenant à la province, laquelle facture directement les usagers de ces services. Le produit de ces facturations sert à amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre quarante ans, à payer les frais d'exploitation et à produire un rendement sur le capital investi.

D'autres accords prévoient l'accumulation dans un fonds d'amortissement de la principale tranche des paiements annuels d'amortissement. Le solde cumulé de ces fonds, qui s'élevait à 26 millions de dollars au 31 mars 1989 (36 millions de dollars en 1988), a permis de réduire le compte de dotation en capital.

3. Avances aux sociétés, conseils et commissions

	1989	1988
Sociétés de développement	290 $	290 $
Autres	80	93
	370 $	383 $

La province avance des fonds pour les prêts accordés par les sociétés de développement. Elle les défraie également du coût de tous les frais d'administration, des prêts consentis à des taux d'intérêt peu élevés et des frais engagés pour honorer les garanties, qui s'est élevé à la somme totale de 29 millions de dollars en 1989 (19 millions de dollars en 1988). Les avances consenties à ces sociétés sont réduites du montant des remises de dettes et du montant des radiations, soit au total 13 millions de dollars en 1989 (23 millions de dollars en 1988).

4. Avances à Ontario Hydro

La province émet des titres dont elle avance le produit à Ontario Hydro en échange d'obligations ayant les mêmes modalités. Ces opérations, le remboursement et le coût du service de la dette qui en résultent, constituent une option de financement et ne font pas partie à proprement parler du plan budgétaire de l'Ontario. Au 31 mars 1989, le produit des obligations atteignait 4 770 millions de dollars américains (4 888 millions de dollars américains en 1988) et 2 097 millions de dollars canadiens (1 508 millions de dollars canadiens en 1988) en ce qui concerne le Régime de pensions du Canada. L'équivalent en dollars canadiens des obligations libellées en dollars américains s'élevait à 5 692 millions de dollars (6 033 millions de dollars en 1988), calculés d'après le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Voici les opérations effectuées au cours de l'exercice :

	1989	1988
Produit des emprunts contractés	589 $	389 $
Emprunts remboursés	(145)	(280)
Produit net — après remboursements	444	109
Change — (gain)/perte	(196)	(354)
Augmentation/(diminution) nette de la dette contractée pour Ontario Hydro	248	(245)

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

4. Avances à Ontario Hydro (suite)

Avances, intérêts et recouvrements connexes	1989	1988
Avances à Ontario Hydro	589 $	389 $
Intérêts	838	884
Recouvrement d'intérêts et emprunts remboursés	(983)	(1 164)
Avances nettes	444	109
Change — (gain)/perte	(196)	(354)
Avances, intérêts, change, nets — (gain)/perte et recouvrements connexes	(248) $	(245) $

5. Dette contractée

Les débentures, billets et bons du Trésor émis aux fins de la province et pour Ontario Hydro, exprimés en dollars canadiens, sont condensés par année d'échéance ou de remboursement dans les tableaux suivants.

AUX FINS DE LA PROVINCE

Échéance/ remboursement le 31 mars	1989	1989 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal	1988	1988 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal
	$	%	$	%
1989			1 570	
1990	1 105		454	
1991	485		486	
1992	508		508	
1993	1 001		1 001	
1994	942			
1-5 ans	4 041	8,05	4 019	7,82
6-10 ans	5 656	9,04	5 148	8,68
11-15 ans	8 537	11,87	7 690	11,36
16-20 ans	9 276	12,15	10 097	12,28
21-25 ans	1 931	10,88	1 772	10,78
26-30 ans	71	9,94	74	9,82
31-35 ans	10	10,32	22	10,22
	29 522	10,82	28 822	10,67

Payable à :	1989	1988
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 981 $	14 393 $
Autres	333	342
Caisse de retraite des enseignants	13 093	11 473
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293	1 293
Investisseurs publics	822	1 321
	29 522 $	28 822 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

POUR ONTARIO HYDRO

Échéance/ remboursement le 31 mars	1989 Dollars canadiens	1989 Dollars américains	1989 Total	1989 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal	1988 Total	1988 Moyenne pondérée du taux d'intérêt nominal
	$	$	$	%	$	%
1990		239	239		247	
1991		52	52		54	
1992		354	354		486	
1993		232	232		240	
1994						
1-5 ans		877	877	13,40	1 027	13,54
6-10 ans		605	605	9,52	485	10,19
11-15 ans	1 000	666	1 666	12,12	1 613	11,89
16-20 ans	1 097	2 297	3 394	9,35	2 286	8,91
21-25 ans		1 247	1 247	13,52	2 010	11,96
26-30 ans					120	11,75
	2 097	5 692	7 789	11,06	7 541	11,12

Payable à :	1989	1988
Ministre des Finances du Canada		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 097 $	1 508 $
Investisseurs publics	5 692	6 033
	7 789 $	7 541 $

Le passif correspondant aux débentures en dollars américains a été réévalué selon le taux de change qui était en vigueur le 31 mars. Le gain de change se chiffre à 196 millions de dollars (354 millions de dollars en 1988).

Comme l'explique la note 4, la province détient des titres de compensation constitués d'obligations d'Ontario Hydro comportant des modalités identiques à celles des titres émis par la province.

6. Fonds de pension et fonds connexes

La province conserve des comptes dans le Fonds consolidé du revenu pour toutes les contributions et tous les revenus d'intérêts moins les paiements relatifs aux fonds de pension et fonds connexes et aux comptes mentionnés ci-dessous. Les montants comptabilisés par la province représentent l'actif total de ces caisses de retraite.

	1989	1988
Caisse de retraite des fonctionnaires	5 787 $	5 145 $
Fonds d'indexation des pensions de retraite	1 989	1 740
Compte d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative	42	39
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	51	44
Autres	18	13
	7 887 $	6 981 $

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

6. Fonds de pension et fonds connexes (suite)

D'après le plus récent rapport actuariel en date du 31 décembre 1985, la Caisse de retraite des fonctionnaires avait un excédent de 109,9 millions de dollars.

Le Fonds d'indexation des pensions de retraite protège contre l'inflation les bénéficiaires de pensions de la Caisse de retraite des fonctionnaires, de la Caisse de retraite des enseignants et de la Caisse de retraite de l'Institut polytechnique Ryerson, conformément aux dispositions de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite. Chaque caisse a un compte distinct. Les prestataires de rentes différées comptent parmi les bénéficiaires au même titre que ceux qui reçoivent leur pension.

Les prestations du Fonds d'indexation ne sont pas entièrement provisionnées comme l'autorise la Loi de 1987 sur les régimes de retraite. Afin d'assurer le provisionnement intégral des prestations, le gouvernement à présenté, en juin 1989, un projet de loi qui, s'il est adopté, entraînera les changements suivants :

- la fusion des Fonds d'indexation des pensions de retraite des enseignants et des fonctionnaires avec les caisses de base respectives;
- l'augmentation des taux de cotisations paritaires correspondant à un pour cent des salaires afin d'assurer le provisionnement intégral des prestations futures;
- l'engagement du gouvernement d'éponger les déficits passés des fonds consolidés;
- l'amortissement des déficits passés à l'aide de paiements échelonnés sur une période de 40 ans et correspondant à un pourcentage constant des charges de personnel;
- l'amortissement, tel que prescrit dans la Loi de 1987 sur les régimes de retraite, de toute insuffisance future qui sera établie par les évaluations actuarielles subséquentes;
- l'autorisation de faire des placements sur le marché financier sous la responsabilité de conseils autonomes.

Une évaluation actuarielle préliminaire indique que le déficit des caisses consolidées s'élève à 5,7 milliards de dollars (4 milliards de dollars pour la caisse de retraite des enseignants et 1,7 milliard de dollars pour celle des fonctionnaires).

Une étude actuarielle du Compte d'allocations de retraite des membres de l'Assemblée législative au 31 mars 1988 a révélé l'existence d'un déficit de 12 109 dollars. Au 31 mars 1989, la province l'avait comblé.

7. Caisse de retraite des enseignants

La province verse annuellement dans la Caisse de retraite des enseignants des contributions équivalentes aux cotisations des membres. La caisse est administrée par la Commission du régime de retraite des enseignants. Les fonds qui ne servent pas au versement des prestations sont placés en obligations de la province, conformément à l'article 72 de la Loi de 1983 sur le régime de retraite des enseignants. La province s'est aussi engagée à combler toute insuffisance enregistrée par cette caisse de retraite. Comme il est expliqué à la note 6, la province a présenté, au mois de juin 1989, un projet de loi pour la fusion de la caisse de retraite et du fonds d'indexation.

Le plus récent rapport actuariel en date du 31 décembre 1987 a révélé un excédent de 33 millions de dollars.

8. Passif éventuel

Obligations garanties par la province :	1989	1988
Débentures, obligations et billets — Ontario Hydro	19 259 $	17 487 $
Prêts garantis	852	577
Autres garanties	448	531
	20 559 $	18 595 $

Créances exigibles de la Couronne :

Parmi les créances exigibles de la Couronne, huit s'élèvent à plus de 50 millions de dollars chacune et découlent de poursuites judiciaires en cours ou éventuelles relatives à des revendications territoriales présentées par des bandes d'Indiens, à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des raisons semblables. L'aboutissement de ces poursuites étant incertain, on ne peut déterminer le coût que la province devra assumer, le cas échéant. En cas de règlement, les sommes versées seront comptabilisées comme dépenses.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

9. Dépenses par catégorie courante de comptes

	1989	1988
Traitements et salaires	3 093 $	2 919 $
Avantages sociaux	512	489
Transports et communications	329	314
Services	1 396	1 342
Fournitures et matériel	687	651
Acquisition/construction de biens immobiliers	507	436
Paiements de transfert	28 564	25 410
Intérêt sur les titres émis aux fins de la province	4 032	3 771
Autres opérations	149	169
Moins les recouvrements	(534)	(559)
Total des dépenses	38 735 $	34 942 $

10. Modification apportée aux conventions comptables

Comme cela est indiqué dans le Résumé des principales conventions comptables, la date de clôture pour les écritures relatives aux rentrées de fonds est le 31 mars dans le cas de l'encaisse reçue seulement et non des fonds en transit comme c'était le cas les années précédentes. Ce changement dans le système comptable entraîne une diminution des recettes de 123 millions de dollars pour l'exercice 1988-1989.

11. Chiffres du budget

Les chiffres du budget figurant dans les présents états financiers proviennent du budget de l'Ontario de 1988 déposé devant l'Assemblée législative par le trésorier de l'Ontario le 20 avril 1988.

Le chiffre relatif aux réductions et contraintes budgétaires qui figure dans l'état des dépenses représente les économies qu'on prévoit réaliser au cours de l'exercice et qui n'ont pas été identifiées de façon précise par les ministères lors de la préparation du budget.

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 1988 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1989.

OPINION DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la province de l'Ontario pour l'exercice terminé le 31 mars 1989, ainsi que l'état des opérations financières, l'état des recettes, l'état des dépenses, l'état des autres comptes et l'état des opérations de la dette. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la province au 31 mars 1989, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière au cours de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables décrites au Résumé des principales conventions comptables. En outre, ces dernières ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, sauf dans le cas de la comptabilité des rentrées de fonds, tel qu'expliqué à la note 10 des états financiers.

L'avis que j'émets dans le paragraphe ci-dessus résulte d'un examen qui m'a permis de conclure avec un haut degré de certitude que les états financiers de la province ne contenaient pas d'erreurs importantes. Plus précisément, je suis certain à 99 pour 100 près que l'ensemble des erreurs qui auraient pu s'y glisser représente une somme inférieure à 75 millions de dollars.

D.F. Archer

Toronto (Ontario)
le 20 juillet 1989

D.F. Archer, F.C.A.
Vérificateur provincial

section 2

annexes aux états financiers

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe établit la synthèse des recettes de la province par catégorie principale et par source. Chacune de ces catégories principales est suivie du détail des différents postes de recettes qui la composent. On trouvera à la Section 4 du présent volume une ventilation des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale de financement.

	1989 $	1988 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	11 686 834 292	9 859 134 894
Taxe de vente au détail	7 775 299 910	6 305 045 583
Impôt des sociétés	4 222 508 217	3 599 754 250
Taxe sur l'essence	1 229 543 704	1 035 011 783
Taxe sur le tabac	750 328 723	638 633 611
Droits de cession immobilière	633 688 956	471 210 595
Taxe sur les carburants	308 614 651	290 904 929
Impôt sur les bénéfices miniers	135 299 981	13 285 434
Entente sur l'imposition réciproque	109 105 129	90 871 989
Taxe sur le pari mutuel	79 180 031	75 001 452
Quote-part de l'impôt fédéral sur le revenu des entreprises d'utilité publique	54 008 631	89 903 239
Droits de succession	4 738 294	4 267 759
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière	523 967	580 307
Commission des sports professionnels	62 621	31 922
	26 989 747 117	22 473 637 747
Autres		
Impôt foncier provincial	5 538 025	5 414 610
Prises de participation croisées et compagnies d'assurances non titulaires d'un permis	1 720 371	771 388
Taxe sur la spéculation foncière	6 484	(33 855)
	7 264 880	6 152 143
TOTAL DES RECETTES FISCALES	26 997 011 997	22 479 789 890

La quote-part de l'impôt sur le revenu des particuliers perçue par le gouvernement fédéral pour le compte de la province en 1988, représente 51% de l'impôt fédéral de base. Des montants reçus par la province, il faut retrancher, d'une part, les crédits d'impôt de l'Ontario, qui se sont élevés à 356 529 686 $ en 1989 et à 277 212 266 $ en 1988 et, d'autre part, les redevances versées aux services fédéraux de perception au titre de la gestion de ces crédits d'impôts (3 470 314 $ en 1989 et 2 787 734 $ en 1988).

Une surtaxe de 10 pour cent de l'impôt de l'Ontario sur le revenu exigible en sus de 10 000 $ a été perçue en 1988.

Pour l'année d'imposition 1988 et les années d'imposition suivantes, les particuliers dont l'impôt ontarien sur le revenu est de 150 $ ou moins ne paient pas d'impôt sur le revenu et les particuliers dont l'impôt ontarien sur le revenu se situe entre 150 $ et 225 $, leur impôt ontarien est réduit d'un montant équivalant à 450 $ moins le double de leur impôt ontarien sur le revenu.

La taxe de vente au détail équivaut à 8% du prix d'achat de la plupart des biens meubles corporels et de certains services achetés en Ontario. Le taux de cette taxe est de 10% pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 dollars, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12% pour les boissons vendues dans les points de vente en magasin, et de 5% pour les logements transitoires. La loi sur la taxe de vente au détail prévoit toutefois un certain nombre d'exonérations et de remises. La taxe de vente au détail est perçue, pour le compte de la province, par des vendeurs nommés à cet effet.

L'enveloppe d'imposition des sociétés comprend : un impôt sur les bénéfices, qui peut varier entre 10% et 15 1/2% des sommes imposables; un impôt sur le capital, qui peut aller d'un minimum de 50 $ à un maximum de 3 10e de 1% des sommes imposables, pour la plupart des sociétés (L'impôt sur le capital n'est pas applicable à certaines petites compagnies.); un impôt sur le capital, qui peut représenter jusqu'à 4 5e de 1% des sommes imposables pour certains établissements financiers; un impôt de 2% à 3% sur le montant brut des primes, pour la plupart des catégories d'assurance; et un impôt de 0,5% sur les primes d'assurance des immobilisations.

La taxe spécifique pour toutes les catégories d'essence est de 9,3 cents par litre, et de 1,88 cents par litre pour le carburant d'aviation. Une taxe supplémentaire de 3,0 cents le litre est perçue sur l'essence avec plomb. Certains matériels agricoles et autres matériels roulants n'empruntant pas le réseau routier pour lesquels aucun permis de circulation n'est exigé peuvent faire l'objet d'un remboursement de taxe par la province. Ce sont principalement les compagnies pétrolières qui perçoivent cette taxe pour le compte du gouvernement provincial.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Tous les produits du tabac sont grevés d'une taxe, qui représente 3,83 cents par cigarette pour la taxe spécifique, et 2,2 cents par gramme ou fraction de gramme pour le tabac coupé ou pour tout autre produit du tabac. La seule exception à cette règle concerne les cigares, qui font l'objet d'une taxe de 45%.

Les droits de cession immobilière sont perçus par les registrateurs fonciers de l'Ontario. Jusqu'à concurrence de 55 000 dollars, la valeur d'achat d'un terrain est grevée d'une taxe de 0,5%; au delà de ce montant, la taxe est de 1%. Si la vente porte sur une parcelle unique de terrain sur laquelle il n'y a qu'une ou deux résidences unifamiliales, la portion du prix d'achat qui dépasse 250 000 $ fait l'objet d'une taxe supplémentaire de 0,5%. Les non résidents acquéreurs de terrains assujettis à certaines restrictions doivent acquitter une taxe équivalant à 20% du coût de cession.

La taxe sur les carburants ne s'applique qu'au carburant diesel servant à l'alimentation des véhicules automobiles et des locomotives. La taxe spécifique sur le carburant diesel est de 9,9 cents par litre pour les véhicules automobiles, et de 3,1 cents par litre pour les locomotives. En règle générale, la perception de cette taxe est assurée par les grossistes ou par les compagnies pétrolières agissant pour le compte de la province, mais il peut arriver qu'elle soit versée directement par les usagers au gouvernement.

L'impôt sur les bénéfices miniers est prélevé directement par le gouvernement provincial. Le taux d'imposition de 20% s'applique à la tranche des bénéfices qui dépasse 500 000 $.

Au titre de l'Accord de réciprocité fiscale, le gouvernement fédéral verse certaines contributions à la place des remises de la taxe provinciale de vente au détail et des droits d'immatriculation de ses véhicules automobiles.

La taxe sur les paris mutuels est perçue par les exploitants des pistes de courses. Elle est de 9% pour les paris Trifecta et de 7% pour tous les autres types de paris.

L'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique appartenant à des intérêts privés est perçu par le gouvernement fédéral, qui en remet une partie à la province. Le montant et le taux de cette remise sont fixés dans la Loi fédérale sur le transfert de l'impôt sur le revenu des entreprises d'utilité publique.

La Loi sur les droits successoraux ayant été abrogée le 10 avril 1979, les sommes figurant sous cette rubrique correspondent en fait aux impôts perçus pendant l'exercice, mais s'appliquant à des biens légués par des individus décédés avant cette date.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

En vertu de la Loi sur le contrôle des sports, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme d'au moins 1% et d'au plus 5% des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5% de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation, et 5% des recettes brutes des compagnies de télégraphe et de téléphone. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, enoncés dans la Loi sur l'évaluation foncière.

La province a en outre perçu certaines sommes provenant d'impôts qui n'existent plus, comme celui sur les plus-values ainsi que des montants versés au titre de l'impôt sur les prises de participation croisées et de la taxe sur les compagnies d'assurances non titulaires d'un permis délivré par l'Ontario.

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 496 809 748	1 305 583 422
Entente nationale sur la formation professionnelle	114 051 082	131 490 608
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	62 661 162	34 798 084
Accord sur les jeunes contrevenants	56 086 362	62 983 548
Expansion du bilinguisme	48 128 910	50 438 798
Aide juridique	41 613 036	36 069 365
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	30 362 583	33 345 208
Frais administratifs — logements sans but lucratif	23 056 329	7 160 679
Bois d'oeuvre	21 261 462	34 335 873
Subventionnement des primes de l'assurance-récolte	19 239 301	18 841 909
Entente sur le développement économique et régional (EDER)	15 161 450	13 654 656
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs	1 529 084	629 999
Entente-cadre de développement (ECD)		(4 414)
Autres	31 143 041	30 500 497
	1 961 043 550	1 759 828 232

ANNEXES A L'ETAT DES RECETTES

DETAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA (suite)		
Autres		
Financement des programmes établis		
Contributions en espèces	2 673 522 000	2 773 429 000
Services complémentaires de santé	462 852 000	435 624 000
Autres	15 229 083	15 178 656
	3 151 603 083	3 224 231 656
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	5 112 646 633	4 984 059 888

Dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral rembourse à la province 50% des dépenses admissibles des programmes d'assistance sociale et de bien-être s'adressant aux personnes les plus démunies.

En vertu de l'Entente nationale sur la formation professionnelle, le gouvernement fédéral contribue au financement de programmes provinciaux de formation en établissements d'enseignement et en milieux d'emploi destinés à améliorer notamment les compétences professionnelles des travailleurs et à accroître ainsi leurs chances de trouver un emploi.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Indiens, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

En vertu des Ententes relatives aux jeunes contrevenants, le gouvernement fédéral rembourse 50% des frais engagés par la province pour financer les services d'aide juridique prévus aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Afin de promouvoir l'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais encourus pour assurer des services au public dans les deux langues officielles, pour offrir un enseignement dans la "langue de la minorité officielle", et pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue; enfin, le gouvernement fédéral contribue au financement des programmes provinciaux de promotion du bilinguisme qui nécessitent un soutien particulier.

Les versements effectués par le gouvernement fédéral au titre de l'aide juridique visent à permettre à la province de garantir un niveau minimal d'assistance judiciaire dans le cas des affaires criminelles, civiles et autres liées à la Loi sur les jeunes contrevenants. La contribution fédérale pour l'aide juridique pour les affaires criminelles comprend un maximum de 55% et un minimum de 45% des dépenses admissibles de la province. Les versements au titre de l'aide juridique pour les affaires criminelles équivaut à 50% des dépenses admissibles par habitant, pour toutes les provinces, pour l'année antérieure, plus 50% du taux d'augmentation des dépenses admissibles de la province par habitant. Ce montant est ensuite rajusté en fonction du chiffre de la population de la province de l'Ontario pour l'exercice courant et selon un plafond représentant le taux de croissance du produit national brut moins 1%. En vertu du Régime d'assistance publique du Canada, le gouvernement fédéral rembourse 50% des dépenses admissibles de la province au titre de l'aide juridique pour les affaires civiles. La contribution fédérale au titre de l'aide juridique aux jeunes contrevenants est équivalente au plus petit des deux montants suivants : 73 cents par habitant de la province, ou 50% des dépenses admissibles de la province pour la prestation de services d'aide juridique aux jeunes délinquents prévus aux termes de la Loi sur les jeunes contrevenants.

En vertu de l'Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés, le gouvernement fédéral verse à la province 50% des dépenses admissibles qu'elle a engagées pour offrir à ces personnes des programmes et des services généraux de réadaptation.

Les frais administratifs des logements sans but lucratif sont fixés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et versés à la province en vue de financer la gestion de logements pour les personnes dans le besoin. Ils sont payables une seule fois, à compter de la date à laquelle les logements sont subventionnés.

La Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre est entrée en vigueur le 20 juillet 1987. Le montant de 21 261 462 $ représente le droit de l'Ontario de l'impôt fédéral perçu des exportateurs de bois d'oeuvre en vertu de la loi.

Conformément à des accords de partage des coûts, le gouvernement fédéral paie une partie du coût du programme d'assurance-récolte auquel cotisent les agriculteurs. Ce programme d'aide, administré par la Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario, est destiné à garantir aux agriculteurs une certaine stabilité de revenu, indépendamment des pertes de récolte qu'ils pourraient subir.

En vertu de l'Entente sur le développement économique et régional (EDER), le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des dépenses admissibles pour financer des programmes de ressources forestières et de développement du tourisme et des minéraux.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

En vertu de l'Entente Canada-Ontario sur la qualité de l'eau des Grands Lacs, le gouvernement fédéral rembourse une partie des dépenses engagées par la province pour financer des projets destinés à préserver ou à améliorer la qualité de l'eau de ces lacs.

Les montants figurant à la rubrique "Entente-cadre de développement (ECD)" représentent la contribution du gouvernement fédéral aux initiatives de création d'emplois dans l'Est de l'Ontario, et à l'industrie des pâtes et papiers.

Dans le cadre du Financement des programmes établis (FPE), les versements effectués par le gouvernement fédéral en vertu de la Loi de 1977 sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, remplacent les contributions faites jadis au titre des anciens accords de partage des coûts pour les programmes du secteur de la santé et de l'enseignement postsecondaire. La contribution fédérale en matière des services de santé-assurés et d'enseignement postsecondaire équivaut à la contribution fédérale moyenne par habitant, pour l'ensemble du Canada, pour l'année de référence 1975-1976. La contribution au financement des services complémentaires de santé correspond à un montant de 20 $ par habitant pour l'année de référence 1977-1978. De plus, ces contributions par habitant pour les différentes années de référence sont ensuite rajustées chaque année au moyen d'un facteur de progression du FPE afin d'établir la contribution totale par habitant. Ce montant est ensuite multiplié par le chiffre de la population de la province pour obtenir le versement total à la province pour l'exercice courant. Le facteur de progression du FPE est calculé en fonction de la moyenne composée et mobile du taux de croissance du PNB étalée sur trois ans. Depuis 1986-1987, le facteur de progression du FPE a été réduit de 2 points de pourcentage. Il représente donc le taux de croissance moyen par habitant du PNB moins 2%. La contribution au titre du FPE comprend des transferts de fonds et de points d'impôt. Le paiement de transfert effectué représente la différence entre le montant et les points d'impôt dûs à la province, déduction faite du redressement affecté à l'année antérieure.

La province reçoit également du gouvernement fédéral :

(a) les subventions annuelles de 5 915 065 $ accordées en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1907;

(b) un montant de 142 414 $ équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur le Compte de la dette du gouvernement du Canada, en dédommagement des sommes qui n'ont pas été payées à la province entre le 1er juillet 1867 et le 1er janvier 1873 (le capital était de 2 848 290 $);

(c) un montant de 76 662 $, équivalant à un intérêt annuel de 5% appliqué sur la somme de 1 542 971 $ placée par l'Ontario dans le Fonds permanent des écoles communes, lequel totalise 2 677 771 $ et est géré en fiducie par le gouvernement fédéral pour le compte de l'Ontario et du Québec. Le fonds en question a été constitué à la suite de la vente de terres de la Couronne que l'on avait réservées aux écoles communes en vertu de lois promulguées avant la Confédération. Les montants versés à chacune des provinces sont établis au prorata de leur population, évaluée d'après le dernier recensement décennal. Les affectations actuelles sont basées sur le recensement de 1981;

(d) un montant de 9 094 942 $ au titre du programme Innovaction en vertu de la Loi sur le brevet.

ANNEXES A L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
AUTRES RECETTES		
Primes — Régime d'assurance-santé de l'Ontario	1 744 704 576	1 722 904 070
Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions		
Régie des alcools de l'Ontario	645 000 000	651 000 000
Société des Loteries de l'Ontario — Loteries interprovinciales	321 000 000	306 000 000
— Jeux à résultat instantané	101 000 000	96 000 000
— Lottario	45 000 000	50 000 000
— Wintario	14 000 000	18 000 000
— Pick 3	2 000 000	
— Célébration 89	2 000 000	
	1 130 000 000	1 121 000 000
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	509 276 470	506 346 659
Commission des permis de vente d'alcool — droits	399 122 546	350 877 690
Autres droits et permis		
Services d'enregistrement immobilier	58 082 963	43 394 765
Chasse et pêche	31 582 972	30 134 806
Paiements d'entretien — Foyers pour soins spéciaux et hôpitaux psychiatriques	20 647 580	22 319 265
Autres	168 345 707	153 128 277
	278 659 222	248 977 113
Amendes et pénalités		
Cours provinciales	105 786 830	99 338 842
Autres	7 520 273	5 067 668
	113 307 103	104 406 510
Frais d'utilisation des services publiques	136 669 777	144 719 415
Redevances		
Énergie hydraulique	94 373 818	88 256 152
Redevances sur la coupe du bois	78 306 174	74 693 736
Autres	14 773 145	14 104 417
	187 453 137	177 054 305
Autres		
Remboursement de dépenses		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — subrogation	55 957 136	52 688 830
Autres	104 499 309	94 868 315
	160 456 445	147 557 145
Ventes et locations	130 635 233	95 721 085
Recouvrement de dépenses des années précédentes	43 018 601	39 607 682
Divers	47 893 660	34 863 615
	382 003 939	317 749 527
TOTAL DES AUTRES RECETTES	4 881 196 770	4 694 035 289

Les primes sont versées par les cotisants au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Les tarifs en vigueur sont de 29,75 $ par mois pour les célibataires, et de 59,50 $ par mois pour les familles.

Les bénéfices provenant de sociétés de la Couronne et de régies sont les montants constitués par des bénéfices d'exploitation nets qui ont été reçus par la province.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

On entend par droits d'immatriculation de véhicules, les droits exigés par la province pour permettre la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les cars et les autobus, les droits peuvent varier entre 81 $ et 2 722 $. Les droits pour les voitures de tourisme et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 54 $ dans le Sud de l'Ontario et de 27 $ dans le Nord. Quant aux motocyclettes et aux cyclomoteurs, les droits sont de 30 $ et 9 $, respectivement dans le Sud de l'Ontario et 15 $ et 9 $, respectivement dans le Nord de l'Ontario. Les droits de permis de conduire sont de 7 $ par année ou de 21 $ pour une période de trois ans. Les droits d'obtention de permis de conduire représentent les sommes perçues par la province en règlement des frais à acquitter au titre des examens écrits, des examens de la vue et des épreuves de conduite sur route.

Les droits perçus par la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario comprennent notamment les droits de permis que doivent acquitter les brasseurs produisant de la bière vendue en Ontario. Cet impôt représente 23,2% du prix de vente de la bière en magasin, quel que soit le format du conditionnement. La commission perçoit également les droits de permis imposés aux établissements qui vendent de l'alcool et les taxes grevant la vente de vin dans les magasins appartenant aux producteurs ou exploités par eux.

À la rubrique relative aux droits d'enregistrement des titres immobiliers se trouvent les montants perçus en règlement des services d'enregistrement et de mise à jour des titres de propriété, ainsi que des charges grevant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'inscription.

La délivrance des permis de chasse et de pêche en Ontario est soumise à la perception d'un droit, collecté par la province. Ces permis donnent à leurs titulaires le droit de chasser le gibier sauvage ou de s'adonner à la pêche sportive sur l'ensemble du territoire de la province. Pour les non résidents de l'Ontario, le coût du permis de pêche saisonnier est de 33 $ et celui du permis de chasse varie entre 5,75 $ et 200 $, selon l'espèce que l'on souhaite chasser et le lieu de résidence.

À la rubrique relative aux paiements d'entretien effectués à des foyers pour soins spéciaux et à des hôpitaux psychiatriques sont portées les sommes versées en règlement des soins dispensés dans ces établissements à des particuliers non assurés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario ou en règlement de prestations qui ne sont pas couvertes par ce régime.

La rubrique "Amendes et pénalités" est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

Les municipalités versent à la province des redevances appelées "frais d'utilisation des services publics" pour l'usage qu'elles font des installations de traitement des eaux et d'élimination des déchets exploitées par le gouvernement provincial.

La redevance d'hydro-électricité est la taxe due en contrepartie de l'utilisation de barrages pour la production d'énergie hydraulique. Cette taxe est calculée selon le nombre moyen de kilowatts produits dans l'année multiplié par le tarif de base, qui était de 6,54 $ en 1988. Chaque année, le tarif de base est indexé d'après l'indice des prix à la consommation.

L'exploitation du bois sur les terres de la Couronne est soumise au règlement d'une taxe spéciale, dite "redevance sur la coupe du bois". Le montant de cette redevance varie en fonction du type d'exploitation, de la catégorie et du cubage du bois récolté, et des indices industriels des prix du bois. Le titulaire du permis doit en outre s'acquitter d'une contribution supplémentaire s'il veut avoir l'exclusivité de l'exploitation dans une région donnée.

La province reçoit également des sommes qui correspondent au remboursement, par les compagnies d'assurances, des soins médicaux payés par le Régime d'assurance-santé de l'Ontario. La plupart de ces remboursements concernent des accidents d'automobiles. Les sommes dues sont établies en vertu d'accords conclus avec les compagnies d'assurances autorisées à exercer en Ontario; elles sont fonction du montant annuel total correspondant aux primes d'assurance-automobile perçues par ces organismes.

Sous la rubrique "Ventes et locations", on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les recettes provenant de la location immobilière et du crédit-bail appliqué à des terres de la Couronne.

La rubrique "Recouvrement de dépenses des années précédentes" représente toutes les sommes que la province n'a pas recouvrées au cours de l'exercice pendant lequel les dépenses correspondantes ont été effectuées. Ces sommes auraient dû figurer sous la rubrique "Remboursement de dépenses" n'eussent été des délais de remboursement.

ANNEXES À L'ÉTAT DES RECETTES

DÉTAIL DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Placements temporaires	197 085 215	213 472 086
Prêts aux administrations locales	20 578 031	24 250 119
Sociétés, conseils et commissions	12 361 889	23 723 920
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	1 894 622	2 450 761
Autres	32 860 019	31 326 180
TOTAL DES INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	264 779 776	295 223 066

Les intérêts sur les placements à court terme perçus par la province proviennent des placements de liquidités.

Les intérêts perçus par la province au titre des prêts aux municipalités concernent des montants qui, pour la plupart, ont été avancés lors d'années antérieures en vue de stimuler l'activité économique régionale, par la mise en oeuvre de différents programmes d'aide à l'embauche, à la construction et à la création d'emplois.

La province a consenti des prêts et des avances portant intérêt aux sociétés, aux conseils et aux commissions afin de leur permettre d'atteindre les objectifs qui leur ont été assignés.

La province a consenti à certains hôpitaux publics des prêts à la construction, dans le cadre du programme géré par le ministère de la Santé en vue de soutenir les investissements en capital. Aucun nouveau prêt n'a été consenti depuis l'exercice 1977-1978.

Les autres intérêts perçus par la province concernent des débentures émises par les municipalités ou des prêts accordés pour la réalisation de projets particuliers.

RECETTES TOTALES	**37 255 635 176**	**32 453 108 133**

Voir le Sommaire des recettes, par ministère et par catégorie principale, pages 2-10 et 2-11

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Ministères	Gouvernement du Canada						
	Recettes fiscales	Remboursements de dépenses	Autres	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et penalités	Ventes et locations
	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques		2 006 824					10 433
Affaires intergouvernementales		4 612		16 245			
Affaires municipales				4 769 621	140		18 132
Agriculture et Alimentation		21 754 047		4 578 087	2 973 334		2 386 558
Bureau de l'Assemblée législative					5 400		10
Bureau du Conseil des ministres							318
Bureau du directeur général des élections							
Bureau de l'ombudsman							900
Cabinet du premier ministre							8600
Collèges et Universités		8 401 315		368 666	147 579		30
Conseil de gestion				207 894			660 603
Consommation et Commerce	62 621	126 231			516 591 807	134 049	3 527
Culture et Communications		477 735			2 767 500		49 764
Développement du Nord et Mines	523 967	911 238			1 186 416	3 521	449 154
Éducation		44 409 128		253 515	815 146		1 310 030
Énergie		2 576 334		4 376 476	123 633		23 354
Environnement		1 529 084		413 670	1 219 232		57 582
Formation professionnelle		114 051 082		12 240	2 693 370		
Industrie, Commerce et Technologie		51 843		1 779 236	230 147		318 949
Institutions financières	1 720 371			110 540	19 948 288	254 559	11 960
Logement		23 056 329		16 087 030	3 200		61 807
Office des affaires autochtones							
Office de la condition féminine				1 186			
Office des personnes âgées							
Office des personnes handicapées							
Procureur général		43 632 302		8 913 054	54 182 252	107 482 731	255 803
Revenu	26 993 377 421			10 567 450	11 835		155 897
Richesses naturelles		36 863 723		932 740	43 072 012	251 674	10 371 665
Santé		14 401 239		55 957 136	21 721 190		2 988 100
Services correctionnels		37 450 914		11 899			1 816 026
Services gouvernementaux		5 766 475		10 077 904	452 521		77 496 395
Services sociaux et communautaires		1 597 467 481		11 298 560	1 717 334		528 004
Solliciteur général		5 190 330		10 373 763	1 172 707		3 109 530
Tourisme et Loisirs		127 300		20 804	3 446 150		1 967 963
Transports		302 547	1 327 617	1 951 069	510 102 362	5 111 212	26 459 796
Travail		262 794		17 303 745	2 474 683	69 357	114 343
Trésor et Économie		222 643	3 151 603 083	73 915			
Total des ministères	26 995 684 380	1 961 043 550	3 152 930 700	160 456 445	1 187 058 238	113 307 103	130 635 233

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Ministères	Redevances	Frais d'utilisation des services publics	Primes	Bénéfices de sociétés de la Couronne et de commissions	Recouvrement de dépenses des années précédentes	Divers	Intérêt	Total des recettes
	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques					83 558	29 937		2 130 752
Affaires intergouvernementales					1 358	6 226		28 441
Affaires municipales					542 573	302 653		5 633 119
Agriculture et Alimentation					8 141 385	197 408		40 030 819
Bureau de l'Assemblée législative					139 990	20		145 420
Bureau du Conseil des ministres					22 387	99		22 804
Bureau du directeur général des élections						26 400		26 400
Bureau de l'ombudsman					6 244	12 914		20 058
Cabinet du premier ministre					3 973	1 669		14 242
Collèges et Universités					8 028 385	238		16 946 213
Conseil de gestion					96 816	37 273		1 002 586
Consommation et Commerce				645 000 000	29 146	163 030		1 162 110 411
Culture et Communications	2 151				3 303 066	313 657		6 913 873
Développement du Nord et Mines	297				122 031	364		3 196 988
Éducation					175 877	21 534		46 985 230
Énergie					308 114	28 001 293		35 409 204
Environnement		136 669 777			895 779	203 614		140 988 738
Formation professionnelle					1 467 800	26 200		118 250 692
Industrie, Commerce et Technologie					362 576	10 014 603		12 757 354
Institutions financières					18 563	28 142		22 092 423
Logement					293 472	368 875		39 870 713
Office des affaires autochtones					17 408	257		17 665
Office de la condition féminine					11 680			12 866
Office des personnes âgées					505			505
Office des personnes handicapées					1 330			1 330
Procureur général					74 134	1 143 110		215 683 386
Revenu					4 349 312	72 582		27 008 534 497
Richesses naturelles	187 404 336				513 481	511 444		279 921 075
Santé			1 744 704 576		7 549 091	1 111 156		1 848 432 488
Services correctionnels					153 831	22 370		39 455 040
Services gouvernementaux					688 458	4 216 550		98 698 303
Services sociaux et communautaires					797 265	217 016		1 612 025 660
Solliciteur général					512 552	38 485		20 397 367
Tourisme et Loisirs	5			485 000 000	1 702 851	5 204		492 270 277
Transports	46 348				2 552 724	192 658		548 046 333
Travail					37 742	72 804		20 335 468
Trésor et Économie					13 144	533 875	264 779 776	3 417 226 436
Total des ministères	187 453 137	136 669 777	1 744 704 576	1 130 000 000	43 018 601	47 893 660	264 779 776	37 255 635 176

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe établit la synthèse des dépenses engagées par les différents ministères, ventilées par programme et par activité. On trouvera à la Section 4 de ce volume un exposé plus détaillé de ces dépenses par catégorie ainsi que des comptes créés à des fins spéciales, des prêts, avances et dotations en capital.

		1989 $		1988 $
Affaires civiques		45 914 585		39 053 644
Affaires intergouvernementales		9 129 079		9 193 853
Affaires municipales				
Affaires municipales		1 332 559 987		875 358 437
Planification communautaire		34 586 595		34 472 463
Autres programmes		15 669 398		12 074 688
		1 382 815 980		921 905 588
Agriculture et Alimentation				
Aide financière à l'agriculture				
Soutien direct et paiements de stabilisation	245 681 707		322 114 349	
Autres activités	32 366 809	278 048 516	32 772 882	354 887 231
Technologie, développement et services régionaux agricoles				
Services techniques, recherche et éducation	37 152 628		34 227 804	
Services consultatifs	35 205 477		33 435 856	
Éducation et recherche	32 629 081		31 598 328	
Autre activités	62 228 147	167 215 333	52 645 838	151 907 826
Commercialisation et normes agricoles		41 490 387		38 984 452
Administration du ministère		24 208 734		20 240 196
		510 962 970		566 019 705
Bureau de l'Assemblée législative		75 899 585		69 332 989
Bureau du Conseil des ministres		8 194 556		7 702 987
Bureau du directeur général des élections		1 785 168		31 070 899
Bureau du lieutenant-gouverneur		554 695		545 431
Bureau de l'ombudsman		7 101 700		6 617 800
Bureau du vérificateur provincial		6 431 418		6 406 601
Cabinet du premier ministre		2 225 101		2 193 912
Collèges et Universités				
Aide aux universités				
Aide provinciale aux universités	1 721 278 203		1 525 982 307	
Autres activités	6 909 714	1 728 187 917	866 902	1 526 849 209
Aide aux collèges				
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	736 254 306		666 420 420	
Autres activités	3 749 975	740 004 281	3 243 482	669 663 902
Affaires étudiantes				
Aide provinciale aux étudiants		194 309 325		189 272 734
Administration du ministère		5 426 265		5 408 096
		2 667 927 788		2 391 193 941

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
Conseil de gestion		38 233 295		36 839 594
Consommation et Commerce				
Enregistrement				
Enregistrement immobilier	40 079 304		35 850 240	
Autres activités	21 726 228	61 805 532	20 133 343	55 983 583
Réglementation des courses de chevaux		34 467 553		32 583 903
Autres programmes		49 692 161		46 359 842
		145 965 246		134 927 328
Culture et Communications				
Développement culturel et institutions culturelles				
Industries et organismes culturels	118 083 856		107 297 924	
Autres activités	35 487 764	153 571 620	33 873 294	141 171 218
Bibliothèques et information communautaire				
Services de bibliothèque	40 283 038		38 619 998	
Information communautaire	1 318 879	41 601 917	1 303 946	39 923 944
Autres programmes		61 151 086		57 205 710
		256 324 623		238 300 872
Développement du Nord et Mines				
Transports du Nord				
Développement des transports	116 269 334		105 081 895	
Autres activités	23 306 020	139 575 354	22 410 643	127 492 538
Développement du Nord				
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	30 000 000			
Autres activités	70 358 765	100 358 765	64 026 655	64 026 655
Mines et minéraux		38 343 954		33 298 073
Administration du ministère		12 784 450		9 430 125
		291 062 523		234 247 391
Éducation				
Éducation				
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	4 453 802 193		3 818 361 922	
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	44 259 302		46 512 562	
Autres activités	61 029 243	4 559 090 738	60 089 236	3 924 963 720
Services éducatifs				
Caisse de retraite des enseignants	458 759 604		426 601 642	
Fonds d'indexation des pensions de retraite	55 587 920		48 339 028	
Autres activités	2 550 348	516 897 872	2 636 851	477 577 521
Administration du ministère		35 131 507		33 449 084
		5 111 120 117		4 435 990 325

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
Énergie		38 176 594		42 543 858
Environnement				
Planification et exploitation des services publics				
Services d'ingénierie	128 149 334		128 852 253	
Exploitation des services publics	83 133 384		74 509 900	
Société ontarienne de gestion des déchets	14 300 000	225 582 718	13 600 000	216 962 153
Contrôle de l'environnement				
Application et éxécution des règlements	31 079 806		29 269 762	
Autres activités	52 746 864	83 826 670	46 491 606	75 761 368
Services environnementaux		75 882 676		66 509 002
Administration du ministère		29 899 527		25 656 705
		415 191 591		384 889 228
Formation professionnelle				
Formation professionnelle	231 767 591		233 536 529	
Emploi des jeunes	155 338 592		137 932 716	
Administration du ministère	15 196 390	402 302 573	13 923 876	385 393 121
Industrie, Commerce et Technologie				
Sociétés de développement de l'Ontario		56 861 119		52 306 467
Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries				
Assistance financière aux industries	12 782 879		26 986 033	
Autres activités	9 078 798	21 861 677	10 621 839	37 607 872
Expansion de l'industrie et du commerce		37 245 429		37 400 372
Autres programmes		40 155 690		45 166 618
		156 123 915		172 481 329
Institutions financières				
Normes financières		31 736 538		26 484 981
Administration du ministère		5 035 141		4 415 856
		36 771 679		30 900 837
Logement				
Logements sociaux				
Société de logement de l'Ontario	194 632 900		175 211 988	
Opérations régionales de logement	110 473 104		8 622 974	
Administration du programme	48 127 828		92 968 281	
Autres activités	35 676	353 269 508	42 717	276 845 960
Politique de logements		36 920 352		24 144 272
Autres programmes		31 222 288		32 387 269
		421 412 148		333 377 501
Office des affaires autochtones		3 126 567		1 977 003
Office de la condition féminine		16 235 451		17 096 153
Office des personnes âgées		5 635 246		4 654 513
Office des personnes handicapées		6 950 095		5 854 661

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
Procureur général				
Administration des tribunaux				
Administration de la justice	161 953 050		162 080 787	
Autres activités	22 909 001	184 862 051	18 298 229	180 379 016
Avocat de la Couronne				
Élaboration des politiques	107 235 415		89 908 346	
Autres activités	8 431 903	115 667 318	4 234 585	94 142 931
Services juridiques de la Couronne				
Droit criminel	45 546 575		42 948 568	
Autres activités	7 379 989	52 926 564	6 382 625	49 331 193
Autres programmes		61 868 821		57 758 939
		415 324 754		381 612 079
Revenu				
Recettes fiscales et subventions				
Revenu annuel garanti et subventions fiscales	582 309 838		569 379 529	
Autres activités	79 897 502	662 207 340	83 257 560	652 637 089
Évaluation foncière				
Bureaux d'évaluation régionaux	96 267 719		89 503 533	
Autres activités	6 603 238	102 870 957	6 708 691	96 212 224
Autres programmes		33 495 374		37 103 078
		798 573 671		785 952 391
Richesses naturelles				
Terres et eaux				
Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	57 061 153		22 702 429	
Offices de protection de la nature et gestion des eaux	50 871 218		53 110 438	
Services d'aviation et lutte contre les incendies	45 492 416		56 412 128	
Autres activités	40 717 557	194 142 344	39 771 890	171 996 885
Produits tirés des ressources				
Gestion forestière	107 684 013		192 083 331	
Ententes sur la gestion forestières	79 098 696	186 782 709		192 083 331
Loisirs de plein air				
Gestion de la pêche	49 852 668		46 420 331	
Zones de loisirs	42 358 028		39 765 136	
Gestion de la faune	18 644 009	110 854 705	20 581 687	106 767 154
Administration du ministère				
Administration des régions	43 975 911		43 001 888	
Autres activités	33 403 505	77 379 416	31 410 409	74 412 297
Expérience dans le domaine des ressources		8 185 167		7 165 490
		577 344 341		552 425 157

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
Santé				
Soins en établissements				
Hôpitaux et établissements connexes	6 092 591 203		5 675 489 705	
Services de maisons de soins infirmiers	406 868 830		349 673 288	
Administration du programme	1 081 764	6 500 541 797	982 655	6 026 145 648
Assurance-santé		4 001 683 673		3 692 623 666
Services d'urgence et soins spéciaux				
Médicaments	580 161 486		501 364 681	
Services de santé d'urgence	195 644 648		180 565 041	
Appareils et accessoires fonctionnels	52 916 806		25 925 931	
Autres activités	660 896	829 383 836	343 736	708 199 389
Santé mentale				
Services psychiatriques	349 924 313		318 711 055	
Services communautaires de santé mentale	238 320 253		211 279 827	
Administration du programme	4 452 265	592 696 831	4 346 165	534 337 047
Santé communautaire				
Services communautaires de santé	303 723 648		266 648 210	
Santé publique	185 331 943		160 941 098	
Services de laboratoire	30 847 458		30 330 142	
Administration du programme	4 430 468	524 333 517	1 827 852	459 747 302
Administration du ministère		116 630 021		110 754 009
		12 565 269 675		11 531 807 061
Services correctionnels				
Opérations				
Services en établissement	296 376 814		298 467 143	
Services communautaires	76 942 153		69 976 930	
Autres activités	13 202 783	386 521 750	12 604 448	381 048 521
Administration du ministère		23 048 656		20 676 009
		409 570 406		401 724 530
Services gouvernementaux				
Services des biens immobiliers				
Exécution du programme	231 991 442		208 356 915	
Dépenses en capital	167 637 093		126 531 177	
Opérations entreprises dans le cadre du programme	65 090 258		63 226 880	
Administration du programme	6 132 819	470 851 612	6 549 255	404 664 227
Approvisionnement et services				
Données et avantages sociaux des employés	89 332 751		83 052 651	
Autres activités	22 631 652	111 964 403	23 042 918	106 095 569
Autres programmes		37 394 940		31 520 795
		620 210 955		542 280 591

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
Services sociaux et communautaires				
Services aux adultes et aux enfants				
Maintien du revenu	2 167 193 264		1 911 845 182	
Services sociaux à l'enfance	802 813 872		659 765 944	
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	622 099 944		557 231 531	
Services sociaux aux adultes	619 179 540		567 294 930	
Administration du programme	33 677 982	4 270 169 024	24 929 692	3 734 068 903
Administration des services régionaux	25 204 422		13 001 624	
Administration du ministère		41 521 145		40 673 579
		4 311 690 169		3 774 742 482
Solliciteur général				
Police provinciale de l'Ontario				
Opérations régionales	260 602 586		243 205 830	
Services	60 619 572		53 345 344	
Enquêtes	32 111 428		30 851 276	
Autres activités	23 221 043	376 554 629	13 433 691	340 836 141
Sécurité publique		37 238 496		37 185 459
Autres programmes		32 778 836		28 492 826
		446 571 961		406 514 426
Tourisme et Loisirs				
Opérations touristiques et récréatives		57 655 489		55 189 666
Développement du tourisme		34 753 726		34 605 756
Parcs et attractions		34 222 156		30 587 554
Autres programmes		50 305 798		48 131 916
		176 937 169		168 514 892
Transports				
Routes municipales				
Immobilisations, construction et entretien	690 210 219		635 379 355	
Administration du programme	7 524 062	697 734 281	6 776 829	642 156 184
Routes provinciales				
Immobilisations et construction	277 001 748		257 299 695	
Entretien	250 499 641		246 295 184	
Conception	90 115 239		79 005 548	
Administration du programme	37 681 222	655 297 850	36 831 752	619 432 179
Transports en commun municipaux				
Exploitation	183 063 938		166 475 650	
Immobilisations et construction	153 742 954		155 292 705	
Administration du programme	2 575 163	339 382 055	2 371 371	324 139 726
Transports en commun de la province				
Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun	118 694 500		79 700 000	
Exploitation	49 190 000		47 162 500	
Immobilisations et construction	31 505 000	199 389 500	27 445 000	154 307 500
Sécurité et réglementation				
Permis	48 477 074		50 955 737	
Examen, inspection et application	39 060 885		36 827 669	
Administration du programme	8 371 132	95 909 091	7 735 049	95 518 455
Administration du ministère		51 521 854		50 205 645
Autres programmes		27 930 604		28 214 004
		2 067 165 235		1 913 973 693

ANNEXES À L'ÉTAT DES DÉPENSES

DÉTAIL DES DÉPENSES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
Travail				
Santé et sécurité au travail		55 132 531		50 408 021
Autres programmes		64 229 739		56 788 948
		119 362 270		107 196 969
Trésor et Économie				
Trésor		5 359 098		5 398 484
Politiques économiques				
Fonds de technologie	61 365 075	109 543 343	20 099 961	72 244 896
Politiques économiques	48 178 268		52 144 935	
Autres programmes		15 973 429		15 487 723
		130 875 870		93 131 103
Intérêt sur la dette contractée pour les besoins de la province		4 032 436 493		3 771 269 736
		4 163 312 363		3 864 400 839
Total des dépenses		38 734 907 257		34 941 856 174

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

pour l'exercice clos

Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
	$	$	$	$
Affaires civiques	14 496 288	1 826 613	1 566 060	3 770 306
Affaires intergouvernementales	3 840 377	684 389	563 043	1 867 581
Affaires municipales	20 820 692	3 111 678	2 100 033	8 515 318
Agriculture et Alimentation	77 176 315	11 418 633	11 623 424	27 303 235
Bureau de l'Assemblée législative	38 812 890	6 332 085	5 847 693	14 914 111
Bureau du Conseil des ministres	4 515 930	719 372	265 873	1 123 894
Bureau du directeur général des élections	524 200	61 444		
Bureau du lieutenant-gouverneur	357 653	34 113	60 276	3 605
Bureau de l'ombudsman	4 569 834	598 482	385 831	1 025 212
Bureau du vérificateur provincial	4 424 896	561 052	240 226	1 035 720
Cabinet du premier ministre	1 605 988	283 279	178 865	102 179
Collèges et Universités	14 266 427	2 028 424	1 583 256	4 006 687
Conseil de gestion	55 111 176	4 905 014	1 255 974	10 098 625
Consommation et Commerce	74 834 633	11 810 309	6 234 235	15 353 567
Culture et Communications	27 725 918	4 124 328	2 625 666	8 022 674
Développement du Nord et Mines	29 109 566	3 449 089	4 929 061	17 646 225
Éducation	77 367 463	12 926 560	8 427 345	33 424 854
Énergie	10 893 106	1 779 520	1 286 958	9 807 757
Environnement	102 713 246	15 078 119	9 495 887	64 314 292
Formation professionnelle	22 922 684	3 104 890	3 200 581	7 912 529
Industrie, Commerce et Technologie	32 685 437	4 741 992	8 089 416	29 817 926
Institutions financières	19 507 374	2 582 782	1 324 611	9 442 862
Logement	51 049 038	6 838 574	6 352 919	28 898 634
Office des affaires autochtones	1 325 571	152 320	129 561	332 959
Office de la condition féminine	4 377 037	422 828	422 815	5 220 219
Office des personnes âgées	2 227 741	239 883	692 604	639 526
Office des personnes handicapées	1 729 357	192 943	307 684	1,112 626
Procureur général	188 173 250	27 975 056	14 620 323	67 551 028
Revenu	146 809 174	23 603 739	20 623 235	26 788 659
Richesses naturelles	230 704 546	32 741 889	26 381 622	213 196 448
Santé	403 599 957	67 378 793	22 907 669	73 243 716
Services correctionnels	261 227 224	41 247 690	8 987 443	60 437 485
Services gouvernementaux	106 924 968	36 006 046	74 012 472	337 553 984
Services sociaux et communautaires	339 829 506	57 214 946	17 479 815	42 549 967
Solliciteur général	284 422 156	48 741 918	18 077 588	33 501 765
Tourisme et Loisirs	32 493 485	4 956 086	6 557 167	24 238 833
Transports	308 769 796	58 978 764	30 028 051	164 211 039
Travail	72 620 691	10 282 190	9 160 502	15 216 792
Trésor et Économie	18 140 943	2 658 848	1 001 013	31 926 526
Total des ministères	3 092 706 533	511 794 680	329 026 797	1 396 129 365
Moins recouvrements	45 875 456		15 086 705	269 080 747
TOTAL	3 046 831 077	511 794 680	313 940 092	1 127 048 618

La répartition des sommes à recouvrer (533 750 664 $) entre les totaux de chaque catégorie de dépenses a été faite sur une base estimative, ceci afin de faire abstraction des effets des transactions intragouvernementales.

* On trouvera à la page ix un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les dépenses statutaires ont été affectées aux postes correspondants.

PAR CATEGORIE DE DEPENSES*

le 31 mars 1989

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	Total des dépenses
$	$	$	$	$	$
1 214 118		25 848 587	792 123	3 599 510	45 914 585
908 037		1 272 356		6 704	9 129 079
1 870 027		1 341 101 199	5 795 347	498 314	1 382 815 980
16 261 068	5 797 164	360 167 166	4 591 831	3 375 866	510 962 970
10 768 029		166 600		941 823	75 899 585
659 487		910 000			8 194 556
			1 199 524		1 785 168
7 815			91 233		554 695
522 341					7 101 700
123 524		46 000			6 431 418
54 790					2 225 101
1 978 379		2 653 976 918		9 912 303	2 667 927 788
3 712 549		200 100		37 050 143	38 233 295
9 053 003		30 060 531		1 381 032	145 965 246
4 231 047		218 695 980		9 100 990	256 324 623
10 419 923	107 727 926	136 890 906		19 110 173	291 062 523
14 858 787		4 973 422 311	294	9 307 497	5 111 120 117
1 993 294		12 523 773		107 814	38 176 594
53 253 028		173 825 400		3 488 381	415 191 591
3 693 886		347 953 607	13 514 396		402 302 573
6 720 776		22 519 446	53 164 829	1 615 907	156 123 915
4 832 206		1 291 800		2 209 956	36 771 679
6 274 059		278 245 793	66 518 577	22 765 446	421 412 148
113 369		1 072 787			3 126 567
911 274		4 881 278			16 235 451
480 865		1 500 290		145 663	5 635 246
362 200		3 245 285			6 950 095
18 422 282	2 813 006	114 314 232	529 673	19 074 096	415 324 754
10 127 102		579 909 772		9 288 010	798 573 671
79 393 027	4 663 842	54 150 409		63 887 442	577 344 341
65 423 059		11 942 568 831		9 852 350	12 565 269 675
39 364 836		1 088 944		2 783 216	409 570 406
62 743 760	99 260 852	58 267 820		154 558 947	620 210 955
40 768 572	1 103 651	3 815 946 368		3 202 656	4 311 690 169
58 553 465		2 239 358	1 591 712	556 001	446 571 961
11 069 747	2 302 504	101 872 793		6 553 446	176 937 169
134 013 878	280 119 000	1 228 627 444	636 054	138 218 791	2 067 165 235
8 339 985		4 100 277	17 518	375 685	119 362 270
3 055 932	3 499 072	71 376 038	4 032 436 493	782 502	4 163 312 363
686 553 526	507 287 017	28 564 280 399	4 180 879 604	533 750 664	38 734 907 257
19 449 990	136 997 315	45 058 474	2 201 977	533 750 664	
667 103 536	370 289 702	28 519 221 925	4 178 677 627	0	38 734 907 257

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe établit la synthèse des remboursements de prêts et de dotations en capital par ministère. Ces remboursements correspondent en fait à une diminution de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1989 $	1988 $
AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	50 604 413	42 879 436
Société ontarienne d'aménagement municipal	8 224 408	3 396 000
Société de développement du Nord de l'Ontario	7 978 632	12 852 190
Société de développement de l'Est de l'Ontario	7 812 675	15 749 584
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	4 045 559	3 699 554
Société d'hypothèques de l'Ontario	2 184 258	143 587 743
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	150 000	
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
	81 099 945	222 264 507
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	26 022 999	33 866 244
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Prêts accordés au titre de l'éducation	39 467 546	44 832 261
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 845 000	2 703 000
Bibliothèques publiques	409 000	377 000
Ville de Kapuskasing	94 000	99 874
Conseil de développement de Moosonee	11 000	10 000
Ministère de Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	22 823 484	23 372 645
Ministère des Affaires municipales		
Programme Opération Logement de l'Ontario	9 031 540	9 868 022
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 221 688	2 040 625
Prêts — Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	1 342 000	
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 333 638	902 879
Assistance pour les travaux municipaux	1 079 385	2 579 929
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 028 400	969 300
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	606 168	473 172
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	195 000	234 900
	82 487 849	88 463 607

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
AUTRES PRÊTS		
Ministère de la Santé		
Prêts aux hôpitaux publics	7 897 581	8 102 121
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société d'hypothèques de l'Ontario: Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 320 185	4 888 380
Ministère des Services gouvernementaux		
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	1 277 191	9 930 716
Ministère des Affaires municipales		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	263 886	288 396
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	94 159	107 419
Associations coopératives	14 600	25 100
Ministère de l'Éducation		
Prêts aux étudiants — Passation en charges	294	
Ministère des Institutions financières		
Coopers et Lybrand — Mise sous séquestre de Player		1 600 000
	12 867 896	24 942 132
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	202 478 689	369 536 490

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe établit la synthèse des différents prêts et dotations en capital consentis par les différents ministères. Ces versements correspondent en fait à un accroissement de l'actif financier de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-33 à 2-36) le solde des opérations pour chacun de ces comptes, enregistré à la clôture de l'exercice, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1989 $	1988 $
AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS		
Ministère de l'Industrie et du Commerce		
Société de développement de l'Ontario	43 236 673	69 261 605
Société de développement du Nord de l'Ontario	10 022 420	10 602 275
Société de développement de l'Est de l'Ontario	5 932 691	8 687 673
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Société de développement de l'Ontario	4 415 875	11 517 727
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Société de développement de l'Ontario	3 277 036	3 060 076
Ministère des Richesses naturelles		
Agence de foresterie du parc Algonquin	200 000	150 000
	67 084 695	103 279 356
DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS		
Ministère de l'Environnement		
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	23 396 309	20 415 592
PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts accordés aux municipalités au titre de drainage agricole	11 754 200	14 422 400
Ministère des Affaires municipales		
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	1 844 000	3 148 686
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 330 900	2 923 500
	14 929 100	20 494 586
AUTRES PRÊTS		
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	46 900	50 500
Ministère des Institutions financières		
Coopers et Lybrand pour la mise sous séquestre de Player		454 744
	46 900	505 244
TOTAL DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	105 457 004	144 694 778

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe établit la synthèse de tous les dépôts effectués dans des fonds de pension et fonds connexes et dans des comptes créés à des fins spéciales dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel. Ces versements figurent au passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-37 à 2-39) le solde enregistré à la clôture de l'exercice, pour chacun de ces comptes, ainsi que des renseignements complémentaires.

	1989 $	1988 $
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des fonctionnaires	873 141 356	788 610 152
Fonds d'indexation des pensions de retraite	386 652 987	344 836 662
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	9 672 867	8 921 469
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	8 247 300	7 493 150
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	5 577 673	5 540 150
Paiements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	2 628 051	2 772 655
TOTAL DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES	1 285 920 234	1 158 174 238
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	377 267 902	160 769 424
Déductions salariales (montant net)	37 004 994	(26 488 411)
Réserve pour chèques en circulation	2 083 710	1 889 740
Fonds des producteurs de lait et de crème	396 493	256 773
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	(2 929 568)	3 125 000
Divers	208	165
	413 823 739	139 552 691
Ministère des Institutions financières		
Fond d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	11 776 191	12 448 351
Montants non réclamés	28 971	2 752
	11 805 162	12 451 103
Ministère des Richesses naturelles		
Fonds des puits d'extraction et des carrières	7 585 394	7 373 061
Dépôts de garantie en vertu de contrats	631 253	270 248
Prélèvement d'échantillons — Loi sur les mines	(1,378)	1 378
	8 215 269	7 644 687
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte de fiducie des services des biens immobiliers	6 651 265	5 697 898
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	94 800	19 675
	6 746 065	5 717 573

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)		
Ministère de l'Environnement		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 365 243	1 234 582
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	65 834	46 855
Fonds en fiducie d'assurance — Loi sur la protection de l'environnement	35 842	
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	10 084	8 608
	1 477 003	1 290 045
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	969 386	798 312
Dépôts au titre de terres étrangères	134 490	69 473
Montants non réclamés	70 899	151 958
Cautionnements de garantie		
Loi sur la protection du consommateur	25 000	25 000
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	10 000	40 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier		5 000
Loi sur les huissiers		5 000
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	(1 000)	2 000
	1 208 775	1 096 743
Ministère de la Santé		
Réserve pour chèques en circulation	802 508	877 494
Fonds de recherche Terry Fox	145 867	113 785
	948 375	991 279
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — traitements non réclamés	525 492	209 887
Ministère des Collèges et Universités		
Prix John C. Polanyi	92 258	90 458
Loi de 1974 sur les écoles privées de formation professionnelle	49 689	19 486
Bourses de la reine Elizabeth II — intérêts	44 477	39 717
	186 424	149 661
Ministère du Revenu		
Cotisation des régies locales des services publics	110 538	111 698
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail	39 470	28 020
	150 008	139 718

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)		
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	49 195	40 886
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	(26 475)	17 192
Fonds non réclamés	(166)	1 955
	(26 641)	19 147
Ministère du Logement		
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	24 852	26 795
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Legs et bourses	7 457	7 300
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 365	4 251
	12 822	11 551
Ministère des Services correctionnels		
Montants non réclamés	10 991	5 331
Legs	69	55
	11 060	5 386
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	5 900	11 250
Ministère du Solliciteur général		
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	1 066	965
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Dépôts en vertu de contrats		1 811
TOTAL DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	445 164 566	169 361 178
TOTAL DES DÉPÔTS DANS DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DANS DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 731 084 800	1 327 535 416

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

PAIEMENTS PROVENANT DE FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe établit la synthèse de tous les paiements effectués par le trésorier de l'Ontario au titre des différents fonds dont il est le dépositaire officiel: les fonds de pension et fonds connexes et les comptes créés à des fins spéciales. Ces paiements représentent en fait une diminution du passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-37 à 2-39) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour chacun de ces comptes, de même que des renseignements complémentaires.

	1989 $	1988 $
FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES		
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Caisse de retraite des fonctionnaires	231 459 337	206 313 682
Fonds d'indexation des pensions de retraite	137 987 018	118 617 592
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	5 361 681	5 306 000
Compte d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	2 719 086	2 384 293
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	2 017 794	1 849 244
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	90 901	24 322
TOTAL DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES	379 635 817	334 495 133
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES		
Ministère des Services gouvernementaux		
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	7 447 134	4 688 260
Dépôts de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	69 350	27 575
	7 516 484	4 715 835
Ministère des Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	5 285 082	6 447 360
Loi sur l'administration financière	525	
	5 285 607	6 447 360
Ministère des Richesses naturelles		
Fonds des puits d'extraction et des carrières	1 400 669	1 351 127
Dépôts de garantie en vertu de contrats	569 704	113 563
	1 970 373	1 464 690
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Réserve pour chèques en circulation	1 471 726	637 142
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre de débentures	112 121	63 205
Fonds des producteurs de lait et de crème	96 064	2 020
Divers	97	165
	1 680 008	702 532
Ministère de la Santé		
Réserve pour chèques en circulation	983 920	873 180
Ministère de l'Environnement		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	560 218	864 366
Fonds en fiducie d'assurance — Loi sur la protection de l'environnement	20 000	
	580 218	864 366
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Dépôts au titre de terres étrangères	141 027	46 169
Cautionnements de garantie		
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	40 000	15 000
Loi sur la protection du consommateur	20 000	45 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	15 000	35 000
Loi sur les huissiers	5 000	5 000
Montants non réclamés	64 099	21 091
Dépôts de garantie en vertu de contrats		300
	285 126	167 560

ANNEXES À L'ÉTAT DES AUTRES COMPTES

PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)		
Ministère du Travail		
Normes d'emploi — traitements non réclamés	207 197	117 523
Ministère des Collèges et Universités		
Prix John C. Polanyi	83 584	68 794
Bourses de la reine Elizabeth II (Compte de produits)	67 236	58 219
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	22 597	
	173 417	127 013
Ministère du Revenu		
Régies locales des services publics	110 538	111 698
Dépôts de garantie en vertu de contrats — taxe de vente au détail	37 357	
	147 895	111 698
Ministère de l'Éducation		
Legs et bourses	29 674	36 613
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	9 389	22 924
Legs et bourses	5 000	
	14 389	22 924
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Legs et bourses	10 967	14 943
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Dépôts de garantie en vertu de contrats	2 400	11 050
Ministère du Solliciteur général		
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	2 058	1 987
Ministère des Services correctionnels		
Legs	87	
TOTAL DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	18 889 820	15 679 274
TOTAL DES PAIEMENTS PROVENANT DES FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET DES COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	398 525 637	350 174 407

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe énumère les opérations d'emprunt qui ont pour effet d'augmenter le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40 à 2-41) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale
	%			$
		EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS		
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES				
			Caisse de retraite des enseignants — Émissions de débentures à échéance fixe :	
TI	11,14	1er août 2008		100 000 000
	11,29	1er septembre 2008		170 000 000
	11,14	1er octobre 2008		70 000 000
	11,05	1er novembre 2008		170 000 000
	11,27	1er décembre 2008		60 000 000
	11,40	1er janvier 2009		70 000 000
	11,17	1er janvier 2009		110 000 000
	10,98	1er février 2009		175 000 000
	11,16	1er mars 2009		70 000 000
	11,31	1er juin 2012		485 000 000
	11,06	1er juillet 2012		70 000 000
	11,31	1er août 2012		70 000 000
TOTAL DU PRODUIT DES EMPRUNTS CONTRACTÉS				1 620 000 000

ANNEXES À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS DE LA DETTE

REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe contient des renseignements sur les dates d'échéance et les remboursements d'emprunts provinciaux qui ont pour effet de réduire le passif de la province. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière (pages 2-40 à 2-41) le solde enregistré à la clôture de l'exercice pour les comptes du passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Détails	Valeur nominale
	%		$	$
EXIGIBLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				
ÉMISSIONS NON PUBLIQUES				
À rembourser au ministre des Finances du Canada				
Régime des pensions du Canada :				
CPP	6,40 - 7,17	du 3 avril 1988 au 4 mars 1989	411 993 000	
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver :				
WC	7,46 - 9,91	du 31 mars 1989 au 31 mars 1997	2 298 089	
Loi sur le financement des travaux municipaux :				
MW	5,25 - 5,625	du 1er octobre 1988 au 1er octobre 1998	1 357 163	
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois :				
ELP	6,89 - 6,98	du 25 septembre 1988 au 25 septembre 1994	956 427	
Prêts fédéraux-provinciaux garantis :				
SD	6,51	du 30 mars 1989 au 30 mars 1993	193 568	416 798 247
À rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :				
CMHC	5,125 - 15,75	du 1er avril 1988 au 1er avril 2021		3 481 278
ÉMISSIONS PUBLIQUES				
GE	10,50	4 mai 1988	300 000 000	
GF	11,25	7 mars 1989	200 000 000	500 000 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS				920 279 525

ANNEXE À L'ÉTAT DES OPÉRATIONS D'ONTARIO HYDRO

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

La présente annexe récapitule tous les emprunts contractés par la province pendant l'exercice pour le compte d'Ontario Hydro. On trouvera dans les Annexes à l'État de la situation financière le détail des comptes du passif (Débentures émises) et de l'actif (Avances consenties à Ontario Hydro) issus de ces opérations (pages 2-40 et 2-36, respectivement).

		1989 $		1988 $
Produit des emprunts contractés (RPC)		589 319 000		388 715 000
Emprunts remboursés (publics)		(145 073 970)		(280 190 552)
Produit net		444 245 030		108 524 448
Différentiel de change		(196 263 065)		(354 325 955)
Augmentation nette des débentures et billets émis aux fins d'Ontario Hydro		(247 981 965)		(245 801 507)
Avances, intérêts et recouvrements connexes				
Avances à Ontario Hydro provenant du RPC		589 319 000		388 715 000
Intérêt sur titres				
provenant de titres émis au public		627 132 348		716 178 485
provenant du Régime de pensions du Canada		210 609 782		167 918 343
		837 742 130		884 096 828
Recouvrements d'Ontario Hydro				
Intérêt sur avances				
provenant de titres émis au public	(627 132 567) $		(716 178 266) $	
provenant du Régime de pensions du Canada	(210 609 782)	(837 742 349)	(167 918 343)	(884 096 609)
Emprunts remboursés au moyen de titres émis au public		(145 073 970)		(280 190 552)
		(982 816 319)		(1 164 287 161)
Avances nettes		444 244 811		108 524 667
Différentiel de change		(196 263 065)		(354 325 955)
Avances, intérêt, différentiel de change et recouvrements connexes (montant net)		(247 981 746)		(245 801 288)

ANNEXE À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

ENCAISSE ET PLACEMENTS TEMPORAIRES

	1989	1988
	$	$
Placements temporaires	4 771 301 976	3 430 920 345
Encaisse	(2 527 038 394)	(1 836 686 261)
	2 244 263 582	1 594 234 084

Les placements temporaires, comptabilisés au coût, sont essentiellement constitués de titres à court terme négociables, émis par des banques à charte canadiennes et les gouvernements fédéral et provincial. Les paiements effectués au cours des 30 jours qui ont suivi la clôture de l'exercice se sont élevés à 1 599 333 690 $ (1 443 235 963 $ en 1988); ils ont été déduits de l'encaisse totale figurant dans ce bilan.

AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS

	1989	1988
	$	$
Société de développement de l'Ontario	216 563 672	216 238 500
Société de développement du Nord de l'Ontario	43 180 838	41 137 050
Société de développement de l'Est de l'Ontario	30 569 583	32 449 566
Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	35 207 935
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	23 504 890	27 550 450
Société ontarienne d'aménagement municipal	15 581 211	23 805 619
Société du stade de l'Ontario Limitée	4 766 250	4 766 250
Avances à la Commission de protection financière des producteurs de céréales	200 000	300 000
Agence de foresterie du parc Algonquin	200 000	150 000
Société d'hypothèques de l'Ontario		2 184 257
	369 774 379	383 789 627

Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions sont présentés dans le Volume 2 des comptes publics de l'exercice 1988-1989.

La Société de développement de l'Ontario et les deux sociétés qui lui sont associées, la Société de développement de l'Est de l'Ontario et la Société de développement du Nord de l'Ontario, offrent des programmes de prêts et administrent les garanties que la province accorde sur certains prêts bancaires consentis aux entreprises remplissant les conditions requises. Les fonds nécessaires à ces différents programmes de prêts ont été avancés par la province; elle a également défrayé les trois sociétés de toutes leurs charges administratives, du coût des prêts consentis à faible taux d'intérêt et des frais encourus pour honorer les garanties, ce qui représente un transfert total de 29 021 668 $ en 1989 (19 441 330 en 1988). Des avances consenties à ces sociétés, il faut retrancher les remises de dettes et les radiations effectuées en leur faveur, soit 13 millions de dollars en 1989 (23 millions de dollars en 1988).

La Commission de transport Ontario Northland exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par camion, avion, autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 35 207 935 $ exempte d'intérêts. Après déduction des subventions provinciales (24 275 231 $ pour l'année civile 1988, 24 773 935 $ pour 1987), le bénéfice net enregistré par la Commission a été de 16 180 795 $ pendant l'année civile 1988 (16 291 817 $ en 1987).

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL — SOCIÉTÉS, CONSEILS ET COMMISSIONS (suite)

La Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario a été créée en 1952 pour aider les jeunes agriculteurs qui répondaient à certains critères à financer l'achat, l'expansion et l'exploitation de leur ferme. Ce programme d'assistance a été suspendu en février 1969. Le taux d'intérêt des avances consenties était fixé d'après le coût des emprunts à long terme contractés par la province. Cette dernière défraie la Société de ses charges administratives et lui verse des subventions allouées par l'Assemblée législative (435 071 $ en 1989, 600 000 $ en 1988) pour combler ses déficits d'exploitation annuels.

Créée en 1950, la Société ontarienne d'aménagement municipal a pour mandat d'acheter des débentures émises par des municipalités de l'Ontario pour financer des travaux et des projets de construction locaux.

La Société du stade de l'Ontario Limitée a été chargée de la construction d'un stade couvert sur le territoire de la communauté urbaine de Toronto. La province a avancé à la Société la somme de 4 766 250 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation. Cette avance devrait être remboursée par le contractant après la mise en service du stade.

En 1986, en vertu de la Loi sur le recouvrement des prix agricoles, la province a consenti à la Commission de protection financière des producteurs de céréales une avance exempte d'intérêts qui a servi à instituer le Fonds des producteurs de soja et le Fonds des producteurs de maïs. Les 200 000 $ représentent le solde impayé du prêt.

L'Agence de foresterie du parc Algonquin a pour objets la récolte du bois sur les terres de la Couronne et l'exécution de programmes de gestion forestière et des terres avantageux pour l'Ontario.

DOTATIONS EN CAPITAL DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX ET D'ÉVACUATION DES DÉCHETS

	1989 $	1988 $
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	465 681 853	468 308 542

Le ministère de l'Environnement octroie d'importants contrats pour la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égouts dans les municipalités. Le recouvrement des dotations consenties est étalé sur une période qui correspond à la durée de l'accord conclu entre le ministère et chaque municipalité.

Une partie des accords conclus au sujet de ces dotations (représentant un investissement de 393 413 412 $) concernent des installations appartenant à la province qui sont financées par une facturation directe des services fournis aux usagers. Les recettes de cette facturation permettent notamment d'amortir l'apport en capital sur des périodes pouvant atteindre 40 ans, de payer les frais d'exploitation encourus et de rentabiliser l'investissement initial de la province.

D'autres accords prévoient que la tranche des annuités d'amortissement servant à rembourser le capital devra être versée dans un fonds d'amortissement spécialement constitué. Au 31 mars 1989, les sommes accumulées à ce titre pour les ententes en cours s'élevaient à 26 144 553 $ (35 663 765 $ en 1988); elles ont été déduites du total de la dotation initiale. Une somme de 11 545 242 $ a été transférée du fonds d'amortissement lors de l'expiration de certaines ententes.

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES

	1989 $	1988 $
Prêts au titre de l'éducation	147 851 389	187 318 934
Municipalités — drainage au moyen de tuyaux	111 905 747	122 975 032
Programme Opération Logement de l'Ontario	40 905 319	49 936 858
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	20 186 556	22 408 244
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	19 737 000	22 582 000
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	10 813 624	10 816 362
Prêts pour la rénovation des secteurs commerciaux	9 710 669	8 472 837
Assistance pour les travaux municipaux	8 616 098	9 695 483
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	5 575 700	6 604 100
Bibliothèques publiques	3 478 000	3 887 000
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	903 000	1 098 000
Ville de Kapuskasing	300 000	394 000
Conseil de développement de Moosonee	24 000	35 000
Municipalités — Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		1 342 000
	380 007 102	447 565 850

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

PRÊTS AUX ADMINISTRATIONS LOCALES (suite)

Les prêts accordés à des fins éducatives sont constitués de débentures se rapportant aux conseils scolaires et s'élevant au total à 147 851 389 $, et font maintenant partie des prêts accordés à des administrations locales.

En vertu de la Loi sur le drainage agricole, le trésorier de l'Ontario est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages de drainage. Les titres sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

En vertu du Programme Opération Logement de l'Ontario, les municipalités peuvent bénéficier de prêts pour financer des travaux publics, au niveau local ou régional, et accélerer ainsi la construction de nouveaux logements.

Le Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver avait pour objet de stimuler l'emploi, notamment au cours des hivers de 1974-1975 et de 1975-1976.

La somme due par la municipalité de la communauté urbaine de Toronto représente le solde à payer sur les débentures qu'elle a émises pour financer la construction du métro. Le capital devra faire l'objet de remboursements annuels échelonnés sur une période se terminant en 1995.

La Loi sur l'aide aux propriétaires riverains est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les bords de plans ou de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

Les prêts consentis aux municipalités en vertu du programme de rénovation des secteurs commerciaux ont permis à celles-ci de moderniser certains quartiers commerciaux en offrant un plus grand nombre de services municipaux, en multipliant les aires de stationnement et en apportant des améliorations physiques et économiques.

À la rubrique "Assistance pour travaux municipaux", on trouve les prêts consentis par la province au titre de la Loi sur le financement des travaux municipaux, à diverses municipalités pour certains projets. Le délai de règlement de ces prêts, garantis par des débentures, est fixé à 20 ou 30 ans, mais dans tous les cas, les sommes empruntées devront avoir été remboursées au plus tard en 1998.

Le programme fédéral-provincial de prêts pour la création d'emplois devait favoriser la création d'emplois, notamment pendant les mois d'hiver, par le lancement de nouveaux travaux d'immobilisation ou par l'accélération des travaux en cours.

Les débentures émises pour les bibliothèques publiques, représentant 3 478 000 $ en obligations municipales directes, ont pour but de financer la construction de bibliothèques et font maintenant partie des prêts accordés à des administrations locales.

Le programme fédéral-provincial de prêts garantis devait favoriser l'augmentation des dépenses d'investissement et, par la même occasion, la création d'emplois, notamment dans les municipalités fortement touchées par le chômage.

Les débentures de la ville de Kapuskasing souscrites par la province de l'Ontario sont remboursables sur plusieurs années; leur date d'échéance est fixée à 1994.

Les débentures du Conseil de développement de Moosonee ont été émises pour financer divers projects et services municipaux.

Un prêt a été accordé à la ville de Cambridge en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario, pour la création d'infrastructures municipales visant à faciliter la construction d'une nouvelle usine d'automobiles.

AUTRES PRÊTS

	1989 $	1988 $
Hypothèques — Société foncière de l'Ontario	21 131 671	25 729 048
Prêts aux hôpitaux publics	18 886 568	26 784 149
Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie		
International Bridge Authority of Michigan — Obligations	7 615 072	7 615 072
St. Mary's River Bridge Company — Actions	1 370	1 370
Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales	4 108 000	4 108 000
Assistance accordée à titre de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	2 481 328	2 745 214
Prêts pour le drainage agricole dans les territoires non érigés en municipalités	674 454	721 712
Associations coopératives	78 500	93 100
Prêts provinciaux d'aide aux étudiants		294
	54 976 963	67 797 959

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

AUTRES PRÊTS (suite)

Ce montant représente les hypothèques prises en charge lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Au titre des prêts consentis aux hôpitaux publics, on trouve les prêts de 18 886 568 $ (26 784 149 $ en 1988) accordés par le ministère de la Santé pour les nouvelles immobilisations.

La dotation en capital effectuée par la province en vertu de la Loi sur le Pont de Sault Ste-Marie est constituée d'obligations émises par l'International Bridge Authority of Michigan et d'actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Les obligations de l'International Bridge Authority of Michigan, d'une valeur nominale de 7 850 000 $ É.-U. ont été souscrites en 1960 au coût de 7 615 072 $. La date d'échéance est le 1er septembre 2000 et les intérêts annuels perçus par la province sont de 6%, payables uniquement à l'échéance, ou dans la limite des fonds issus de l'exploitation de la société conformément aux termes de l'accord. Au 31 mars 1989, la somme des intérêts dus à la province s'élevait à 3 155 467 $.

La province a acheté 137 actions de la St. Mary's River Bridge Company.

Le Programme de petits projets d'exploitation des minéraux industriels dans les régions rurales a été établi pour protéger et stabiliser l'emploi, ainsi que pour permettre aux producteurs locaux de Perth et Timmins de faire face à la concurrence des matériaux étrangers.

En vertu des dispositions de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôts.

Les prêts au titre du drainage agricole sont consentis directement aux particuliers habitant des régions non constituées en municipalité. Ils sont régis par la Loi sur le drainage agricole et sont garantis par des nantissements sur les biens immobiliers.

La Loi sur les prêts aux coopératives agricoles autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder des prêts à toute association coopérative pour l'aider à atteindre ses objectifs. Ces prêts sont garantis par une première hypothèque sur les biens immobiliers de l'association et sont remboursables en 20 ans.

Les sommes apparaissant à la rubrique relative aux prêts accordés dans le cadre de l'Aide provinciale aux étudiants correspondent aux montants remboursés sur le capital de ces prêts au 31 mars 1989. Les prêts consentis à ce titre ont été suspendus en décembre 1964.

AVANCES CONSENTIES À ONTARIO HYDRO

	1989 $	1988 $
Émissions publiques	5 691 476 896	6 032 813 931
Régime de pensions du Canada	2 097 034 000	1 507 715 000
	7 788 510 896	7 540 528 931

Les états financiers d'Ontario Hydro sont présentés dans le Volume 2 des comptes publics de 1988-1989.

La province a avancé des fonds à Ontario Hydro contre la garantie d'obligations soumises aux mêmes conditions que les valeurs mobilières émises pour le compte d'Ontario Hydro. Pour ce qui est du Régime de pensions du Canada, le produit des obligations en 1989 a été de 4 769 927 000 dollars américains (4 888 432 000 $ É.-U. en 1988) et de 2 097 034 000 de dollars canadiens en 1989 (1 507 715 000 de dollars canadiens en 1988). Sur la base du taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, la valeur des obligations libellées en dollars américains était, au 31 mars 1989, de 5 691 476 896 dollars canadiens (6 032 813 931 $ en 1988).

DÉFICIT CUMULÉ

	1989 $	1988 $
Déficit cumulé	35 499 230 983	34 019 959 160

Le déficit cumulé de la province correspond à l'excédent du passif sur l'actif comptabilisé, cet excédent étant représenté par l'accumulation de tous les déficits et surplus enregistrés depuis la Confédération. Les variations constatées d'une année sur l'autre correspondent à la différence, positive ou négative, entre les recettes et les dépenses.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES

	1989	1988
	$	$
Caisse de retraite des fonctionnaires	5 786 809 791	5 145 127 771
Fonds d'indexation des pensions de retraite	1 988 752 471	1 740 086 502
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	51 902 134	44 247 062
Comptes d'allocations du régime de pensions de l'Assemblée législative	41 655 640	38 797 053
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	9 622 439	6 736 821
Versements au compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	8 460 449	5 923 298
	7 887 202 924	6 980 918 507

La Province tient compte de toutes les opérations exécutées par les différentes caisses auprès du Fonds consolidé du revenu, qu'il s'agisse des cotisations et des revenus d'intérêts ou des paiements effectués. Les montants comptabilisés par la province constituent en fait les seuls actifs de ces caisses de retraite.

DÉPÔTS EFFECTUÉS DANS LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

	1989	1988
	$	$
Dépôts effectués dans la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 450 310 125	1 073 042 223

Ces dépôts peuvent être faits dans l'une des 21 succursales de la Caisse partout dans la province. Pour ce qui est de ces dépôts, la Caisse a la même responsabilité qu'une banque à charte à l'égard des comptes d'épargne. On trouvera aux pages 3-17 à 3-18 les états financiers de la Caisse d'épargne de l'Ontario.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

	1989 $	1988 $
Déductions salariales (montant net)	40 574 761	3 569 767
Fonds des puits d'extraction et des carrières	40 182 517	33 997 792
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	23 352 231	16 861 122
Chèques en circulation		
Trésor et Économie	6 239 423	5 627 439
Santé	5 256 264	5 437 676
Installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	11 044 671	10 239 645
Caisse d'assurance des sûretés immobilières	8 434 943	7 465 557
Société de logement de l'Ontario — compte de dépôts	6 384 599	6 359 747
Fonds des producteurs de lait et de crème	2 368 878	2 068 448
Fonds de recherche Terry Fox	1 749 595	1 603 728
Montants non réclamés — diverses lois	1 536 351	1 490 279
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	1 161 386	1 957 255
Normes d'emploi — Traitements non réclamés	1 030 614	712 319
Versements provenant des Prix John C. Polanyi	1 030 338	1 021 664
Legs et bourses		
Éducation	580 331	560 810
Services sociaux et communautaires	275 971	313 414
Agriculture et Alimentation	10 482	8 026
Santé	5 000	5 000
Services correctionnels	1 037	1 055
Dépôts de garantie — divers ministères	751 172	659 559
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits profonds	717 263	651 429
Bourses de la reine Elizabeth II (capital et revenu)	515 409	538 168
Capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	511 626	3 553 315
Caisse d'assurance des droits immobiliers	300 000	300 000
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	105 792	78 700
Cautionnements de garantie		
Loi sur la protection du consommateur	45 000	40 000
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	30 000	60 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier	5 000	20 000
Loi sur les huissiers		5 000
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	54 907	44 823
Fonds de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	45 845	49 868
Crédits — Dépôts au titre de terres étrangères	27 946	34 484
Fonds en fiducie d'assurance — Loi sur la protection de l'environnement	15 842	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	11 580	12 572
Comptes en fiducie pour les hôpitaux	4 017	4 017
Divers	3 111	4 378
	154 363 902	105 357 056

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES (suite)

Le montant net des retenues salariales correspond aux retenues du mois de mars qui n'ont pas encore été versées à leurs bénéficiaires.

En vertu de la Loi sur les puits d'extraction et les carrières, les exploitants agréés sont tenus d'effectuer chaque année certains dépôts auprès du trésorier de l'Ontario. Les sommes déposées sont bloquées jusqu'à ce que le programme de remise en état de la zone affectée par l'exploitation du puits ou de la carrière soit terminé conformément aux dispositions de la loi. Les intérêts annuels des dépôts sont portés au crédit du compte.

Les chèques en circulation sont ceux qui n'ont pas encore été présentés par les bénéficiaires au trésorier de l'Ontario et au ministère de la Santé.

En vertu d'ententes conclues entre le ministère de l'Environnement et les municipalités, le ministère maintient un Fonds de réserve en vue de pourvoir aux dépenses imprévues, de renouvellement et de remplacement liées aux systèmes d'adduction d'eau et d'égouts opérés par le ministère. La province impute les intérêts annuels au Fonds et débourse des sommes conformément aux dispositions de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières reçoit une partie des droits versés au régistrateur au moment de l'émission d'un certificat, en vertu de la Loi sur l'assurance des sûretés immobilières. La Caisse indemnise les particuliers ayant subi un préjudice (perte ou dommage) causé par une erreur dans leur certificat de propriété. Les intérêts annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Société de logement de l'Ontario a confié au trésorier de la province les sommes prélévées sur son fonds de roulement et dont elle n'a pas besoin dans l'immédiat.

La Caisse d'indemnisation des producteurs de lait et de crème a été fondée en 1967 pour garantir aux producteurs le paiement de leurs produits. La Commission ontarienne du lait gère la Caisse et perçoit les cotisations annuelles des producteurs. Les intérêts semi-annuels sont portés au crédit de la Caisse.

La Fondation de recherche Terry Fox a été créée en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme d'un million de dollars a été affectée à un compte en fiducie créé à des fins spéciales portant intérêt. Les retraits de fonds auront lieu conformément aux dispositions d'un accord signé entre le ministère de la Santé et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

En hommage à l'honorable William G. Davis lors de son départ en retraite, les employés du gouvernement de l'Ontario et de ses organismes relevant de la Couronne ont fait des dons réprésentant un total de 1 000 000 $ en faveur du programme de bourses d'études connu sous le nom de Prix John C. Polanyi.

En vertu de la Loi sur l'administration financière, des legs mobiliers et des bourses d'études peuvent être acceptés de certains citoyens et autres groupes d'intérêts spéciaux. Selon la destination de chaque leg ou bourse, son administration est confiée au ministère compétent en la matière.

Le Fonds ontarien des bourses de la Reine Elisabeth II, d'une valeur de 500 000 dollars, a été créé en 1959 pour aider des étudiants exceptionnels poursuivant des études de doctorat dans une université de la province. Les intérêts sont crédités deux fois par année.

Les sommes non réclamées dues par la province sur les débentures qu'elles a émises (principal ou intérêts) sont conservées dans un compte de passif jusqu'à ce que les détenteurs puissent être identifiés.

Des comptes de dépôts pour cautionnements de garantie sont administrés pour fournir les cautionnements ou les dépôts de garantie requis en vertu de diverses lois de l'Ontario.

Les autres comptes créés à des fins spéciales correspondent aux sommes dont le trésorier de l'Ontario est le dépositaire officiel ou qu'il garde en fidéicommis pour diverses raisons ou à des fins spéciales. Ces sommes peuvent être utilisées au-delà de l'exercice fiscal auxquel elles sont rattachées.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES

Montant de la dette contractée pour les besoins de la province :
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

	1989 $	1988 $
DETTE NON PUBLIQUE		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	13 981 189 000	14 393 182 000
Loi sur le financement des travaux municipaux	8 822 708	10 179 871
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	24 361 045	26 659 134
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	6 755 398	7 711 825
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	908 758	1 102 326
Caisse de retraite des enseignants	13 093 100 000	11 473 100 000
Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario	1 293 025 000	1 293 025 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)	262 975 595	265 119 713
Dette contractée envers la SCHL en vertu de l'article 40	29 300 405	30 637 565
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE	28 700 437 909	27 500 717 434
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE	171 620 000	671 620 000
BONS DU TRÉSOR	650 000 000	650 000 000
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	29 522 057 909	28 822 337 434

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro :
(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

DETTE NON PUBLIQUE		
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	2 097 034 000	1 507 715 000
TOTAL EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS	2 097 034 000	1 507 715 000
(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS		
DETTE PUBLIQUE		
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS 4 769 927 000 $ É.-U. (4 888 432 000 $ É.-U. EN 1988)		
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1989 TAUX DE CHANGE EN VIGUEUR : 1,1932 $ (1,2341 $ EN 1988)	5 691 476 896	6 032 813 931
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO	7 788 510 896	7 540 528 931
TOTAL DES DETTES CONTRACTÉES	37 310 568 805	36 362 866 365

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

au 31 mars 1989

SOMMAIRE DES DETTES CONTRACTÉES (suite)

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada permet à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, à concurrence de montants à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du fonds, à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics du Canada.

Les obligations émises en vertu de la Loi sur le financement des travaux municipaux et des trois programmes de prêts fédéraux-provinciaux sont des débentures échéant en série, payables au ministre des Finances du Canada. Elles ont été émises dans le cadre de programmes de stimulation de l'emploi mis en oeuvre au cours des années précédentes.

La Commission du régime de retraite des enseignants, qui gère une caisse de retraite pour les enseignants de l'Ontario, investit l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres est établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

Jusqu'en 1978, la Caisse du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, une caisse de retraite destinée aux fonctionnaires employés par les administrations municipales, investissait l'excédent de ses revenus dans l'achat de titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres était établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme, achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures échéant en série émises par la province pour permettre le financement d'une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations de contrôle des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction des taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, étaient applicables aux emprunts à long terme lancés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représente les obligations qui étaient assumées par la SCHL et qui ont été prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt et échéant à 91 jours sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

La province a emprunté la somme de 2 097 034 000 $ au Régime de pensions du Canada pour le compte d'Ontario Hydro. Tous les produits de ces emprunts ont été avancés à Ontario Hydro en échange d'obligations, aux mêmes conditions que celles s'appliquant aux titres détenus par la province.

La province de l'Ontario a émis auprès du public des débentures en dollars canadiens et en dollars des États-Unis. Tous les titres de placement émis depuis 1958 et exprimés en dollars des États-Unis ont été émis pour le compte d'Ontario Hydro.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE

au 31 mars 1989

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
Montant de la dette contractée pour les besoins de la province						
(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS						
DETTE NON PUBLIQUE						
À payer au ministre des Finances du Canada						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1990	1970	CPP	7,16 - 8,33	445 777 000	445 777 000	
1991	1971	CPP	6,79 - 8,14	476 038 000	476 038 000	
1992	1972	CPP	6,75 - 7,54	498 328 000	498 328 000	
1993	1973	CPP	7,08 - 7,51	536 357 000	536 357 000	
1994	1974	CPP	7,30 - 7,75	606 592 000	606 592 000	
1995	1975	CPP	7,61 - 9,25	701 797 000	701 797 000	
1996	1976	CPP	8,21 - 9,48	784 084 000	784 084 000	
1997	1977	CPP	8,73 - 9,25	812 840 000	812 840 000	
1998	1978	CPP	8,77 - 9,37	851 058 000	851 058 000	
1999	1979	CPP	9,35 - 10,16	915 916 000	915 916 000	
2000	1980	CPP	9,98 - 12,74	987 943 000	987 943 000	
2001	1981	CPP	12,50 - 13,39	537 872 000	537 872 000	
2002	1982	CPP	13,66 - 16,10	768 736 000	768 736 000	
2003	1983	CPP	12,01 - 16,53	1 235 751 000	1 235 751 000	
2004	1984	CPP	10,92 - 12,14	1 200 847 000	1 200 847 000	
2005	1985	CPP	12,08 - 14,06	1 133 182 000	1 133 182 000	
2006	1986	CPP	10,58 - 12,57	1 213 502 000	1 213 502 000	
2007	1987	CPP	9,36 - 10,17	232 269 000	232 269 000	
2008	1988	CPP	10,79	42 300 000	42 300 000	
					13 981 189 000	(5)
Loi sur le financement des travaux municipaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1990-1995	1965	MW	5,375	5 800 000	1 973 947	
1990-1996	1966	MW	5,375	16 311 500	6 318 629	
1990-1997	1967	MW	5,25 - 5,375	7 885 870	188 403	
1990-1998	1968	MW	5,625	2 017 535	302 398	
1990-1999	1969	MW	5,625	1 869 862	39 331	
					8 822 708	(1)(13)
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1990 à 1997	1977	WC	7,46 - 9,91	42 355 206	24 361 045	(12)
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1990 à 1995	1975	ELP	6,89 - 6,98	15 718 025	6 755 398	(12)
Prêts garantis fédéraux-provinciaux :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1990 à 1993	1973	SD	6,51	2 921 213	908 758	(12)
Total dû au ministre des Finances du Canada					14 022 036 909	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1989

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignants :						
1er nov 1992	1er mai 1971	TI	6,00	454 500 000	454 500 000	
2 avr 1993	2 avr 1973	TI	8,06	50 000 000	50 000 000	
1er mai 1993	1er mai 1973	TI	8,06	32 000 000	32 000 000	
1er oct 1993	1er oct 1973	TI	8,06	5 000 000	5 000 000	
1er nov 1993	1er nov 1973	TI	8,06	92 000 000	92 000 000	
1er janv 1994	1er janv 1974	TI	8,06	16 000 000	16 000 000	
1er mai 1995	1er mai 1975	TI	10,04	50 000 000	50 000 000	
1er nov 1995	1er nov 1975	TI	10,04	119 500 000	119 500 000	
1er janv 1996	1er janv 1976	TI	10,04	28 000 000	28 000 000	
1er juin 1996	1er mai 1971	TI	8,57	18 000 000	18 000 000	
1er nov 1996	1er nov 1971	TI	8,57	17 500 000	17 500 000	
1er nov 1996	1er nov 1971	TI	8,57	56 500 000	56 500 000	
1er janv 1997	1er janv 1972	TI	8,57	18 000 000	18 000 000	
30 mars 1997	30 mars 1972	TI	8,57	62 000 000	62 000 000	
1er mai 1997	1er mai 1972	TI	7,86	25 500 000	25 500 000	
1er nov 1997	1er nov 1972	TI	7,86	84 500 000	84 500 000	
1er janv 1998	1er janv 1973	TI	7,86	9 500 000	9 500 000	
1er mai 1998	1er mai 1978	TI	9,51	69 000 000	69 000 000	
1er nov 1998	1er nov 1978	TI	9,51	122 000 000	122 000 000	
1er janv 1999	1er janv 1979	TI	9,51	298 000 000	298 000 000	
1er avr 1999	1er avr 1974	TI	8,39	2 600 000	2 600 000	
1er mai 1999	1er mai 1974	TI	8,39	46 000 000	46 000 000	
1er mai 1999	1er mai 1979	TI	9,83	83 000 000	83 000 000	
30 sept 1999	30 sept 1974	TI	8,39	40 000 000	40 000 000	
1er nov 1999	1er nov 1974	TI	8,39	117 000 000	117 000 000	
1er nov 1999	1er nov 1979	TI	9,83	136 000 000	136 000 000	
1er janv 2000	1er janv 1975	TI	8,39	80 500 000	80 500 000	
1er janv 2000	1er janv 1980	TI	9,83	318 000 000	318 000 000	
1er mai 2000	1er mai 1980	TI	11,05	93 000 000	93 000 000	
1er nov 2000	1er nov 1980	TI	11,05	180 000 000	180 000 000	
1er janv 2001	1er janv 1981	TI	11,05	296 000 000	296 000 000	
1er mai 2001	1er mai 1976	TI	10,11	59 000 000	59 000 000	
1er nov 2001	1er nov 1976	TI	10,11	74 000 000	74 000 000	
1er janv 2002	1er janv 1977	TI	10,11	132 000 000	132 000 000	
1er févr 2002	2 févr 1977	TI	10,11	10 500 000	10 500 000	
1er mars 2002	1er mars 1977	TI	10,11	17 500 000	17 500 000	
31 mars 2002	31 mars 1977	TI	10,11	41 500 000	41 500 000	
1er mai 2002	1er mai 1977	TI	9,82	62 000 000	62 000 000	
1er nov 2002	1er nov 1977	TI	9,82	80 000 000	80 000 000	
1er janv 2003	1er janv 1978	TI	9,82	230 000 000	230 000 000	
1er janv 2003	1er janv 1978	TI	9,82	108 000 000	108 000 000	
30 mars 2003	30 mars 1978	TI	9,82	8 000 000	8 000 000	
1er mai 2003	1er mai 1981	TI	13,34	125 000 000	125 000 000	
1er oct 2003	1er mai 1983	TI	12,88	110 000 000	110 000 000	
1er nov 2003	1er nov 1981	TI	13,34	190 000 000	190 000 000	
1er déc 2003	1er juill 1983	TI	12,88	120 000 000	120 000 000	
1er janv 2004	1er janv 1982	TI	13,34	355 000 000	355 000 000	
1er avr 2004	1er nov 1983	TI	12,88	178 000 000	178 000 000	
1er juin 2004	1er janv 1984	TI	12,88	378 000 000	378 000 000	
1er janv 2005	1er oct 1984	TI	13,27	60 000 000	60 000 000	
1er févr 2005	1er nov 1984	TI	12,74	165 000 000	165 000 000	
1er mars 2005	1er déc 1984	TI	12,60	40 000 000	40 000 000	
1er juill 2005	1er avr 1984	TI	13,96	20 000 000	20 000 000	
1er juill 2005	1er avr 1985	TI	12,53	45 000 000	45 000 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1989

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignants : (suite)						
1er août 2005	1er mai 1984	TI	14,16	180 000 000	180 000 000	
1er août 2005	1er mai 1985	TI	12,24	170 000 000	170 000 000	
1er sept 2005	1er juin 1984	TI	14,17	25 000 000	25 000 000	
1er sept 2005	1er juin 1985	TI	11,47	35 000 000	35 000 000	
1er oct 2005	1er juill 1984	TI	14,40	130 000 000	130 000 000	
1er oct 2005	1er juill 1985	TI	11,58	145 000 000	145 000 000	
1er nov 2005	1er août 1984	TI	13,51	10 000 000	10 000 000	
1er nov 2005	1er août 1985	TI	11,87	10 000 000	10 000 000	
1er déc 2005	1er sept 1985	TI	11,67	25 000 000	25 000 000	
1er janv 2006	1er oct 1985	TI	11,78	75 000 000	75 000 000	
1er févr 2006	1er nov 1985	TI	11,43	160 000 000	160 000 000	
1er mars 2006	1er déc 1985	TI	11,07	40 000 000	40 000 000	
1er avr 2006	1er janv 1985	TI	12,58	390 000 000	390 000 000	
1er mai 2006	1er févr 1985	TI	12,26	30 000 000	30 000 000	
1er juin 2006	1er mars 1985	TI	13,01	15 000 000	15 000 000	
1er juill 2006	1er avr 1986	TI	10,26	40 000 000	40 000 000	
1er août 2006	1er mai 1986	TI	10,34	170 000 000	170 000 000	
1er sept 2006	1er juin 1986	TI	10,70	30 000 000	30 000 000	
1er oct 2006	1er juill 1986	TI	10,32	140 000 000	140 000 000	
1er nov 2006	1er août 1986	TI	10,38	40 000 000	40 000 000	
1er déc 2006	1er sept 1986	TI	10,30	45 000 000	45 000 000	
1er janv 2007	1er oct 1986	TI	10,63	70 000 000	70 000 000	
1er févr 2007	1er nov 1986	TI	10,58	160 000 000	160 000 000	
1er mars 2007	1er déc 1986	TI	10,34	55 000 000	55 000 000	
1er avr 2007	1er avr 1987	TI	10,15	90 000 000	90 000 000	
1er mai 2007	1er mai 1982	TI	15,38	128 000 000	128 000 000	
1er mai 2007	1er mai 1987	TI	10,90	165 000 000	165 000 000	
1er juin 2007	1er juin 1987	TI	10,82	40 000 000	40 000 000	
1er juill 2007	1er juill 1987	TI	10,74	150 000 000	150 000 000	
1er août 2007	1er août 1987	TI	11,44	50 000 000	50 000 000	
1er sept 2007	1er sept 1987	TI	11,80	50 000 000	50 000 000	
1er nov 2007	1er nov 1982	TI	15,38	371 000 000	371 000 000	
1er janv 2008	1er janv 1983	TI	15,38	416 000 000	416 000 000	
1er févr 2008	1er oct 1987	TI	11,93	115 000 000	115 000 000	
1er mars 2008	1er nov 1987	TI	11,24	340 000 000	340 000 000	
30 mars 2008	30 mars 1983	TI	15,38	30 000 000	30 000 000	
1er avr 2008	1er déc 1987	TI	11,50	40 000 000	40 000 000	
1er août 2008	1er avr 1988	TI	11,14	100 000 000	100 000 000	
1er sept 2008	1er mai 1988	TI	11,29	170 000 000	170 000 000	
1er oct 2008	1er juin 1988	TI	11,14	70 000 000	70 000 000	
1er nov 2008	1er juill 1988	TI	11,05	170 000 000	170 000 000	
1er déc 2008	1er août 1988	TI	11,27	60 000 000	60 000 000	
1er janv 2009	1er sept 1988	TI	11,40	70 000 000	70 000 000	
1er janv 2009	1er oct 1988	TI	11,17	110 000 000	110 000 000	
1er févr 2009	1er nov 1988	TI	10,98	175 000 000	175 000 000	
1er mars 2009	1er janv 1986	TI	11,00	430 000 000	430 000 000	
1er mars 2009	1er déc 1988	TI	11,16	70 000 000	70 000 000	
1er avr 2009	1er févr 1986	TI	11,24	50 000 000	50 000 000	
1er avr 2009	14 févr 1986	TI	11,24	30 000 000	30 000 000	
1er mai 2009	1er mars 1986	TI	10,75	20 000 000	20 000 000	
1er avr 2010	1er janv 1987	TI	10,32	445 000 000	445 000 000	
1er mai 2010	1er févr 1987	TI	10,11	70 000 000	70 000 000	
1er juin 2010	1er mars 1987	TI	10,23	45 000 000	45 000 000	
1er juin 2011	1er janv 1988	TI	11,24	470 000 000	470 000 000	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1989

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
À payer à la Caisse de retraite des enseignants : (suite)						
1er juill 2011	1er févr 1988	TI	10,77	60 000 000	60 000 000	
1er août 2011	1er mars 1988	TI	10,68	50 000 000	50 000 000	
1er juin 2012	1er janv 1989	TI	11,31	485 000 000	485 000 000	
1er juill 2012	1er févr 1989	TI	11,06	70 000 000	70 000 000	
1er août 2012	1er mars 1989	TI	11,31	70 000 000	70 000 000	
					13 093 100 000	(1)
À payer à la Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario :						
31 déc 1993	31 déc 1973	MER	5,49	4 400 000	4 400 000	
31 déc 1993	31 déc 1973	MER	8,15	125 100 000	125 100 000	
31 déc 1994	31 déc 1973	MER	5,56	10 700 000	10 700 000	
31 déc 1994	31 déc 1974	MER	9,81	138 125 000	138 125 000	
31 déc 1995	31 déc 1973	MER	5,54	14 100 000	14 100 000	
31 déc 1995	31 déc 1975	MER	10,05	168 150 000	168 150 000	
31 déc 1996	31 déc 1973	MER	6,00	20 100 000	20 100 000	
31 déc 1997	31 déc 1973	MER	6,30	24 900 000	24 900 000	
31 déc 1998	31 déc 1973	MER	7,21	33 100 000	33 100 000	
31 déc 1999	31 déc 1973	MER	8,19	46 700 000	46 700 000	
31 déc 2000	31 déc 1970	MER	9,10	57 600 000	57 600 000	
31 déc 2001	31 déc 1971	MER	7,85	75 000 000	75 000 000	
31 déc 2002	31 déc 1972	MER	8,02	91 300 000	91 300 000	
31 déc 2002	31 déc 1976	MER	10,28	174 500 000	174 500 000	
31 déc 2003	31 déc 1977	MER	9,45	187 950 000	187 950 000	
31 déc 2006	31 déc 1978	MER	9,77	121 300 000	121 300 000	
					1 293 025 000	(1)
À payer à la Société canadienne d'hypothèques et de logement :						
Exercice se terminant le 31 mars						
1990-1994	1979	CMHC	5,125	40 810	17 152	
1990-1997	1979	CMHC	5,750	142 968	81 506	
1990-2003	1971 à 1978	CMHC	5,375	688 415	458 283	
1990-2004	1974 à 1975	CMHC	5,125 - 7,875	1 296 489	964 311	
1990-2005	1971 à 1975	CMHC	5,125 - 8,625	2 754 646	2 093 702	
1990-2006	1973 à 1976	CMHC	5,125 - 10,375	2 200 837	1 864 619	
1990-2007	1974 à 1977	CMHC	5,375 - 10,375	6 049 712	5 255 811	
1990-2010	1970 à 1975	CMHC	5,75 - 6,875	4 312 601	3 377 152	
1990-2011	1971 à 1976	CMHC	5,375 - 8,25	5 876 136	5 028 112	
1990-2012	1972	CMHC	6,875 - 8,25	7 281 714	6 275 820	
1990-2013	1973	CMHC	7,25 - 8,25	1 252 053	1 102 740	
1990-2014	1974	CMHC	6,125 - 8,25	20 079 854	17 744 457	
1990-2015	1975	CMHC	7,50 - 10,375	11 488 523	10 367 536	
1990-2016	1976	CMHC	5,375 - 10,75	22 775 312	20 996 861	
1990-2017	1977	CMHC	7,625 - 10,75	15 797 368	14 858 969	
1990-2018	1977 à 1978	CMHC	7,625 - 13,00	38 173 327	36 538 951	
1990-2019	1977 à 1980	CMHC	7,625 - 15,25	42 070 412	40 615 216	
1990-2020	1978 à 1980	CMHC	7,625 - 15,75	65 976 661	63 966 909	
1990-2021	1980 à 1981	CMHC	9,50 - 15,75	30 946 135	30 180 129	
1990-2022	1982	CMHC	9,75 - 15,75	1 177 064	1 157 359	
					262 975 595	(12)
Dette contractée envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'article 40 :						
1990-2002	1981	CMHC	7,099	36 967 243	29 300 405	(2)
TOTAL DE LA DETTE NON PUBLIQUE					28 700 437 909	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1989

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE						
15 déc 1996	15 déc 1971	EN	7,25	75 000 000	52 221 000	(3)
1er août 1997	1er août 1972	EQ	8,00	100 000 000	4 378 000	(3) (4)
1er déc 1997	1er déc 1972	ES	7,75	100 000 000	88 147 000	(3)
22 mars 1998	22 mars 1976	FF	9,75	150 000 000	6 807 000	(3) (10)
1er juill 1998	7 juill 1975	FB	9,00	150 000 000	3 930 000	(3) (9)
10 déc 2000	10 déc 1987	FE	9,75	16 137 000	16 137 000	(3)
					171 620 000	
BONS DU TRÉSOR					650 000 000	(11)
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					29 522 057 909	

Dette contractée pour le compte d'Ontario Hydro

(b) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS

DETTE NON PUBLIQUE						
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada						
2001	1981	CPP	11,61 - 13,46	500 000 000	500 000 000	
2002	1982	CPP	14,81 - 17,51	500 000 000	500 000 000	
2007	1987	CPP	9,64	119 000 000	119 000 000	
2008	1988	CPP	9,13 - 9,62	388 715 000	388 715 000	
2009	1989	CPP	9,62 - 10,31	589 319 000	589 319 000	
					2 097 034 000	(5)

(c) EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS

MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE						
25 avr 1989	25 avr 1983	GC	10,50	200 000 000	200 000 000	(1)
15 sept 1990	15 sept 1965	DT	4,75	50 000 000	43 819 000	(6)
5 nov 1991	5 nov 1981	FS	16,00	100 000 000	99 650 000	(1)
25 févr 1992	25 févr 1982	FV	15,75	200 000 000	196 815 000	(1)
31 août 1992	31 août 1982	FX	14,625	200 000 000	194 625 000	(1)
4 avr 1994	4 avr 1984	GG	12,50	250 000 000	250 000 000	(1)
1er avr 1996	1er avr 1966	DW	5,50	35 000 000	28 423 000	(7)
15 avr 1997	15 avr 1967	DX	5,625	65 000 000	53 770 000	(7)
1er déc 1997	1er déc 1967	EA	6,875	75 000 000	60 510 000	(7)
1er août 1998	1er août 1968	EC	7,125	75 000 000	56 260 000	(7)
15 févr 1999	15 févr 1969	EE	7,375	75 000 000	58 305 000	(7)
1er sept 1999	1er sept 1969	EH	8,375	100 000 000	66 375 000	(8)
15 févr 2000	15 juill 1970	EJ	9,25	100 000 000	57 880 000	(8)
1er août 2000	1er août 1970	EK	9,25	75 000 000	43 135 000	(8)
15 mai 2001	15 mai 1971	EL	7,85	100 000 000	70 435 000	(8)
15 mai 2002	15 mai 1972	EP	7,70	100 000 000	77 850 000	(8)
15 déc 2002	15 déc 1972	ET	7,30	100 000 000	66 475 000	(8)
15 oct 2003	15 oct 1973	EU	7,90	125 000 000	76 410 000	(8)
15 mars 2004	15 mars 1974	EV	8,60	125 000 000	99 665 000	(8)
1er oct 2004	10 oct 1974	EW	10,25	175 000 000	160 840 000	(8)
1er mars 2005	1er mars 1975	EX	8,875	200 000 000	160 095 000	(8)
15 juin 2005	15 juin 1975	EZ	9,125	150 000 000	121 820 000	(8)
15 nov 2005	15 nov 1975	FD	9,25	200 000 000	163 070 000	(8)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE (suite)

au 31 mars 1989

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Émission initiale	Encours	Références
			%	$	$	
MONTANT DE LA DETTE PUBLIQUE (suite)						
15 janv 2007	15 janv 1977	FG	8,40	300 000 000	254 375 000	(8)
15 sept 2007	15 sept 1977	FH	8,375	200 000 000	171 020 000	(8)
5 janv 2008	5 janv 1978	FJ	8,75	250 000 000	228 780 000	(8)
1er juin 2008	1er juin 1978	FK	9,375	200 000 000	180 745 000	(8)
30 nov 2008	30 nov 1978	FL	9,375	250 000 000	226 080 000	(8)
1er mars 2009	1er mars 1979	FM	9,75	300 000 000	258 120 000	(8)
20 sept 2009	20 sept 1979	FN	9,875	300 000 000	267 125 000	(8)
1er mai 2011	1er mai 1981	FR	15,125	200 000 000	165 535 000	(8)
5 nov 2011	5 nov 1981	FT	17,00	150 000 000	149 845 000	(8)
15 mars 2012	15 mars 1982	FW	15,75	200 000 000	178 585 000	(8)
31 août 2012	31 août 1982	FY	15,25	100 000 000	90 500 000	(8)
10 mars 2013	10 mars 1983	GB	11,50	100 000 000	95 775 000	(8)
25 avr 2013	25 avr 1983	GD	11,75	100 000 000	97 215 000	(8)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS . .					4 769 927 000	É.-U.
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1989 TAUX DE CHANGE : 1,1932 $					5 691 476 896	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LE COMPTE D'ONTARIO HYDRO					7 788 510 896	
TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE					**37 310 568 805**	

Références :

(1) Non remboursable par anticipation.

(2) Dette envers la Société canadienne d'hypothèques et de logement et prises en charge par le Trésor lors de la dissolution de la Société foncière de l'Ontario.

(3) Remboursable au pair, 5 ans avant la date d'échéance.

(4) Des débentures représentant un montant de 100 000 000 $ ont été émises. Leur date d'échéance a été fixée au 1er août 1997, étant entendu que tout ou partie d'entre elles pourront également arriver à échéance le 1er août 1980 si le détenteur en a fait la demande entre le 1er août 1979 et le 1er février 1980.

(5) Les titres de placement vendus à la Caisse d'investissement du Régime de pensions du Canada sont remboursables 20 ans après leur date d'émission; ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles. Cependant, si le ministre des Finances l'estime nécessaire, ils peuvent être rachetés en partie ou en totalité (avec 6 mois de préavis) pour les besoins du Régime de pensions du Canada. Dans ce cas, les titres de l'Ontario doivent être rachetés dans l'ordre selon lequel ils ont été émis, et le montant du rachat sera en tout temps proportionnel au montant total de tous les titres alors inscrits au crédit dudit fonds représenté par des titres de l'Ontario.

(6) Remboursable à vue de 10 à 22 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(7) Remboursable à vue de 15 à 27 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(8) Remboursable à vue de 15 à 25 ans après la date d'émission, par montants dégressifs, et par la suite au pair.

(9) Payable au pair 15 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 1er juillet 1982 et le 1er janvier 1983.

(10) Payable au pair 12 ans avant la date d'échéance si le détenteur en a fait la demande entre le 22 mars 1985 et le 22 septembre 1985.

(11) Dans le cadre du Programme de financement par bons du Trésor, des bons du Trésor ne portant pas intérêt, à échéance à 91 jours, sont vendus périodiquement par mise en adjudication.

(12) Payables en versements annuels égaux de capital et d'intérêts jusqu'à l'échéance selon les modalités de paiement pour chaque débenture.

(13) Le capital est remboursé annuellement jusqu'à l'échéance des débentures. Payables par versements égaux ou dégressifs de capital et d'intérêts, selon le cas.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

au 31 mars 1989

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1989	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
		(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS			
1er mai 1989	1984	12,50	250 000 000	250 000 000	(2)
14 août 1989	1984	13,75	150 000 000	150 000 000	(2)
20 sept 1989	1967	6,50	28 000 000	28 000 000	(5)
1er févr 1990	1984	11,50	150 000 000	150 000 000	(2)
14 févr 1990	1985	10,75	350 000 000	350 000 000	(2)
15 mars 1990	1967	6,00	49 000 000	49 000 000	(5)
6 mai 1990	1985	11,25	250 000 000	250 000 000	(2)
10 sept 1990	1985	10,375	200 000 000	200 000 000	(2)
4 mars 1991	1985	10,50	250 000 000	250 000 000	(2)
19 mars 1991	1986	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
15 déc 1991	1986	9,00	700 000 000	700 000 000	(2)
1er avr 1992	1968	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1992	1987	8,00	250 000 000	250 000 000	(2)
15 août 1992	1968	7,00	50 000 000	50 000 000	(5)
18 sept 1992	1968	7,00	65 000 000	65 000 000	(5)
15 déc 1992	1987	10,75	600 000 000	600 000 000	(2)
15 janv 1993	1987	9,75	250 000 000	250 000 000	(2)
15 janv 1993	1987	9,75	250 000 000	250 000 000	(2)
15 janv 1993	1988	9,75	200 000 000	200 000 000	(2)
1er juin 1993	1989	9,50	200 000 000	200 000 000	(2)
16 juin 1993	1989	10,00	800 000 000	800 000 000	(2)
15 sept 1993	1983	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
18 oct 1993	1983	11,75	200 000 000	200 000 000	(2)
16 déc 1993	1989	10,25	300 000 000	300 000 000	(2)
16 déc 1993	1989	10,25	250 000 000	250 000 000	(2)
23 déc 1993	1986	9,00	300 000 000	300 000 000	(2)
22 févr 1994	1984	12,00	150 000 000	150 000 000	(2)
18 mars 1994	1969	7,75	35 000 000	35 000 000	(6)
1er avr 1994	1970	9,00	50 000 000	50 000 000	(5)
1er mai 1994	1969	7,75	40 000 000	40 000 000	(6)
28 août 1994	1984	13,00	300 000 000	300 000 000	(2)
1er oct 1994	1969	8,25	25 000 000	25 000 000	(6)
8 nov 1994	1984	12,75	250 000 000	250 000 000	(2)
1er déc 1994	1969	8,50	30 000 000	30 000 000	(6)
1er févr 1995	1970	9,00	50 000 000	9 281 000	(6)(10)
1er févr 1995	1984	12,00	100 000 000	100 000 000	(2)
30 mai 1995	1985	11,25	200 000 000	200 000 000	(2)
30 juin 1995	1970	9,00	60 000 000	60 000 000	(6)
19 nov 1995	1985	10,75	250 000 000	250 000 000	(2)
30 nov 1995	1970	8,75	75 000 000	75 000 000	(6)
14 janv 1996	1986	10,00	250 000 000	250 000 000	(2)
4 févr 1996	1971	7,50	100 000 000	100 000 000	(6)
1er avr 1996	1971	7,625	60 000 000	60 000 000	(6)
22 avr 1996	1986	9,00	450 000 000	450 000 000	(2)
22 avr 1996	1986	9,00	200 000 000	200 000 000	(2)
21 juill 1996	1971	8,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 sept 1996	1971	7,875	100 000 000	100 000 000	(6)

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1989

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1989	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
	(a) EXIGIBLE AU CANADA, EN DOLLARS CANADIENS (suite)				
15 sept 1996	1976	8,25	6 500	6 500	(1)(6)
1er févr 1997	1972	7,375	70 000 000	70 000 000	(6)
5 avr 1997	1972	7,625	100 000 000	100 000 000	(6)
1er mai 1997	1987	8,50	250 000 000	250 000 000	(2)
15 sept 1997	1972	8,25	100 000 000	100 000 000	(6)
1er févr 1998	1973	7,75	100 000 000	100 000 000	(6)
10 févr 1998	1988	10,00	300 000 000	300 000 000	(2)
15 mai 1998	1973	8,00	125 000 000	125 000 000	(6)
16 juin 1998	1989	10,375	150 000 000	150 000 000	(2)
12 juil 1998	1989	10,25	550 000 000	550 000 000	(2)
30 nov 1998	1973	8,50	50 000 000	50 000 000	(6)
1er mars 1999	1974	8,50	75 000 000	75 000 000	(6)
14 juin 1999	1974	9,75	75 000 000	75 000 000	(6)
15 août 1999	1974	10,25	75 000 000	75 000 000	(6)
15 nov 1999	1974	10,00	60 000 000	60 000 000	(6)
10 janv 2000	1975	9,75	60 000 000	60 000 000	(6)
10 févr 2000	1975	9,50	100 000 000	100 000 000	(6)
21 mai 2000	1975	10,25	65 000 000	65 000 000	(6)
30 oct 2000	1975	10,75	100 000 000	100 000 000	(6)
29 janv 2001	1976	10,25	150 000 000	150 000 000	(6)
18 mai 2001	1976	10,00	300 000 000	300 000 000	(6)(15)
3 mars 2002	1982	17,00	100 000 000	100 000 000	(4)
30 nov 2002	1982	12,50	250 000 000	250 000 000	(3)(14)
30 nov 2002	1983	12,50	100 000 000	100 000 000	(3)(14)
1er mai 2003	1984	13,50	150 000 000	150 000 000	(3)
5 oct 2003	1976	9,50	150 000 000	150 000 000	(7)
6 janv 2004	1977	9,25	750 000 000	750 000 000	(7)(16)
25 janv 2005	1978	9,375	200 000 000	200 000 000	(7)
1er mai 2005	1978	9,75	200 000 000	200 000 000	(7)
21 avr 2006	1981	14,25	225 000 000	225 000 000	(6)
27 juin 2008	1978	9,75	200 000 000	200 000 000	(8)
30 août 2008	1978	9,50	200 000 000	200 000 000	(8)
4 avr 2009	1979	10,25	300 000 000	300 000 000	(8)
10 mai 2009	1979	10,00	300 000 000	300 000 000	(8)
15 janv 2010	1985	10,50	250 000 000	250 000 000	(6)
25 mars 2010	1980	13,375	150 000 000	150 000 000	(7)
14 mai 2010	1980	13,25	325 000 000	325 000 000	(7)
29 janv 2011	1981	13,00	325 000 000	325 000 000	(7)
				16 281 287 500	
Moins : Achats aux fins du remboursement de la dette				1 074 508 000	
				15 206 779 500	
Billets à long terme au 31 mars 1989		Variable		708 000 000	
Billets à court terme au 31 mars 1989		Variable		722 250 000	
				16 637 029 500	
OBLIGATION EN EURODOLLARS EXIGIBLE À TORONTO, CANADA, EN DOLLARS CANADIENS					
29 mars 1999	1989	10,875	500 000 000	500 000 000	(2)
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				17 137 029 500	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1989

DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS

Date d'échéance	Année d'émission	Taux d'intérêt	Montant initial du capital garanti	Encours au 31 mars 1989	Références
ONTARIO HYDRO		%	$	$	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS					
EXIGIBLE À FRANCFORT (RFA), EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (11)					
29 avr 1989	1982	14,75	150 000 000	150 000 000	
30 déc 1989	1982	11,25	200 000 000	200 000 000	
19 mai 1990	1983	10,25	250 000 000	250 000 000	
29 sept 1990	1983	11,75	200 000 000	200 000 000	
26 févr 1991	1981	13,50	100 000 000	100 000 000	
5 août 1992	1982	15,00	150 000 000	150 000 000	
14 oct 1992	1982	12,75	200 000 000	200 000 000	
9 févr 1994	1984	11,625	200 000 000	200 000 000	
				1 450 000 000	(2)
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1989					
TAUX DE CHANGE : 1,1932 $					
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				1 730 140 000	
EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS (11)					
15 mars 1990-1996	1976	9,50	650 000 000	328 250 000	(12)
TOTAL EXIGIBLE À NEW YORK, EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS				328 250 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1989					
TAUX DE CHANGE : 1,1932 $				391 667 900	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				2 121 807 900	
TOTAL POUR ONTARIO HYDRO				19 258 837 400	
TOTAL DES DÉBENTURES, OBLIGATIONS ET BILLETS GARANTIS				19 258 837 400	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1989

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1989	Références
		%	$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION				
Programme de crédit aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1975	Préférentiel + 1,00	2 168 871	
Programme d'aide aux victimes de tornades	1979	Préférentiel	231 397	
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	1982	Préférentiel	500 000	
Fonds de secours des entreprises sinistrées	1985	Préférentiel	902 741	
Programme de garantie de prêts d'exploitation de l'Ontario	1985	Préférentiel + 1,00	3 569 360	(13)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION			7 372 369	
MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiants de l'Ontario :				
Classe "A"	Variable	Préférentiel	55 709 061	
Classe "B"	Variable	Préférentiel + 1,00	88 713 301	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			144 422 362	
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Société ontarienne d'assurance des actions et des dépôts	1984	Préférentiel –0,25	9 204 930	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			9 204 930	
MINISTÈRE DU LOGEMENT				
Crédits hypothécaires à la rénovation des logements				
Programme de réassurance	1984-1985	Variable	3 546 258	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU LOGEMENT			3 546 258	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	1969	9,50	500 000	(17)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			500 000	
MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE				
Programme Capital d'entreprise pour les jeunes	1984	Préférentiel + 1,00	9 679 232	
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			9 679 232	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1989

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1989	Références
		%	$	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Société du Stade de l'Ontario Limitée	1986	Préférentiel	109 660 820	(21)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			109 660 820	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO				
Loi sur les sociétés de développement				
Total des prêts garantis à diverses sociétés	Variable	Préférentiel	35 508 206	
Engagement à l'égard des credit unions et des caisses populaires	1988	Bons du trésor	64 560 000	
Programme d'encouragement au redéveloppement touristique	Variable	Préférentiel + 1,00	68 150 019	
Programme général pour le secteur manufacturier	Variable	Préférentiel à préférentiel + 2,00	16 004 625	
Nouvelles entreprises	Variable	Préférentiel + 1,00	51 880 417	
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO			236 103 267	
COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO				
Commission du Marché des produits alimentaires de l'Ontario	1985	Préférentiel	1 690 704	
TOTAL POUR LA COMMISSION DU MARCHÉ DES PRODUITS ALIMENTAIRES DE L'ONTARIO			1 690 704	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS DE L'ONTARIO/SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN			330 310 700	(18)(20)
TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			852 490 642	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1989

AUTRES GARANTIES

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 1989	Références
(a) EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS				
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE				
Entente au titre de l'assurance sur les biens exportés aux États-Unis	1988-1989	S.O.	4 027 776	(22)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE			4 027 776	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE				
Southeastern Michigan Transportation Authority	1982	S.O.	60 000 000	(19)(20)
Santa Clara County Transit District	1983	S.O.	49 000 000	(19)(20)
Massachusetts Bay Transportation Authority	1984	S.O.	56 000 000	(19)(20)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE			165 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS DES ÉTATS-UNIS			169 027 776	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU 31 MARS 1989 TAUX DE CHANGE : 1,1932 $			201 683 942	
(b) EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS				
MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES				
Financial Trust Company	1988	S.O.	10 000 000	(9)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES			10 000 000	
MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE				
Société du Stade de l'Ontario Ltée	1986	S.O.	183 566 750	(21)
Garanties hypothécaires				
Dissolution de la Société foncière de l'Ontario	1971-1976	S.O.	2 310 000	(23)
TOTAL POUR LE MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE			185 876 750	
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE				
Urban Transit Authority of British Columbia	1981	S.O.	50 000 000	(19)(20)
TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT URBAIN LTÉE			50 000 000	
TOTAL EXIGIBLE EN DOLLARS CANADIENS			245 876 750	
TOTAL DES AUTRES GARANTIES			447 560 692	
TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL			20 558 888 734	

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

PASSIF ÉVENTUEL — OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (suite)

au 31 mars 1989

RÉFÉRENCES

(1) Des obligations à 8,5% ont été émises pour un montant de 75 000 000 $. Leur date d'échéance était le 15 septembre 1976. Les détenteurs d'obligations représentant un montant de 6 500 $ ont choisi d'exercer une option leur permettant d'obtenir des obligations représentant un montant équivalent en principal; leur date d'échéance est le 15 septembre 1996 et elles portent intérêt au taux de 8,25%.
(2) Non remboursables par anticipation.
(3) Remboursables au pair, 2 ans avant la date d'échéance.
(4) Remboursables au pair, 3 ans avant la date d'échéance.
(5) Remboursables au pair, 4 ans avant la date d'échéance.
(6) Remboursables au pair, 5 ans avant la date d'échéance.
(7) Remboursables au pair, 7 ans avant la date d'échéance.
(8) Remboursables au pair, 8 ans avant la date d'échéance.
(9) Engagement à fournir, sur demande, une garantie de 10 millions de dollars, plus les intérêts courus à la Financial Trust Company en vue de faciliter sa vente à la Central Guaranty Trusco Limited. Si aucune garantie n'est requise, l'engagement se terminera le 18 avril 1990.
(10) La valeur des obligations émises par la province s'élève à 50 000 000 $. Ces titres comportaient deux dates d'échéance, laissées au libre choix des détenteurs : s'ils en avaient fait la demande avant le 1er août 1974, les débiteurs pouvaient être remboursés à la première date d'échéance, fixée au 1er février 1975. Ainsi, la valeur des obligations remboursées à cette date a été de 40 719 000 $. Les obligations remboursées à leurs titulaires à la deuxième date, le 1er février 1995, représenteront le solde, soit 9 281 000 $.
(11) La valeur nominale des obligations et celle des titres en circulation sont exprimées dans la devise d'émission.
(12) Échéance annuelle 1990-1995, 5,5% du capital initial actuellement en circulation, pour une valeur au pair. En 1996, il restera donc 17,5% du capital initial en circulation.
(13) La province garantit le remboursement de 60% du capital et des intérêts.
(14) En août 1983, on a procédé à une nouvelle émission pour emprunter la somme de 100 000 000 $, qui s'est ajoutée à la première tranche de 250 000 000 $.
(15) Émises en deux tranches : 150 millions de dollars le 18 mai 1976, et 150 millions de dollars le 15 juillet 1976.
(16) Émises en quatre tranches : 200 millions de dollars le 6 janvier 1977, 200 millions de dollars le 10 mars 1977, 200 millions de dollars le 6 juin 1977, et 150 millions de dollars le 15 novembre 1977.
(17) La dette nette de la province est limitée à 5% du plus petit des deux montants suivants : 10 000 000 $ ou l'encours des prêts.
(18) Engagement prévoyant que la province s'acquittera de toute dette bancaire restante une fois les contrats en cours achevés et les recettes perçues.
(19) Indemnité que la province a accepté de verser au titre de garanties de bonne exécution que l'Aetna Casualty and Surety Company a émises en faveur de diverses régies de transport en commun. La garantie d'exécution émise en faveur de l'Urban Transit Authority de la Colombie-Britannique a été remplacée par une obligation de garantie de 50 millions de dollars à compter de janvier 1987.
(20) La dette éventuelle totale au nom de la Société de développement des transports de l'Ontario / Société de développement du transport urbain se chiffre à 577,2 millions en dollars canadiens ou en dollars canadiens équivalents.
(21) La province a reconnu qu'elle était responsable des obligations financières assumées par la Société du Stade de l'Ontario pendant la phase de construction du SkyDome, un complexe de divertissements polyvalent à Toronto. Le coût total du projet est estimé à 562,8 millions de dollars. Au 31 mars 1989, la Société avait dépensé 379,2 millions de dollars. La dette éventuelle totale s'élève à 293,3 millions de dollars, y compris l'encours de prêts garantis de 109,7 millions de dollars.
(22) Assurance responsabilité civile sur les biens exportés aux États-Unis valide jusqu'au 31 décembre 1989. Le gouvernement, en tant que réassureur, assume 48% de l'ensemble des risques.
(23) Le ministère du Trésor et de l'Économie a assumé la dette éventuelle à l'égard du fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.

ANNEXES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

au 31 mars 1989

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat et des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers par une action de la Couronne. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
2. Leonard Rosenberg, Greymac Credit Corporation, Greymac Trust Company et Crown Trust Company.
3. Dudley Abbot et al., (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust Company).
4. Demandes liées au vaccin contre la coqueluche.
5. Litige lié à l'écrasement d'Air India.
6. Roy Michano et al., en leur nom et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lacs N° 58.
7. Clifford Meness et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
8. Gary Potts et al., en leur nom et en celui de tous les autres membres des bandes indiennes de Teme-agama Anishnabay et Temagami.

APERÇU DES OPÉRATIONS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU AU COURS DES DIX DERNIERES ANNÉES

	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)	1980 (millions $)
Recettes	37 256	32 453	29 544	26 240	23 893	21 412	19 367	17 914	15 585	14 236
Dépenses	38 735	34 942	32 178	28 854	26 452	24 565	22 556	19 694	16 882	15 357
Déficit	1 479	2 489	2 634	2 614	2 559	3 153	3 189	1 780	1 297	1 121
Autres comptes (net)										
Prêts, avances et dotations en capital	96	226	313	248	259	273	160	(202)	47	40
Fonds de pension et fonds connexes	906	824	760	689	615	562	534	448	385	345
Comptes créés à des fins spéciales	427	153	213	72	(17)	29	17	31	62	152
Total des autres comptes (net)	1 429	1 203	1 286	1 009	857	864	711	277	494	537
Besoins nets de trésorerie	50	1 286	1 348	1 605	1 702	2 289	2 478	1 503	803	584
Financement										
Opération de la dette										
Produit de l'émission d'emprunts, net des rachats	700	901	1 194	2 102	2 060	2 860	2 051	1 363	968	1 133
(Augmentation)/diminution de l'encaisse et des placements temporaires	(650)	385	154	8	(388)	(571)	427	140	(165)	(549)
Financement total	50	1 286	1 348	2 110*	1 702	2 289	2 478	1 503	803	584

*Les redressements extraordinaires ont nécessité des débours de 505 millions de dollars en 1985-1986.

1. Les comptes de 1988 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1989.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

	1989 (millions $)	1988 (millions $)	1987 (millions $)	1986 (millions $)	1985 (millions $)	1984 (millions $)	1983 (millions $)	1982 (millions $)	1981 (millions $)	1980 (millions $)
Actif financier										
Encaisse et placements temporaires	2 244	1 594	1 979	2 118	2 126	1 738	1 167	1 594	1 734	1 569
Avances aux sociétés, conseils et commissions	370	383	503	715	3 460	3 992	4 203	4 349	4 131	4 420
Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets	466	468	482	510	1 028	1 093	1 119	1 115	1 116	1 062
Prêts aux administrations locales	380	448	516	588	636	348	368	369	367	360
Autres prêts	55	68	92	54	157	161	177	194	212	230
	3 515	2 961	3 572	3 985	7 407	7 332	7 034	7 621	7 560	7 641
Avances à Ontario Hydro garanties par des obligations	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879	4 506
Total de l'actif financier	11 304	10 502	11 358	12 174	15 613	14 819	14 092	14 194	12 439	12 147
Déficit cumulé	35 499	34 020	31 531	28 919	22 634	20 074	16 921	13 733	11 952	10 655
Passif										
Dette contractée aux fins de la province	29 522	28 822	27 921	26 695	24 593	22 503	19 643	17 592	16 215	15 196
Fonds de pension et fonds connexes	7 887	6 981	6 157	5 397	4 708	4 093	3 531	2 996	2 548	2 163
Dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 450	1 073	912	717	655	687	674	654	623	560
Comptes créés à des fins spéciales	155	105	113	95	85	123	107	112	126	177
Total du passif aux fins de la province	39 014	36 981	35 103	32 904	30 041	27 406	23 955	21 354	19 512	18 096
Dette contractée pour Ontario Hydro	7 789	7 541	7 786	8 189	8 206	7 487	7 058	6 573	4 879	4 506
TOTAL DU PASSIF AUX FINS DE LA PROVINCE ET D'ONTARIO HYDRO	46 803	44 522	42 889	41 093	38 247	34 893	31 013	27 927	24 391	22 602
Passif éventuel	20 559	18 595	17 603	15 963	14 220	12 711	11 122	9 284	8 553	7 904

1. Les comptes de 1988 et des années précédentes ont été redressés, le cas échéant, par rapport aux montants publiés antérieurement dans les comptes publics afin d'assurer la concordance entre les pratiques comptables utilisées pour chacune de ces années et celles appliquées en 1989.

section 3

états divers

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES
(Établie en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires)

État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Province de l'Ontario	121 419	112 592
Conseils et commissions	14 076	13 298
Directions désignées	310	391
	135 805	126 281
Employés	135 805	126 281
Sans contributions équivalentes versées par l'employeur — divers	887	927
Employeur :		
Au titre des employés recevant des prestations de protection du revenu à long terme	10 222	12 048
Montants transférés d'autres régimes	9 385	7 405
Intérêts créditeurs	581 037	515 668
	873 141	788 610
PAIEMENTS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux retraités, ayants droit et rentiers	268 504	241 211
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province	(57 791)	(57 044)
	210 713	184 167
Remboursements de contributions et intérêts	16 418	19 267
Montants transférés à d'autres régimes	4 351	2 880
	231 482	206 314
Augmentation nette de la Caisse	641 659	582 296
Solde de la Caisse en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
–au début de l'exercice	5 145 151	4 562 855
–à la fin de l'exercice	5 786 810	5 145 151

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil,

Président

Secrétaire

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Régime de retraite des fonctionnaires (le Régime), établi en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (la loi), figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la loi. Les contributions, les cotisations et les paiements des prestations versés conformément aux termes du Régime sont comptabilisés dans la Caisse de retraite des fonctionnaires (la Caisse).

La Loi de 1987 sur les régimes de retraite (L.R.R.) établissant de nouvelles normes minimales pour l'ensemble des régimes de retraite enregistrés en Ontario est entrée en vigueur le 1er janvier 1988. Le Régime est administré conformément aux dispositions de la Loi de 1987 sur les régimes de retraite. Les modifications apportées aux dispositions de la loi seront deposées à la législature.

(a) Généralités

Le Régime est un régime de retraite contributif à prestations déterminées de la province de l'Ontario, auquel toutes les personnes satisfaisant aux conditions d'admissibilité prévues dans la loi sont tenues de participer. Aux termes de ce régime, les cotisations sont versées par les employés participants, la province de l'Ontario et les organismes, conseils et commissions désignés. La province est chargée de la Caisse et verse les sommes au Fonds consolidé du revenu.

(b) Politique de financement

Les participants sont tenus de verser à la Caisse une cotisation égale à 4,2 % de la partie de leur salaire asujettie aux cotisations au Régime de pensions du Canada, plus 6,0 % calculé sur le reste de leur salaire. La province verse des montants équivalents à ces cotisations ainsi que les cotisations de certains employés participants qui touchent des indemnités pour invalidité prolongée.

Aux termes de la Loi de 1987 sur les régimes de retraite de l'Ontario, le gouvernement de l'Ontario doit, à titre de responsable du Régime, veiller à ce que les prestations déterminées en vertu du régime soient financées de façon satisfaisante. Le financement requis est calculé en fonction d'une évaluation actuarielle triennale.

(c) Transfert de pension et valeur de rachat

Les cotisations versées au Régime pour des années de service avant le 1er janvier 1987 sont immobilisées lorsque le participant a atteint 45 ans et qu'il a au moins dix ans de service ou d'emploi continus. Toutes les cotisations versées à un régime de pension depuis le 1er janvier 1987, seront immobilisées lorsque le participant compte au moins deux années de service continu au Régime. L'immobilisation des cotisations permet au participant qui a atteint l'âge normal de la retraite, de toucher une pension différée.

Un participant qui n'est plus admissible au Régime mais qui a droit à une pension différée, peut transferer un montant égal à la valeur de rachat de la pension différée à un mécanisme de retraite désigné. (La valeur de rachat représente la valeur actuelle des rentes de retraite qui ne seront versées qu'à compter d'une date ultérieure.)

(d) Rentes de retraite

Des rentes de retraite normales sont accordées :

- d'après les années de service acquises des employés participants (avant 1987, dix années de service ou d'emploi continus; après 1986, deux années de participation continue);
- en fonction du salaire moyen des cinq ou des trois meilleures années, selon la date de participation à laquelle des crédits de pension sont accumulés; et
- à raison de 2 % du salaire moyen pour chaque année de service, jusqu'à concurrence de 35 ans de service, payable à l'âge de 65 ou 60 ans, selon la date de participation à laquelle des crédits de pension sont accumulés.

Les cotisants peuvent également toucher une pension maximale ou réduite s'ils remplissent d'autres conditions concernant l'âge et les années de service ou dans les autres cas énoncés dans la loi.

Les cotisations étant intégrées au Régime de pensions du Canada (RPC), les rentes de retraite ou d'invalidité sont réduites lorsque le cotisant atteint l'âge de 65 ans et qu'il reçoit des rentes de retraite ou d'invalidité du RPC.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DU RÉGIME (suite)

(e) Rentes de survivants

Pour les retraites avant le 1er janvier 1988, des rentes égales à 50 % de la pension susmentionnée sont versées au conjoint ou à l'enfant admissible d'un participant qui a cotisé pendant au moins 10 ans à la caisse de retraite.

Conformément à la Loi de 1987 sur les régimes de retraite, les rentes de survivants ne seront pas moindre que 60 % de la pension pour les retraites commencées le 1er janvier 1988 ou par la suite. Les prestations de retraite seront réduites de façon actuarielle afin de compenser pour l'augmentation des rentes de survivants. Cependant, selon les termes de la loi, le conjoint du participant peut renoncer au droit à des rentes de survivants plus élevées et ainsi éviter une réduction actuarielle du montant des prestations. Les cotisants peuvent décider d'augmenter le montant des rentes aux survivants jusqu'à concurrence de 75 % de la pension de base en réduisant le montant des prestations de retraite.

(f) Remboursements en cas de décès après la retraite

En cas de décès, un remboursement des cotisations résiduelles peut être versé à la succession selon les termes de la loi.

(g) Autres remboursements

Sur demande et sur réserve des dispositions relatives à l'immobilisation des cotisations, un remboursement, plus l'intérêt, peut être payé aux cotisants qui ne sont plus admissibles au Régime. À compter de janvier 1987, le taux d'intérêt applicable est lié au marché selon les termes de la Loi sur les régimes de retraite.

(h) Impôts sur le revenu

Le Régime de retraite des fonctionnaires est un régime de pension enregistré selon la Loi de l'impôt sur le revenu et il n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu.

(i) Augmentation des pensions

Des paiements supplémentaires sont versés à certains retraités, par décret du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque les prestations auxquelles ils ont droit aux termes de la loi sont inférieures à un montant prescrit. En outre, les retraités qui n'ont pas droit à l'indexation au coût de la vie en vertu de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite obtiennent une indexation au coût de la vie. Ces paiements sont financés par le Fonds consolidé du revenu.

(j) Revenus d'intérêts

Chaque exercice, l'excédent des rentrées sur les sorties de fonds (le flux monétaire), rapporte des intérêts dont le taux est fixé pour une période de 25 ans et lié au taux moyen pondéré applicable aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice en question. Les sommes échues au cours de l'exercice sont réinvesties à ce taux. Pour l'exercice 1989, ce taux était de 11,19 %. Le taux d'intérêt moyen pondéré gagné sur le solde d'ouverture de l'exercice 1988-1989 était de 11,22 %.

2. PRINCIPALE CONVENTION COMPTABLE

L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Les prélèvements sur la Caisse et les contributions des organismes, conseils et commissions désignés sont inscrits selon la comptabilité de caisse. La contribution de la province, les paiements au titre de la dette non provisionnée, les revenus d'intérêts et les cotisations des employés ne représentent pas des mouvements de caisse du Fonds consolidé du revenu mais sont inscrits comme éléments de passif conformément à la loi.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par la province de l'Ontario.

4. SITUATION FINANCIÈRE DE LA CAISSE

(a) Résultats de l'évaluation actuarielle

Une évaluation actuarielle triennale permet d'établir si l'actif de la Caisse est suffisant pour couvrir le paiement des prestations. La dernière évaluation actuarielle triennale déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario remonte au 31 décembre 1985 et révélait un excédent actuariel de 109,9 millions de dollars.

L'effet de l'application de la Loi de 1987 sur les régimes de retraite, sur les prestations du Régime à payer sera reflété dans la prochaine évaluation actuarielle.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

4. SITUATION FINANCIÈRE DE LA CAISSE (suite)

(b) Base d'évaluation actuarielle

L'actif et le passif du régime sont déterminés en fonction d'hypothèses actuarielles permettant de prédire le montant et la date de paiement des prestations et remboursements futurs, de même que des cotisations des participants ainsi que des contributions de contrepartie. Les paiements et recettes prévus sont ensuite actualisés en fonction de taux d'intérêt hypothétiques, comme s'ils avaient été payés ou reçus en totalité à la date de l'évaluation. Les taux utilisés par l'actuaire pour ce qui est de la mortalité, les départs pour la retraite et les retraits se fondent sur le taux récemment enregistrés parmi les cotisants au Régime.

Les taux d'intérêt et les hausses de salaire prévus étaient les suivants :

	Taux d'intérêt sur le flux monétaire net	Taux d'intérêt sur le solde de la caisse	Taux d'augmentation des salaires
	%	%	%
1986	10,40	11,10	5,00
1987	9,00	10,90	5,50
1988	8,00	10,60	6,00
1989	7,00	10,20	7,00
1990	6,75	9,90	6,50
1991 et après	6,50-6,00	9,60-6,00	6,00-4,50

5. MODIFICATIONS PROPOSÉES

Le gouvernement présentera des modifications à la Loi sur le régime des retraite des fonctionnaires qui, si elles sont adoptées, en plus de mettre en oeuvre les normes relatives à la Loi sur les régimes de retraite (L.R.R.), auront pour effet :

— le regroupement de la caisse de retraite et le Fonds d'indexation des régimes de retraite;

— l'augmentation des contributions et des cotisations de 1 % du salaire pour financer les prestations futures;

— l'autorisation d'investir les fonds de retraite dans des titres négociables sous la responsabilité de conseils autonomes;

— l'engagement du gouvernement à financer les déficits passés des caisses consolidées qui sont estimés au total à 1,7 milliard de dollars et à amortir le déficit passé sur une période de 40 ans par des versements correspondant à un pourcentage constant des charges de personnel; et

— l'amortissement de toute insuffisance future résultant d'évaluations actuarielles ultérieures tel que prescrit par la Loi sur les régimes de retraite.

À la Commission du régime de retraite des fonctionnaires,
au président du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des fonctionnaires de l'exercice terminé le 31 mars 1989. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 mars 1989, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon la convention comptable énoncée à la note 2, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

D. F. Archer

Toronto (Ontario)
le 9 juin 1989

D. F. Archer, F.C.A.
Vérificateur provincial

ÉTATS DIVERS

COMPTE D'ALLOCATIONS DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
(Établi en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des députés de l'Assemblée législative)

État de compte
pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début	38 797 923	35 642 066
DÉPÔTS		
Contributions :		
Participants	604 596	618 439
Province de l'Ontario	604 596	618 439
Province de l'Ontario :		
Paiement de la dette non provisionnée	13 465	305 579
Intérêts restant dans le Compte au 31 mars 1988, au taux de 11,22487 % (31 mars 1987 — 11,21622%)	4 355 016	3 997 693
	5 577 673	5 540 150
	44 375 596	41 182 216
PAIEMENTS		
Allocations (y compris les prestations supplémentaires) aux rentiers et ayants droit	3 763 205	3 192 540
Prestations supplémentaires — montants recouvrés de la province	(1 043 249)	(901 341)
	2 719 956	2 291 199
Remboursements de contributions et intérêts		93 094
	2 719 956	2 384 293
Solde du Compte en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario à la fin	41 655 640	38 797 923

Approuvé,

T. Paradis
Ministère des Services gouvernementaux

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE

État de l'évolution du solde du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
Augmentation nette des comptes du Fonds au cours de l'exercice		
Régime de retraite des fonctionnaires (Annexe A)	57 782	56 883
Régime de retraite des enseignants (Annexe B)	188 783	167 570
Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson (Annexe C)	2 101	1 765
	248 666	226 218
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	1 740 086	1 513 868
— à la fin de l'exercice	1 988 752	1 740 086

Voir les annexes et notes afférentes à l'état financier.

Approuvé,

C. Mazzotti

Directrice intérimaire, Direction des politiques sur la comptabilité et l'information financière, ministère du Trésor et de l'Économie

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE A

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite affecté au régime de retraite des fonctionnaires pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	28 269	26 287
Province de l'Ontario	25 104	23 317
Conseils et commissions	2 996	2 845
Directions désignées	65	82
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations de protection du revenu à long terme	1 703	2 008
Montants transférés d'autres régimes	2 663	2 593
Intérêts créditeurs	57 761	52 265
	118 561	109 397
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	55 793	48 230
Remboursements de contributions et intérêts	4 593	3 923
Montants transférés à d'autres régimes	393	361
	60 779	52 514
Augmentation nette du compte du Fonds	57 782	56 883
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	490 868	433 985
— à la fin de l'exercice	548 650	490 868

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE B

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite affecté au régime de retraite des enseignants pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	54 981	47 864
Employés enseignant dans des écoles privées désignées	2 069	1 964
Province de l'Ontario	54 981	47 864
Paiements effectués par la province pour les employés bénéficiant de prestations de protection du revenu à long terme	756	649
Montants transférés d'autres régimes	726	648
Intérêts créditeurs	152 280	134 460
	265 793	233 449
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	76 193	64 448
Remboursements de contributions et intérêts	514	1 138
Montants transférés à d'autres régimes	303	293
	77 010	65 879
Augmentation nette du compte du Fonds	188 783	167 570
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	1 238 669	1 071 099
— à la fin de l'exercice	1 427 452	1 238 669

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

ANNEXE C

État de l'évolution du compte du Fonds d'indexation des pensions de retraite affecté au régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Employés	505	441
Institut polytechnique Ryerson	505	441
Montants transférés d'autres régimes	2	1
Intérêts créditeurs	1 287	1 108
	2 299	1 991
PAIEMENTS		
Allocations aux retraités, ayants droit et rentiers	181	135
Remboursements de contributions et intérêts	17	87
Montants transférés à d'autres régimes		4
	198	226
Augmentation nette du compte du Fonds	2 101	1 765
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	10 549	8 784
— à la fin de l'exercice	12 650	10 549

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DU RÉGIME

La brève description du Fonds d'indexation des pensions de retraite (le Fonds) figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter la Loi sur l'indexation des régimes de retraite (la loi) ainsi que les règlements qui en découlent.

(a) Généralités

Le Fonds a été créé en 1975 pour verser des prestations d'indexation aux bénéficiaires de pensions payées par les régimes de retraite désignés dans les règlements. Les trois régimes désignés sont : le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF); le Régime de retraite des enseignants (RRE); et le Régime de retraite des enseignants de l'Institut polytechnique Ryerson. Les employés participant aux régimes de retraite susmentionnés doivent adhérer au Fonds. La province est chargée du Fonds et verse les sommes au Fonds consolidé du revenu.

(b) Politique de financement

Les employés d'une part et les employeurs d'autre part doivent verser au Fonds un montant égal à 1 % du salaire des employés. Dès le début, le Fonds a été administré selon la méthode de financement par répartition modifiée. Aucune évaluation actuarielle n'est tenue d'être déposée auprès de la Commission des régimes de retraite de l'Ontario.

(c) Prestations d'indexation

À compter du 1er janvier de l'année suivant l'événement donnant droit aux prestations, le Fonds paie des prestations d'indexation annuelles aux retraités, aux participants handicapés, aux conjoints et aux personnes à charge d'un participant affilié à un régime désigné. Le montant des prestations d'indexation équivaut à l'augmentation procentuelle annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) au Canada, jusqu'à concurrence de 8 % de la pension payable au cotisant. Si la hausse du IPC dépasse 8 % au cours d'une année quelconque, la différence est reportée aux années ultérieures où la hausse du IPC est inférieure à 8 %.

Les cotisants qui ont pris leur retraite avant 1976 touchent des prestations d'indexation prélevées sur le Fonds consolidé du revenu et n'ont donc pas droit aux prestations d'indexation versées en vertu de la loi.

(d) Remboursements

Sur demande et sur réserve des dispositions relatives à l'immobilisation des cotisations, un remboursement, plus l'intérêt, peut être payé aux cotisants qui ne sont plus admissibles aux régimes désignés.

(e) Revenus d'intérêts

Chaque exercice, l'excédent des rentrées sur les sorties de fonds (le flux monétaire net) rapporte des intérêts dont le taux est fixé par décret. Les sommes échues au cours de l'exercice sont réinvesties à ce taux. Les taux applicables pour l'exercice 1989 sont les suivants :

	RRF	RRE	RYERSON
	%	%	%
Nouveau flux monétaire	10,45	10,45	10,45
Taux d'intérêt moyen versé sur le solde d'ouverture de 1988-1989	11,75	12,11	11,88

2. PRINCIPALE CONVENTION COMPTABLE

L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Les prélèvements sur le Fonds et les contributions des organismes, conseils et commissions désignés sont inscrits selon la comptabilité de caisse. La contribution de la province, les revenus d'intérêts du Fonds et les cotisations des employés au Régime de retraite des fonctionnaires ne représentent pas des mouvements de caisse du Fonds consolidé du revenu mais sont inscrits comme éléments de passif conformément à la loi.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par les responsables des différents régimes de retraite.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEXATION DES PENSIONS DE RETRAITE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

4. MODIFICATIONS PROPOSÉES

Le gouvernement présentera des modifications à la Loi de 1987 sur les régimes de retraite (L.R.R.) qui, si elles sont adoptées, mettront en oeuvre les nouvelles normes, et auront pour effet :

— le regroupement du Fonds d'indexation des régimes de retraite et des caisses de retraite respectives;
— l'augmentation des contributions et des cotisations de 1 % du salaire pour financer les prestations futures;
— l'engagement du gouvernement à financer les déficits passés des caisses consolidées qui sont estimés au total à 5,7 milliards de dollars selon une évaluation actuarielle (4 milliards de dollars pour la Caisse de retraite des enseignants et 1,7 milliard de dollars pour la Caisse de retraite des fonctionnaires);
— l'amortissement du déficit passé sur une période de 40 ans par des versements correspondant à un pourcentage constant des charges de personnel;
— l'amortissement de toute insuffisance future résultant d'évaluations actuarielles ultérieures tel que prescrit par la L.R.R.; et
— l'autorisation d'investir les fonds de retraite dans des titres négociables. Des conseils autonomes seront responsables de la gestion des fonds.

Au président du Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde du Fonds d'indexation des pensions de retraite de l'exercice terminé le 31 mars 1989. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1989, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon la convention comptable énoncée à la note 2, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

D.F. Archer

Toronto (Ontario)
le 9 juin 1989

D.F. Archer, F.C.A.
Vérificateur provincial

ÉTATS DIVERS

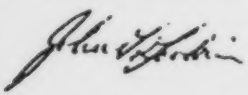
CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE

État de l'évolution du solde de la Caisse pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	(en milliers de dollars)	
DÉPÔTS		
Contributions		
Participants	425	453
Province de l'Ontario (note 4)	4 124	4 124
Intérêts créditeurs	5 124	4 344
	9 673	8 921
PAIEMENTS		
Paiements visant à assurer la continuité du revenu et rentes de survivants	2 010	1 713
Remboursements	8	136
	2 018	1 849
Augmentation nette de la Caisse	7 655	7 072
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario		
— au début de l'exercice	44 247	37 175
— à la fin de l'exercice	51 902	44 247

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé au nom du Conseil,

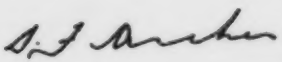


Président intérimaire

À la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale et
au trésorier de l'Ontario

J'ai vérifié l'état de l'évolution du solde de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale de l'exercice terminé le 31 mars 1989. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la Caisse au 31 mars 1989, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date, selon la convention comptable énoncée à la note 2, appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Toronto (Ontario)
le 11 juillet 1989

D.F. Archer, F.C.A.
Vérificateur provincial

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE

La Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale (la Caisse) a été créée le 1er juillet 1984 par décision réglementaire prise en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires. La décision confie l'administration de la Caisse à la Commission de retraite des juges de la Cour provinciale. La brève description du fonds figurant ci-après n'est fournie qu'à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus précis, il conviendra de consulter le règlement d'application de la loi.

(a) Généralités

La Caisse a pour mandat de verser des prestations assurant la continuité des revenus des juges de la Cour provinciale et des protonotaires de la Cour suprême de l'Ontario ayant pris leur retraite, et d'accorder des rentes à leurs survivants qui étaient à leur charge.

(b) Politique de financement

Le financement annuel des versements de continuité du revenu incombe intégralement à la province, et des actuaires évaluent chaque année les montants requis pour assurer ce financement.

Les cotisations versées par les participants servent uniquement à financer les rentes de survivants. Les cotisants doivent verser à la Caisse 5,57 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils aient accumulé le nombre d'années de service requis ou jusqu'à l'âge de 70 ans. Les cotisants peuvent choisir de verser la totalité de leurs cotisations dans la Caisse pour financer les rentes de survivants, ou d'en verser le tiers dans la Caisse et les deux tiers dans le Fonds consolidé du revenu, pour financer les prestations d'assurance-vie prévues. À l'heure actuelle, la majorité des cotisants répartissent leurs cotisations entre la Caisse et les primes d'assurance-vie.

(c) Versements de continuité du revenu

Les versements de continuité du revenu correspondent à l'âge du cotisant et au nombre d'années de service à plein temps qu'il a accumulées à la date où il cesse d'exercer ses fonctions, et au salaire d'un juge à plein temps remplissant les plus hautes fonctions de la magistrature que le cotisant ait exercées. Le cotisant touchera ces prestations jusqu'à son décès.

(d) Versements de continuité du revenu en cas d'invalidité

Les cotisants comptant au moins cinq ans de service à plein temps qui ne peuvent plus travailler à la suite d'une blessure ou d'une maladie chronique ont droit à la totalité des versements de continuité du revenu à partir de l'âge de 65 ans.

(e) Rentes de survivants

Des rentes de survivants correspondant à la moitié des versements de continuité du revenu sont versées au conjoint du cotisant jusqu'à son décès ou aux enfants, jusqu'à ce que l'enfant le plus jeune atteigne l'âge de 18 ans, ou de 25 ans si l'enfant étudie à plein temps dans un établissement d'enseignement supérieur.

ÉTATS DIVERS

CAISSE DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR PROVINCIALE (suite)

Notes afférentes à l'état financier
le 31 mars 1989

1. DESCRIPTION DE LA CAISSE (suite)

(f) Remboursement en cas de décès
En cas de décès du cotisant, la totalité des cotisations qu'il a versées dans la Caisse, plus l'intérêt couru, moins les rentes versées aux survivants en vertu du règlement, seront remboursés à sa succession s'il n'avait plus droit à des rentes de survivants.

(g) Remboursement en cas de retrait
Si le cotisant cesse d'exercer ses fonctions pour une raison autre que le décès avant d'avoir droit à des versements de continuité du revenu, il peut obtenir un remboursement. Le montant de ce remboursement équivaut au montant de ses cotisations, plus l'intérêt couru.

(h) Revenus d'intérêts
Tous les nouveaux fonds qui représentent l'excédent des dépôts sur les paiements pour chaque exercice, rapportent des intérêts dont le taux est fixé pour une période de 25 ans et ne doit pas être inférieur au taux moyen pondéré applicable aux titres à long terme émis ou garantis par la province de l'Ontario au cours de l'exercice en question. Pour l'exercice 1989, ce taux était de 11,19 % (11,10 % en 1988). Le taux d'intérêt moyen pondéré gagné sur le solde d'ouverture de l'exercice 1989 était de 11,31 % (11,35 % en 1988).

(i) Statut de la Caisse
La Caisse n'est pas tenue de produire les déclarations prévues par la Loi sur les régimes de retraite et les règlements qui en découlent. Elle est cependant assimilée à un régime de retraite aux fins de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALE CONVENTION COMPTABLE

L'état financier a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. La contribution de la province et son engagement au titre des prestations futures, les revenus d'intérêts de la Caisse et les cotisations des employés ne représentent pas des mouvements de caisse du Fonds consolidé du revenu mais sont inscrits comme éléments de passif conformément à la loi.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration sont assumés par la province de l'Ontario.

4. DETTE AU TITRE DES PRESTATIONS FUTURES

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse, en date du 31 mars 1988, a révélé que la part de la province au titre des versements de continuité du revenu et des rentes de survivants s'élevait à 33,2 millions de dollars. La province verse à la Caisse les montants échelonnés recommandés par l'actuaire.

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

État de l'actif et du passif au 31 mars 1989

ACTIF

	1989 $	1988 $
Fonds en dépôt auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario	1 450 310 125	1 073 042 223

PASSIF

Solde dû aux déposants	1 450 310 125	1 073 042 223

Voir la note afférente aux états financiers.

Approuvé,

J.L. Allen
Directeur

ÉTATS DIVERS

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (suite)

État des revenus et dépenses
pour l'exercice clos le 31 mars 1989

REVENUS

	1989 $	1988 $
Intérêt reçu — Trésorier de l'Ontario	122 779 616	87 037 325
Commissions et frais divers	250 155	685 199
Frais d'encaissement des chèques	169 079	156 534
Location de cases de coffre-fort	155 955	148 722
Devises étrangères	48 727	34 940
Total des revenus	123 403 532	88 062 720

DÉPENSES

Intérêt versé sur les dépôts	99 536 565	68 232 482
Traitements et avantages sociaux	6 259 648	6 026 535
Traitement de données, location de matériel et entretien	1 726 440	1 647 938
Location, entretien et assistance pour le paiement des taxes municipales	1 473 349	2 047 924
Frais bancaires, commissions et intérêt sur découvert	358 001	308 134
Frais de bureau divers	545 412	620 815
Frais de déplacement, comptes de frais des cadres et autres dépenses	170 921	132 413
Achat d'immobilisations (note 1 (b))	260 076	172 785
Services de téléphone et de messageries	283 951	170 101
Services professionnels	252 068	33 451
Pertes et déficits de caisse	11 792	15 799
Total des dépenses	110 878 223	79 408 377
Excédent des revenus sur les dépenses transféré au trésorier de l'Ontario	12 525 309	8 654 343

Voir la note afférente aux états financiers.

Note afférente aux états financiers
31 mars 1989

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

(a) Méthode de comptabilité
La Caisse d'épargne de l'Ontario est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Cependant, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

(b) Immobilisations
Les coûts des immobilisations, consistant en mobilier et matériel ainsi qu'en transformations des locaux, sont imputés aux frais de fonctionnement au cours de la période pendant laquelle ils ont été encourus.

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES
(Établi en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles)

État du Fonds
pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RENTRÉES		
Droits perçus lors de la délivrance ou du renouvellement de permis de conduire	6 672 768	7 693 586
Remboursements de créances	3 366 219	3 620 934
Intérêt crédité sur le solde du Fonds au 31 décembre 1988	1 737 204	1 133 831
Total des rentrées	11 776 191	12 448 351
DÉBOURS		
Montants versés lors de l'exécution de jugements, y compris les dépenses	1 715 892	2 384 658
Transactions de demandes d'indemnité	301 408	268 313
Accidents causés par des conducteurs coupables de délit de fuite, y compris les dépenses	1 065 805	1 087 112
Frais d'administration (note 1)		
Traitements et salaires	953 686	885 398
Avantages sociaux	129 681	214 950
Transports et communications	39 658	32 873
Services		
Demandes d'indemnité, (procureurs, experts en assurances, etc.)	796 947	851 653
Autres	245 983	577 988
Fournitures et matériel	36 022	144 415
Total des débours	5 285 082	6 447 360
Augmentation/(diminution) du Fonds pendant l'exercice	6 491 109	6 000 991
Solde en dépôt auprès du trésorier de l'Ontario au début de l'exercice	16 861 122	10 860 131
Solde en dépôt à la fin de l'exercice	23 352 231	16 861 122

Voir les notes afférentes à l'état financier.

Approuvé,

B. Dudzinski

B.M. Dudzinski
Directeur

ÉTATS DIVERS

FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILES (suite)

Notes afférentes à l'état financier
31 mars 1989

1. MÉTHODE DE COMPTABILISATION

La gestion du Fonds est basée sur la méthode de la comptabilité de caisse. Mais dans le cas des frais d'administration, les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril. Ainsi, les salaires et traitements versés aux employés pour la période couvrant deux années financières sont répartis sur les deux exercices.

2. GESTION DU FONDS

Au moment de son institution, le Fonds avait pour principal objectif l'indemnisation des victimes non fautives d'accidents d'automobiles survenus en Ontario, dont les responsables avaient pris la fuite ou n'étaient pas assurés. Jusqu'en 1980, le Fonds était alimenté par les cotisations annuelles que les automobilistes non assurés étaient tenus de verser. Mais depuis l'entrée en vigueur, le 1er mars 1980, de la Loi sur l'assurance automobile obligatoire, tous les automobilistes sont tenus de contracter une assurance de responsabilité civile comportant notamment une clause de couverture pour véhicule non assuré.

Il a été décidé que, pour les demandes d'indemnité présentées après le 1er mars 1980, le Fonds dédommagerait :

— les piétons qui ne sont pas déjà protégés par une assurance-automobile et qui sont blessés au cours d'un accident provoqué par un automobiliste qui n'est pas assuré ou qui a pris la fuite;

— les passagers non assurés qui avaient pris place à bord d'un véhicule également non assuré par son propriétaire et qui ont été blessés à la suite d'un accident causé par le conducteur;

— les tierces parties, reconnues non fautives, victimes d'un accident mettant en cause deux véhicules non assurés;

— les victimes de dégâts matériels causés à des biens non assurés contre le choc de véhicules (poteaux d'électricité et de téléphone, glissières de sécurité, etc.), à condition que le propriétaire et le conducteur du véhicule non assuré puissent être identifiés.

Le 23 février 1983, la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles a été modifiée pour permettre le paiement, par le Fonds, des demandes de règlement présentées par un tiers demandeur, quand la compagnie d'assurances concernée est insolvable ou incapable d'effectuer le remboursement. Dans ce cas, l'indemnisation est soumise aux dispositions de la Loi et des règlements qui en découlent et ne peut dépasser un montant correspondant à la responsabilité minimale applicable au tiers au moment de l'accident. Le permis de conduire n'est pas retiré à l'assuré défendeur (qui peut être le conducteur); en outre, celui-ci ne sera pas non plus tenu de rembourser au Fonds les sommes versées en son nom. Par l'effet d'une subrogation légale, le Fonds est investi des mêmes droits que le demandeur vis-à-vis des avoirs réalisables de l'assureur insolvable. Seules quatre sociétés, la Pitts Insurance Company, la Cardinal Insurance Company, la Northumberland General Insurance Company et la United Canada Insurance Company, ont jusqu'à présent été admises à faire partie de la catégorie des "assureurs désignés" aux termes de la loi.

3. COMPTES À RECEVOIR

Au 31 mars 1989, d'après le registre comptable, les sommes à recevoir au titre des paiements effectués en vertu de la Loi s'élevaient à 99,2 millions de dollars. De ce total, on estime à environ 36,9 millions de dollars le montant des créances irrécouvrables.

4. DEMANDES NON RÉGLÉES

Le montant des demandes qui n'avaient pas encore été réglées en date du 31 mars 1989 a été évalué à 8,1 millions de dollars. Les sommes à recevoir et le solde créditeur constatés pour le Fonds devraient lui permettre d'acquitter les obligations contractées pendant l'exercice clos le 31 mars 1990, sans qu'il doive faire appel aux subventions du Fonds consolidé du revenu, ainsi que le prévoit l'article 2(3) de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles.

ÉTATS DIVERS

LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Pertes radiées des comptes pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Ministères	$
Revenu	28 168 832
Industrie, Commerce et Technologie	13 388 786
Institutions financières	10 981 475
Agriculture et Alimentation	10 665 072
Procureur général	8 163 106
Services sociaux et communautaires	1 905 494
Collèges et Universités	1 769 727
Santé	229 091
Formation professionnelle	217 687
Transports	91 617
Logement	73 257
Affaires civiques	46 728
Tourisme et Loisirs	44 624
Richesses naturelles	43 399
Services gouvernementaux	33 781
Consommation et Commerce	32 426
Environnement	27 992
Culture et Communications	10 166
Services correctionnels	5 688
Solliciteur général	2 299
Travail	2 294
Éducation	2 257
Développement du Nord et Mines	434
	75 906 032

ÉTATS DIVERS

LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Remises de dettes d'un montant de 1 000 $ ou plus autorisées pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Ministère du Revenu	$
Lothar Wilhelm Christmann	
Droits de cession immobilière	23 592
Kilborn Limited	
Impôts des compagnies	13 655
	37 247

REMISE GÉNÉRALE

Une remise de taxe de vente de 1 000 000 $ sur les droits d'entrée de théâtres n'ayant pas le statut d'établissement de bienfaissance, a été autorisée pour la période du 1er septembre 1988 au 31 mai 1989.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À PAYER*

au 31 mars 1989

Ministères	1989	1988
	$	$
Transports	33 527 159	9 067 146
Environnement	31 842 819	15 211 001
Services gouvernementaux	8 353 016	9 002 383
Richesses naturelles	5 392 617	4 187 706
Santé	3 292 955	3 213 581
Services correctionnels	1 692 157	215 814
Services sociaux et communautaires	1 504 532	2 913 230
Éducation	1 398 872	291 917
Solliciteur général	1 282 864	2 416 512
Travail	1 116 011	2 015 130
Consommation et Commerce	869 762	428 410
Formation professionnelle	809 941	455 509
Institutions financières	790 076	265 936
Procureur général	583 120	1 745 860
Culture et Communications	538 012	358 095
Agriculture et Alimentation	343 989	1 070 064
Tourisme et Loisirs	340 343	757 096
Trésor et Économie	317 745	171 764
Affaires civiques	254 169	119 680
Développement du Nord et Mines	155 448	359 375
Industrie, Commerce et Technologie	128 618	385 375
Énergie	119 712	88 800
Conseil de gestion	62 656	171 358
Logement	27 688	246 854
Revenu	13 733	3 310
Affaires intergouvernementales	11 133	41 307
Bureau de l'ombudsman	10 441	634
Bureau de l'Assemblée législative	10 218	155 649
Collèges et Universités	9 983	71 151
Affaires municipales	9 914	294 734
Office de la condition féminine	9 388	86 862
Office des personnes handicapées	4 508	35 280
Office des personnes âgées	3 950	44 890
Office des affaires autochtones	1 915	19 539
Bureau du Conseil des ministres	1 710	9 239
Cabinet du premier ministre	357	2 868
Total des comptes à payer	94 831 531	55 924 059

*Comptes-mémoires gardés à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des biens et services reçus et des paiements de transfert que l'on s'est engagé à effectuer au plus tard le 31 mars, mais qui n'ont pas été imputés sur les crédits autorisés pour l'exercice qui vient de s'achever.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR*

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Ministère du Logement		
Projet pilote de conversion des locaux locatifs non résidentiels	65 488 365	51 450 133
Programme de remise en état des petits immeubles	33 768 502	16 241 802
Programme de logements locatifs de l'Ontario	14 560 800	12 417 500
Aménagement des logements sociaux	12 296 992	9 581 906
Programme de prêts pour la création de logements sans but lucratif	3 635 834	
Projet de subventions de soutien aux sans-abri	3 476 536	
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	1 045 207	1 104 481
Projet pilote de rénovation des logements locatifs	849 450	1 069 050
Programme de conversion des locaux locatifs résidentiels	76 432	83 359
Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario		1 242 212
Divers	804 087	187 398
	136 002 205	93 377 841
Ministère du Revenu		
Taxe de vente au détail	43 935 591	39 235 055
Taxe sur le tabac	31 766 183	12 635 564
Droits de cession immobilière	14 614 321	13 256 527
Taxe sur les carburants	8 796 177	5 323 224
Taxe sur l'essence	7 207 728	3 936 786
Droits de succession	5 042 209	6 386 073
Impôt des sociétés	3 371 057	30 588 545
Bénéfices miniers	2 026 964	1 004 350
Divers	593 297	3 281 734
	117 353 527	115 647 858
Ministère du Procureur général		
Amendes	94 382 469	81 563 175
Droits	503 617	1 070 185
Divers	18 440 687	2 335 967
	113 326 773	84 969 327
Ministère des Services sociaux et communautaires		
Gouvernement du Canada	59 870 001	71 121 376
Paiements en trop d'allocations familiales	48 715 713	36 681 156
Divers	2 272 600	1 865 000
	110 858 314	109 667 532
Ministère des Services gouvernementaux		
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	72 083 350	72 083 350
Programme ontarien d'accession à la propriété	31 643 479	39 028 137
Administration de biens immobiliers	1 388 242	
Services d'informatique	356 797	300 301
Gestion et administration de biens immobiliers	128 641	303 555
Divers	950 666	371 252
	106 551 175	112 086 595

*Comptes-mémoires à des fins de contrôle.

Les montants indiqués représentent des comptes qui étaient soit facturés, soit dus au 31 mars, et qui n'avaient toujours pas été recouvrés à la date de la clôture des comptes de l'exercice. Des renseignements pertinents sont également fournis sur les subventions qui ont été accordées dans le cadre de certains programmes d'aide importants et dont le remboursement pourrait être exigé à l'avenir, conformément aux conditions des divers programmes.

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Ministère de la Santé		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario		
Primes collectives	41 355 647	20 001 114
Primes versées directement	46 766 819	36 211 725
Régime de médicaments de l'Ontario	2 926	4 106
Foyers pour soins spéciaux	9 232 320	4 712 396
Gouvernement du Canada	375 000	375 000
Divers	480 786	490 270
	98 213 498	61 794 611
Institutions financières		
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	62 235 553	27 971 758
Divers	51 595	6 468
	62 287 148	27 978 226
Ministère des Affaires municipales		
Programme de revitalisation des centres-villes	49 189 983	50 456 140
Programme de revitalisation de la rue principale	3 265 414	4 103 918
Taxes sur les locaux occupés par des locataires	871 432	858 904
Divers	4 727	25 430
	53 331 556	55 444 392
Ministère des Collèges et Universités		
Bourses d'études de l'Ontario pour étudiants	32 306 005	31 196 741
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	5 539 505	3 211 265
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	1 298 409	946 077
Divers	74 834	64 301
	39 218 753	35 418 384
Ministère de l'Éducation		
Gouvernement du Canada		
Langues officielles dans l'enseignement	18 736 239	12 749 254
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	10 436 408	1 577 864
Ministère des Affaires indiennes — écoles pour aveugles	39 828	247 734
Centre d'études indépendantes	109 417	103 241
Divers	135 545	111 632
	29 457 437	14 789 725
Ministère des Richesses naturelles		
Comptes relatifs au bois de construction et aux mines	13 542 793	9 687 365
Gouvernement du Canada		
Programme de gestion des terres	1 748 171	6 807 125
Divers	1 559 220	1 037 180
	16 850 184	17 531 670
Ministère de l'Environnement		
Municipalités — frais au titre des eaux usées et de l'approvisionnement en eau	12 299 446	14 138 502
Gouvernement du Canada		
Surveillance des Grands Lacs — Environnement Canada	624 655	1 493 966
Autres	131 900	969 546
	13 056 001	16 602 014

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Ministère du Solliciteur général		
Gouvernement du Canada		
Programme d'agents de police pour les bandes indiennes	4 697 704	3 002 355
Programme conjoint de planification des services d'urgence	536 837	1 528 899
Autres	534 229	398 974
Services contractuels de maintien de l'ordre dans les municipalités	2 440 013	1 860 008
Divers	90 120	73 377
	8 298 903	6 863 613
Ministère de la Formation professionnelle		
Gouvernement du Canada		
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle		356 375
Divers	3 985 594	3 500 030
	3 985 594	3 856 405
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation		
Gouvernement du Canada		
Commission de l'assurance-récolte de l'Ontario	612 049	413 998
Autres	72 633	118 064
Prêts bancaires garantis	1 525 738	1 583 287
Programme d'aide aux agriculteurs de l'Ontario	976 572	1 219 410
Divers	379 875	499 976
	3 566 867	3 834 735
Ministère du Tourisme et des Loisirs		
Vente de Minaki Lodge	3 000 000	3 000 000
Divers	342 251	360 376
	3 342 251	3 360 376
Ministère de la Culture et des Communications		
Subventions remboursables	2 781 261	5 938 938
Vente de services	112 351	105 173
Remboursements de dépenses	1 000	70
	2 894 612	6 044 181
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Subventions remboursables au titre du Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce	2 369 230	1 497 715
Divers	504 737	998 852
	2 873 967	2 496 567
Ministère des Transports		
Vente de matériaux, services et droits	1 666 316	3 173 721
Location et ventes de biens	936 870	1 508 729
	2 603 186	4 682 450
Ministère des Services correctionnels		
Gouvernement du Canada	1 297 214	1 089 000
Comptes à recevoir au titre des établissements	272 868	138 150
Divers	14 001	7 404
	1 584 083	1 234 554

ÉTATS DIVERS

COMPTES À RECEVOIR (suite)

(compte tenu des créances douteuses)

au 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Ministère du Développement du Nord et des Mines		
Recettes fiscales	828 394	781 554
Ventes et locations	403 392	614 340
Ministère de l'Énergie et des Mines	173 032	294 585
Emploi et Immigration	29 565	
Divers	150	317
	1 434 533	1 690 796
Ministère des Affaires civiques		
Projets dont les frais sont partagés avec d'autres gouvernements	1 141 294	
Vente de services	23 962	339
Gouvernement du Canada		
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et sur les professeurs de langue		797 613
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et sur les manuels d'enseignement des langues		150 000
Autres		732 836
	1 165 256	1 680 788
Ministère de la Consommation et du Commerce		
Divers	1 091 570	1 038 704
Ministère de l'Énergie		
Divers	957 568	2 298 298
Ministère du Travail		
Tribunal d'appel des accidents du travail		1 142 727
Divers	925 581	69 107
	925 581	1 211 834
Conseil de gestion		
Divers	235 628	276 396
Ministère du Trésor et de l'Économie		
Divers	75 933	112 973
Bureau de l'Assemblée législative		
Divers	40 926	71 943
Ministère des Affaires intergouvernementales		
Divers	14 286	48
Bureau de l'ombudsman		
Divers	679	
Cabinet du premier ministre		
Divers	28	3 846
Bureau du Conseil des ministres		
Divers		232
Total des comptes à recevoir	931 598 022	786 066 914

section 4

états des ministères

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES RÉELLES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Ministères	Crédits			Dépenses réelles					
	Votés	Législatifs	Total	Votées	Prévues par la loi	Total	Dépenses réelles	Autres comptes	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Affaires civiques	49 281 700	37 623	49 319 323	45 875 194	39 391	45 914 585	45 914 585		45 914 585
Affaires intergouvernementales	9 653 600	8 880	9 662 480	9 119 782	9 297	9 129 079	9 129 079		9 129 079
Affaires municipales	1 388 629 900	3 537 623	1 392 167 523	1 384 620 589	1 370 291	1 385 990 880	1 382 815 980	3 174 900	1 385 990 880
Agriculture et Alimentation	553 479 400	39 538 623	593 018 023	491 291 410	31 487 049	522 778 459	510 962 970	11 815 489	522 778 459
Bureau de l'Assemblée législative	82 403 000	1 820 200	84 223 200	74 175 568	1 724 017	75 899 585	75 899 585		75 899 585
Bureau du Conseil des ministres	8 985 600		8 985 600	8 194 556		8 194 556	8 194 556		8 194 556
Bureau du directeur général des élections	618 600		618 600	585 644	1 199 524	1 785 168	1 785 168		1 785 168
Bureau du lieutenant-gouverneur	554 800		554 800	554 695		554 695	554 695		554 695
Bureau de l'ombudsman	7 122 700		7 122 700	7 101 700		7 101 700	7 101 700		7 101 700
Bureau du vérificateur provincial	6 923 000	95 200	7 018 200	6 324 816	106 602	6 431 418	6 431 418		6 431 418
Cabinet du premier ministre	2 235 600	40 957	2 276 557	2 182 219	42 882	2 225 101	2 225 101		2 225 101
Collèges et Universités	2 678 392 500	179 623	2 678 572 123	2 667 888 397	212 808	2 668 101 205	2 667 927 788	173 417	2 668 101 205
Conseil de gestion	247 581 600	37 623	247 619 223	38 197 405	35 890	38 233 295	38 233 295		38 233 295
Consommation et Commerce	150 473 600	547 623	151 021 223	145 925 855	324 517	146 250 372	145 965 246	285 126	146 250 372
Culture et Communications	258 472 700	28 743	258 501 443	256 290 046	34 577	256 324 623	256 324 623		256 324 623
Développement du Nord et Mines	303 379 600	75 246	303 454 846	290 983 741	78 782	291 062 523	291 062 523		291 062 523
Éducation	4 605 676 300	494 583 623	5 100 259 923	4 596 733 202	514 416 589	5 111 149 791	5 111 120 117	29 674	5 111 149 791
Énergie	46 544 800	28 743	46 573 543	38 141 844	34 750	38 176 594	38 176 594		38 176 594
Environnement	457 934 500	37 623	457 972 123	437 507 880	1 660 238	439 168 118	415 191 591	23 976 527	439 168 118
Formation professionnelle	406 675 500	28 743	406 704 243	402 267 996	34 577	402 302 573	402 302 573		402 302 573
Industrie, Commerce et Technologie	194 639 900	42 687 623	237 327 523	175 386 088	39 929 611	215 315 699	156 123 915	59 191 784	215 315 699
Institutions financières	37 738 600	10 064 180	47 802 780	36 762 382	5 294 904	42 057 286	36 771 679	5 285 607	42 057 286
Logement	446 229 100	37 623	446 266 723	421 372 757	39 391	421 412 148	421 412 148		421 412 148
Office des affaires autochtones	4 884 100		4 884 100	3 126 567		3 126 567	3 126 567		3 126 567
Office de la condition féminine	17 537 900		17 537 900	16 235 451		16 235 451	16 235 451		16 235 451
Office des personnes âgées	9 335 300	14 433	9 349 733	5 620 135	15 111	5 635 246	5 635 246		5 635 246
Office des personnes handicapées	7 646 200	14 433	7 660 633	6 934 984	15 111	6 950 095	6 950 095		6 950 095
Procureur général	416 913 100	743 623	417 656 723	414 023 594	1 301 160	415 324 754	415 324 754		415 324 754
Revenu	818 432 200	8 254 823	826 687 023	788 077 462	10 644 104	798 721 566	798 573 671	147 895	798 721 566
Richesses naturelles	595 738 800	1 637 623	597 376 423	577 304 950	2 209 764	579 514 714	577 344 341	2 170 373	579 514 714
Santé	12 726 225 100	37 623	12 726 262 723	12 565 230 284	1 023 311	12 566 253 595	12 565 269 675	983 920	12 566 253 595
Services correctionnels	411 913 500	28 743	411 942 243	409 535 801	34 692	409 570 493	409 570 406	87	409 570 493
Services gouvernementaux	645 756 400	190 743	645 947 143	620 083 822	7 643 617	627 727 439	620 210 955	7 516 484	627 727 439
Services sociaux et communautaires	4 339 836 200	38 623	4 339 874 823	4 311 650 778	50 358	4 311 701 136	4 311 690 169	10 967	4 311 701 136
Solliciteur général	454 264 900	40 623	454 305 523	444 940 858	1 633 161	446 574 019	446 571 961	2 058	446 574 019
Tourisme et Loisirs	193 590 400	37 623	193 628 023	178 313 653	3 041 791	181 355 444	176 937 169	4 418 275	181 355 444
Transports	2 099 058 877	37 623	2 099 096 500	2 067 125 844	39 391	2 067 165 235	2 067 165 235		2 067 165 235
Travail	123 957 900	1 108 523	125 066 423	118 068 549	1 500 918	119 569 467	119 362 270	207 197	119 569 467
Trésor et Économie	183 839 700	4 482 387 623	4 666 227 323	134 113 516	4 413 815 853	4 547 929 369	4 163 312 363	384 617 006	4 547 929 369
Total des ministères	34 992 557 177	5 087 988 804	40 080 545 981	34 197 870 014	5 041 044 029	39 238 914 043	38 734 907 257	504 006 786	39 238 914 043

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-8
- SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES 4-10
- COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE 4-12
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-8
- SOMMAIRE 4-7

ÉTAT DES RECETTES 4-14

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
1 810 043	Administration du ministère	8 100 223	7 964 481
31 378 887	Soutien aux relations civiques	32 710 300	29 446 597
5 864 714	Commission des droits de la personne	8 508 800	8 503 507
39 053 644	**Total du ministère**	49 319 323	45 914 585
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
39 053 644	Total des dépenses	49 319 323	45 914 585

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 710 600	54 700	1 765 300	Bureau principal	1 753 356
2	4 094 500	2 202 800	6 297 300	Analyse et planification	6 171 734
	5 805 100	2 257 500	8 062 600		7 925 090
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	5 842 723	2 257 500	8 100 223	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 964 481

Description du programme :

Ce programme vise à fournir l'orientation générale pour l'élaboration et la planification des politiques relatives aux programmes et services du ministère; à administrer la mise en œuvre de la stratégie sur le multiculturalisme en fournissant un appui aux initiatives gouvernementales dans ce domaine.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	781 665
Avantages sociaux	101 082
Transports et communications	96 203
Services	567 537
Fournitures et matériel	206 869
	1 753 356
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Analyse et planification (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 155 256
Avantages sociaux		113 005
Transports et communications		40 099
Services		378 633
Fournitures et matériel		108 726
Paiements de transfert	$	
Stratégie relative au multiculturalisme	4 680 286	
Expérience 88	224 581	4 904 867
		6 700 586
Moins : Recouvrements d'autres ministères		528 852
		6 171 734
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		7 964 481

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
602				**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES**	
1	417 300	37 100	454 400	Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles	409 061
2	13 671 100	171 700	13 842 800	Relations civiques	13 720 600
3	5 215 200		5 215 200	Services spéciaux aux autochtones	4 868 710
4	2 722 900	40 000	2 762 900	Direction générale des relations interraciales	2 693 929
5	10 435 000		10 435 000	Installations communautaires	7 754 297
	32 461 500	248 800	32 710 300	TOTAL POUR LE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	29 446 597

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'encourager et d'aider les nouveaux Ontariens, les groupes ethnoculturels et les autochtones à participer à la communauté ontarienne, à titre individuel et collectif, en tenant dûment compte des différences culturelles et raciales, afin que tous les habitants de l'Ontario puissent jouir pleinement et également de leurs droits civiques tout en assumant les responsabilités dont ils sont assortis. Il fournit un appui à la préservation des valeurs culturelles et leur partage avec l'ensemble de la société ainsi qu'au développement économique des autochtones.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES — CRÉDIT 602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles (Poste 1)	$
Traitements et salaires	156 238
Avantages sociaux	10 424
Transports et communications	96 685
Services	120 130
Fournitures et matériel	25 584
	409 061

Relations civiques (Poste 2)	$	
Traitements et salaires		3 472 299
Avantages sociaux		426 772
Transports et communications		230 647
Services		1 124 552
Fournitures et matériel		324 968
Paiements de transfert		
Subventions aux relations civiques	1 242 243	
Subventions aux cours de langue et d'orientation donnés aux nouveaux Ontariens	1 774 800	
Subventions au programme de services multiculturels	2 599 700	
Subvention pour le multiculturalisme en milieu de travail	395 000	
Subventions pour projets	2 483 140	
Service d'interprètes et programme de formation	550 000	9 044 883
		14 624 121
Moins : Recouvrements d'autres ministères		903 521
		13 720 600

Services spéciaux aux autochtones (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 872 224
Avantages sociaux		216 038
Transports et communications		352 175
Services		186 735
Fournitures et matériel		264 135
Paiements de transfert		
Subventions pour des projets et services spéciaux	1 386 000	
Chiefs of Ontario	244 400	
Ontario Native Women's Association	371 600	
Ontario Federation of Indian Friendship Centres	445 900	
Subventions versées pour le compte d'autres ministères	1 539 548	
Programme L'AVENIR	157 092	4 144 540
		7 035 847
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 167 137
		4 868 710

Direction générale des relations interraciales (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 238 983
Avantages sociaux	153 004
Transports et communications	122 522
Services	294 142
Fournitures et matériel	93 155
Autres opérations	
Fonds de relations interraciales	792 123
	2 693 929

Installations communautaires (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Subventions aux communautés	7 754 297

	$
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOUTIEN AUX RELATIONS CIVIQUES	29 446 597

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
603				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE**	
1	7 178 200	1 330 600	8 508 800	Commission ontarienne des droits de la personne	8 503 507
	7 178 200	1 330 600	8 508 800	TOTAL POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	8 503 507

Description du programme :

Ce programme vise à créer, au niveau des collectivités, un climat d'entente et de respect mutuel dans lequel tous les habitants de l'Ontario seront amenés à se sentir libres et égaux; à protéger les habitants de l'Ontario de toute discrimination illégale et à offrir un recours à ceux qui ont subi une atteinte à leurs droits.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE — CRÉDIT 603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission ontarienne des droits de la personne (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 780 232
Avantages sociaux	806 288
Transports et communications	627 729
Services	1 098 577
Fournitures et matériel	190 681
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE	8 503 507

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada — Services communautaires aux Indiens	1 024 999	1 060 265
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	817 386	359 368
Entente relative aux manuels d'enseignement des langues	164 439	159 610
	2 006 824	1 579 243
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		20 549
VENTES ET LOCATIONS	10 433	6 688
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	79 137	96 628
Autres	4 421	137
	83 558	96 765
DIVERS	29 937	549
TOTAL DES RECETTES	2 130 752	1 703 794

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-18
- RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES 4-20
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-18
- SOMMAIRE 4-17

ÉTAT DES RECETTES 4-22

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
1 708 448	Administration du ministère	2 480 380	2 409 052
7 485 405	Relations intergouvernementales	7 182 100	6 720 027
9 193 853	**Total du ministère**	9 662 480	9 129 079
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
9 193 853	Total des dépenses	9 662 480	9 129 079

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 389 300		1 389 300	Bureau principal	1 339 456
2	1 049 400	32 800	1 082 200	Services administratifs	1 060 299
	2 438 700	32 800	2 471 500		2 399 755
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	2 447 580	32 800	2 480 380	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 409 052

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils au gouvernement sur les politiques à suivre, ainsi qu'une orientation financière et des services administratifs aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Item 1)	$
Traitements et salaires	679 402
Avantages sociaux	151 902
Transports et communications	98 084
Services	191 733
Fournitures et matériel	218 335
	1 339 456
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Services administratifs (Poste 2)	$
Traitements et salaires	594 494
Avantages sociaux	92 918
Transports et communications	75 965
Services	167 172
Fournitures et matériel	129 750
	1 060 299
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2 409 052

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2102				**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	2 391 800		2 391 800	Relations fédérales-provinciales	2 202 318
2	2 142 100	747 200	2 889 300	Relations internationales	2 769 400
3	1 595 300	305 700	1 901 000	Services du protocole	1 748 309
	6 129 200	1 052 900	7 182 100	TOTAL POUR LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ..	6 720 027

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir et de promouvoir les intérêts de l'Ontario et les relations qu'il entretient avec les gouvernements fédéral, provinciaux et les territoires du Canada, et avec les gouvernements étrangers et leurs représentants en Ontario, conformément aux principaux objectifs poursuivis à ce niveau par le gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 2102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Relations fédérales-provinciales (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 074 355
Avantages sociaux		173 323
Transports et communications		92 969
Services		125 771
Fournitures et matériel		178 673
Paiements de transfert		
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes	445 756	
Institut des relations intergouvernementales	30 500	
Subventions visant à promouvoir les relations fédérales-provinciales	20 000	
Initiatives de la Commission permanente de coopération Ontario-Québec	63 100	559 356
		2 204 447
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 129
		2 202 318

Relations internationales (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		989 244
Avantages sociaux		174 119
Transports et communications		177 948
Services		582 479
Fournitures et matériel		147 185
Paiements de transfert		
Fondation Asie-Pacifique	200 000	
Aide internationale aux sinistrés	500 000	
Subventions visant à promouvoir les relations internationales de l'Ontario	3 000	703 000
		2 773 975
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 575
		2 769 400

Services du protocole (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		493 585
Avantages sociaux		92 127
Transports et communications		118 077
Services		800 426
Fournitures et matériel		234 094
Paiements de transfert		
Bourse Pauline McGibbon	5 000	
Bourse John B. Aird	5 000	10 000
		1 748 309
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES		6 720 027

MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Faites à l'occasion de visites royales	4 612	48 515
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	16 245	72 187
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 358	3 009
DIVERS	6 226	26
TOTAL DES RECETTES	28 441	123 737

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-26
- AFFAIRES MUNICIPALES 4-28
- PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE 4-30
- COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA 4-34
- VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO 4-36
- AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS 4-38
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-26
- SOMMAIRE 4-25

ÉTAT DES RECETTES 4-40

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-40

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
8 365 591	Administration du ministère	12 397 123	11 518 504
878 281 937	Affaires municipales	1 336 309 700	1 333 890 887
37 621 149	Planification communautaire	39 187 700	36 430 595
2 075 437	Commission de l'escarpement du Niagara	1 963 700	1 952 047
1 485 506	Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	1 759 300	1 749 549
148 154	Aménagement des secteurs riverains	550 000	449 298
927 977 774	**Total du ministère**	1 392 167 523	1 385 990 880
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
921 905 588	Total des dépenses	1 386 823 523	1 382 815 980
6 072 186	Total des prêts, avances et dotations en capital	5 344 000	3 174 900
927 977 774		1 392 167 523	1 385 990 880

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 682 400	14 400	3 696 800	Bureau principal	3 611 298
2	953 400	41 500	994 900	Services juridiques	946 211
3	4 409 500	264 200	4 673 700	Analyse et planification	4 655 269
4	2 994 100		2 994 100	Éducation et formation en administration municipale	2 266 335
	12 039 400	320 100	12 359 500		11 479 113
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	12 077 023	320 100	12 397 123	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 518 504

Description du programme :

Ce programme a pour objet de définir les objectifs, priorités, orientations, mécanismes de contrôle et normes de présentation et de gestion du ministère des Affaires municipales, et de coordonner la prestation des services de soutien administratif et opérationnel cédés par le ministère du Logement.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	722 949
Avantages sociaux	116 267
Transports et communications	99 697
Services	91 571
Fournitures et matériel	80 814
Paiements de transfert	
Capital	
Fonds de l'escarpement du Niagara	2 500 000
	3 611 298
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Services juridiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	50 174
Avantages sociaux	1 562
Transports et communications	14 179
Services	848 533
Fournitures et matériel	31 763
	946 211

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 438 487
Avantages sociaux	196 108
Transports et communications	94 943
Services	2 419 855
Fournitures et matériel	533 466
	4 682 859
Moins : Recouvrements d'autres ministères	27 590
	4 655 269
Éducation et formation en administration municipale (Poste 4)	
Traitements et salaires	160 554
Avantages sociaux	19 075
Transports et communications	18 838
Services	288 292
Fournitures et matériel	8 651
Paiements de transfert	
Programme d'éducation et de formation en administration municipale	1 770 925
	2 266 335
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 518 504

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2502				**PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES**	
	921 859 700	410 950 000	1 332 809 700	Affaires municipales	1 332 559 987
	921 859 700	410 950 000	1 332 809 700		1 332 559 987
L	3 500 000		3 500 000	Prêts en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 330 900
	925 359 700	410 950 000	1 336 309 700	TOTAL POUR LES AFFAIRES MUNICIPALES	1 333 890 887

Description du programme :

Ce programme a pour objet de maintenir et développer les rapports entre la province et les municipalités, et de coordonner la répartition des responsabilités entre le gouvernement provincial et les administrations municipales. Il recommande les moyens financiers à mettre en oeuvre pour satisfaire les besoins municipaux, transfère des fonds provinciaux d'un montant suffisamment élevé pour servir d'appoint aux ressources municipales, et favorise l'établissement d'un système viable de prise de décisions au niveau local, notamment en aidant les municipalités à se doter de services capables d'administrer leurs affaires.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES — CRÉDIT 2502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Affaires municipales (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		7 676 480
Avantages sociaux		1 166 680
Transports et communications		883 834
Services		3 609 239
Fournitures et matériel		525 832
Paiements de transfert		
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario		
Subventions inconditionnelles	1 274 882 093	
Autres subventions	6 815 164	
Paiements en vertu de la Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités	28 134 722	
Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	6 079 553	
Paiements effectués en vertu de la Loi sur la municipalité régionale de Sudbury	797 687	
Aide à l'annexation	328 993	
Services municipaux en français	311 523	
Conseil de la zone de développement de Moosonee	784 880	
Paiements aux associations municipales	160 000	
Programme municipal de l'équité salariale	446 289	
Aide aux sinistrés	137 757	
Assistance en vertu de la Loi sur l'évaluation foncière	114 023	1 318 992 684
Autres opérations		
Intérêt net sur les prêts accordés dans le cadre du programme d'aide aux propriétaires riverains		175 962
		1 333 030 711
Moins : Recouvrements d'autres ministères		470 724
		1 332 559 987

Crédits législatifs	$
Prêts, avances et dotations en capital	
Capital	
Prêts en vertu de la Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 330 900
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES MUNICIPALES	1 333 890 887

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2503				**PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE**	
1	427 100	82 500	509 600	Administration du programme	483 506
2	10 015 800		10 015 800	Administrations des plans	9 294 361
3	19 714 000		19 714 000	Rénovation communautaire	19 231 910
4	5 511 700		5 511 700	Services consultatifs sur la planification communautaire	4 969 261
5	2 104 400		2 104 400	Politique de planification et projets	1 308 174
6	1 332 200		1 332 200	Recherche et projets spéciaux	1 143 383
	39 105 200	82 500	39 187 700	TOTAL POUR LA PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	36 430 595

Description du programme :

Ce programme a pour effet d'entretenir et d'utiliser un processus législatif permettant la réalisation des objectifs de la province, des municipalités et du secteur privé dans le domaine de la planification communautaire. Il encourage les responsables de la planification et du développement à adopter une approche globale tenant compte des besoins de la collectivité.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	356 242
Avantages sociaux	44 113
Transports et communications	18 164
Services	13 875
Fournitures et matériel	51 112
	483 506

Administration des plans (Poste 2)		
Traitements et salaires		3 381 422
Avantages sociaux		493 842
Transports et communications		163 759
Services		292 234
Fournitures et matériel		132 295
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'aide au logement		15 975
Autres opérations		
Intérêts débiteurs nets sur les emprunts contractés au titre de l'infrastructure régionale		4 814 834
		9 294 361

Rénovation communautaire (Poste 3)		$
Traitements et salaires		968 491
Avantages sociaux		122 001
Transports et communications		74 366
Services		45 866
Fournitures et matériel		35 635
Paiements de transfert	$	
Capital		
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire	14 992 505	
Aide à l'augmentation du stock de logements	246 495	
Fonctionnement		
Aide à l'Ontario Business Improvement Area Association	78 000	
Aménagement communautaire, Loi sur le ministère des Affaires municipales et du Logement	20 000	15 337 000
Autres opérations		
Intérêts débiteurs nets versés au titre des prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		804 551
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Prêts accordés dans le cadre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		1 844 000
		19 231 910

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 2503 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services consultatifs sur la planification communautaire (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		1 698 587
Avantages sociaux		244 390
Transports et communications		249 219
Services		274 200
Fournitures et matériel		89 320
Paiements de transfert		
Assistance accordée aux municipalités, conseils d'aménagement et territoires non érigés en municipalités pour les aider à entreprendre un programme de planification	1 916 904	
Assistance accordée aux fins de l'administration des activités de planification dans les cantons non érigés en municipalités qui font partie d'une zone d'aménagement officielle	480 601	
Subventions pour la formation en planification	16 040	2 413 545
		4 969 261

Politique de planification et projets (Poste 5)	$
Traitements et salaires	832 146
Avantages sociaux	113 448
Transports et communications	45 438
Services	95 927
Fournitures et matériel	150 145
Paiements de transfert	
Assistance à la mise en oeuvre du Programme d'aménagement de la Commission de l'escarpement du Niagara	71 070
	1 308 174

Recherche et projets spéciaux (Poste 6)	
Traitements et salaires	806 887
Avantages sociaux	107 215
Transports et communications	51 421
Services	137 707
Fournitures et matériel	40 153
	1 143 383
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION COMMUNAUTAIRE	36 430 595

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2504				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA**	
1	1 759 000	204 700	1 963 700	Commission de l'escarpement du Niagara	1 952 047
	1 759 000	204 700	1 963 700	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	1 952 047

Description du programme :

Ce programme vise à faire le nécessaire pour que l'escarpement du Niagara et les terres avoisinantes gardent leur caractère de zone naturelle continue, et à veiller à ce que seules les activités d'aménagement compatibles avec le milieu naturel soient entreprises dans l'intérêt des habitants de l'Ontario.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA — CRÉDIT 2504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission de l'escarpement du Niagara (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 282 881
Avantages sociaux	225 910
Transports et communications	129 442
Services	164 530
Fournitures et matériel	149 284
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ESCARPEMENT DU NIAGARA	1 952 047

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2505				**PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO**	
1	1 601 800	157 500	1 759 300	Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux	1 749 549
	1 601 800	157 500	1 759 300	TOTAL POUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 749 549

Description du programme :

Le programme de vérification des comptes municipaux de l'Ontario a pour but d'assurer, pour le compte de dix ministères provinciaux, la vérification des subventions conditionnelles accordées par la province à des municipalités. Le Bureau procédera à toutes les opérations de vérification comptable et aux sondages de conformité jugés nécessaires dans certaines municipalités.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2505

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 220 981
Avantages sociaux	199 782
Transports et communications	230 441
Services	71 365
Fournitures et matériel	26 980
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE VÉRIFICATION DES COMPTES MUNICIPAUX DE L'ONTARIO	1 749 549

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2506				**PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS**	
1	550 000		550 000	Bureau du conseiller spécial	449 298
	550 000		550 000	TOTAL POUR L'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	449 298

Description du programme :

Le programme d'aménagement des secteurs riverains a été établi pour promouvoir l'aménagement ordonné des secteurs riverains de la province et pour répondre aux besoins dans les domaines du tourisme, des loisirs, de la conservation du patrimoine et du développement industriel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS — CRÉDIT 2506

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau du conseiller spécial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	185 020
Avantages sociaux	61 285
Transports et communications	26 292
Services	162 124
Fournitures et matériel	14 577
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES SECTEURS RIVERAINS	449 298

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Taxes sur les locaux occupés par des locataires	2 509 844	2 532 024
Programme de revitalisation des centres-villes — municipalités	1 266 158	1 436 878
Programme de revitalisation de la rue principale — municipalités	842 297	832 051
Rénovation urbaine — part des sommes recouvrées revenant à la province	151 322	75 298
	4 769 621	4 876 251
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	140	50
VENTES ET LOCATIONS	18 132	14 466
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions	459 368	384 722
Subventions accordées aux municipalités pour la planification		3 882
Programme d'amélioration des quartiers — municipalités		77 522
Redressement de l'année antérieure au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		(89 264)
Autres	83 205	9 240
	542 573	386 102
DIVERS		
Intérêts gagnés sur les programmes de revitalisation	272 422	145 357
Intérêts gagnés sur le Programme Opération Logement	9 600	40 200
Redressement de l'année antérieure au titre du Programme de rénovation des secteurs commerciaux		(44 936)
Autres	20 631	68 575
	302 653	209 196
TOTAL DES RECETTES	5 633 119	5 486 065

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS		
Programme Opération Logement	9 031 540	9 868 022
Fonds fédéral-provincial d'investissement pour les projets d'hiver	2 221 688	2 040 625
Prêts en vertu de la Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario	1 342 000	
Loi de 1973 sur l'aide aux propriétaires riverains	1 333 638	902 879
Financement des travaux municipaux	1 079 385	2 579 929
Prêts fédéraux-provinciaux pour la création d'emplois	1 028 400	969 300
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	606 168	473 172
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	195 000	234 900
	16 837 819	17 068 827
AUTRES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		
Aide sous forme de crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	263 886	288 396
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	17 101 705	17 357 223

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-44
- COMMERCIALISATION ET NORMES AGRICOLES 4-48
- TECHNOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES 4-50
- AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE 4-56
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-44, 4-50, 4-56
- SOMMAIRE 4-43

ÉTAT DES RECETTES 4-58

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-59

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-59

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
20 240 196	Administration du ministère	25 123 923	24 208 734
38 984 452	Commercialisation et normes agricoles	43 258 400	41 490 387
166 403 650	Technologie, développement et services régionaux agricoles	189 279 000	179 030 822
354 887 231	Aide financière à l'agriculture	335 356 700	278 048 516
580 515 529	**Total du ministère**	593 018 023	522 778 459
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
566 019 705	Total des dépenses	575 318 023	510 962 970
14 472 900	Total des prêts, avances et dotations en capital	17 700 000	11 801 100
22 924	Total des comptes créés à des fins spéciales		14 389
580 515 529		593 018 023	522 778 459

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 307 200	45 100	3 352 300	Bureau principal	3 176 245
2	7 368 800	1 373 300	8 742 100	Services administratifs et financiers	8 732 098
3	1 584 900	21 000	1 605 900	Services du personnel	1 302 200
4	3 342 400		3 342 400	Services d'information	3 257 955
5	2 600 300	86 700	2 687 000	Analyse et planification	2 616 637
6	557 600	12 000	569 600	Services juridiques	525 460
7	542 800	66 400	609 200	Services de vérification	527 483
8	4 177 800		4 177 800	Services de développement des systèmes	4 031 265
	23 481 800	1 604 500	25 086 300		24 169 343
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	23 519 423	1 604 500	25 123 923	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 208 734

Description du programme :

Ce programme fournit et coordonne les mécanismes d'élaboration des politiques et des décisions du ministère au niveau des organes directeurs, ainsi que les services de soutien administratif essentiels à l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 505 747
Avantages sociaux		203 801
Transports et communications		190 365
Services		376 213
Fournitures et matériel		302 649
Paiements de transfert		
Association des fermières de l'Ontario	716	
Conseil canadien des cercles 4H	14 074	
Conseil canadien d'horticulture	15 100	
Exposition agricole de l'Ouest canadien	1 000	
Association des producteurs de fromage du centre de l'Ontario	500	
Boursiers du Collège d'agronomie de l'Ontario	350	
Institut des femmes de l'Ontario	25 000	
Fondation pour la vie à la campagne	75 000	
Comité local du Concours international de labourage	10 000	
Association des laboureurs de l'Ontario	126 880	
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario	32 000	
Associations des Sociétés agricoles de l'Ontario	25 000	
Ontario Beef Cattle Performance Association	1 500	
Association des apiculteurs de l'Ontario	12 000	
Conseil des clubs d'éleveurs de lapins de l'Ontario	500	
Association des éleveurs d'animaux à fourrure de l'Ontario Inc.	5 000	
Association horticole de l'Ontario	19 000	
Association des producteurs de sirop d'érable de l'Ontario	12 000	
Ontario Seed Growers' Association	12 000	
Ontario Soil and Crop Improvement Association	65 000	
Ontario Swine Breeders' Association	1 000	
Association des producteurs de truites de l'Ontario	1 000	
Association des fermes de vacances de l'Ontario	10 500	
Foire d'hiver d'Ottawa	26 000	
Programme des jeunes agriculteurs méritants — Jaycees de la région centrale	2 000	
Prix Prince de Galles/Compétition Queen's Guineas	850	
Foire agricole royale d'hiver	100 000	
Union culturelle des Franco-Ontariennes	3 500	597 470
		3 176 245
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 297
Services administratifs et financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 685 994
Avantages sociaux		749 447
Transports et communications		1 327 095
Services		1 980 602
Fournitures et matériel		505 539
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 483 421
		8 732 098
Services du personnel (Poste 3)		
Traitements et salaires		1 946 341
Avantages sociaux		177 968
Transports et communications		32 196
Services		157 714
Fournitures et matériel		66 054
		2 380 273
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 078 073
		1 302 200

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 101 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services d'information (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 640 485
Avantages sociaux	234 244
Transports et communications	323 630
Services	458 506
Fournitures et matériel	601 090
	3 257 955

Analyse et planification (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 779 509
Avantages sociaux	328 496
Transports et communications	203 594
Services	172 791
Fournitures et matériel	132 247
	2 616 637

Services juridiques (Poste 6)	
Transports et communications	16 847
Services	479 505
Fournitures et matériel	29 108
	525 460

Services de vérification (Poste 7)	$
Traitements et salaires	377 410
Avantages sociaux	48 195
Transports et communications	19 665
Services	30 935
Fournitures et matériel	51 278
	527 483

Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 800 969
Avantages sociaux	251 288
Transports et communications	128 270
Services	975 579
Fournitures et matériel	875 159
	4 031 265

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 208 734

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
102				**PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES**	
1	15 456 900	6 248 700	21 705 600	Commercialisation et paiements de soutien du secteur	21 136 449
2	20 797 700	755 100	21 552 800	Normes et qualité	20 353 938
	36 254 600	7 003 800	43 258 400	TOTAL POUR LA COMMERCIALISATION ET LES NORMES AGRICOLES	41 490 387

Description du programme :

Ce programme contribue à maximiser les rendements financiers dans l'agriculture en Ontario en favorisant l'adoption de lois d'habilitation conçues pour permettre la commercialisation collective de produits agricoles répondant à des normes de qualité satisfaisantes, pour assurer l'expansion du commerce et de l'exportation des produits agricoles, et pour soutenir certains secteurs de l'agriculture.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES — CRÉDIT 102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commercialisation et paiements de soutien du secteur (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 605 762
Avantages sociaux		390 935
Transports et communications		1 718 673
Services		5 403 888
Fournitures et matériel		391 158
Paiements de transfert	$	
Capital		
Paiements de soutien du secteur	128 339	
Aide à la transformation des produits alimentaires	1 904 496	
Fonctionnement		
Paiements de soutien du secteur	552 972	
Aide à la transformation des produits alimentaires	73 383	
Ontario, terre nourricière — partage des coûts	893 050	
Aide aux ventes à l'exportation	355 316	
Conseil ontarien du maïs-grain	100 000	
Programme de compensation à l'industrie du raisin et du vin	2 499 842	
Fonds pour la compensation à l'industrie du raisin et du vin	500 000	
Fonds d'aide aux producteurs de tabac	3 500 000	10 507 398
		21 217 814
Moins : Recouvrements d'autres ministères		81 365
		21 136 449

Normes et qualités (Poste 2)		$
Traitements et salaires		12 076 446
Avantages sociaux		1 803 468
Transports et communications		1 489 666
Services		2 027 490
Fournitures et matériel		1 227 094
Paiements de transfert	$	
Capital		
Amélioration de la qualité des fruits et des légumes	1 131 346	
Fonctionnement		
Commission ontarienne des parcs à bestiaux	548 428	1 729 774
		20 353 938
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMERCIALISATION ET DES NORMES AGRICOLES		41 490 387

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
103				**PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES**	
1	37 161 300	25 800	37 187 100	Services techniques, recherche et éducation	37 152 628
2	32 282 600	528 000	32 810 600	Éducation et recherche	32 629 081
3	2 050 000	554 500	2 604 500	Enseignement et recherche sous contrat	2 603 424
4	6 255 200	75 600	6 330 800	Soutien aux organisations rurales et agricoles	6 188 812
5	31 464 200		31 464 200	Amélioration des terres agricoles	29 709 590
6	12 320 000	2 203 200	14 523 200	Développement de la production de viande rouge	14 522 845
7	34 824 800	598 800	35 423 600	Services consultatifs	35 205 477
8	1 200 000	100 000	1 300 000	Projets internationaux de développement	1 298 451
9	10 135 000		10 135 000	Amélioration de l'industrie du porc	7 951 925
	167 693 100	4 085 900	171 779 000		167 262 233
L	17 500 000		17 500 000	Débentures pour le drainage par tuyaux, Loi sur le drainage au moyen de tuyaux	11 754 200
L				Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	9 389
L				Fiducie horticole Richard Blake Palmer, Loi sur l'administration financière	5 000
	185 193 100	4 085 900	189 279 000	TOTAL POUR LA TECHNOLOGIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES	179 030 822

Description du programme :

Ce programme fournit un appui permanent à l'industrie agricole par des travaux de recherche portant sur l'agriculture, l'énergie et la médecine vétérinaire; en offrant un enseignement en vue de l'obtention de diplômes en technologie agricole, en gestion financière des exploitations agricoles et dans des secteurs connexes; par une assistance aux organisations rurales et agricoles; par des services consultatifs et techniques spécialisés; par une assistance à la bonification des terres agricoles et à l'aménagement des ressources en eau; et par des initiatives de développement industriel.

Le programme fournit également des services agronomiques aux pays en développement dans le cadre de projets internationaux de développement agricole exécutés en coopération avec d'autres gouvernements.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services techniques, recherche et éducation (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		651 238
Avantages sociaux		125 832
Transports et communications		114 199
Services		200 334
Fournitures et matériel		111 025
Paiements de transfert	$	
Université de Guelph :		
Enseignement portant sur l'agriculture	2 500 000	
Recherche — Institut ontarien de recherche agricole	23 400 000	
Services	2 800 000	
Formation clinique vétérinaire	4 200 000	
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario	3 050 000	35 950 000
		37 152 628

Éducation et recherche (Poste 2)	
Traitements et salaires	15 900 331
Avantages sociaux	2 257 295
Transports et communications	1 196 536
Services	3 833 356
Fournitures et matériel	3 752 333
Acquisition/construction de biens immobiliers	3 049 619
Paiements de transfert	
Fonds de recherche agro-alimentaire	2 000 000
Fonds de recherche "Production alimentaire 2002"	800 000
	32 789 470
Moins : Recouvrements d'autres ministères	160 389
	32 629 081

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	9 389
Fiducie horticole Richard Blake Palmer	5 000

Enseignement et recherche sous contrat (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 660 712
Avantages sociaux	101 904
Transports et communications	49 753
Services	374 680
Fournitures et matériel	416 375
	2 603 424

Soutien aux organisations rurales et agricoles (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		2 840 005
Avantages sociaux		505 127
Transports et communications		455 576
Services		564 601
Fournitures et matériel		363 740
Paiements de transfert	$	
Sociétés agricoles et horticoles	1 202 967	
Autres subventions aux organisations rurales	256 796	
Brigade des jeunes environnementalistes	214 218	1 673 981
		6 403 030
Moins : Recouvrements d'autres ministères		214 218
		6 188 812

Amélioration des terres agricoles (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		2 129 212
Avantages sociaux		236 370
Transports et communications		230 228
Services		511 177
Fournitures et matériel		340 794
Paiements de transfert	$	
Capital		
Aide financière		
Subventions pour la préservation du sol et la protection de l'environnement	6 230 856	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	84 548	
Subventions pour la gestion de la conservation des terres agricoles	9 999 937	
Paiements au titre du drainage		
Drainage par exutoires municipaux	4 329 067	
Fonctionnement		
Aide financière		
Subventions pour la gestion de la conservation des terres agricoles	1 750 000	
Projets agricoles du Nord de l'Ontario	520 214	22 914 622

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Amélioration des terres agricoles (Poste 5) (suite)		$
Autres opérations	$	
Taxes municipales sur les propriétés appartenant au Programme d'aménagement rural et du développement agricole	30 585	
Bonifications d'intérêts sur les débentures et prêts pour installations de drainage au moyen de tuyaux	4 319 529	4 350 114
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalité		46 900
		30 759 417
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	534 375	
Fonctionnement	515 452	1 049 827
		29 709 590
Crédits législatifs		
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux		11 754 200

Développement de la production de viande rouge (Poste 6)		$
Traitements et salaires		1 206 056
Avantages sociaux		66 264
Transports et communications		219 209
Services		503 043
Fournitures et matériel		693 310
Paiements de transfert	$	
Capital		
Développement de la production de viande rouge	4 599 980	
Agri-Nord	1 029 470	
Fonctionnement		
Développement de la production de viande rouge	6 443 768	
Agri-Nord	553 739	12 626 957
		15 314 839
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	506 243	
Fonctionnement	285 751	791 994
		14 522 845
Services consultatifs (Poste 7)		
Traitements et salaires		19 493 257
Avantages sociaux		3 138 634
Transports et communications		2 671 991
Services		3 153 649
Fournitures et matériel		5 051 847
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 082 375
Paiements de transfert		
Aide à l'installation de vétérinaires dans une région désignée		613 724
		35 205 477
Projets internationaux de développement (Poste 8)		
Transports et communications		207 229
Services		810 703
Fournitures et matériel		98 770
Acquisition/construction de biens immobiliers		181 749
		1 298 451

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES — CRÉDIT 103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Amélioration de l'industrie du porc (Poste 9)		$
Traitements et salaires		1 491 910
Avantages sociaux		78 978
Transports et communications		149 892
Services		291 063
Fournitures et matériel		305 901
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions de développement à l'industrie	1 214 272	
Aide à la commercialisation	1 544 919	
Fonctionnement		
Subvention de développement à l'industrie	2 867 390	
Aide à la commercialisation	7 600	5 634 181
		7 951 925
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA TECHNOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DES SERVICES RÉGIONAUX AGRICOLES		179 030 822

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
104				**PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE**	
1	1 537 600	23 600	1 561 200	Politique de conservation des terres agricoles	1 320 425
2	12 008 400	609 100	12 617 500	Politique d'aide financière à l'agriculture	11 367 315
3	299 177 000		299 177 000	Soutien direct et paiements de stabilisation	245 681 707
	312 723 000	632 700	313 355 700		258 369 447
L	1 000		1 000	Paiement de garanties, Loi sur l'administration financière	241 717
L	22 000 000		22 000 000	Subventions à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	19 437 352
	334 724 000	632 700	335 356 700	TOTAL POUR L'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	278 048 516

Description du programme :

Ce programme fournit une aide financière au secteur agricole par divers moyens, notamment des ristournes sur l'impôt acquitté par les exploitations agricoles, des garanties au crédit agricole, un plan de stabilisation des revenus agricoles et un régime d'assurance-récolte. Le programme représente également les intérêts agricoles dans la planification de l'aménagement des sols.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE — CRÉDIT 104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Politique de conservation des terres agricoles (Poste 1)	$
Traitements et salaires	911 664
Avantages sociaux	131 908
Transports et communications	62 588
Services	87 838
Fournitures et matériel	126 427
	1 320 425

Politique d'aide financière à l'agriculture (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 433 876
Avantages sociaux	588 479
Transports et communications	816 222
Services	4 909 568
Fournitures et matériel	619 170
	11 367 315

Soutien direct et paiements de stabilisation (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Gestion, sécurité et réparation pour les exploitations agricoles	9 943 546
Programme de stimulation pour la rentabilisation de l'énergie des serres	150 000
Logements pour les travailleurs saisonniers	1 455 551
Fonctionnement	
Remises d'impôt foncier aux agriculteurs	163 438 607
Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales	34 885 485
Stabilisation des revenus agricoles	15 887 929
Programme d'aide aux agriculteurs débutants	12 159 886
Débuts agricoles	512 591
Garanties de prêts d'exploitation	1 784 356
Garanties de prêts pour l'établissement des jeunes agriculteurs de l'Ontario	435 071
Introduction et développement des cultures	462 290
Programme d'indemnisation contre la rage	283 503
Subventions et subsides pour le bétail	514 038
Indemnisation des dommages causés par les loups, les ours et les chasseurs	368 304
Subventions pour les prêts bancaires aux agriculteurs	52 550
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	57 000
Programme d'aide en période de sécheresse	3 291 000
	245 681 707
Crédits législatifs	
Paiements au titre de prêts bancaires garantis	241 717
Subventions à la Caisse d'assurance-récolte de l'Ontario	19 437 352
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE À L'AGRICULTURE	278 048 516

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Subventions relatives aux primes d'assurance-récolte	19 239 301	18 841 909
Agence canadienne de développement international	1 595 000	1 500 687
Logement des ouvriers agricoles saisonniers	602 632	338 898
Programme d'indemnisation contre la rage	107 388	109 308
Travaux pour les cercles 4H	99 323	67 365
Programme fédéral de recherche — Essais de pesticides	70 670	31 505
Accord Canada-Ontario de mise en valeur de la main d'oeuvre agricole	39 733	5 031
Plan de stabilisation Canada-Ontario 1985		443 362
	21 754 047	21 338 065
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Enseignement et recherche sous contrat	2 442 978	1 531 828
Analyse du bétail de boucherie	928 474	899 077
Classement des tomates selon la qualité	661 381	639 901
Agricrew	208 129	226 413
Classement des fruits et légumes selon la qualité	194 451	238 033
Programme des jeunes agriculteurs	102 898	77 967
Missions de commercialisation	28 665	180 057
Autres	11 111	11 703
	4 578 087	3 804 979
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services vétérinaires fournis dans le cadre de divers programmes	1 172 746	929 933
Analyse des produits laitiers pour les producteurs et entreprises de transformation	1 159 757	1 106 237
Frais de scolarité versés à des collèges de technologie agricole	268 131	280 671
Tests sur les porcs	77 829	55 771
Droits d'entrée dans les musées	77 730	100 479
Négociants en grains	32 725	27 425
Drainage au moyen de tuyaux	28 020	26 230
Permis de vente de bétail à l'encan	24 080	23 220
Loi sur les médicaments pour le bétail	14 595	14 910
Analyse de sols	12 879	
Tests sur les moutons	11 839	17 602
Autres	93 003	101 042
	2 973 334	2 683 520
VENTES ET LOCATIONS		
Bétail	714 385	1 015 271
Propriété utilisée dans le cadre des projets de remise en état et de développement des exploitations agricoles	497 754	806 907
Fruits et légumes	353 435	335 497
Échantillons pour étalonnage des appareils de contrôle du lait	286 843	233 908
Hébergement des étudiants inscrits dans des collèges d'agriculture	280 360	471 379
Location de terres de la Couronne	59 668	125 063
Véhicules	52 970	72 680
Services de traiteur dans le musée	50 693	45 107
Publications et livres de cours	22 339	42 328
Boutique de cadeaux du musée	14 796	15 594
Autres	53 315	62 940
	2 386 558	3 226 674
REDEVANCES		115

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Commission de stabilisation des revenus agricoles — Excédent du Fonds	5 000 000	
Paiement en trop au titre de subventions	2 888 988	1 961 387
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario — Excédent	112 300	
Programmes de prêts bancaires garantis	42 958	63 614
Programme de réductions fiscales aux exploitations agricoles	12 654	20 617
Autres	84 485	82 588
	8 141 385	2 128 206
DIVERS		
Agence canadienne de développement international	61 969	11 982
Autres	135 439	95 310
	197 408	107 292
TOTAL DES RECETTES	40 030 819	33 288 851

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Remboursement des municipalités au titre du drainage agricole	22 823 484	23 372 645
Commission de protection financière des producteurs de céréales	100 000	100 000
Prêts au titre du drainage agricole pour les territoires non érigés en municipalités	94 159	107 419
Associations coopératives	14 600	25 100
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	23 032 243	23 605 164

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Legs et bourses	7 457	7 300
Caisse de fiducie du Musée agricole de l'Ontario	5 365	4 251
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	12 822	11 551

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 4-64

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-64

SOMMAIRE 4-63

ÉTAT DES RECETTES 4-68

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
69 332 989	Bureau de l'Assemblée législative	84 223 200	75 899 585
69 332 989	**Total pour le Bureau de l'Assemblée législative**	84 223 200	75 899 585
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
69 332 989	Total des dépenses	84 223 200	75 899 585

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par la Commission de régie interne	Total		
	$	$	$		$
201				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**	
1	1 089 500		1 089 500	Bureau du président de l'Assemblée législative	817 961
2	6 484 000	(796 200)	5 687 800	Bureau du greffier	4 390 718
3	7 634 000	590 650	8 224 650	Ressources à engager aux fins de la session	8 224 619
4	9 766 000	205 550	9 971 550	Indemnités versées aux députés	9 971 547
5	16 318 500		16 318 500	Services de soutien aux députés	14 668 947
6	3 195 900		3 195 900	Bureaux de circonscription	3 148 613
7	9 014 500		9 014 500	Services de soutien aux groupes parlementaires	8 184 295
8	2 765 000		2 765 000	Hansard	2 764 017
9	4 965 800		4 965 800	Bibliothèque de l'Assemblée législative	4 791 202
10	6 442 700		6 442 700	Télédiffusion et enregistrement	4 169 697
11	2 159 300		2 159 300	Systèmes d'information	2 025 029
12	4 526 500		4 526 500	Bureau du contrôleur	4 178 940
13	5 170 100		5 170 100	Commission sur le financement des élections	4 098 229
14	2 471 200		2 471 200	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	2 402 199
16	200 000		200 000	Services à l'Assemblée	199 920
17	200 000		200 000	Commission sur les conflits d'intérêts	139 635
	82 403 000		82 403 000		74 175 568
L	1 820 200		1 820 200	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	1 724 017
	84 223 200		84 223 200	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	75 899 585

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections, du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée et de la Commission sur les conflits d'intérêts. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds consolidé du revenu.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau du président de l'Assemblée législative (Poste 1)	$
Traitements et salaires	451 972
Avantages sociaux	59 207
Transports et communications	70 009
Services	143 819
Fournitures et matériel	92 954
	817 961

Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 611 632
Avantages sociaux	218 882
Transports et communications	704 708
Services	742 137
Fournitures et matériel	1 113 359
	4 390 718

Ressources à engager aux fins de la session (Poste 3)	
Traitements et salaires	37 497
Avantages sociaux	1 895
Transports et communications	2 281 775
Services	2 163 363
Fournitures et matériel	3 740 089
	8 224 619

Indemnités versées aux députés (Poste 4)	
Traitements et salaires	7 395 867
Avantages sociaux	345 899
Transports et communications	1 334 193
Services	817 631
Fournitures et matériel	77 957
	9 971 547

Services de soutien aux députés (Poste 5)	
Traitements et salaires	12 822 519
Avantages sociaux	1 769 918
Services	76 510
	14 668 947

Bureaux de circonscription (Poste 6)	
Transports et communications	903 150
Services	1 636 388
Fournitures et matériel	609 075
	3 148 613

Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 7)	$
Traitements et salaires	4 616 394
Avantages sociaux	624 277
Transports et communications	217 697
Services	1 021 906
Fournitures et matériel	1 704 021
	8 184 295

Hansard (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 659 766
Avantages sociaux	243 504
Transports et communications	136 266
Services	127 371
Fournitures et matériel	597 110
	2 764 017

Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 9)	
Traitements et salaires	3 219 006
Avantages sociaux	456 169
Transports et communications	36 942
Services	297 930
Fournitures et matériel	783 592
	4 793 639
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 437
	4 791 202

Télédiffusion et enregistrement (Poste 10)	
Traitements et salaires	921 831
Avantages sociaux	103 469
Transports et communications	11 435
Services	2 772 381
Fournitures et matériel	360 581
	4 169 697

Systèmes d'information (Poste 11)	
Traitements et salaires	899 474
Avantages sociaux	116 909
Transports et communications	12 999
Services	647 456
Fournitures et matériel	348 191
	2 025 029

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE — CRÉDIT 201 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau du contrôleur (Poste 12)	$
Traitements et salaires	3 181 741
Avantages sociaux	416 603
Transports et communications	40 073
Services	495 393
Fournitures et matériel	761 997
Paiements de transfert	
Programme de stages de l'Assemblée législative	166 600
	5 062 407
Moins : Recouvrements d'autres activités	883 467
	4 178 940
Commission sur le financement des élections (Poste 13)	
Traitements et salaires	510 335
Avantages sociaux	80 571
Transports et communications	31 879
Services	3 427 075
Fournitures et matériel	104 288
	4 154 148
Moins : Recouvrements d'autres activités	55 919
	4 098 229
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 14)	
Traitements et salaires	1 331 701
Avantages sociaux	154 496
Transports et communications	64 599
Services	453 121
Fournitures et matériel	398 282
	2 402 199

Services à l'Assemblée (Poste 16)	$
Traitements et salaires	135 017
Avantages sociaux	14 918
Transports et communications	680
Services	1 098
Fournitures et matériel	48 207
	199 920
Commission sur les conflits d'intérêts (Poste 17)	
Traitements et salaires	18 138
Avantages sociaux	1 351
Transports et communications	1 288
Services	90 532
Fournitures et matériel	28 326
	139 635
Crédits législatifs	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	1 724 017
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	75 899 585

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	5 400	49 540
VENTES ET LOCATIONS	10	191
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	139 990	73 384
DIVERS	20	99
TOTAL DES RECETTES	145 420	123 214

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 4-72

AFFAIRES FRANCOPHONES 4-74

SOMMAIRE 4-71

ÉTAT DES RECETTES 4-76

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
4 420 982	Bureau du Conseil des ministres	5 401 000	4 835 270
3 282 005	Affaires francophones	3 584 600	3 359 286
7 702 987	**Total pour le Bureau du Conseil des ministres**	8 985 600	8 194 556
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
7 702 987	Total des dépenses	8 985 600	8 194 556

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
401				**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**	
1	5 244 800		5 244 800	Bureau principal	4 738 220
2	156 200		156 200	Leader parlementaire	97 050
	5 401 000		5 401 000	TOTAL POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	4 835 270

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la coordination des politiques et des services fournis au Conseil des ministres et aux membres du Conseil exécutif, au Conseil des politiques et des priorités, et aux autres comités relevant du Conseil des ministres. Il sert également à financer les dépenses de fonctionnement du Bureau du leader parlementaire.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES — CRÉDIT 401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 077 377
Avantages sociaux	523 899
Transports et communications	152 377
Services	404 857
Fournitures et matériel	579 710
	4 738 220

Leader parlementaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	85 427
Avantages sociaux	3 492
Transports et communications	146
Services	6 182
Fournitures et matériel	1 803
	97 050

TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	4 835 270

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
402				**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES**	
1	2 890 500		2 890 500	Coordination des affaires francophones	2 794 215
2	694 100		694 100	Commission des services en français	565 071
	3 584 600		3 584 600	TOTAL POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 359 286

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions liées aux affaires francophones et à la prestation de services en français, en élaborant des politiques et en formulant les programmes appropriés. Il coordonne, contrôle et surveille la mise en oeuvre de la Loi sur les services en français par les ministères et fait des recommandations sur le financement des mesures prises à cette fin. Il évalue aussi la qualité, la quantité et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES — CRÉDIT 402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Coordination des affaires francophones (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 046 412
Avantages sociaux	166 753
Transports et communications	74 965
Services	529 284
Fournitures et matériel	66 801
Paiements de transfert	
Programme des services en français	910 000
	2 794 215

Commission des services en français (Poste 2)	$
Traitements et salaires	306 714
Avantages sociaux	25 228
Transports et communications	38 385
Services	183 571
Fournitures et matériel	11 173
	565 071
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES	3 359 286

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
VENTES ET LOCATIONS	318	332
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	22 387	1 457
DIVERS	99	109
TOTAL DES RECETTES	22 804	1 898

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 4-80

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-80

SOMMAIRE 4-79

ÉTAT DES RECETTES 4-82

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988	PROGRAMME	1988-1989	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
31 070 899	Bureau du directeur général des élections	618 600	1 785 168
31 070 899	**Total pour le Bureau du directeur général des élections**	618 600	1 785 168
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
31 070 899	Total des dépenses	618 600	1 785 168

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions		Total		
	$	$	$		$
501				**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**	
1	618 600		618 600	Bureau du directeur général des élections	585 644
	618 600		618 600		585 644
L				Loi électorale	1 199 524
	618 600		618 600	TOTAL POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	1 785 168

Description du programme :

Le Bureau du directeur général des élections fonctionne sous la direction du Directeur général des élections et organise toute élection provinciale au poste de député à l'Assemblée législative, conformément à la Loi électorale de l'Ontario.

Le Bureau coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral, s'occupe de la location des locaux nécessaires et assure l'approvisionnement en matériel et en fournitures de tous les bureaux de vote lors d'une élection. En outre, il dirige et supervise les activités du bureau du directeur de scrutin dans chacune des 130 circonscriptions électorales.

Le Bureau dessert les ministères du gouvernement, ses organismes et le grand public de façon permanente en diffusant et en publiant des renseignements d'ordre historique sur les élections, les assemblées législatives, les conseils des ministres et les candidats politiques de la province.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS — CRÉDIT 501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau du directeur général des élections (Poste 1)	$
Traitements et salaires	524 200
Avantages sociaux	61 444
	585 644
Crédits législatifs	
Loi électorale	1 199 524
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	1 785 168

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
DIVERS	26 400	
TOTAL DES RECETTES	26 400	

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 4-86

SOMMAIRE 4-85

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
545 431	Bureau du lieutenant-gouverneur	554 800	554 695
545 431	**Total pour le Bureau du lieutenant-gouverneur**	554 800	554 695
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
545 431	Total des dépenses	554 800	554 695

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2301				**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**	
1	529 400	25 400	554 800	Bureau du lieutenant-gouverneur	554 695
	529 400	25 400	554 800	TOTAL POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ..	554 695

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir les services administratifs dont a besoin Son Honneur le lieutenant-gouverneur de l'Ontario.

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR — CRÉDIT 2301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	$
Traitements et salaires	357 653
Avantages sociaux	34 113
Transports et communications	60 276
Services	3 605
Fournitures et matériel	7 815
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire	91 233
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	554 695

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

BUREAU DE L'OMBUDSMAN 4-92

SOMMAIRE 4-91

ÉTAT DES RECETTES 4-94

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
6 617 800	Bureau de l'ombudsman	7 122 700	7 101 700
6 617 800	**Total pour le Bureau de l'ombudsman**	7 122 700	7 101 700
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 617 800	Total des dépenses	7 122 700	7 101 700

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2901				**PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN**	
1	7 122 700		7 122 700	L'ombudsman	7 101 700
	7 122 700		7 122 700	TOTAL POUR LE BUREAU DE L'OMBUDSMAN	7 101 700

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un "organisme gouvernemental" et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par "organisme gouvernemental", on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN — CRÉDIT 2901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

L'ombudsman (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 569 834
Avantages sociaux	598 482
Transports et communications	385 831
Services	1 025 212
Fournitures et matériel	522 341
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN	7 101 700

BUREAU DE L'OMBUDSMAN

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $		1988 $
VENTES ET LOCATIONS			
Vente de rapports		900	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		6 244	57
DIVERS			
Intérêts		8 494	5 127
Autres		4 420	3 624
TOTAL DES RECETTES		12 914	8 751
		20 058	8 808

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI 4-98

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-98

SOMMAIRE 4-97

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
6 406 601	Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	7 018 200	6 431 418
6 406 601	**Total pour le Bureau du vérificateur provincial**	7 018 200	6 431 418
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
6 406 601	Total des dépenses	7 018 200	6 431 418

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions		Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI**	
1	6 923 000		6 923 000	Bureau du vérificateur provincial	6 324 816
	6 923 000		6 923 000		6 324 816
L	95 200		95 200	Traitement versé au vérificateur provincial en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics	106 602
	7 018 200		7 018 200	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI	6 431 418

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, conformément aux conditions de sa nomination en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire. Le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées. En outre, le vérificateur provincial fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ses vérifications.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI — CRÉDIT 3101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau du vérificateur provincial (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 318 294
Avantages sociaux	561 052
Transports et communications	240 226
Services	1 035 720
Fournitures et matériel	123 524
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	46 000
	6 324 816

Crédits législatifs	$
Traitement versé au vérificateur provincial	106 602
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI	6 431 418

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

CABINET DU PREMIER MINISTRE 4-104

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-104

SOMMAIRE 4-103

ÉTAT DES RECETTES 4-106

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
2 193 912	Cabinet du premier ministre	2 276 557	2 225 101
2 193 912	**Total pour le Cabinet du premier ministre**	2 276 557	2 225 101
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 193 912	Total des dépenses	2 276 557	2 225 101

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3001				**PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE**	
1	2 115 600	120 000	2 235 600	Cabinet du premier ministre	2 182 219
	2 115 600	120 000	2 235 600		2 182 219
L	40 957		40 957	Traitement versé au premier ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	42 882
	2 156 557	120 000	2 276 557	TOTAL POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 225 101

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer le fonctionnement du bureau du premier ministre, ainsi que les services auxiliaires prévus pour aider le premier ministre à s'acquitter de son rôle de chef de gouvernement.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE — CRÉDIT 3001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	$
Cabinet du premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 563 106
Avantages sociaux	283 279
Transports et communications	178 865
Services	102 179
Fournitures et matériel	54 790
	2 182 219
Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre	42 882
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 225 101

CABINET DU PREMIER MINISTRE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
VENTES ET LOCATIONS	8 600	
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 973	2 065
DIVERS	1 669	804
TOTAL DES RECETTES	14 242	2 869

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-110

AIDE AUX UNIVERSITÉS 4-112

AIDE AUX COLLÈGES 4-114

AFFAIRES ÉTUDIANTES 4-116

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-110, 4-114, 4-116

SOMMAIRE 4-109

ÉTAT DES RECETTES 4-118

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-118

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
5 408 096	Administration du ministère	6 201 223	5 426 265
1 526 849 209	Aide aux universités	1 728 700 300	1 728 187 917
669 663 902	Aide aux collèges	740 568 800	740 026 878
189 399 747	Affaires étudiantes	203 101 800	194 460 145
2 391 320 954	**Total du ministère**	2 678 572 123	2 668 101 205
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
2 391 193 941	Total des dépenses	2 678 430 123	2 667 927 788
127 013	Total des comptes créés à des fins spéciales	142 000	173 417
2 391 320 954		2 678 572 123	2 668 101 205

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 084 400	289 200	2 373 600	Bureau principal	1 917 777
2	886 800		886 800	Services d'information	831 757
3	2 813 400		2 813 400	Analyse et planification	2 563 734
4	89 800		89 800	Services juridiques	73 606
	5 874 400	289 200	6 163 600		5 386 874
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	5 912 023	289 200	6 201 223	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 426 265

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir l'orientation d'ensemble requise pour permettre au ministère des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 015 265
Avantages sociaux	129 960
Transports et communications	116 920
Services	292 389
Fournitures et matériel	177 984
Paiements de transfert	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	185 259
	1 917 777
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Services d'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	351 587
Avantages sociaux	38 064
Transports et communications	53 759
Services	135 652
Fournitures et matériel	252 695
	831 757
Analyse et planification (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 214 660
Avantages sociaux	504 255
Transports et communications	265 833
Services	493 313
Fournitures et matériel	85 673
	2 563 734
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	16 858
Avantages sociaux	861
Transports et communications	1 745
Services	52 275
Fournitures et matériel	1 867
	73 606
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 426 265

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
702				**PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS**	
1	292 900	19 100	312 000	Administration du programme	297 934
2	1 641 982 500	79 653 200	1 721 635 700	Aide provinciale aux universités	1 721 278 203
3	5 818 100	268 600	6 086 700	Soutien à la recherche et activités internationales	6 028 154
4	665 900		665 900	Conseil ontarien des affaires universitaires	583 626
	1 648 759 400	79 940 900	1 728 700 300	TOTAL POUR L'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 728 187 917

Description du programme :

Ce programme a pour objet de financer les universités et d'élaborer des politiques concernant leurs activités dans tout l'Ontario, pour que le gouvernement puisse étudier les besoins éducatifs des résidents de la province admissibles à l'université.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS — CRÉDIT 702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		243 541
Avantages sociaux		28 345
Transports et communications		10 868
Services		9 266
Fournitures et matériel		5 914
		297 934

Aide provinciale aux universités (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 134 396
Avantages sociaux		125 244
Transports et communications		80 306
Services		207 489
Fournitures et matériel		165 381
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour les projets d'immobilisations	148 800 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités	1 554 946 837	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	14 468 550	
Centre d'étude du commerce international	1 350 000	1 719 565 387
		1 721 278 203

Soutien à la recherche et activités internationales (Poste 3)		$
Traitements et salaires		493 554
Avantages sociaux		49 219
Transports et communications		35 904
Services		165 962
Fournitures et matériel		55 785
Paiements de transfert	$	
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités	9 012 303	
Centres d'entreprenariat	900 000	
Subvention à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française	30 000	
Institut canadien de recherche avancée	1 250 000	
Entente Ontario/Jiangsu	232 850	
Centre ontarien de calcul à grande échelle	3 464 880	
Fondation canadienne d'éducation économique	250 000	15 140 033
		15 940 457
Moins : Recouvrements d'autres ministères		9 912 303
		6 028 154

Conseil ontarien des affaires universitaires (Poste 4)	
Traitements et salaires	268 582
Avantages sociaux	28 774
Transports et communications	75 450
Services	131 796
Fournitures et matériel	79 024
	583 626

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX UNIVERSITÉS	1 728 187 917

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
703				**PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES**	
1	252 000		252 000	Administration du programme	237 184
2	705 397 500	31 164 600	736 562 100	Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie	736 254 306
3	379 500	71 900	451 400	Écoles privées de formation professionnelle	419 218
4	2 134 800	100 000	2 234 800	Écoles pour les aides-infirmiers	2 047 187
5	842 100	168 800	1 010 900	Conseil ontarien des affaires collégiales	1 009 292
6	57 600		57 600	Commission des relations de travail dans les collèges	37 094
	709 063 500	31 505 300	740 568 800		740 004 281
L				Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	22 597
	709 063 500	31 505 300	740 568 800	TOTAL POUR L'AIDE AUX COLLÈGES	740 026 878

Description du programme :

Ce programme a pour objet de faciliter l'élaboration des politiques relatives aux activités des collèges et au fonctionnement des écoles régionales pour les aides-infirmiers, et d'en financer la mise en oeuvre, pour que les besoins des employeurs et des particuliers en matière d'éducation soient identifiés, reconnus et satisfaits de façon à contribuer à la croissance économique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES — CRÉDIT 703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		168 017
Avantages sociaux		27 041
Transports et communications		14 960
Services		17 434
Fournitures et matériel		9 732
		237 184

Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		2 798 708
Avantages sociaux		343 737
Transports et communications		124 310
Services		771 619
Fournitures et matériel		191 518
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour les projets d'immobilisations	63 399 995	
Fonctionnement		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges	661 694 269	
Subventions versées en compensation des taxes municipales	6 930 150	732 024 414
		736 254 306

Écoles privées de formation professionnelle (Poste 3)	$
Traitements et salaires	323 432
Avantages sociaux	40 244
Transports et communications	14 152
Services	20 583
Fournitures et matériel	20 807
	419 218

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	22 597

Écoles pour les aides-infirmiers (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 756 495
Avantages sociaux	206 228
Transports et communications	27 759
Services	21 233
Fournitures et matériel	35 472
	2 047 187

Conseil ontarien des affaires collégiales (Poste 5)	$
Traitements et salaires	215 619
Avantages sociaux	19 934
Transports et communications	92 151
Services	565 651
Fournitures et matériel	115 937
	1 009 292

Commission des relations de travail dans les collèges (Poste 6)	$
Transports et communications	1 286
Services	32 974
Fournitures et matériel	2 834
	37 094

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'AIDE AUX COLLÈGES	740 026 878

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
704				**PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES**	
1	202 959 800		202 959 800	Aide provinciale aux étudiants	194 309 325
	202 959 800		202 959 800		194 309 325
L	57 000		57 000	Bourses de la reine Elizabeth II, Loi sur l'administration financière	67 236
L	85 000		85 000	Prix John Charles Polanyi, Loi sur l'administration financière	83 584
	203 101 800		203 101 800	TOTAL POUR LES AFFAIRES ÉTUDIANTES	194 460 145

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir une aide financière aux étudiants inscrits dans des établissements postsecondaires admissibles, soit en leur octroyant un prêt ou une assistance monétaire à titre d'appoint à leurs ressources personnelles et/ou à celles de leur famille, soit en accordant des bourses aux éléments particulièrement doués, pour que tous les résidents de l'Ontario bénéficient de chances égales d'accès à l'éducation.

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES — CRÉDIT 704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Aide provinciale aux étudiants (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		4 226 322
Avantages sociaux		486 518
Transports et communications		667 853
Services		1 089 051
Fournitures et matériel		777 756
Paiements de transfert	$	
Programmes d'aide aux étudiants	185 163 933	
Bourses d'échange Ontario/Québec	89 000	
Programmes de langue seconde	1 808 892	187 061 825
		194 309 325

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Bourses de la reine Elizabeth II	67 236
Prix John Charles Polanyi	83 584
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES ÉTUDIANTES	194 460 145

MINISTÈRE DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	5 915 627	6 474 582
Régime canadien de prêts aux étudiants — Frais de traitement	1 539 611	
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	946 077	766 747
	8 401 315	7 241 329
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Effectués par d'autres provinces au titre de la formation d'étudiants en optométrie à l'Université de Waterloo	368 666	350 497
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Aides-infirmiers	125 731	129 189
Inscription dans des écoles privées de formation professionnelle	20 435	26 375
Autres	1 413	860
	147 579	156 424
VENTES ET LOCATIONS	30	2 734
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Bourses d'étude et de perfectionnement et aide financière accordées aux étudiants	8 004 531	8 119 183
Autres	23 854	11 470
	8 028 385	8 130 653
DIVERS	238	88
TOTAL DES RECETTES	16 946 213	15 881 725

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Prix John C. Polanyi	92 258	90 458
Loi sur les écoles privées de formation professionnelle	49 689	19 486
Bourses de la reine Elizabeth II — Intérêts	44 477	39 717
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	186 424	149 661

CONSEIL DE GESTION

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-122
- POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES 4-124
- ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES 4-126
- RESSOURCES HUMAINES 4-128
- FONCTION PUBLIQUE 4-130
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-122, 4-126
- SOMMAIRE 4-121

ÉTAT DES RECETTES 4-132

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
1 000 769	Administration du ministère	206 514 443	853 724
10 215 125	Politiques financières et administratives	11 021 200	9 868 647
4 278 204	Administration du Secrétariat des ressources humaines	5 306 180	4 943 147
19 604 540	Ressources humaines	22 990 600	21 277 671
1 740 956	Fonction publique	1 786 800	1 290 106
36 839 594	**Total pour le Conseil de gestion**	247 619 223	38 233 295
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
36 839 594	Total des dépenses	247 619 223	38 233 295

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 023 100		1 023 100	Bureau principal	823 102
2	205 462 600		205 462 600	Imprévus*	
	206 485 700		206 485 700		823 102
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 622
	206 514 443		206 514 443	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	853 724

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'orientation des politiques et le soutien administratif nécessaires au Conseil de gestion. Il sert également à évaluer le coût des révisions que l'on compte appliquer aux traitements et avantages sociaux, et des autres décisions arbitrales et allocations liées à l'emploi des fonctionnaires gouvernementaux.

*Le budget des dépenses a été établi en tenant compte du coût des révisions des traitements et des avantages sociaux qui seront probablement approuvées au cours de l'exercice 1988-1989. Il n'a cependant pas été possible de ventiler les dépenses prévisionnelles entre les divers programmes et activités de chaque ministère. Le coût brut prévu des traitements et avantages sociaux figure donc sous le titre "Imprévus".

Au fur et à mesure que l'on a approuvé les révisions et engagé les coûts en question, ces derniers n'ont pas été imputés au poste "Imprévus" mais plutôt aux divers crédits et postes auxquels ils correspondaient. Par conséquent, aucune dépense imputée sur cette affectation ne figure sous le titre "Imprévus". Ces dépenses ayant dépassé les affectations du budget prévisionnel, des décrets du Conseil de gestion du gouvernement représentant un total de 140 523 500 $ ont été approuvés. Ce montant s'entend net de toute sous-utilisation de crédit pour chaque activité.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	563 198
Avantages sociaux	92 353
Transports et communications	46 019
Services	75 335
Fournitures et matériel	46 197
	823 102

Crédits législatifs	$
Traitement versé au ministre	30 622
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	853 724

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2402				**PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**	
1	4 997 800		4 997 800	Politiques de gestion	4 645 077
2	2 347 500		2 347 500	Techniques informatiques	1 829 924
3	3 675 900		3 675 900	Programmes et prévisions des dépenses	3 393 646
	11 021 200		11 021 200	TOTAL POUR LES POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	9 868 647

Description du programme :

Ce programme vise à fournir des avis au Conseil de gestion, à élaborer et à mettre en oeuvre, au nom du Conseil, des modes opératoires, normes et directives conçus pour permettre aux ministères et aux conseils, commissions et organismes désignés d'employer efficacement leurs ressources dans l'intérêt public; et à assurer aux ministères et organismes désignés une dotation en ressources leur permettant de réaliser efficacement les objectifs fixés par le gouvernement.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES — CRÉDIT 2402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Politiques de gestion (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 555 377
Avantages sociaux	248 470
Transports et communications	76 511
Services	2 336 873
Fournitures et matériel	427 846
	4 645 077

Techniques informatiques (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 229 262
Avantages sociaux	193 472
Transports et communications	34 142
Services	257 753
Fournitures et matériel	115 295
	1 829 924

Programmes et prévisions des dépenses (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 671 583
Avantages sociaux	430 100
Transports et communications	66 059
Services	98 067
Fournitures et matériel	127 837
	3 393 646

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES FINANCIÈRES ET ADMINISTRATIVES	9 868 647

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2403				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	1 980 500	602 000	2 582 500	Bureau principal	2 562 880
2	2 160 900		2 160 900	Services financiers et administratifs	1 821 255
3	415 900	138 000	553 900	Personnel	553 744
	4 557 300	740 000	5 297 300		4 937 879
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	5 268
	4 566 180	740 000	5 306 180	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	4 943 147

Description du programme :

Ce programme vise à fournir au Secrétariat des ressources humaines l'orientation d'ensemble et le soutien administratif nécessaires pour atteindre ses objectifs sur le plan du fonctionnement tout en assurant la coordination de ses activités.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 627 353
Avantages sociaux		145 923
Transports et communications		94 274
Services		436 400
Fournitures et matériel		258 930
		2 562 880
Crédits législatifs		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		5 268
Services financiers et administratifs (Poste 2)		
Traitements et salaires		907 771
Avantages sociaux		141 785
Transports et communications		33 282
Services		182 983
Fournitures et matériel		355 334
Paiements de transfert	$	
Subvention versée à l'Institut d'administration publique du Canada	55 700	
Subvention au Niagara Institute	144 400	200 100
		1 821 255

Personnel (Poste 3)	$
Traitements et salaires	466 676
Avantages sociaux	57 261
Transports et communications	7 895
Services	21 589
Fournitures et matériel	64 800
	618 221
Moins : Recouvrements d'autres ministères	64 477
	553 744
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU SECRÉTARIAT DES RESSOURCES HUMAINES	4 943 147

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2404				**PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES**	
1	1 493 900	152 000	1 645 900	Planification stratégique et projets	1 639 904
2	2 146 400	1 500 000	3 646 400	Gestion du personnel cadre	3 630 978
3	1 235 500		1 235 500	Services de communications et de commercialisation	1 120 793
4	5 525 000	900 000	6 425 000	Services de dotation en personnel	5 829 354
5	2 768 400		2 768 400	Services de formation du personnel	1 987 407
6	1 350 700	26 000	1 376 700	Relations de travail	1 371 116
7	1 074 700	350 000	1 424 700	Politiques relatives aux avantages sociaux	1 386 266
8	2 750 500	150 000	2 900 500	Rémunération et classification	2 891 451
9	350 400	12 000	362 400	Services d'actuariat	360 755
10	77 300	12 700	90 000	Commissions d'appel de la fonction publique	89 186
11	1 115 100		1 115 100	Équité d'emploi	970 461
	19 887 900	3 102 700	22 990 600	TOTAL POUR LES RESSOURCES HUMAINES	21 277 671

Description du programme :

Ce programme indique l'orientation à suivre, au sein de la fonction publique de l'Ontario, dans les domaines de la planification et de la gestion des ressources humaines des ministères, du perfectionnement et de l'affectation des cadres, et de la mise en oeuvre de modifications aux programmes pour tenir compte des changements sociaux, économiques et technologiques. Les responsables de ce programme assurent également l'élaboration des politiques relatives à la classification salariale et aux avantages sociaux des fonctionnaires, ils représentent le Conseil de gestion au niveau des négociations collectives et des relations avec les employés, et veillent à ce que des procédures équitables de règlement des griefs et de pourvoi en appel soient observées conformément à la loi.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES — CRÉDIT 2404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Planification stratégique et projets (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 122 400
Avantages sociaux	177 553
Transports et communications	32 129
Services	137 500
Fournitures et matériel	170 322
	1 639 904

Gestion du personnel cadre (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 448 516
Avantages sociaux	381 017
Transports et communications	93 826
Services	622 738
Fournitures et matériel	84 881
	3 630 978

Services de communications et de commercialisation (Poste 3)	
Traitements et salaires	656 552
Avantages sociaux	89 908
Transports et communications	273 008
Services	3 638 271
Fournitures et matériel	503 068
	5 160 807
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 040 014
	1 120 793

Services de dotation en personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	33 529 746
Avantages sociaux	1 840 479
Transports et communications	78 839
Services	2 121
Fournitures et matériel	228 421
	35 679 606
Moins : Recouvrements d'autres ministères	29 850 252
	5 829 354

Services de formation du personnel (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 950 233
Avantages sociaux	295 862
Transports et communications	167 598
Services	1 150 587
Fournitures et matériel	518 527
	5 082 807
Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 095 400
	1 987 407

Relations de travail (Poste 6)	$
Traitements et salaires	946 223
Avantages sociaux	154 716
Transports et communications	32 010
Services	187 912
Fournitures et matériel	50 255
	1 371 116

Politiques relatives aux avantages sociaux (Poste 7)	
Traitements et salaires	837 660
Avantages sociaux	135 584
Transports et communications	39 717
Services	295 902
Fournitures et matériel	77 403
	1 386 266

Rémunération et classification (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 930 302
Avantages sociaux	288 204
Transports et communications	57 426
Services	172 197
Fournitures et matériel	443 322
	2 891 451

Services d'actuariat (Poste 9)	
Traitements et salaires	279 962
Avantages sociaux	42 236
Transports et communications	4 211
Services	29 452
Fournitures et matériel	4 894
	360 755

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 10)	
Traitements et salaires	14 934
Avantages sociaux	1 638
Transports et communications	6 087
Services	65 810
Fournitures et matériel	717
	89 186

Équité d'emploi (Poste 11)	
Traitements et salaires	588 432
Avantages sociaux	72 998
Transports et communications	73 225
Services	95 097
Fournitures et matériel	140 709
	970 461

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RESSOURCES HUMAINES	21 277 671

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2405				**PROGRAMME DE LA FONCTION PUBLIQUE**	
1	530 700		530 700	Commission de la fonction publique ...	323 200
2	608 400		608 400	Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public	508 037
3	647 700		647 700	Ressources en cadres supérieurs	458 869
	1 786 800		1 786 800	TOTAL POUR LA FONCTION PUBLIQUE	1 290 106

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs nécessaires à la Commission de la fonction publique, au Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public et aux organismes chargés d'assurer le perfectionnement des cadres supérieurs.

CONSEIL DE GESTION

PROGRAMME DE LA FONCTION PUBLIQUE — CRÉDIT 2405

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission de la fonction publique (Poste 1)	$
Traitements et salaires	176 715
Avantages sociaux	25 322
Transports et communications	13 483
Services	73 009
Fournitures et matériel	34 671
	323 200

Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	325 356
Avantages sociaux	50 169
Transports et communications	11 321
Services	82 955
Fournitures et matériel	38 236
	508 037

Ressources en cadres supérieurs (Poste 3)	$
Traitements et salaires	247 035
Avantages sociaux	39 964
Transports et communications	14 912
Services	136 074
Fournitures et matériel	20 884
	458 869

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA FONCTION PUBLIQUE	1 290 106

CONSEIL DE GESTION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Expansion du bilinguisme		
Formation et évaluation des connaissances en français		54 624
Prêts de services		40 000
		94 624
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	149 741	110 718
Prêts de services	58 153	
	207 894	110 718
VENTES ET LOCATIONS		
Personnel temporaire	543 520	401 198
Programmes d'éducation	82 843	116 764
Services de publicité	27 902	7 039
Formation et évaluation des connaissances en français	1 918	44 430
Autres	4 420	67
	660 603	569 498
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	96 816	111 188
DIVERS		
Frais d'inscription à des conférences	32 800	
Autres	4 473	318
	37 273	318
TOTAL DES RECETTES	1 002 586	886 346

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-136

PRATIQUES COMMERCIALES 4-138

NORMES TECHNIQUES 4-140

RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX 4-142

ENREGISTREMENT 4-144

PERMIS DE VENTE D'ALCOOL 4-146

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-136, 4-138, 4-144

SOMMAIRE 4-135

ÉTAT DES RECETTES 4-148

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-149

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
14 015 355	Administration du ministère	18 719 323	18 050 027
13 448 972	Pratiques commerciales	12 575 800	12 302 097
10 786 995	Normes techniques	11 425 100	11 317 433
32 583 903	Réglementation des courses de chevaux	36 764 500	34 467 553
55 983 583	Enregistrement	62 921 400	61 805 532
8 276 080	Permis de vente d'alcool	8 615 100	8 307 730
135 094 888	**Total du ministère**	151 021 223	146 250 372
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
134 927 328	Total des dépenses	150 526 723	145 965 246
167 560	Total des comptes créés à des fins spéciales	494 500	285 126
135 094 888		151 021 223	146 250 372

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 191 400		1 191 400	Bureau principal	1 045 718
2	2 775 600	43 700	2 819 300	Services financiers	2 809 387
3	2 078 200	118 200	2 196 400	Fournitures et services de bureau	2 190 224
4	1 763 500	204 600	1 968 100	Services du personnel	1 966 634
5	2 110 300		2 110 300	Services d'information	2 032 058
6	924 100	220 900	1 145 000	Analyse et planification	1 139 311
7	644 500	103 800	748 300	Services juridiques	745 906
8	822 000		822 000	Services de vérification	726 110
9	5 680 900		5 680 900	Services de développement des systèmes	5 355 288
	17 990 500	691 200	18 681 700		18 010 636
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	18 028 123	691 200	18 719 323	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 050 027

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien aux ministères de la Consommation et du Commerce et des Institutions financières.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	706 784
Avantages sociaux	104 680
Transports et communications	108 753
Services	82 739
Fournitures et matériel	42 762
	1 045 718
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 227 163
Avantages sociaux	325 925
Transports et communications	42 528
Services	96 965
Fournitures et matériel	116 806
	2 809 387
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	934 225
Avantages sociaux	146 747
Transports et communications	573 709
Services	488 383
Fournitures et matériel	47 160
	2 190 224
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 453 913
Avantages sociaux	207 872
Transports et communications	41 515
Services	153 930
Fournitures et matériel	115 204
	1 972 434
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 800
	1 966 634

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	973 929
Avantages sociaux	89 236
Transports et communications	89 064
Services	642 347
Fournitures et matériel	241 476
Paiements de transfert	
Subvention au titre du programme Expérience	41 872
	2 077 924
Moins : Recouvrements d'autres ministères	45 866
	2 032 058
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	884 283
Avantages sociaux	109 341
Transports et communications	40 925
Services	44 116
Fournitures et matériel	67 902
	1 146 567
Moins : Recouvrements d'autres ministères	7 256
	1 139 311
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	16 126
Avantages sociaux	1
Transports et communications	7 130
Services	682 099
Fournitures et matériel	40 550
	745 906
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	576 599
Avantages sociaux	96 420
Transports et communications	6 914
Services	21 744
Fournitures et matériel	24 433
	726 110
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 538 422
Avantages sociaux	340 207
Transports et communications	140 630
Services	1 966 612
Fournitures et matériel	1 618 057
	6 603 928
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 248 640
	5 355 288
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	18 050 027

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
902				**PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES**	
1	712 500	91 300	803 800	Administration du programme	800 823
2	4 349 700	206 200	4 555 900	Réglementation commerciale	4 555 532
3	3 921 400	75 300	3 996 700	Services aux consommateurs	3 996 313
4	2 244 000		2 244 000	Normes relatives aux divertissements	2 193 488
5	480 900		480 900	Commission d'appel des enregistrements commerciaux	470 815
	11 708 500	372 800	12 081 300		12 016 971
L	1 000		1 000	Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	64 099
L	42 000		42 000	Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels, Loi sur l'administration financière	
L	451 500		451 500	Déchéance de cautionnement et dépôts au titre des terres étrangères, Loi sur l'administration financière	221 027
	12 203 000	372 800	12 575 800	TOTAL POUR LES PRATIQUES COMMERCIALES	12 302 097

Description du programme :

Ce programme vise à servir et à protéger le public et aussi à encourager le maintien d'un marché honnête, équitable et informé. Pour ce faire, le ministère procède aux enquêtes portant sur les plaintes des consommateurs et veille à l'enregistrement des entreprises et à leur réglementation en vertu des diverses lois traitant de la protection des consommateurs. Il réglemente aussi trois secteurs des divertissements donnant lieu à des manifestations publiques et concernant l'application de la Loi sur les salles de cinéma, le commissaire des sports professionnels et les permis de loteries. En outre, dans le cadre de ce programme, le ministère organise des audiences ayant trait aux permis dont il est responsable en vertu de plusieurs lois.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES — CRÉDIT 902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		367 579
Avantages sociaux		38 913
Transports et communications		119 998
Services		76 747
Fournitures et matériel		88 387
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association canadienne des consommateurs	62 000	
Indemnisation des consommateurs à l'égard du projet de logement "Rembrandt Homes"	47 199	109 199
		800 823

Réglementation commerciale (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 166 271
Avantages sociaux	498 993
Transports et communications	83 122
Services	545 086
Fournitures et matériel	262 060
	4 555 532

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Déchéance de cautionnement et dépôts au titre des terres étrangères	221 027
Montants non réclamés	64 099

Services aux consommateurs (Poste 3)	$
Traitements et salaires	3 033 427
Avantages sociaux	495 768
Transports et communications	222 910
Services	140 470
Fournitures et matériel	103 738
	3 996 313

Normes relatives aux divertissements (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 327 995
Avantages sociaux	175 153
Transports et communications	205 600
Services	404 098
Fournitures et matériel	80 642
	2 193 488

Commission d'appel des enregistrements commerciaux (Poste 5)	
Traitements et salaires	209 102
Avantages sociaux	66 861
Transports et communications	39 077
Services	74 167
Fournitures et matériel	81 608
	470 815

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PRATIQUES COMMERCIALES	12 302 097

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
903				**PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES**	
1	598 200	105 400	703 600	Administration du programme	700 659
2	3 247 600	318 700	3 566 300	Sécurité des appareils sous pression	3 563 357
3	3 025 300	246 500	3 271 800	Appareils de levage	3 271 285
4	3 358 600	176 300	3 534 900	Sécurité des combustibles	3 436 067
5	344 800	3 700	348 500	Articles rembourrés	346 065
	10 574 500	850 600	11 425 100	TOTAL POUR LES NORMES TECHNIQUES	11 317 433

Description du programme :

Ce programme comprend des activités ayant pour objet de réduire au minimum les risques inhérents à certaines situations environnementales, techniques et d'exploitation. Ainsi, le ministère procède au contrôle technique des ascenseurs, des appareils sous pression, des articles rembourrés, du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz naturel, du propane et du mazout, et délivre des permis d'exploitation pour les ascenseurs, monte-charge et appareils sous pression.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES — CRÉDIT 903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	417 478
Avantages sociaux	51 457
Transports et communications	59 879
Services	100 062
Fournitures et matériel	71 783
	700 659

Sécurité des appareils sous pression (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 510 094
Avantages sociaux	524 272
Transports et communications	322 079
Services	118 761
Fournitures et matériel	88 151
	3 563 357

Appareils de levage (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 430 764
Avantages sociaux	444 822
Transports et communications	268 391
Services	45 484
Fournitures et matériel	81 824
	3 271 285

Sécurité des combustibles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	2 354 250
Avantages sociaux	364 387
Transports et communications	452 007
Services	168 804
Fournitures et matériel	96 619
	3 436 067

Articles rembourrés (Poste 5)	
Traitements et salaires	249 635
Avantages sociaux	53 942
Transports et communications	32 015
Services	1 058
Fournitures et matériel	9 415
	346 065

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES TECHNIQUES	11 317 433

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
904				**PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX**	
1	36 378 100	386 400	36 764 500	Réglementation des courses de chevaux	34 467 553
	36 378 100	386 400	36 764 500	TOTAL POUR LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX	34 467 553

Description du programme :

Ce programme regroupe les activités nécessaires à la mise en oeuvre de la Loi sur la Commission des courses de chevaux.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX — CRÉDIT 904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Réglementation des courses de chevaux (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 618 020
Avantages sociaux		313 360
Transports et communications		661 982
Services		710 394
Fournitures et matériel		254 337
Paiements de transfert		29 909 460
		34 467 553
Commission des courses de l'Ontario	$	
Traitements et salaires	2 493 631	
Avantages sociaux	301 207	
Transports et communications	660 400	
Services	709 346	
Fournitures et matériel	250 544	
Paiements de transfert		
Arrangement sur le partage des recettes fiscales provenant de la taxe sur le pari mutuel	23 736 244	28 151 372
Programme d'aide aux hippodromes	$	
Traitements et salaires	124 389	
Avantages sociaux	12 153	
Transports et communications	1 582	
Services	1 048	
Fournitures et matériel	3 793	
Paiements de transfert		
Programme d'aide aux hippodromes	6 173 216	6 316 181
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA RÉGLEMENTATION DES COURSES DE CHEVAUX		34 467 553

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
905				**PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT**	
1	1 691 000		1 691 000	Administration du programme	1 580 782
2	39 376 700	725 300	40 102 000	Enregistrement immobilier	40 079 304
3	7 433 800	113 400	7 547 200	Enregistrement des sûretés mobilières	7 542 093
4	7 921 200		7 921 200	Registraire général	7 069 453
5	5 644 500		5 644 500	Compagnies	5 533 900
	62 067 200	838 700	62 905 900		61 805 532
L	500		500	Droits en vertu de la Loi sur l'état civil	
L	15 000		15 000	Contributions de la Couronne aux régimes de pension des juges, Loi sur l'enregistrement des actes	
	62 082 700	838 700	62 921 400	TOTAL POUR L'ENREGISTREMENT	61 805 532

Description du programme :

Ce programme assure l'enregistrement des participations immobilières; la prestation de services juridiques; l'enregistrement des contrats de vente conditionnels et des gages et nantissements de biens immobiliers en garantie de créances; l'administration de la Loi sur le mariage; la collecte et la garde des documents prescrits par la Loi sur l'état civil; et la constitution, la dissolution et la reconstitution d'entreprises en sociétés, ainsi que d'autres changements fondamentaux les concernant.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT — CRÉDIT 905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	730 303
Avantages sociaux	79 338
Transports et communications	21 926
Services	650 108
Fournitures et matériel	99 107
	1 580 782

Enregistrement immobilier (Poste 2)	
Traitements et salaires	29 027 211
Avantages sociaux	4 806 844
Transports et communications	1 068 188
Services	2 085 404
Fournitures et matériel	3 146 792
	40 134 439
Moins : Recouvrements d'autres ministères	55 135
	40 079 304

Enregistrement des sûretés mobilières (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 988 377
Avantages sociaux	458 765
Transports et communications	506 238
Services	3 139 821
Fournitures et matériel	448 892
	7 542 093

Registraire général (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 175 482
Avantages sociaux	546 858
Transports et communications	430 784
Services	1 317 633
Fournitures et matériel	598 696
	7 069 453

Compagnies (Poste 5)	
Traitements et salaires	3 317 948
Avantages sociaux	560 506
Transports et communications	143 031
Services	719 943
Fournitures et matériel	792 472
	5 533 900

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'ENREGISTREMENT	61 805 532

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
906				**PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL**	
1	8 615 100		8 615 100	Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario	8 307 730
	8 615 100		8 615 100	TOTAL POUR LES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	8 307 730

Description du programme :

Ce programme permet l'application de la Loi sur les permis de vente d'alcool en établissant les politiques, les modalités d'autorisation et les contrôles prévus par la loi.

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL — CRÉDIT 906

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 559 862
Avantages sociaux	909 641
Transports et communications	545 840
Services	876 592
Fournitures et matériel	434 130
	8 326 065
Moins : Recouvrements d'autres ministères	18 335
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PERMIS DE VENTE D'ALCOOL	8 307 730

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
RECETTES FISCALES				
Imposition—Commission des sports professionnels		62 621		31 922
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Subvention afférente à des travaux statistiques		126 231		213 524
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS				
Commission des permis de vente d'alcool	$		$	
Brasseurs — Provinciaux (droits et prélèvements)	344 180 018		294 822 512	
Autres détenteurs de permis (droits et prélèvements)	39 941 945		41 440 098	
Brasseurs — Hors province (droits et prélèvements)	5 887 541		5 502 578	
Permis pour occasion spéciale	4 813 698		5 288 751	
Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements)	3 832 418		3 516 420	
Droits de transfert de permis	304 965		183 679	
Brasseries artisanales (droits et prélèvements)	87 469		45 650	
Cartes d'identité	52 327		54 717	
Droits d'enregistrement — Agents/Représentants	22 165		19 485	
Fabricants de spiritueux (droits)		399 122 546	3 800	350 877 690
Loi sur l'enregistrement des actes et Loi sur l'enregistrement des droits mobiliers		58 082 963		43 394 765
Compagnies				
Constitutions en compagnie	14 503 120		12 342 413	
Recherches, certificats et hypothèques	3 268 057		2 269 841	
Enregistrement de noms commerciaux	691 108		262 172	
En dehors de la province	40 373		20 185	
Déclarations annuelles	29	18 502 687	45	14 894 656
Loi sur les sûretés mobilières		14 270 045		10 947 561
Loi sur l'état civil		4 103 073		3 871 188
Sociétés en nom collectif		3 889 807		1 792 932
Loi sur le courtage commercial et immobilier		3 317 874		4 720 431
Loi sur les ascenseurs et appareils de levage		2 707 603		2 978 654
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles		2 028 724		1 486 430
Loi sur le mariage		2 004 627		1 995 630
Loi sur les chaudières et appareils sous pression		1 898 437		1 980 614
Loi sur la Commission des courses de chevaux		1 644 556		1 484 321
Administration des loteries		1 304 155		1 133 614
Loi sur les hydrocarbures et Loi sur la manutention de l'essence		1 265 543		1 248 558
Loi sur les salles de cinéma		873 171		734 922
Loi sur les articles rembourrés		484 579		433 031
Loi sur les agences de voyages		310 500		694 580
Loi sur les mécaniciens d'exploitation		268 233		257 258
Loi sur la protection du consommateur		216 300		155 104
Loi de 1986 sur les attractions		148 226		78 769
Loi sur les agences de recouvrement		107 030		81 420

MINISTÈRE DE LA CONSOMMATION ET DU COMMERCE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS (suite)		
Loi sur les renseignements concernant le consommateur	25 000	11 956
Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques	6 800	7 000
Loi sur le contrôle des sports	3 851	6 206
Loi de 1988 sur l'accès à l'information	3 477	113
Loi sur les huissiers	2 000	1 300
	516 591 807	445 268 703
AMENDES ET PÉNALITÉS	134 049	140 854
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes de biens	1 650	2 125
Publications	1 264	1 318
Locations—Commission des sports professionnels	613	1 300
	3 527	4 743
BÉNÉFICES TIRÉS DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE ET DE CONSEILS		
Régie des alcools de l'Ontario	645 000 000	651 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	29 146	5 585
DIVERS		
Commission des courses de l'Ontario, intérêts	95 190	82 875
Chèques en circulation	5 670	12 482
Autres	62 170	14 912
	163 030	110 269
TOTAL DES RECETTES	1 162 110 411	1 096 775 600

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Fonds d'assurance pour l'enregistrement des sûretés mobilières	969 386	798 312
Dépôts au titre de terres étrangères	134 490	69 473
Montants non réclamés	70 899	151 958
Cautionnements de garantie		
Loi sur la protection du consommateur	25 000	25 000
Loi sur les commerçants de véhicules automobiles	10 000	40 000
Loi sur le courtage commercial et immobilier		5 000
Loi sur les huissiers		5 000
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commissaire des sports professionnels	(1 000)	2 000
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 208 775	1 096 743

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-154

CONSERVATION DU PATRIMOINE 4-156

DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES 4-158

COMMUNICATIONS 4-162

BIBLIOTHÈQUES ET INFORMATION COMMUNAUTAIRE 4-164

SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET SERVICES RÉGIONAUX 4-166

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-154

SOMMAIRE 4-153

ÉTAT DES RECETTES 4-168

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988	PROGRAMMES	1988-1989	
Dépenses réelles		Crédits autorisés	Dépenses réelles
$		$	$
10 863 828	Administration du ministère	11 252 043	10 924 590
16 430 127	Conservation du patrimoine	18 296 200	17 792 938
141 171 218	Développement culturel et institutions culturelles	154 637 400	153 571 620
3 713 637	Communications	3 472 400	3 223 266
39 923 944	Bibliothèques et information communautaire	41 603 600	41 601 917
26 198 118	Subventions d'immobilisation et services régionaux	29 239 800	29 210 292
238 300 872	**Total du ministère**	258 501 443	256 324 623
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
238 300 872	Total des dépenses	258 501 443	256 324 623

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1101				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 320 300	172 700	1 493 000	Bureau principal	1 470 914
2	1 070 200	164 700	1 234 900	Services financiers	1 195 026
3	2 164 100	578 400	2 742 500	Fournitures et services de bureau	2 732 351
4	1 627 700		1 627 700	Services du personnel	1 429 213
5	1 646 200	35 000	1 681 200	Services d'information	1 679 462
6	235 100	307 300	542 400	Services juridiques	514 918
7	455 400	74 900	530 300	Services de vérification	511 107
8	1 330 800	40 500	1 371 300	Services de développement des systèmes	1 357 022
	9 849 800	1 373 500	11 223 300		10 890 013
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 483
	9 878 543	1 373 500	11 252 043	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 924 590

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités ayant pour objet de fournir des services administratifs et de soutien aux programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1101

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 020 175
Avantages sociaux	140 710
Transports et communications	128 918
Services	115 406
Fournitures et matériel	65 705
	1 470 914

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 483

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	988 608
Avantages sociaux	148 881
Transports et communications	5 850
Services	32 837
Fournitures et matériel	18 850
	1 195 026

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 214 730
Avantages sociaux	182 845
Transports et communications	667 125
Services	274 740
Fournitures et matériel	392 911
	2 732 351

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	789 771
Avantages sociaux	172 320
Transports et communications	77 315
Services	358 335
Fournitures et matériel	31 472
	1 429 213

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	795 567
Avantages sociaux	128 367
Transports et communications	81 927
Services	559 338
Fournitures et matériel	114 263
	1 679 462

Services juridiques (Poste 6)	
Traitements et salaires	116 350
Avantages sociaux	4 321
Transports et communications	11 718
Services	348 969
Fournitures et matériel	33 560
	514 918

Services de vérification (Poste 7)	
Traitements et salaires	415 975
Avantages sociaux	50 369
Transports et communications	4 817
Services	16 544
Fournitures et matériel	23 402
	511 107

Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	359 969
Avantages sociaux	73 398
Transports et communications	1 736
Services	851 043
Fournitures et matériel	70 876
	1 357 022

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	10 924 590

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1102				**PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE**	
1	3 157 500		3 157 500	Archives publiques	3 115 449
2	15 138 700		15 138 700	Administration du patrimoine	14 677 489
	18 296 200		18 296 200	TOTAL POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE	17 792 938

Description du programme :

Ce programme vise à rendre le grand public davantage conscient du patrimoine architectural, archéologique et culturel de l'Ontario et à mieux en apprécier la valeur; les connaissances qu'il acquerra sur notre passé lui permettront de mieux le comprendre et de participer au développement culturel, économique et social de la province.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE — CRÉDIT 1102

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Archives publiques (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 031 294
Avantages sociaux	395 307
Transports et communications	59 708
Services	344 843
Fournitures et matériel	284 297
	3 115 449

Administration du patrimoine (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		3 063 193
Avantages sociaux		430 898
Transports et communications		314 051
Services		779 729
Fournitures et matériel		231 315
Paiements de transfert		
Capital		
Conservation de l'architecture en Ontario	1 461 962	
Fonctionnement		
Subventions aux musées locaux	3 016 475	
Subventions aux sociétés historiques et pour l'achat de plaques	265 698	
Subventions pour la série d'études historiques sur l'Ontario	155 000	
Subventions de soutien au patrimoine	913 979	
Subventions à la Fondation du patrimoine ontarien	2 580 200	
Société d'histoire multiculturelle	443 400	
Subventions pour projets	1 287 155	10 123 869
		14 943 055
Moins : Recouvrements d'autres ministères		265 566
		14 677 489
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONSERVATION DU PATRIMOINE		17 792 938

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1103				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES**	
1	12 596 800		12 596 800	Soutien aux arts	12 443 783
2	116 345 900	1 751 100	118 097 000	Industries et organismes culturels	118 083 856
3	15 081 500	256 200	15 337 700	Centre des sciences de l'Ontario	15 337 262
4	8 605 900		8 605 900	Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	7 706 719
	152 630 100	2 007 300	154 637 400	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES	153 571 620

Description du programme :

Ce programme a pour objet de promouvoir l'excellence et d'encourager la participation aux activités culturelles et de servir de cadre au développement et à l'expansion futurs dans les domaines social et économique, au niveau des groupes culturels et de l'ensemble de la population, afin de garantir le droit de libre expression et de créer un milieu progressiste dans lequel nous pourrons préserver notre patrimoine culturel, y avoir accès et rehausser la qualité de nos loisirs.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES — CRÉDIT 1103

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Soutien aux arts (Poste 1)		$
Traitements et salaires		825 956
Avantages sociaux		139 934
Transports et communications		54 768
Services		447 005
Fournitures et matériel		18 961
Paiements de transfert	$	
Subventions pour prix de théâtre	32 600	
Subventions de soutien à la culture	4 054 553	
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération	189 684	
Subventions pour projets	3 979 022	
Programme "Investissement dans les arts"	2 846 300	11 102 159
		12 588 783
Moins : Recouvrements d'autres ministères		145 000
		12 443 783

Industries et organismes culturels (Poste 2)		$
Traitements et salaires		534 497
Avantages sociaux		54 224
Transports et communications		25 503
Services		193 647
Fournitures et matériel		40 197
Paiements de transfert	$	
Programme ontarien de rayonnement culturel	388 500	
Programme d'aide aux éditeurs	387 527	
Subventions d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	80 500	
Musée des beaux-arts de l'Ontario	7 692 000	
Collection McMichael d'art canadien	2 172 200	
Jardins botaniques royaux	1 460 200	
Société CJRT-FM	1 261 400	
Conseil des arts de l'Ontario	30 024 700	
Office da la télécommunication éducative de l'Ontario	51 146 500	
Musée royal de l'Ontario	20 020 400	
Science Nord	2 934 370	
Subventions pour projets	555 330	
Programme de commercialisation	224 800	118 348 427
		119 196 495
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 112 639
		118 083 856

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES — CRÉDIT 1103 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Centre des sciences de l'Ontario (Poste 3)	$
Traitements et salaires	9 151 222
Avantages sociaux	1 438 062
Transports et communications	388 049
Services	2 039 096
Fournitures et matériel	2 320 833
	15 337 262

Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 084 014
Avantages sociaux	80 218
Transports et communications	224 757
Services	852 097
Fournitures et matériel	231 133
Paiements de transfert	
Projets de la Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	5 234 500
	7 706 719
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET INSTITUTIONS CULTURELLES	153 571 620

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1104				**PROGRAMME DE COMMUNICATIONS**	
1	2 589 200		2 589 200	Administration du programme	2 526 679
2	656 200		656 200	Commission ontarienne des services téléphoniques	612 681
3	227 000		227 000	Immobilisations et construction	83 906
	3 472 400		3 472 400	TOTAL POUR LES COMMUNICATIONS	3 223 266

Description du programme :

Promouvoir les intérêts des usagers des réseaux et services de communications de l'Ontario, accélérer l'acheminement des informations et renforcer les réseaux de communications de l'Ontario, afin de relever le niveau de bien-être économique et social des habitants de la province.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE COMMUNICATIONS — CRÉDIT 1104

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 809 960
Avantages sociaux	219 246
Transports et communications	147 627
Services	245 957
Fournitures et matériel	93 889
Paiements de transfert	
Association canadienne de normalisation	10 000
	2 526 679

Commission ontarienne des services téléphoniques (Poste 2)	
Traitements et salaires	410 943
Avantages sociaux	48 554
Transports et communications	56 515
Services	72 416
Fournitures et matériel	24 253
	612 681

Immobilisations et construction (Poste 3)		$
Traitements et salaires		22 138
Avantages sociaux		967
Transports et communications		18 155
Services		247 103
Fournitures et matériel		1 344
Paiements de transfert		
Capital		2 762 951
		3 052 658
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	2 762 951	
Fonctionnement	205 801	2 968 752
		83 906
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE COMMUNICATIONS		3 223 266

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1105				**PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE**	
1	40 175 900	107 600	40 283 500	Services de bibliothèque	40 283 038
2	1 316 900	3 200	1 320 100	Information communautaire	1 318 879
	41 492 800	110 800	41 603 600	TOTAL POUR LES BIBLIOTHÈQUES ET L'INFORMATION COMMUNAUTAIRE	41 601 917

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir l'orientation et les connaissances spécialisées nécessaires, et d'améliorer l'accessibilité et la diversité des ressources disponibles pour les bibliothèques et les centres d'information communautaire, afin d'encourager la participation du public et de favoriser le développement social et culturel.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 1105

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services de bibliothèque (Poste 1)		$
Traitements et salaires		778 641
Avantages sociaux		97 990
Transports et communications		60 728
Services		104 518
Fournitures et matériel		63 423
Paiements de transfert	$	
Subventions aux bibliothèques publiques	36 374 047	
Subventions aux organisations administrant des bibliothèques	31 200	
Subventions pour projets	1 799 491	
Fonds de développement des bibliothèques	1 008 000	39 212 738
		40 318 038
Moins : Recouvrements d'autres ministères		35 000
		40 283 038

Information communautaire (Poste 2)		$
Traitements et salaires		52 989
Avantages sociaux		7 266
Transports et communications		2 814
Services		551
Fournitures et matériel		2 796
Paiements de transfert	$	
Subventions aux organismes participants	1 002 463	
Subventions pour projets	250 000	1 252 463
		1 318 879
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE BIBLIOTHÈQUES ET D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE		41 601 917

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ETAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1106				**PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX**	
1	24 582 400	1 904 900	26 487 300	Installations communautaires	26 474 217
2	2 682 500	70 000	2 752 500	Services régionaux	2 736 075
	27 264 900	1 974 900	29 239 800	TOTAL POUR LES SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET LES SERVICES RÉGIONAUX	29 210 292

Description du programme :

Ce programme assure le soutien au programme d'immobilisation du ministère, et accorde un soutien consultatif aux programmes du ministère au niveau local, afin d'assurer la participation du public et de permettre à toutes les localités de la province d'avoir accès aux services offerts par le ministère.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX — CRÉDIT 1106

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Installations communautaires (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		118 961
Avantages sociaux		9 996
Transports et communications		8 383
Services		56 835
Fournitures et matériel		14 922
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions provinciales	10 219 685	
Subventions aux communautés	16 045 435	
Entente sur le développement économique et régional	3 694 700	29 959 820
		30 168 917
Moins : Recouvrements d'autres ministères		3 694 700
		26 474 217

Services régionaux (Poste 2)	$
Traitements et salaires	2 106 388
Avantages sociaux	300 455
Transports et communications	285 202
Services	81 665
Fournitures et matériel	152 645
Paiements de transfert	
Subventions pour Expérience 88	689 053
	3 615 408
Moins : Recouvrements d'autres ministères	879 333
	2 736 075
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS D'IMMOBILISATION ET DE SERVICES RÉGIONAUX	29 210 292

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agences de langue française	477 735	322 250
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée	2 481 748	2 211 927
Stationnement	285 752	266 255
	2 767 500	2 478 182
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs et publications	34 908	42 534
Autres	14 856	2 112
	49 764	44 646
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	3 269 808	875 028
Autres	33 258	5 731
	3 303 066	880 759
REDEVANCES		
Livres et publications	2 151	6 310
DIVERS	313 657	113 590
TOTAL DES RECETTES	6 913 873	3 845 737

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-172
- DÉVELOPPEMENT DU NORD 4-174
- TRANSPORTS DU NORD 4-176
- MINES ET MINÉRAUX 4-178
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-172, 4-178
- SOMMAIRE 4-171

ÉTAT DES RECETTES 4-180

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
9 430 125	Administration du ministère	14 401 923	12 784 450
64 026 655	Développement du Nord	108 535 600	100 358 765
127 492 538	Transports du Nord	141 700 000	139 575 354
33 298 073	Mines et minéraux	38 817 323	38 343 954
234 247 391	**Total du ministère**	303 454 846	291 062 523
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
234 247 391	Total des dépenses	303 454 846	291 062 523

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 074 500		2 074 500	Bureau principal	2 052 228
2	676 500		676 500	Analyse et planification	609 562
3	1 552 200		1 552 200	Services d'information	1 549 683
4	352 300		352 300	Services juridiques	317 072
5	1 739 600		1 739 600	Services financiers	1 518 689
6	806 500	11 500	818 000	Services du personnel	806 286
7	5 209 600		5 209 600	Fournitures et services de bureau	4 030 041
8	1 941 600		1 941 600	Services de développement des systèmes	1 861 498
	14 352 800	11 500	14 364 300		12 745 059
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	14 390 423	11 500	14 401 923	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 784 450

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation des principales politiques et la fourniture des ressources administratives et des services de soutien dont le ministère a besoin pour remplir son mandat.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 130 637
Avantages sociaux	104 087
Transports et communications	546 486
Services	173 530
Fournitures et matériel	97 488
	2 052 228

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Analyse et planification (Poste 2)	
Traitements et salaires	388 770
Avantages sociaux	44 906
Transports et communications	29 177
Services	63 537
Fournitures et matériel	83 172
	609 562

Services d'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	648 032
Avantages sociaux	101 553
Transports et communications	101 656
Services	488 740
Fournitures et matériel	209 702
	1 549 683

Services juridiques (Poste 4)	
Transports et communications	27 947
Services	221 571
Fournitures et matériel	67 554
	317 072

Services financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	751 682
Avantages sociaux	165 285
Transports et communications	64 411
Services	224 869
Fournitures et matériel	312 442
	1 518 689

Services du personnel (Poste 6)	$
Traitements et salaires	548 449
Avantages sociaux	66 367
Transports et communications	90 525
Services	45 197
Fournitures et matériel	55 748
	806 286

Fournitures et services de bureau (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 286 550
Avantages sociaux	150 088
Transports et communications	721 841
Services	1 587 744
Fournitures et matériel	682 461
	4 428 684
Moins : Recouvrements d'autres activités	398 643
	4 030 041

Services de développement des systèmes (Poste 8)	
Traitements et salaires	871 789
Avantages sociaux	99 430
Transports et communications	103 191
Services	472 017
Fournitures et matériel	1 914 060
	3 460 487
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 598 989
	1 861 498

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	12 784 450

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2802				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD**	
1	4 121 900	98 100	4 220 000	Administration du programme	4 215 230
2	4 111 700	10 900	4 122 600	Relations communautaires	4 115 170
3	14 000 000		14 000 000	Développement économique	12 894 090
4	27 493 000		27 493 000	Développement social	25 740 997
5	28 700 000		28 700 000	Fonds de développement du Nord de l'Ontario	23 393 278
6	30 000 000		30 000 000	Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario	30 000 000
	108 426 600	109 000	108 535 600	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD	100 358 765

Description du programme :

Ce programme a pour but de fournir une aide financière en vue de favoriser les activités de développement économique du Nord de l'Ontario et d'offrir aux habitants de la région un meilleur accès aux services sociaux et sanitaires.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD — CRÉDIT 2802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 157 735
Avantages sociaux	344 023
Transports et communications	673 418
Services	122 423
Fournitures et matériel	114 391
	4 411 990
Moins : Recouvrements d'autres ministères	196 760
	4 215 230

Relations communautaires (Poste 2)		
Traitements et salaires		2 484 362
Avantages sociaux		343 220
Transports et communications		505 205
Services		249 546
Fournitures et matériel		532 837
		4 115 170

Développement économique (Poste 3)		
Transports et communications		174 758
Services		868 800
Fournitures et matériel		142 965
Paiements de transfert	$	
Capital		
Développement économique communautaire	10 938 224	
Aide à l'industrie	502 501	
Aide à l'agriculture	274 704	
Fonctionnement		
Développement économique communautaire	5 921 302	
Aide à l'agriculture	1 129 289	
Autres initiatives de développement économique	1 048 311	19 814 331
		21 000 854
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	5 019 381	
Fonctionnement	3 087 383	8 106 764
		12 894 090

Développement social (Poste 4)	$	$
Transports et communications		112 031
Services		3 693 570
Fournitures et matériel		1 205 031
Paiements de transfert	$	
Capital		
Aide à l'infrastructure	6 559 004	
Installations de services sociaux et de santé	5 873 443	
Réseau d'accès à l'enseignement à distance	2 129 579	
Assistance financière aux communautés non enregistrées	2 341 805	
Fonctionnement		
Services sociaux et de santé	1 822 806	
Réseau d'accès à l'enseignement à distance	1 826 771	
Autres subventions de développement social	2 210 506	22 763 914
		27 774 546
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	1 749 360	
Fonctionnement	284 189	2 033 549
		25 740 997

Fonds de développement du Nord de l'Ontario (Poste 5)		
Services		2 850 950
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 711 820
Paiements de transfert	$	
Capital	10 776 277	
Fonctionnement	8 054 231	18 830 508
		23 393 278

Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Capital	30 000 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD	100 358 765

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2803				**PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD**	
1	760 000		760 000	Administration du programme	753 511
2	118 110 000		118 110 000	Développement des transports	116 269 334
3	4 500 000		4 500 000	Services aériens	4 499 900
4	18 330 000		18 330 000	Services de chemins de fer et de traversiers	18 052 609
	141 700 000		141 700 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS DU NORD	139 575 354

Description du programme :

Ce programme vise à satisfaire les besoins des habitants du Nord en matière d'accès et de mobilité, et dessert les secteurs économiques dont ils dépendent, en créant et en maintenant une infrastructure et des services de transport multimodaux.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD — CRÉDIT 2803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		470 001
Avantages sociaux		52 621
Transports et communications		156 152
Services		71 111
Fournitures et matériel		3 626
		753 511

Développement des transports (Poste 2)		
Services		249 492
Acquisition/construction de biens immobiliers		106 016 106
Paiements de transfert	$	
Capital		
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario	2 335 438	
Aéroports communautaires	190 783	
Aide au transport communautaire	7 471 515	
Fonctionnement		
Autres programmes de développement des transports	6 000	10 003 736
		116 269 334

Services aériens (Poste 3)		$
Paiements de transfert		
Commission de transports Ontario Northland		4 499 900

Services de chemins de fer et de traversiers (Poste 4)	$	
Paiements de transfert		
Commission de transports Ontario Northland		
Capital	67 387	
Fonctionnement	17 985 222	18 052 609
		18 052 609

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE TRANSPORTS DU NORD	139 575 354

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2804				**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX**	
1	928 200	26 000	954 200	Bureau principal	905 876
2	15 984 100		15 984 100	Exploitation minérale et terres	15 912 400
3	13 486 200		13 486 200	Commission géologique de l'Ontario	13 261 489
4	8 354 200		8 354 200	Services régionaux	8 224 601
5	1 000		1 000	Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale	197
	38 753 700	26 000	38 779 700		38 304 563
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	38 791 323	26 000	38 817 323	TOTAL POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX	38 343 954

Description du programme :

Ce programme vise à stimuler et à réglementer l'utilisation des richesses minérales de la province.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX — CRÉDIT 2804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		628 136
Avantages sociaux		95 886
Transports et communications		85 007
Services		37 666
Fournitures et matériel		59 181
		905 876
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 297
Exploitation minérale et terres (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 720 719
Avantages sociaux		269 173
Transports et communications		198 373
Services		853 885
Fournitures et matériel		814 520
Paiements de transfert	$	
Capital		
Exploration minière de l'Ontario	12 027 730	
Fonctionnement		
Autres subventions au Programme d'exploitation minérale	28 000	12 055 730
		15 912 400

Commission géologique de l'Ontario (Poste 3)		$
Traitements et salaires		7 327 301
Avantages sociaux		775 275
Transports et communications		485 441
Services		3 372 720
Fournitures et matériel		2 760 660
Paiements de transfert	$	
Subventions pour recherches en géoscience	677 178	
Autres subventions pour recherches en géoscience	68 000	
Subvention de fonctionnement au Musée royal de l'Ontario	125 000	870 178
		15 591 575
Moins : Recouvrements d'autres activités		2 330 086
		13 261 489
Services régionaux (Poste 4)		
Traitements et salaires		4 681 139
Avantages sociaux		710 294
Transports et communications		704 712
Services		1 085 781
Fournitures et matériel		1 042 675
		8 224 601
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale (Poste 5)		
Traitements et salaires		2 935 482
Avantages sociaux		126 881
Transports et communications		148 730
Services		913 076
Fournitures et matériel		321 410
		4 445 579
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 445 382
		197
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX		38 343 954

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière (Loi sur les mines)	523 967	580 307
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Énergie, Mines et Ressources		
Entente Canada-Ontario sur l'exploitation minérale	911 238	1 281 203
Via Rail		
Commission de transport Northland Ontario		326 000
Emploi et Immigration Canada		
Projet d'ajustement communautaire de Sudbury		10 719
Expansion industrielle régionale (MEIR)		(72 533)
	911 238	1 545 389
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'enregistrement des exploitations minières	1 033 745	1 335 757
Échantillonage et essais	143 070	166 781
Analyses chimiques et essais	9 601	10 397
	1 186 416	1 512 935
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Dégâts matériels	2 611	786
Confiscations	910	2 800
	3 521	3 586
VENTES ET LOCATIONS		
Concessions minières	253 701	258 316
Permis d'occupation des exploitations minières	90 117	103 453
Autres	105 336	12 507
	449 154	374 276
REDEVANCES		
Publications	297	817
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	120 372	230 685
Autres	1 659	976 760
	122 031	1 207 445
DIVERS	364	475
TOTAL DES RECETTES	3 196 988	5 225 230

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-184
- ÉDUCATION 4-188
- SERVICES ÉDUCATIFS 4-190
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-184, 4-190
- SOMMAIRE 4-183

ÉTAT DES RECETTES 4-192

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-193

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-193

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
33 485 697	Administration du ministère	36 412 023	35 161 181
3 924 963 720	Éducation	4 566 208 400	4 559 090 738
477 577 521	Services éducatifs	497 639 500	516 897 872
4 436 026 938	**Total du ministère**	5 100 259 923	5 111 149 791
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 435 990 325	Total des dépenses	5 100 210 923	5 111 120 117
36 613	Total des comptes créés à des fins spéciales	49 000	29 674
4 436 026 938		5 100 259 923	5 111 149 791

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1301				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	7 461 300	300 000	7 761 300	Bureau principal	7 722 556
2	2 045 400	278 400	2 323 800	Services financiers	2 318 470
3	4 631 400	405 900	5 037 300	Fournitures et services de bureau	4 936 759
4	3 483 500	1 816 500	5 300 000	Services du personnel	5 298 726
5	2 112 800	100 800	2 213 600	Services d'information	2 194 483
6	6 229 800		6 229 800	Analyse et planification	5 170 379
7	976 800	88 600	1 065 400	Services juridiques	1 065 001
8	748 900	47 500	796 400	Services de vérification	787 972
9	5 527 200	70 600	5 597 800	Services de développement des systèmes	5 597 770
	33 217 100	3 108 300	36 325 400		35 092 116
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
L	49 000		49 000	Legs et bourses, Loi sur l'administration financière	29 674
	33 303 723	3 108 300	36 412 023	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 161 181

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à l'exécution des programmes de fonctionnement du ministère de l'Éducation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 463 578
Avantages sociaux		301 417
Transports et communications		213 206
Services		327 951
Fournitures et matériel		224 886
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association canadienne d'éducation	194 600	
Subvention au Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques	714 000	
Subvention au Conseil des ministres de l'Éducation, Canada	277 888	
Subvention à l'Ontario Federation of Home and School Associations	28 000	
Subvention à l'Ontario Federation of School Athletic Associations	54 000	
Subvention à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario	2 430 000	
Subvention à l'Ontario Metis and Non-Status Indian Association	35 000	
Subventions aux United World Colleges	145 600	
Subventions diverses (à verser conformément aux directives du ministre)	268 730	
Subventions à la Canadian League for Educational Exchanges	43 700	4 191 518
		7 722 556

Crédits législatifs	$
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Services financiers (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 865 563
Avantages sociaux	266 314
Transports et communications	34 482
Services	30 655
Fournitures et matériel	121 162
Autres opérations	
Prêts aux étudiants — Passation en charges	294
	2 318 470

Crédits législatifs	$
Comptes créés à des fins spéciales	
Legs et bourses	29 674

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 851 369
Avantages sociaux	375 248
Transports et communications	681 392
Services	914 333
Fournitures et matériel	916 170
	5 738 512
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	801 753
	4 936 759

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 772 934
Avantages sociaux	3 239 350
Transports et communications	48 388
Services	80 269
Fournitures et matériel	157 785
	5 298 726

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 085 138
Avantages sociaux	131 102
Transports et communications	45 991
Services	707 014
Fournitures et matériel	225 238
	2 194 483

Analyse et planification (Poste 6)	$
Traitements et salaires	3 066 233
Avantages sociaux	377 442
Transports et communications	84 518
Services	1 031 383
Fournitures et matériel	610 803
	5 170 379

Services juridiques (Poste 7)	$
Traitements et salaires	540 497
Avantages sociaux	58 416
Transports et communications	22 881
Services	364 842
Fournitures et matériel	78 365
	1 065 001

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1301 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services de vérification (Poste 8)	$
Traitements et salaires	653 530
Avantages sociaux	74 045
Transports et communications	13 743
Services	21 199
Fournitures et matériel	25 455
	787 972

Services de développement des systèmes (Poste 9)	$
Traitements et salaires	3 472 956
Avantages sociaux	454 938
Transports et communications	103 285
Services	3 189 910
Fournitures et matériel	607 419
	7 828 508
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	2 230 738
	5 597 770
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	35 161 181

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1302				**PROGRAMME D'ÉDUCATION**	
1	1 112 600	301 700	1 414 300	Administration du programme	1 411 463
2	12 154 700	1 133 300	13 288 000	Études indépendantes	13 287 964
3	16 670 800	1 000 600	17 671 400	Bureaux régionaux	17 423 009
4	20 804 200		20 804 200	Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement	20 270 603
5	46 045 800		46 045 800	Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales	44 259 302
6	5 802 900		5 802 900	Mise en oeuvre des programmes et liaison	5 167 844
7	3 171 300	344 300	3 515 600	Services spéciaux	3 468 360
8	4 457 666 200		4 457 666 200	Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire	4 453 802 193
	4 563 428 500	2 779 900	4 566 208 400	TOTAL POUR L'ÉDUCATION	4 559 090 738

Description du programme :

En collaboration avec les conseils scolaires, veiller à l'élaboration, la mise en oeuvre et la révision des politiques et des programmes destinés à l'enseignement élémentaire et secondaire dans les écoles ontariennes financées par les fonds publics, et conçus pour répondre aux besoins de tous leurs élèves, afin de leur donner des chances égales d'accès à un enseignement de qualité élevée.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION — CRÉDIT 1302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	751 773
Avantages sociaux	80 944
Transports et communications	109 851
Services	376 847
Fournitures et matériel	92 048
	1 411 463

Études indépendantes (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 243 631
Avantages sociaux	390 603
Transports et communications	761 729
Services	5 187 727
Fournitures et matériel	3 704 274
	13 287 964

Bureaux régionaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	12 482 416
Avantages sociaux	1 499 016
Transports et communications	1 791 902
Services	1 001 499
Fournitures et matériel	648 176
	17 423 009

Aide à l'élaboration de programmes d'enseignement (Poste 4)	
Traitements et salaires	5 364 834
Avantages sociaux	709 340
Transports et communications	1 226 893
Services	11 130 355
Fournitures et matériel	1 839 181
	20 270 603

Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales (Poste 5)	$	
Traitements et salaires		29 491 964
Avantages sociaux		3 985 682
Transports et communications		1 947 696
Services		4 984 447
Fournitures et matériel		3 754 318
Paiements de transfert		
Paiements tenant lieu de taxes municipales	62 550	
Bourses pour élèves-enseignants	32 645	95 195
		44 259 302

Mise en oeuvre des programmes et liaison (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		2 515 495
Avantages sociaux		284 918
Transports et communications		514 881
Services		789 638
Fournitures et matériel		364 235
Paiements de transfert		
Jeunes voyageurs de l'Ontario	499 554	
Programmes d'échanges éducatifs	304 726	804 280
		5 273 447
Moins : Recouvrements d'autres ministères		105 603
		5 167 844

Services spéciaux (Poste 7)	
Traitements et salaires	3 001 774
Avantages sociaux	363 229
Transports et communications	452 220
Services	2 115 797
Fournitures et matériel	943 012
Paiements de transfert	
Programmes de bourses de l'Ontario	1 734 000
	8 610 032
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 141 672
	3 468 360

Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire (Poste 8)	$	
Traitements et salaires		1 655 783
Avantages sociaux		204 836
Transports et communications		59 880
Services		270 526
Fournitures et matériel		389 105
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	537 500 000	
Fonctionnement		
Subventions générales	3 894 853 571	
Programmes d'éducation — Autres	18 868 492	4 451 222 063
		4 453 802 193
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION		**4 559 090 738**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1303				**PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS**	
1	1 514 500		1 514 500	Commission des relations de travail en éducation	1 400 956
2	107 400		107 400	Commission des langues d'enseignement	97 718
3	158 900	28 000	186 900	Administration des écoles provinciales	138 019
4	257 400	118 800	376 200	Conseil de l'éducation franco-ontarienne	333 843
5	957 500		957 500	Commission de planification et de mise en oeuvre	579 812
	2 995 700	146 800	3 142 500		2 550 348
L	441 700 000		441 700 000	Caisse de retraite des enseignants, Loi sur le régime de retraite des enseignants	458 759 604
L	52 797 000		52 797 000	Fonds d'indexation des pensions de retraite — Régime de retraite des enseignants, Loi sur le régime de retraite des enseignants	55 587 920
	497 492 700	146 800	497 639 500	TOTAL POUR LES SERVICES ÉDUCATIFS	516 897 872

Description du programme :

Ce programme sert à financer plusieurs organismes oeuvrant dans le domaine de l'éducation.

Ce programme sert également à effectuer les paiements dus à la Caisse de retraite des enseignants et au Fonds d'indexation des pensions de retraite — Régime de retraite des enseignants au titre des contributions gouvernementales et de la provision constituée pour augmenter les prestations annuelles versées à certains bénéficiaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS — CRÉDIT 1303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission des relations de travail en éducation (Poste 1)	$
Traitements et salaires	661 442
Avantages sociaux	76 652
Transports et communications	174 380
Services	389 152
Fournitures et matériel	99 330
	1 400 956

Commission des langues d'enseignement (Poste 2)	
Traitements et salaires	63 277
Avantages sociaux	5 260
Transports et communications	17 849
Services	10 144
Fournitures et matériel	1 188
	97 718

Administration des écoles provinciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 067
Avantages sociaux	10 561
Transports et communications	2 332
Services	118 915
Fournitures et matériel	1 144
	138 019

Conseil de l'éducation franco-ontarienne (Poste 4)	
Traitements et salaires	62 984
Avantages sociaux	4 647
Transports et communications	71 461
Services	148 099
Fournitures et matériel	46 652
	333 843

Commission de planification et de mise en oeuvre (Poste 5)	
Traitements et salaires	255 834
Avantages sociaux	32 600
Transports et communications	48 385
Services	234 152
Fournitures et matériel	8 841
	579 812

Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignants	$	$
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, Loi sur le régime de retraite des enseignants	337 902 001	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	878 972	337 023 029
Paiements effectués comme suppléments de pension et de rente à certains bénéficiaires admissibles en vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants		106 495 964
Provision constituée en vue de l'augmentation, le cas échéant, des pensions annuelles versées en vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants		15 240 611
		458 759 604

Crédits législatifs Fonds d'indexation des pensions de retraite — Régime de retraite des enseignants	$	
Paiements de transfert		
Contribution gouvernementale, Loi sur l'indexation des régimes de retraite	55 736 679	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	148 759	55 587 920
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ÉDUCATIFS		516 897 872

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Langues officielles dans l'enseignement	42 213 283	43 869 592
Accord sur l'acquisition de la citoyenneté canadienne et l'enseignement des langues	1 577 864	616 690
Commission du régime de retraite des enseignants — Ministère de la Défense nationale	330 494	304 546
Accord sur les jeunes contrevenants	287 487	712 451
	44 409 128	45 503 279
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Paiements au titre de prêts de services	253 515	129 655
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais de scolarité versés par le gouvernement du Canada pour les Indiens inscrits fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	498 428	58 211
Frais de scolarité versés par d'autres provinces pour des non-résidents fréquentant des écoles pour aveugles et sourds de l'Ontario	242 484	335 226
Inspection des écoles secondaires privées	34 355	46 167
Certificats — enseignants, étudiants	26 646	20 021
Transcriptions pour enseignants	13 233	13 798
Cours d'été		69 535
	815 146	542 958
VENTES ET LOCATIONS		
Matériel pédagogique du Centre d'études indépendantes	635 145	407 334
Locaux mis en location	615 471	549 978
Avantages en nature	52 756	62 195
Autres	6 658	13 444
	1 310 030	1 032 951
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	87 832	69 702
Subventions remboursées — Autres	67 068	113 671
Subventions remboursées — Traduction en langue française		88 546
Autres	20 977	3 300
	175 877	275 219
DIVERS	21 534	22 478
TOTAL DES RECETTES	46 985 230	47 506 540

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Prêts aux étudiants — Passation en charges	294	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	294	

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Legs et bourses	49 195	40 886
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	49 195	40 886

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-198

POLITIQUES ET PLANIFICATION 4-200

GESTION ET TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE 4-202

COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO 4-204

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-198

SOMMAIRE 4-197

ÉTAT DES RECETTES 4-206

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
8 212 296	Administration du ministère	9 730 243	9 166 731
4 209 180	Politiques et planification	5 322 700	4 794 440
25 497 601	Gestion et technologie de l'énergie	26 140 200	19 101 514
4 624 781	Commission de l'énergie de l'Ontario	5 380 400	5 113 909
42 543 858	**Total du ministère**	46 573 543	38 176 594
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
42 543 858	Total des dépenses	46 573 543	38 176 594

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1401				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 686 600	275 000	1 961 600	Bureau principal	1 953 348
2	2 229 600	678 000	2 907 600	Services administratifs	2 820 434
3	2 098 800	1 567 900	3 666 700	Services de communications	3 431 764
4	749 600		749 600	Services financiers	638 941
5	416 000		416 000	Services juridiques	287 494
	7 180 600	2 520 900	9 701 500		9 131 981
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le conseil exécutif	30 094
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 656
	7 209 343	2 520 900	9 730 243	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 166 731

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner l'élaboration des politiques et des plans du ministère, et de donner l'orientation générale et le soutien administratif nécessaires à la mise en oeuvre de ces politiques et plans.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 234 009
Avantages sociaux	159 895
Transports et communications	217 434
Services	271 196
Fournitures et matériel	70 814
	1 953 348
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 656
Services administratifs (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 236 924
Avantages sociaux	174 397
Transports et communications	87 280
Services	579 317
Fournitures et matériel	740 444
Paiements de transfert	
Subventions accordées au programme Brigade Jeunesse Ontario	109 886
	2 928 248
Moins : Recouvrements d'autres ministères	107 814
	2 820 434

Services de communications (Poste 3)	$
Traitements et salaires	888 158
Avantages sociaux	131 189
Transports et communications	175 979
Services	1 567 004
Fournitures et matériel	669 434
	3 431 764
Services financiers (Poste 4)	
Traitements et salaires	456 869
Avantages sociaux	85 829
Transports et communications	35 381
Services	55 184
Fournitures et matériel	5 678
	638 941
Services juridiques (Poste 5)	
Transports et communications	10 423
Services	267 004
Fournitures et matériel	10 067
	287 494
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	9 166 731

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1402				**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION**	
1	3 087 800		3 087 800	Approvisionnements et distribution	3 058 572
2	2 234 900		2 234 900	Économie de l'énergie	1 735 868
	5 322 700		5 322 700	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION	4 794 440

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'élaborer des politiques conçues pour améliorer l'approvisionnement en énergie et promouvoir son utilisation rationnelle en Ontario; ses responsables ont pour mission, au nom du gouvernement, de représenter les intérêts de l'Ontario en matière d'énergie devant les autorités et organismes fédéraux et provinciaux.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION — CRÉDIT 1402

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Approvisionnements et distribution (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 371 947
Avantages sociaux	242 215
Transports et communications	215 414
Services	1 197 056
Fournitures et matériel	31 940
	3 058 572

Économie de l'énergie (Poste 2)	$
Traitements et salaires	952 007
Avantages sociaux	165 922
Transports et communications	52 810
Services	307 157
Fournitures et matériel	138 972
Paiements de transfert	
Subventions pour les économies d'énergie	119 000
	1 735 868

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION	4 794 440

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1403				**PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE**	
1	10 720 300		10 720 300	Recherche et développement dans le domaine de l'énergie	9 874 460
2	15 419 900		15 419 900	Gestion de l'énergie	9 227 054
	26 140 200		26 140 200	TOTAL POUR LA GESTION ET LA TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE	19 101 514

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'accélérer la mise au point et l'implantation de techniques, de produits et de pratiques en matière d'énergie, afin d'améliorer la conservation et la gestion de l'énergie en Ontario.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE — CRÉDIT 1403

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Recherche et développement dans le domaine de l'énergie (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 238 310
Avantages sociaux		230 444
Transports et communications		126 421
Services	$	
Capital	58 797	
Fonctionnement	384 954	443 751
Fournitures et matériel		12 259
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux recherches sur l'énergie	1 656 957	
Subventions pour le développement de la production d'énergie	1 956 846	
Subventions pour l'utilisation des déchets comme source d'énergie	2 629 174	
Fonctionnement		
Subventions aux recherches sur l'énergie	583 546	
Subventions pour le développement de la production d'énergie	996 752	7 823 275
		9 874 460

Gestion de l'énergie (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 377 229
Avantages sociaux		239 983
Transports et communications		152 782
Services	$	
Capital	1 515 203	
Fonctionnement	1 427 094	2 942 297
Fournitures et matériel		43 151
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux initiatives de conservation	1 034 343	
Subventions pour l'amélioration du rendement des installations industrielles	596 397	
Subventions pour le centre énergétique de Bruce	2 000 000	
Fonctionnement		
Subventions pour l'information du public en matière d'énergie	137 490	
Subventions aux initiatives de conservation	703 382	4 471 612
		9 227 054
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE GESTION ET DE TECHNOLOGIE DE L'ÉNERGIE		19 101 514

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1404				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO**	
1	5 380 400		5 380 400	Commission de l'énergie de l'Ontario . .	5 113 909
	5 380 400		5 380 400	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	5 113 909

Description du programme :

Ce programme a pour objet de réglementer les sociétés de distribution de gaz naturel et de surveiller les activités d'Ontario Hydro, de manière à concilier les intérêts des investisseurs, des consommateurs et du public en général et à élaborer des arrangements mutuellement avantageux pour tous.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 1404

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission de l'énergie de l'Ontario (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 102 903
Avantages sociaux	349 646
Transports et communications	213 034
Services	2 177 791
Fournitures et matériel	270 535
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO	5 113 909

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Autres projets sur l'énergie à frais partagés	2 473 000	357 341
Prêts de services de personnel	99 190	79 174
Accord Canada-Ontario — conservation d'énergie et énergie renouvelable		146 980
Autres	4 144	
	2 576 334	583 495
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de l'énergie de l'Ontario — frais de requête, de dépôt et d'audience	4 295 814	1 824 975
Société de l'énergie de l'Ontario	80 662	144 525
	4 376 476	1 969 500
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	123 633	46 678
VENTES ET LOCATIONS	23 354	44 234
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements de subventions	302 896	209 466
Autres	5 218	20 876
	308 114	230 342
DIVERS		
Dividendes émises par la Société de l'énergie de l'Ontario	28 000 000	20 000 000
Autres	1 293	2 544
	28 001 293	20 002 544
TOTAL DES RECETTES	35 409 204	22 876 793

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-210
- SERVICES ENVIRONNEMENTAUX 4-214
- CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT 4-218
- PLANIFICATION ET EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS 4-222
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-210, 4-218, 4-222
- SOMMAIRE 4-209

ÉTAT DES RECETTES 4-224

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-225

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-225

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
25 656 705	Administration du ministère	30 392 323	29 899 527
66 509 002	Services environnementaux	82 185 700	75 882 676
75 761 368	Contrôle de l'environnement	89 613 000	83 846 670
238 242 111	Planification et exploitation des services publics	255 781 100	249 539 245
406 169 186	**Total du ministère**	457 972 123	439 168 118
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
384 889 228	Total des dépenses	435 372 123	415 191 591
20 062 136	Total des prêts, avances et dotations en capital	22 600 000	22 355 680
1 217 822	Total des comptes créés à des fins spéciales		1 620 847
406 169 186		457 972 123	439 168 118

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 201 200	25 000	1 226 200	Bureau principal	1 180 871
2	3 384 900	32 000	3 416 900	Services financiers	3 408 798
3	5 135 100		5 135 100	Fournitures et services de bureau	5 134 506
4	4 004 900		4 004 900	Services du personnel	3 841 688
5	3 358 900	198 200	3 557 100	Services d'information	3 556 367
6	7 293 000		7 293 000	Analyse, recherche et planification	7 223 920
7	1 950 800		1 950 800	Services juridiques	1 869 364
8	890 800		890 800	Services de vérification	867 659
9	2 879 900		2 879 900	Services de développement des systèmes	2 776 963
	30 099 500	255 200	30 354 700		29 860 136
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	30 137 123	255 200	30 392 323	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	29 899 527

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services financiers, administratifs, d'élaboration de la politique et de la planification ministerielles, de recherche, d'appui en personnel et de développement des systèmes. Il comprend également des services juridiques et d'information.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	803 908
Avantages sociaux	117 858
Transports et communications	91 273
Services	72 847
Fournitures et matériel	94 985
	1 180 871
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 379 355
Avantages sociaux	371 407
Transports et communications	65 622
Services	488 487
Fournitures et matériel	103 927
	3 408 798
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 560 936
Avantages sociaux	227 452
Transports et communications	580 588
Services	595 648
Fournitures et matériel	2 169 882
	5 134 506
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 265 588
Avantages sociaux	321 111
Transports et communications	192 730
Services	1 051 936
Fournitures et matériel	231 800
Paiements de transfert	
Subvention versée à l'Association des ingénieurs municipaux de l'Ontario	58 000
	4 121 165
Moins : Recouvrements d'autres ministères	279 477
	3 841 688

Services d'information (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		1 171 412
Avantages sociaux		171 035
Transports et communications		211 675
Services		1 480 784
Fournitures et matériel		154 540
Paiements de transfert	$	
Subvention à la Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario	30 000	
Subvention aux conférences sur l'environnement	83 124	
Subventions pour des projets d'information du public en matière d'environnement	199 975	
Subvention à l'organisme Public Focus pour le "Children's Environmental Festival"	50 000	
Subvention à Pollution Probe pour une conférence publique	79 000	442 099
		3 631 545
Moins : Recouvrements d'autres ministères		75 178
		3 556 367
Analyse, recherche et planification (Poste 6)		
Traitements et salaires		1 815 256
Avantages sociaux		229 434
Transports et communications		46 321
Services		2 015 975
Fournitures et matériel		250 717
Paiements de transfert	$	
Subvention pour la recherche sur la protection de l'environnement et de la santé	2 812 217	
Subventions aux universités pour bourses post-doctorat	45 000	
Subventions pour bourses d'excellence en recherche	9 000	2 866 217
		7 223 920

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1501 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services juridiques (Poste 7)	$
Traitements et salaires	47 055
Avantages sociaux	2 092
Transports et communications	157 628
Services	1 575 725
Fournitures et matériel	86 864
	1 869 364

Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	616 971
Avantages sociaux	104 314
Transports et communications	15 611
Services	28 436
Fournitures et matériel	102 327
	867 659

Services de développement des systèmes (Poste 9)	$
Traitements et salaires	1 344 293
Avantages sociaux	211 406
Transports et communications	38 661
Services	541 624
Fournitures et matériel	640 979
	2 776 963

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	29 899 527

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1502				**PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**	
1	261 400	45 400	306 800	Administration du programme	298 847
2	9 278 800	72 600	9 351 400	Ressources atmosphériques	9 351 076
3	23 514 000		23 514 000	Ressources en eau	21 927 012
4	31 472 800		31 472 800	Gestion des déchets	26 765 262
5	17 540 700		17 540 700	Services de laboratoire	17 540 479
	82 067 700	118 000	82 185 700	TOTAL POUR LES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	75 882 676

Description du programme :

Ce programme a pour objet de mettre au point des plans et des programmes visant à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à encourager le recyclage et à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant. Ce programme fournit également des services de laboratoire et des services de soutien techniques spécialisés pour l'exécution des programmes.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	218 211
Avantages sociaux	26 044
Transports et communications	10 427
Services	18 860
Fournitures et matériel	25 305
	298 847

Ressources atmosphériques (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 643 383
Avantages sociaux	643 569
Transports et communications	441 287
Services	2 152 296
Fournitures et matériel	1 470 541
	9 351 076

Ressources en eau (Poste 3)	$	
Traitements et salaires		9 314 561
Avantages sociaux		1 283 340
Transports et communications		789 630
Services		7 306 471
Fournitures et matériel		2 118 777
Paiements de transfert		
Subventions pour les études sur les plages	398 400	
Subvention au Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre	5 000	
Subvention pour les études sur la dépollution	700 833	
Subvention pour le projet Black Creek	10 000	1 114 233
		21 927 012

Gestion des déchets (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		3 475 985
Avantages sociaux		449 585
Transports et communications		209 660
Services		3 200 295
Fournitures et matériel		324 599
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions pour le traitement et l'élimination des déchets et la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération des déchets	12 500 000	
Fonctionnement		
Subventions pour l'amélioration de la gestion des déchets	764 847	
Aide aux municipalités pour le recyclage des déchets	4 941 392	
Aide aux municipalités pour la réduction et la réutilisation des déchets	58 592	
Subventions pour l'enlèvement des déchets domestiques dangereux	298 521	
Subventions pour la réduction, la réutilisation, le recyclage et la récupération (4R) des déchets industriels	293 180	
Subvention au Recycling Council of Ontario	86 106	
Subvention à la bourse canadienne des déchets	25 000	
Subvention à la bourse ontarienne des déchets	72 500	
Subvention au Conservation Council of Ontario	20 000	
Subvention au Pollution Probe	45 000	19 105 138
		26 765 262

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX — CRÉDIT 1502 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services de laboratoire (Poste 5)	$
Traitements et salaires	9 955 786
Avantages sociaux	1 532 544
Transports et communications	367 071
Services	2 962 299
Fournitures et matériel	2 722 779
	17 540 479
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX	75 882 676

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1503				**PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**	
1	18 235 300		18 235 300	Administration du programme	15 236 291
2	1 488 400		1 488 400	Société d'indemnisation environnementale	258 041
3	1 438 100	456 200	1 894 300	Commission des évaluations environnementales	1 841 391
4	12 639 300		12 639 300	Relations intergouvernementales et projets stratégiques	11 340 581
5	28 964 300	2 130 300	31 094 600	Application et exécution des règlements	31 079 806
6	19 051 600	2 764 600	21 816 200	Autorisations environnementales et appui technique	21 753 826
7	2 373 800	71 100	2 444 900	Evaluations environnementales	2 316 734
	84 190 800	5 422 200	89 613 000		83 826 670
L				Fonds en fiducie d'assurance—Loi sur la protection de l'environnement	20 000
	84 190 800	5 422 200	89 613 000	TOTAL POUR LE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	83 846 670

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'exécution des activités destinées à préserver la qualité de l'air, à assurer le maintien de la qualité et de la quantité des eaux souterraines et de surface, à gérer les déchets, à maintenir la qualité de l'eau potable à un niveau satisfaisant, à réglementer l'utilisation des pesticides, et à encourager les responsables de la planification et de la mise en oeuvre des projets à tenir compte de l'environnement. Il vise également à assurer la coordination des mesures relatives aux questions considérées comme particulièrement critiques et des activités entreprises au niveau intergouvernemental.

L'indemnisation des victimes de déversement accidentel est assurée par l'entremise de la Société d'indemnisation environnementale. Un Centre d'intervention en cas de déversement est ouvert 24 heures sur 24 pour permettre la collecte de renseignements et coordonner les enquêtes sur les déversements.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		415 509
Avantages sociaux		43 605
Transports et communications		170 095
Services		13 329 556
Fournitures et matériel		229 899
Paiements de transfert		
Subvention à l'American Public Works Association (Section de l'Ontario)	10 000	
Subvention à l'American Water Works Association (Section de l'Ontario)	7 500	
Subvention à la Pollution Control Association of Ontario	7 500	
Subvention à la ville de Toronto au titre du nettoyage de la rue Berkeley	975 387	
Subvention au South Riverdale Community Health Centre	47 240	1 047 627
		15 236 291

Société d'indemnisation environnementale (Poste 2)		
Traitements et salaires		112 957
Avantages sociaux		11 927
Transports et communications		19 234
Services		74 680
Fournitures et matériel		12 131
Paiements de transfert		
Subventions au titre des indemnités à verser en vertu de la Partie IX de la Loi sur la protection de l'environnement		27 112
		258 041

Commission des évaluations environnementales (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		736 274
Avantages sociaux		76 535
Transports et communications		193 307
Services		508 488
Fournitures et matériel		196 787
Paiements de transfert		
Financement des intervenants :		
Décharge de la municipalité régionale de Halton	30 000	
Évaluation environnementale de la gestion forestière	300 000	330 000
		2 041 391
Moins : Recouvrements d'autres ministères		200 000
		1 841 391

Relations intergouvernementales et projets stratégiques (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		2 278 643
Avantages sociaux		419 483
Transports et communications		486 745
Services		5 375 172
Fournitures et matériel		1 773 299
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche sur les pesticides	392 639	
Subventions pour la lutte contre les termites	500 000	
Subvention à la Coalition cannadienne contre les pluies acides	50 000	
Subvention à l'Institut de recherches politiques	25 000	
Subvention au Rawson Academy of Aquatic Science (Accord sur les Grans Lacs)	39 600	1 007 239
		11 340 581

Application et exécution des règlements (Poste 5)	$
Traitements et salaires	20 229 280
Avantages sociaux	2 796 671
Transports et communications	3 096 953
Services	2 273 237
Fournitures et matériel	2 683 665
	31 079 806

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT — CRÉDIT 1503 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Autorisations environnementales et appui technique (Poste 6)		$
Traitements et salaires		10 524 296
Avantages sociaux		1 476 918
Transports et communications		759 561
Services		1 346 280
Fournitures et matériel		1 826 283
Paiements de transfert	$	
Subventions au titre des ententes prévues à la Partie VII de la Loi sur la protection de l'environnement	5 800 488	
Subvention à la ville de Niagara Falls pour son programme d'inventoriage	20 000	5 820 488
		21 753 826

Évaluations environnementales (Poste 7)	$
Traitements et salaires	1 262 536
Avantages sociaux	140 243
Transports et communications	88 288
Services	667 335
Fournitures et matériel	158 332
	2 316 734
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Fonds en fiducie d'assurance—Loi sur la protection de l'environnement	20 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT	83 846 670

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1504				**PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS**	
1	158 346 400		158 346 400	Services d'ingénierie	150 505 014
2	80 843 000	2 291 700	83 134 700	Exploitation des services publics	83 133 384
3	13 900 000	400 000	14 300 000	Société ontarienne de gestion des déchets	14 300 000
	253 089 400	2 691 700	255 781 100		247 938 398
L				Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario	560 218
L				Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût des biens en immobilisations, Loi sur les ressources en eau de l'Ontario	1 040 629
	253 089 400	2 691 700	255 781 100	TOTAL POUR LA PLANIFICATION ET L'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	249 539 245

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'établissement et la gestion d'installations de traitement des eaux usées, de stations de traitement des eaux et de l'installation provinciale de traitement et d'élimination des déchets industriels.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS — CRÉDIT 1504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services d'ingénierie (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 088 882
Avantages sociaux		307 794
Transports et communications		157 187
Services		738 646
Fournitures et matériel		83 304
Paiements de transfert		
Capital		
Municipalités remplissant les conditions requises pour recevoir une aide		
Projets municipaux		
— Normaux	79 569 638	
— Améliorations municipales spéciales	940 342	
Projets provinciaux	20 486 601	
Études de planification de l'infrastructure	3 247 104	
Restauration des infrastructures	4 407 761	
Restauration des plages	16 122 075	
Priorités régionales	2 933 726	127 707 247
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Dotations en capital destinées à financer l'acquisition d'installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		22 355 680
		153 438 740
Moins : Recouvrements d'autres ministères		2 933 726
		150 505 014

Exploitation des services publics (Poste 2)	$
Traitements et salaires	25 412 778
Avantages sociaux	4 113 752
Transports et communications	1 306 333
Services	16 509 215
Fournitures et matériel	35 791 306
	83 133 384
Société ontarienne de gestion des déchets (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Société ontarienne de gestion des déchets	14 300 000
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	560 218
Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût des biens en immobilisations	1 040 629
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PLANIFICATION ET D'EXPLOITATION DES SERVICES PUBLICS	249 539 245

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la qualité des eaux des Grands Lacs :		
Programme de surveillance	1 493 966	
Programme de construction de réseaux d'assainissement	35 118	629 999
	1 529 084	629 999
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Frais de nettoyage :		
Ontario Hydro	227 498	
Environnement Canada	119 590	
Carry Services Ltd.	66 582	
Ville de Toronto		400 000
General Motors du Canada		145 776
	413 670	545 776
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Contrôle des pesticides	979 129	444 726
Réseaux d'égouts	227 078	200 000
Entreprises de forage de puits	13 025	11 396
	1 219 232	656 122
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	44 632	47 740
Usine de récupération des ressources — recyclage des déchets		226 470
Autres	12 950	6 632
	57 582	280 842
FRAIS D'ABONNEMENT AUX SERVICES PUBLICS	136 669 777	144 719 415
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiement en trop de subventions	617 706	429 407
Paiements tenant lieu de notes de crédit	169 263	15 898
Chèques annulés	97 859	434
Autres	10 951	41
	895 779	445 780
DIVERS		
Frais d'inscription :		
Conférence ontarienne sur les déchets industriels	46 008	37 035
Formation et accréditation	45 854	36 918
Conférence sur les transferts de technologie	6 019	
Règlements de sinistres et versements de dommages-intérêts	80 781	11 074
Intérêts sur comptes débiteurs en souffrance		131 394
Autres	24 952	1 812 314
	203 614	2 028 735
TOTAL DES RECETTES	140 988 738	149 306 669

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Dotations en capital au titre des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		
Paiements effectués par des municipalités au titre de frais de construction ne faisant pas l'objet de financement à long terme	13 592 240	23 196 650
Amortissement de projets susceptibles d'être facturés au taux de service	4 568 421	4 109 225
Paiements effectués par des municipalités au Fonds d'amortissement en vue du recouvrement du coût d'immobilisations	3 066 659	4 347 430
Programme de construction de réseaux d'assainissement	934 428	36 336
Virements du Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	28 592	181 288
Aide provinciale aux municipalités en vue de la réduction des dotations en capital		(71 594)
Autres	3 832 659	2 066 909
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	26 022 999	33 866 244

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Fonds de réserve pour renouvellements, remplacements et imprévus	1 393 835	1 415 870
Moins : Montants transférés au moment de la résiliation des ententes portant sur le compte d'actif correspondant intitulé "Dotations en capital des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets"	(28 592)	(181 288)
Fonds de sécurité pour l'élimination des déchets dans des puits à remblai	65 834	46 855
Fonds en fiducie d'assurance — Loi sur la protection de l'environnement	35 842	
Fonds de fiducie des lieux d'élimination des déchets	10 084	8 608
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 477 003	1 290 045

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

FORMATION PROFESSIONNELLE 4-230

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-230

SOMMAIRE 4-229

ÉTAT DES RECETTES 4-232

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
385 393 121	Formation professionnelle	406 704 243	402 302 573
385 393 121	**Total du ministère**	406 704 243	402 302 573
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
385 393 121	Total des dépenses	406 704 243	402 302 573

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3401				**PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE**	
1	14 940 600	269 600	15 210 200	Administration du ministère	15 161 813
2	231 741 400	106 400	231 847 800	Formation professionnelle	231 767 591
3	159 617 500		159 617 500	Emploi des jeunes	155 338 592
	406 299 500	376 000	406 675 500		402 267 996
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 483
	406 328 243	376 000	406 704 243	TOTAL POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE	402 302 573

Description du programme :

Sensibiliser le public aux avantages économiques et sociaux qui découleraient d'une amélioration de la qualité sur les marchés du travail de l'Ontario en élaborant des stratégies provinciales sur la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et d'autres questions relatives aux ressources humaines; fournir des fonds et des services de soutien au milieu des affaires et aux organisations syndicales pour la formation des ouvriers de l'Ontario; coordonner les efforts du gouvernement concernant l'alphabétisation; administrer un système d'apprentissage pour la formation à des métiers hautement spécialisés; administrer des programmes de formation en cours d'emploi, de soutien de l'emploi et de formation pour les jeunes et les étudiants; donner de meilleures chances d'accès aux programmes de formation et d'emploi aux groupes qui doivent faire face à certaines difficultés sur le marché du travail; et mettre en place et coordonner les structures nécessaires pour permettre la participation du gouvernement fédéral aux programmes de préparation à l'emploi et de formation professionnelle entrepris en Ontario, de manière à contribuer à la croissance économique et à la compétitivité de la province.

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE — CRÉDIT 3401

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du ministère (Poste 1)		$
Traitements et salaires		8 153 623
Avantages sociaux		1 290 052
Transports et communications		952 431
Services		2 867 774
Fournitures et matériel		1 897 933
		15 161 813
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		4 483
Formation professionnelle (Poste 2)		
Traitements et salaires		11 676 006
Avantages sociaux		1 481 387
Transports et communications		1 396 134
Services		2 885 772
Fournitures et matériel		1 040 536
Paiements de transfert	$	
Stratégie de formation professionnelle de l'Ontario	83 842 173	
Société ontarienne de formation	4 000 000	
Programme Transition	1 009 619	
Techniciens et technologistes	3 599 292	
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle	106 600 000	
Programme d'apprentissage	2 802 850	
Entente sur la formation de Toyota	11 433 822	213 287 756
		231 767 591

Emploi des jeunes (Poste 3)		$
Traitements et salaires		3 058 478
Avantages sociaux		333 451
Transports et communications		852 016
Services		2 158 983
Fournitures et matériel		755 417
Paiements de transfert	$	
Formation et emploi des jeunes	133 759 634	
Brigade des jeunes environnementalistes	906 217	134 665 851
Autres opérations		
Programme Expérience Été		13 514 396
		155 338 592
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE FORMATION PROFESSIONNELLE		402 302 573

MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Entente sur la Loi nationale sur la formation professionnelle		
Formation	114 051 082	130 928 108
Caisse d'accroissement des compétences professionnelles		562 500
Autres programmes de formation professionnelle des adultes		
Divers		71 417
	114 051 082	131 562 025
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Chambre avec pension	12 240	32 420
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Gens de métier et apprentis	2 693 370	1 577 024
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de subventions	1 404 701	1 046 466
Autres	63 099	148 521
	1 467 800	1 194 987
DIVERS	26 200	3 569
TOTAL DES RECETTES	118 250 692	134 370 025

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-236

POLITIQUES ET TECHNOLOGIE 4-238

ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES 4-240

EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE 4-247

INDUSTRIE DU NORD 4-244

SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO 4-246

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-236, 4-246

SOMMAIRE 4-235

ÉTAT DES RECETTES 4-248

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-248

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
12 102 890	Administration du ministère	15 768 523	15 249 220
28 162 547	Politiques et technologie	25 917 200	22 232 299
93 559 975	Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries	57 753 500	54 403 461
37 400 372	Expansion de l'industrie et du commerce	41 210 700	37 245 429
4 901 181	Industrie du Nord	6 447 000	2 674 171
84 905 917	Sociétés de développement de l'Ontario	90 230 600	83 511 119
261 032 882	**Total du ministère**	237 327 523	215 315 699
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
172 481 329	Total des dépenses	173 604 523	156 123 915
88 551 553	Total des prêts, avances et dotations en capital	63 723 000	59 191 784
261 032 882		237 327 523	215 315 699

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 514 700	65 800	2 580 500	Bureau principal	2 579 985
2	1 725 400		1 725 400	Services financiers	1 684 146
3	1 127 800		1 127 800	Fournitures et services de bureau	1 126 150
4	1 218 100	24 900	1 243 000	Services du personnel	1 242 823
5	4 282 000		4 282 000	Services d'information	4 068 492
6	574 700		574 700	Services de vérification	531 529
7	557 500		557 500	Analyse et planification	417 074
8	853 800	22 300	876 100	Services juridiques	873 965
9	2 763 900		2 763 900	Services de développement des systèmes	2 685 665
	15 617 900	113 000	15 730 900		15 209 829
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	15 655 523	113 000	15 768 523	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	15 249 220

Description du programme :

Ce programme fournit des services de soutien administratif, juridique, d'information, de planification intégrée et d'autres services de soutien aux programmes opérationnels et à certains organismes du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, ainsi que des services de comptabilité générale au ministère du Tourisme et des Loisirs et à certains de ses organismes.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		1 323 765
Avantages sociaux		233 065
Transports et communications		196 423
Services		594 184
Fournitures et matériel		177 491
Paiements de transfert	$	
Aide aux entreprises victimes de sinistres naturels	2 557	
Subventions spéciales en faveur du développement de l'industrie et du commerce	52 500	55 057
		2 579 985

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	920 342
Avantages sociaux	128 018
Transports et communications	47 229
Services	545 309
Fournitures et matériel	43 248
	1 684 146

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	784 482
Avantages sociaux	92 215
Transports et communications	33 429
Services	34 150
Fournitures et matériel	181 874
	1 126 150

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	826 046
Avantages sociaux	100 469
Transports et communications	55 397
Services	191 344
Fournitures et matériel	73 218
	1 246 474
Moins : Recouvrements d'autres ministères	3 651
	1 242 823

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	911 681
Avantages sociaux	106 574
Transports et communications	197 874
Services	2 300 676
Fournitures et matériel	551 687
	4 068 492

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	391 400
Avantages sociaux	42 880
Transports et communications	12 702
Services	48 442
Fournitures et matériel	36 105
	531 529

Analyse et planification (Poste 7)	
Traitements et salaires	310 929
Avantages sociaux	41 740
Transports et communications	1 256
Services	52 141
Fournitures et matériel	11 008
	417 074

Services juridiques (Poste 8)	
Transports et communications	7 049
Services	852 672
Fournitures et matériel	14 244
	873 965

Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	1 078 888
Avantages sociaux	145 489
Transports et communications	99 907
Services	643 457
Fournitures et matériel	717 924
	2 685 665

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	15 249 220

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2002				**PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE**	
1	290 500	32 200	322 700	Administration du programme	320 369
2	1 022 400		1 022 400	Planification stratégique et coordination	809 259
3	2 258 900	59 800	2 318 700	Politique industrielle et commerciale ...	2 318 649
4	22 253 400		22 253 400	Politique et développement technologiques	18 784 022
	25 825 200	92 000	25 917 200	TOTAL POUR LES POLITIQUES ET LA TECHNOLOGIE	22 232 299

Description du programme :

Ce programme a pour objet de coordonner et d'élaborer des plans stratégiques et des politiques pour l'industrie, le commerce et la technologie; d'élaborer des politiques et des programmes visant à améliorer la croissance et la compétitivité technologique des industries de l'Ontario, et de coordonner les ressources administratives et financières dont les Centres de technologie, la Fondation de recherches de l'Ontario et les Centres d'innovation ont besoin.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE — CRÉDIT 2002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	191 854
Avantages sociaux	43 078
Transports et communications	26 738
Services	19 597
Fournitures et matériel	12 102
Paiements de transfert	
Subventions spéciales de soutien à la technologie	27 000
	320 369

Planification stratégique et coordination (Poste 2)	
Traitements et salaires	515 084
Avantages sociaux	61 988
Transports et communications	24 680
Services	151 339
Fournitures et matériel	56 168
	809 259

Politique industrielle et commerciale (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 335 092
Avantages sociaux	159 551
Transports et communications	95 055
Services	604 284
Fournitures et matériel	124 667
	2 318 649

Politique et développement technologiques (Poste 4)			$
Traitements et salaires			1 479 019
Avantages sociaux			195 040
Transports et communications			224 708
Services			1 992 377
Fournitures et matériel			327 799
Paiements de transfert		$	
Fondation de recherches de l'Ontario			
Capital	$ 676 000		
Fonctionnement	3 700 000	4 376 000	
Centres de technologie de l'Ontario			
Capital	$ 29 169		
Fonctionnement	8 402 586	8 431 755	
Centres d'innovation		821 024	
Junior Achievement		163 000	
Centre d'études de la production industrielle			
Capital		773 300	14 565 079
			18 784 022
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUES ET DE TECHNOLOGIE			22 232 299

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2003				**PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES**	
1	282 300		282 300	Administration du programme	259 460
2	5 495 800		5 495 800	Petites entreprises	5 351 073
3	881 500		881 500	Secteur tertiaire	788 504
4	2 879 300		2 879 300	Développement des entreprises	2 679 761
5	48 214 600		48 214 600	Assistance financière aux industries	45 324 663
	57 753 500		57 753 500	TOTAL POUR L'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES	54 403 461

Description du programme :

Ce programme fournit aux petites entreprises et aux entrepreneurs de l'Ontario l'aide dont ils ont besoin pour assurer le démarrage et l'expansion de leurs activités, élabore des politiques et des programmes pour renforcer le secteur tertiaire et fournit un soutien financier à des projets de développement industriel de grande envergure afin d'améliorer la capacité concurrentielle du secteur privé de l'Ontario.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES — CRÉDIT 2003

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		188 880
Avantages sociaux		28 690
Transports et communications		13 757
Services		14 519
Fournitures et matériel		4 614
Paiements de transfert		
Subventions de soutien au développement de l'industrie		9 000
		259 460

Petites entreprises (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 617 190
Avantages sociaux		203 228
Transports et communications		643 735
Services		1 087 896
Fournitures et matériel		833 315
Paiements de transfert		
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton	60 000	
Centres d'information communautaires pour la petite entreprise	771 459	
Fonds d'encouragement à l'organisation de conférences	22 500	
Subventions de soutien aux petites entreprises	11 750	
Réseau des possibilités d'investissement du Canada	100 000	965 709
		5 351 073

Secteur tertiaire (Poste 3)	$
Traitements et salaires	457 438
Avantages sociaux	69 255
Transports et communications	36 992
Services	163 969
Fournitures et matériel	60 850
	788 504

Développement des entreprises (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		1 294 628
Avantages sociaux		175 654
Transports et communications		181 719
Services		754 929
Fournitures et matériel		189 831
Paiements de transfert		
Subventions aux associations des secteurs		83 000
		2 679 761

Assistance financière aux industries (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		127 222
Avantages sociaux		15 307
Transports et communications		2 216
Services		104 577
Fournitures et matériel		8 607
Paiements de transfert		
Assistance financière aux industries		80 000
Autres opérations		
Capital	$	
Subventions remboursables — Assistance financière aux industries	12 141 777	
Subventions remboursables — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	303 173	12 444 950
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital	$	
Prêts — Assistance financière aux industries	30 823 803	
Prêts — Fonds d'investissement dans l'industrie des pièces automobiles	1 717 981	32 541 784
		45 324 663
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX PETITES ENTREPRISES, AU SECTEUR TERTIAIRE ET AUX INDUSTRIES		54 403 461

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2004				**PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**	
1	572 400		572 400	Administration du programme	354 255
2	25 571 500		25 571 500	Activités internationales	24 635 762
3	11 642 500		11 642 500	Investissement et activités régionales . . .	8 837 039
4	3 424 300		3 424 300	Société internationale de l'Ontario	3 418 373
	41 210 700		41 210 700	TOTAL POUR L'EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	37 245 429

Description du programme :

Ce programme facilite la croissance des entreprises et des organisations de l'Ontario et renforce leur position concurrentielle en les aidant à développer et à élargir leurs activités dans le secteur des ventes à l'exportation; en encourageant les investissements provenant de sources diverses et en renforçant la compétitivité des industries locales, de façon à améliorer les possibilités d'emploi et à augmenter les recettes de la province.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE — CRÉDIT 2004

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires		250 477
Avantages sociaux		51 236
Transports et communications		23 205
Services		27 036
Fournitures et matériel		2 301
		354 255
Activités internationales (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 442 073
Avantages sociaux		627 114
Transports et communications		3 987 111
Services		13 996 022
Fournitures et matériel		1 246 034
Paiements de transfert	$	
Jiangsu, Chine-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie	73 661	
Échanges commerciales	263 747	337 408
		24 635 762
Investissement et activités régionales (Poste 3)		$
Traitements et salaires		4 202 991
Avantages sociaux		706 780
Transports et communications		618 571
Services		2 821 848
Fournitures et matériel		292 730
Paiements de transfert	$	
Développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario	1 000 000	
Fonds d'aide à l'expansion du commerce	806 375	1 806 375
		10 449 295
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 612 256
		8 837 039
Société internationale de l'Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 220 047
Avantages sociaux		181 556
Transports et communications		354 569
Services		352 943
Fournitures et matériel		100 049
Autres opérations		
Fonds d'aide à l'expansion du commerce — subventions remboursables		1 209 209
		3 418 373
TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPANSION DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE		37 245 429

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2005				**PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD**	
1	368 700		368 700	Administration du programme	325 804
2	6 078 300		6 078 300	Région du Nord	2 348 367
	6 447 000		6 447 000	TOTAL POUR L'INDUSTRIE DU NORD	2 674 171

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'orientation de tous les programmes du ministère exécutés par l'entremise des bureaux locaux du Nord de l'Ontario et de participer à l'élaboration des politiques, stratégies et programmes gouvernementaux visant à élargir la base industrielle du Nord.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD — CRÉDIT 2005

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	189 308
Avantages sociaux	31 576
Transports et communications	42 090
Services	53 460
Fournitures et matériel	3 120
Paiements de transfert	
Subvention en faveur de l'industrie du Nord	6 250
	325 804

Région du Nord (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		514 917
Avantages sociaux		59 332
Transports et communications		148 481
Services		31 297
Fournitures et matériel		29 372
Paiements de transfert		
Centre de technologie minière et forestière de l'Ontario		
Capital	11 335	
Fonctionnement	401 048	
Investissement	1 152 585	1 564 968
		2 348 367
TOTAL POUR LE PROGRAMME INDUSTRIE DU NORD		2 674 171

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2006				**PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO**	
1	23 251 900	2 462 800	25 714 700	Société de développement de l'Ontario	25 701 767
2	2 635 000		2 635 000	Société de développement du Nord de l'Ontario	2 207 722
3	3 993 000	2 014 000	6 007 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario	5 699 769
4	13 223 900		13 223 900	Société Innovation Ontario	10 011 641
	43 103 800	4 476 800	47 580 600		43 620 899
L	14 800 000		14 800 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	10 694 889
L	7 200 000		7 200 000	Société de développement de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	8 539 413
L	9 350 000		9 350 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	10 022 420
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement du Nord de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	2 357 132
L	8 500 000		8 500 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur les sociétés de développement	5 932 691
L	1 400 000		1 400 000	Société de développement de l'Est de l'Ontario, Loi sur l'administration financière	2 343 675
	85 753 800	4 476 800	90 230 600	TOTAL POUR LES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO	83 511 119

Description du programme :

Ce programme stimule l'innovation, la création d'emplois et le développement régional en fournissant des services consultatifs et financiers aux chefs d'entreprises de l'Ontario exploitant les technologies modernes.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2006

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Société de développement de l'Ontario (Poste 1)		**$**
Traitements et salaires		5 930 605
Avantages sociaux		945 628
Transports et communications		493 742
Services		1 734 718
Fournitures et matériel		1 490 768
Paiements de transfert	$	
Subside de garantie	681 843	
Nouvelles entreprises	177 590	859 433
Autres opérations	$	
Aide à Allelix en faveur de la biotechnologie	4 410 000	
Garanties honorées	9 236 873	
Bonifications d'intérêts	600 000	14 246 873
		25 701 767
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		8 539 413
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		10 694 889
Société de développement du Nord de l'Ontario (Poste 2)		
Traitements et salaires		661 935
Avantages sociaux		84 982
Transports et communications		225 429
Services		123 857
Fournitures et matériel		25 141
Paiements de transfert		
Subside de garantie		31 438
Autres opérations	$	
Garanties honorées	104 940	
Bonifications d'intérêts	950 000	1 054 940
		2 207 722
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		2 357 132
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		10 022 420
Société de développement de l'Est de l'Ontario (Poste 3)		**$**
Traitements et salaires		457 062
Avantages sociaux		92 202
Transports et communications		163 205
Services		83 663
Fournitures et matériel		11 588
Paiements de transfert		
Subside de garantie		1 423 229
Autres opérations	$	
Garanties honorées	1 568 820	
Bonifications d'intérêt	1 900 000	3 468 820
		5 699 769
Crédits législatifs		
Pertes sur prêts		2 343 675
Prêts, avances et dotations en capital		
Capital		
Programme de prêts		5 932 691
Société Innovation Ontario (Poste 4)		
Traitements et salaires		1 022 691
Avantages sociaux		119 345
Transports et communications		132 147
Services		437 220
Fournitures et matériel		94 921
Paiements de transfert		
Programme de perfectionnement des conseillers commerciaux		705 500
Autres opérations		
Assistance fournie avant le lancement d'une entreprise technologique		7 499 817
		10 011 641
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT DE L'ONTARIO		83 511 119

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE LA TECHNOLOGIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Programme Échanges Canada — Prêt de services	51 843	24 451
Projet de la Banque mondiale de l'éducation		2 276
	51 843	26 727
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Sociétés de développement — traitements et avantages sociaux	1 159 003	1 161 696
Secrétariat municipal du sommet économique	500 000	
Educansult Ltée — Prêt de services	73 030	18 399
Fonds d'appui à l'exportation et d'expansion du commerce — Subventions remboursables	33 815	
Saugeen Economic Development Corporation — Prêt de services	12 789	
Autres	599	4 112
	1 779 236	1 184 207
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'inscription à des conférences et colloques	193 445	88 732
Accord conclu avec les États-Unis sur l'assurance de produits	36 133	128 302
Accès à l'information	569	81
	230 147	217 115
VENTES ET LOCATIONS		
Location du bureau de New York	238 769	265 835
Vente de mobilier et de véhicules excédentaires	54 594	4 427
Location du bureau de San Francisco	23 914	36 946
Location du bureau de Philadelphie		15 102
Autres	1 672	791
	318 949	323 101
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursement de frais — Sociétés de développement	217 465	16 356
Remboursements de dépôts de garantie	56 870	36 361
Remboursements de fournisseurs	48 699	41 931
Programme de stages	14 958	818
Autres	24 584	26 155
	362 576	121 621
DIVERS		
Sociétés de développement — Dividende	10 000 000	
Autres	14 603	27 551
	10 014 603	27 551
TOTAL DES RECETTES	12 757 354	1 900 322

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Dépôts en vertu de contrats — Bureau de Philadelphie		1 811
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES		1 811

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-252
- NORMES FINANCIÈRES 4-254
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-252, 4-254
- SOMMAIRE 4-251

ÉTAT DES RECETTES 4-256

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-256

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-257

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
4 415 856	Administration du ministère	5 039 480	5 035 141
33 387 085	Normes financières	42 763 300	37 022 145
37 802 941	**Total du ministère**	47 802 780	42 057 286
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
30 900 837	Total des dépenses	37 747 480	36 771 679
454 744	Total des prêts, avances et dotations en capital		
6 447 360	Total des comptes créés à des fins spéciales	10 055 300	5 285 607
37 802 941		47 802 780	42 057 286

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	562 800	80 200	643 000	Bureau principal	641 774
2	1 720 600	715 300	2 435 900	Finances et administration	2 433 350
3	856 700	92 100	948 800	Analyse et planification	947 945
4	963 700	39 200	1 002 900	Services juridiques	1 002 775
	4 103 800	926 800	5 030 600		5 025 844
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	4 112 680	926 800	5 039 480	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 035 141

Description du programme :

Ce programme consiste en quatre types d'activités représentant les programmes administratifs du ministère. Le programme d'administration comprend la section d'enquête qui fournit des services de soutien aux bureaux des surintendants des établissements de dépôt et des assurances. Des services de soutien supplémentaires sont fournis par le ministère de la Consommation et du Commerce.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	430 060
Avantages sociaux	82 351
Transports et communications	31 801
Services	61 636
Fournitures et matériel	35 926
	641 774
Crédits législatifs	
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Finances et administration (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 441 277
Avantages sociaux	171 582
Transports et communications	83 977
Services	433 722
Fournitures et matériel	275 771
Paiements de transfert	
Le Conference Board du Canada	35 000
	2 441 329
Moins : Recouvrements d'autres ministères	7 979
	2 433 350

Analyse et planification (Poste 3)	$
Traitements et salaires	665 692
Avantages sociaux	73 058
Transports et communications	33 651
Services	99 824
Fournitures et matériel	75 720
	947 945
Services juridiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	58 147
Avantages sociaux	1 224
Transports et communications	20 303
Services	857 254
Fournitures et matériel	65 847
	1 002 775
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	5 035 141

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1602				**PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES**	
1	6 393 900		6 393 900	Établissements de dépôt	5 962 956
2	3 864 700		3 864 700	Assurances	3 804 161
3	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	
4	10 956 600	715 700	11 672 300	Valeurs mobilières	11 671 932
5	3 552 300	220 000	3 772 300	Régimes de retraite	3 759 926
6	7 003 800		7 003 800	Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario	6 537 563
	31 772 300	935 700	32 708 000		31 736 538
L	1 000		1 000	Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	525
L	10 054 300		10 054 300	Paiements provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles.	5 285 082
	41 827 600	935 700	42 763 300	TOTAL POUR LES NORMES FINANCIÈRES	37 022 145

Description du programme :

Ce programme consiste en six types d'activités visant à assurer la réglementation, la surveillance et l'orientation stratégique des institutions financières de l'Ontario. Le principal objet de ce programme est de défendre les intérêts des particuliers faisant affaire avec le secteur des services financiers, tout en créant un climat commercial propice au renforcement de la capacité concurrentielle de l'Ontario, au Canada et à l'étranger. Pour ce faire, le ministère prescrit la divulgation des éléments essentiels de certaines opérations, notamment les émissions de titres et valeurs mobilières; il exige l'inscription et l'agrément officiel des intermédiaires qui traitent avec le public, afin de garantir le plus haut degré de compétence et d'intégrité; il examine et surveille la situation et les pratiques financières des entreprises. Ce programme comprend en outre, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, l'évaluation et le règlement des demandes d'indemnisation des dégâts et préjudices résultant de la conduite de véhicules automobiles volés, non identifiés ou non assurés. Il administre également la Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario qui est responsable de tenir des audiences publiques et de fixer des taux equitables et raisonnables.

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES — CRÉDIT 1602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Établissements de dépôt (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 172 846
Avantages sociaux	460 808
Transports et communications	190 969
Services	545 729
Fournitures et matériel	375 804
Paiements de transfert	
Intérêts sur les prêts garantis	1 216 800
	5 962 956
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Montants non réclamés	525
Assurances (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 664 069
Avantages sociaux	311 437
Transports et communications	135 582
Services	400 185
Fournitures et matériel	292 888
	3 804 161
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Poste 3)	
Traitements et salaires	953 686
Avantages sociaux	129 681
Transports et communications	39 658
Services	1 042 930
Fournitures et matériel	36 022
	2 201 977
Moins : Recouvrement de dépenses administratives	2 201 977
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Paiement provenant du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	5 285 082

Valeurs mobilières (Poste 4)	$
Traitements et salaires	6 440 672
Avantages sociaux	837 068
Transports et communications	357 264
Services	2 111 880
Fournitures et matériel	1 925 048
	11 671 932
Régimes de retraite (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 398 854
Avantages sociaux	336 766
Transports et communications	160 740
Services	680 602
Fournitures et matériel	182 964
	3 759 926
Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 272 774
Avantages sociaux	178 807
Transports et communications	270 666
Services	3 209 100
Fournitures et matériel	1 566 216
Paiements de transfert	
Association canadienne des consommateurs	40 000
	6 537 563
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES FINANCIÈRES	37 022 145

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECETTES FISCALES		
Échanges avec des parties accordant la réciprocité et sociétés non autorisées	1 720 371	771 388
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Compagnies de prêt et de fiducie	110 540	7 023 603
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Loi sur les valeurs mobilières	13 169 297	12 034 293
Loi sur les assurances	3 396 141	3 599 022
Loi sur les régimes de retraite	2 512 670	2 879 303
Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie	731 031	93 270
Loi sur les courtiers en hypothèques	58 225	84 600
Loi sur les contrats de placement	54 075	50 100
Loi sur les coopératives	18 149	16 410
Loi sur les caisses populaires et les credit unions	8 700	87 029
Loi sur les services hospitaliers et médicaux prépayés		800
	19 948 288	18 844 827
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur la vente à terme de marchandises	242 001	
Loi sur l'inscription des courtiers d'assurances	12 558	28 111
	254 559	28 111
VENTES ET LOCATIONS		
Publications	11 960	2 078 323
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	18 563	148
DIVERS	28 142	1 700
TOTAL DES RECETTES	22 092 423	28 748 100

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Coopers et Lybrand — Mise sous séquestre de Player		1 600 000
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL		1 600 000

MINISTÈRE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles	11 776 191	12 448 351
Montants non réclamés — Credit Unions	28 971	2 752
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	11 805 162	12 451 103

MINISTÈRE DU LOGEMENT

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-262
- INDUSTRIE DU BÂTIMENT 4-266
- LOGEMENTS SOCIAUX 4-268
- POLITIQUE DE LOGEMENTS 4-272
- APPUI AU LOGEMENT 4-274
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-262
- SOMMAIRE 4-261

ÉTAT DES RECETTES 4-276

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-276

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
19 624 827	Administration du ministère	23 281 523	21 940 038
12 762 442	Industrie du bâtiment	7 327 600	6 492 817
276 845 960	Logements sociaux	361 918 600	353 269 508
24 144 272	Politique de logement	50 784 000	36 920 352
	Appui au logement	2 955 000	2 789 433
333 377 501	**Total du ministère**	446 266 723	421 412 148
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
333 377 501	Total des dépenses	446 266 723	421 412 148

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1901				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 334 000	1 016 000	3 350 000	Bureau principal	3 100 817
2	3 004 800		3 004 800	Services d'information	2 823 692
3	1 696 700	188 300	1 885 000	Services financiers	1 877 387
4	1 197 400	192 900	1 390 300	Services du personnel	1 332 411
5	3 449 600		3 449 600	Fournitures et services de bureau	3 032 905
6	6 460 600	157 700	6 618 300	Services de développement des systèmes	6 319 928
7	1 064 200	125 600	1 189 800	Services juridiques	1 183 103
8	608 300		608 300	Services de vérification	552 441
9	1 518 400	229 400	1 747 800	Analyse et planification	1 677 963
	21 334 000	1 909 900	23 243 900		21 900 647
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	21 371 623	1 909 900	23 281 523	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	21 940 038

Description du programme :

Ce programme a pour objet de contribuer à l'établissement des priorités, des directives et des objectifs destinés au ministère du Logement; d'assurer d'une manière effective l'organisation, la gestion et la mise en oeuvre des ressources du ministère; de surveiller les mécanismes de contrôle, et d'établir les normes de rapport et de gestion du ministère. Ce programme assure également des services de soutien administratif et opérationnel au ministère du Logement et au ministère des Affaires municipales, ainsi qu'aux organismes qui en relèvent.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 084 268
Avantages sociaux	286 817
Transports et communications	110 293
Services	538 557
Fournitures et matériel	191 227
	3 211 162
Moins : Recouvrements d'autres activités	110 345
	3 100 817
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Services d'information (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 037 584
Avantages sociaux	140 375
Transports et communications	62 100
Services	2 151 919
Fournitures et matériel	151 253
	3 543 231
Moins : Recouvrements d'autres activités	719 539
	2 823 692
Services financiers (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 741 900
Avantages sociaux	483 522
Transports et communications	65 863
Services	322 113
Fournitures et matériel	157 327
	3 770 725
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 893 338
	1 877 387
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 087 842
Avantages sociaux	235 800
Transports et communications	67 710
Services	184 656
Fournitures et matériel	159 932
	2 735 940
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	1 403 529
	1 332 411

Fournitures et services de bureau (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 788 319
Avantages sociaux	276 252
Transports et communications	382 175
Services	3 004 327
Fournitures et matériel	402 492
	5 853 565
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 820 660
	3 032 905
Services de développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 721 516
Avantages sociaux	380 033
Transports et communications	829 222
Services	6 730 080
Fournitures et matériel	571 652
	11 232 503
Moins : Recouvrements d'autres activités	4 912 575
	6 319 928
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	122 823
Avantages sociaux	3 944
Transports et communications	17 843
Services	1 365 861
Fournitures et matériel	93 486
	1 603 957
Moins : Recouvrements d'autres activités	420 854
	1 183 103
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	886 839
Avantages sociaux	113 900
Transports et communications	68 535
Services	42 388
Fournitures et matériel	15 297
	1 126 959
Moins : Recouvrements d'autres activités	574 518
	552 441

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1901 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Analyse et planification (Poste 9)	$
Traitements et salaires	1 079 272
Avantages sociaux	288 822
Transports et communications	19 742
Services	118 883
Fournitures et matériel	58 801
Paiements de transfert	
Comité intergouvernemental sur la recherche urbaine et régionale	112 443
	1 677 963
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	21 940 038

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1902				**PROGRAMME DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT**	
1	173 200		173 200	Administration du programme	81 482
2	2 457 800		2 457 800	Stratégie pour l'industrie du bâtiment	2 139 756
3	4 598 800	97 800	4 696 600	Services des bâtiments	4 271 579
	7 229 800	97 800	7 327 600	TOTAL POUR L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT	6 492 817

Description du programme :

L'objectif principal du programme consiste à amener le secteur du bâtiment de l'Ontario à créer davantage d'emplois et à prendre de l'expansion en établissant de nouveaux marchés, en augmentant la productivité et en réduisant la réglementation. Ce programme a également pour fonction d'élaborer des lignes de conduite et des normes régissant la construction de nouveaux immeubles, la rénovation et les matériaux de construction. Il assure l'administration des codes du bâtiment et de plomberie de l'Ontario, contribue à l'amélioration des activités du service municipal du bâtiment, et met des programmes de formation à la disposition du secteur du bâtiment.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT — CRÉDIT 1902

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	52 083
Avantages sociaux	6 037
Transports et communications	8 210
Services	14 323
Fournitures et matériel	829
	81 482

Stratégie pour l'industrie du bâtiment (Poste 2)	
Traitements et salaires	800 670
Avantages sociaux	85 920
Transports et communications	96 615
Services	1 137 465
Fournitures et matériel	19 086
	2 139 756

Services des bâtiments (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 859 465
Avantages sociaux		290 341
Transports et communications		341 529
Services		1 276 608
Fournitures et matériel		53 597
Paiements de transfert		
Améliorations aux règlements municipaux rélatifs au bâtiment	200 039	
Institut canadien de l'énergie du bois	250 000	450 039
		4 271 579

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT	6 492 817

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1903				**PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX**	
1	47 617 600	518 500	48 136 100	Administration du programme	48 127 828
2	114 158 200		114 158 200	Opérations régionales de logement	110 473 104
3	60 900		60 900	Services d'appui techniques	22 311
4	1 277 400		1 277 400	Services de soutien aux locataires	13 365
5	198 286 000		198 286 000	Société de logement de l'Ontario	194 632 900
	361 400 100	518 500	361 918 600	TOTAL POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX	353 269 508

Description du programme :

Ce programme a pour objectif de répondre aux besoins en logements sociaux des habitants de l'Ontario, en collaboration avec le secteur du logement sans but lucratif et des coopératives d'habitation, le secteur privé, d'autres ministères et d'autres niveaux de gouvernement. Ses activités comprennent l'élaboration de programmes de logement social et la mise en oeuvre de programmes de logement social et autres couvrant tous les aspects du marché du logement. Elles consistent notamment à assurer la construction, l'entretien, la gestion et l'administration, pour le compte de la Société de logement de l'Ontario, de logements sociaux destinés aux familles économiquement faibles, aux personnes âgées, aux handicapés et à d'autres personnes admissibles, pour leur permettre de se loger décemment et à un prix abordable.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX — CRÉDIT 1903

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 988 822
Avantages sociaux		221 577
Transports et communications		244 455
Services		821 423
Fournitures et matériel		310 085
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	508 643	
Programme "Libérer pour créer"	12 000	
Fonctionnement		
Aide à l'élaboration de politiques et de programmes de logement	707 830	
Subventions pour les projets d'aide aux sans-abri	129 750	1 358 223
Autres opérations	$	
Capital		
Programme de rénovation des logements de l'Ontario	9 429 118	
Prêts de restauration et de développement du marché des logements locatifs	36 258 131	45 687 249
		50 634 834
Moins : Recouvrements d'autres activités		2 507 006
		48 127 828

Opérations régionales de logement (Poste 2)		$
Traitements et salaires		10 237 019
Avantages sociaux		1 432 729
Transports et communications		1 247 896
Services		2 406 808
Fournitures et matériel		732 998
Paiements de transfert	$	
Capital		
Aide financière à l'aménagement de logements sociaux	171 926	
Fonctionnement		
Aide financière à l'exploitation de logements à but non lucratif	77 791 397	
Subventions à des organisations oeuvrant pour le secteur à but non lucratif	402 025	78 365 348
Autres opérations		
Capital		
Prêts d'aide à l'aménagement de logements à but non lucratif		20 831 328
		115 254 126
Moins : Recouvrements d'autres activités		4 781 022
		110 473 104

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX — CRÉDIT 1903 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services d'appui techniques (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 401 847
Avantages sociaux	247 583
Transports et communications	101 172
Services	363 566
Fournitures et matériel	62 669
	2 176 837
Moins : Recouvrements d'autres activités	2 154 526
	22 311

Services de soutien aux locataires (Poste 4)	
Traitements et salaires	288 848
Avantages sociaux	25 930
Transports et communications	50 042
Services	65 508
Fournitures et matériel	50 571
	480 899
Moins : Recouvrements d'autres activités	467 534
	13 365

Société de logement de l'Ontario (Poste 5)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Réparation des logements publics	32 418 322
Développement du logement rural	6 649 214
Fonctionnement	
Paiements au titre de supplément au loyer	41 672 464
Perte subie sur l'exploitation des logements publics	113 892 900
	194 632 900
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENTS SOCIAUX	353 269 508

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1904				**PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT**	
1	423 000	13 400	436 400	Administration du programme	435 971
2	10 270 800		10 270 800	Politique de développement du marché des logements	4 463 056
3	26 110 700		26 110 700	Réglementation des loyers	23 003 497
4	13 966 100		13 966 100	Conseils de révision des loyers	9 017 828
	50 770 600	13 400	50 784 000	TOTAL POUR LA POLITIQUE DE LOGEMENT	36 920 352

Description du programme :

Ce programme a entre autres pour objectif d'élaborer et de recommender des politiques, des stratégies et des programmes visant à favoriser et à faciliter l'offre en Ontario de logements abordables et convenables, en location et en propriété, y compris la construction de logements, la remise en état de logements anciens et l'utilisation optimale des logements existants. Il coiffe également la mise en application de la Loi sur la réglementation des loyers d'habitation, aux fins de laquelle il prend des décisions sur les demandes de révision des loyers et autres présentées par les locateurs et les locataires; il conseille le public sur tout ce qui a trait à la location résidentielle; il élabore des politiques relatives à la révision des loyers; il gère le registre des loyers d'habitation; et enfin, il examine et recommende les mesures à prendre au sujet des demandes présentées en vertu de la Loi sur la protection du logement locatif et des demandes d'exemption dans le cadre de cette loi. Ce programme coiffe en outre le Conseil de révision des loyers, qui entend les appels des décisions de révision des loyers, et le Conseil des normes de location résidentielle, qui vise à assurer le maintien en état des logements locatifs.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT — CRÉDIT 1904

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	222 791
Avantages sociaux	25 324
Transports et communications	3 757
Services	98 292
Fournitures et matériel	53 291
Paiements de transfert	
Conseil de planification sociale de la communauté urbaine de Toronto	32 516
	435 971

Politique de développement du marché des logements (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 363 667
Avantages sociaux	117 659
Transports et communications	87 705
Services	1 793 542
Fournitures et matériel	75 243
Paiements de transfert	
Subventions pour la préservation et l'augmentation du stock de logements	1 025 240
	4 463 056

Réglementation des loyers (Poste 3)	$
Traitements et salaires	13 832 344
Avantages sociaux	1 656 699
Transports et communications	1 880 902
Services	3 579 526
Fournitures et matériel	2 054 026
	23 003 497

Conseils de révision des loyers (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 140 566
Avantages sociaux	500 459
Transports et communications	620 921
Services	2 739 323
Fournitures et matériel	1 016 559
	9 017 828

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE POLITIQUE DE LOGEMENT	36 920 352

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1905				**PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT**	
1	49 000	83 000	132 000	Administration du programme	131 609
2	97 000		97 000	Priorité au logement	27 485
3	2 446 000	280 000	2 726 000	Accords sur le logement	2 630 339
	2 592 000	363 000	2 955 000	TOTAL POUR L'APPUI AU LOGEMENT	2 789 433

Description du programme :

Ce programme vise à promouvoir la création de logements abordables par ses interventions; à influer sur l'utilisation des terrains gouvernementaux pour la création de logements abordables; à modifier les mécanismes de planification et d'approbation relatifs à l'utilisation des terrains pour la création de logements abordables; et à négocier et à consolider des accords avec les municipalités, le secteur à but non lucratif, les institutions publiques et religieuses, le secteur privé et autres dans le but de fournir des logements abordables.

MINISTÈRE DU LOGEMENT

PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT — CRÉDIT 1905

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	99 978
Avantages sociaux	9 712
Transports et communications	2 998
Services	16 927
Fournitures et matériel	1 994
	131 609

Priorité au logement (Poste 2)	
Transports et communications	2 467
Services	21 030
Fournitures et matériel	3 988
	27 485

Accords sur le logement (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		171 184
Avantages sociaux		9 139
Transports et communications		40 767
Services		102 509
Fournitures et matériel		37 656
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions pour la mise en oeuvre des accords sur l'appui au logement	1 875 000	
Fonctionnement		
Subventions pour les initiatives d'appui au logement	394 084	2 269 084
		2 630 339

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'APPUI AU LOGEMENT	2 789 433

MINISTÈRE DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Frais administratifs—logements sans but lucratif	23 056 329	7 160 679
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Aide à l'aménagement de logements sociaux	9 226 094	8 786 344
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — municipalités	2 284 925	653 455
Remboursement — Programme d'aide au logement communautaire de l'Ontario	826 604	518 016
Projet de conversion des locaux locatifs non résidentiels	772 705	512 696
Programme de rénovation des logements de l'Ontario — particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités	265 380	222 947
Projet pilote de remise en état des logements locatifs	220 436	120 501
Projet de conversion des locaux d'habitation locatifs	6 926	30 810
Subventions et prêts d'encouragement		144 032
Autres	2 483 960	651 045
	16 087 030	11 639 846
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	3 200	2 000
VENTES ET LOCATIONS		
Services de révision des loyers	48 762	37 212
Autres	13 045	9 022
	61 807	46 234
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions aux acheteurs de logement		3 485
Autres	293 472	78 729
	293 472	82 214
DIVERS	368 875	99 749
TOTAL DES RECETTES	39 870 713	19 030 722

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Société de logement de l'Ontario	24 852	26 795
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	24 852	26 795

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO 4-280

SOMMAIRE 4-279

ÉTAT DES RECETTES 4-282

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
1 977 003	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	4 884 100	3 126 567
1 977 003	**Total pour l'Office des affaires autochtones**	4 884 100	3 126 567
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 977 003	Total des dépenses	4 884 100	3 126 567

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2601				**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO**	
1	4 884 100		4 884 100	Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario	3 126 567
	4 884 100		4 884 100	TOTAL POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO	3 126 567

Description du programme :

La direction générale des affaires autochtones de l'Ontario fournit des services de soutien au procureur général dans l'exercice de ses fonctions de ministre délégué aux Affaires autochtones. La direction générale élabore les politiques relatives aux affaires autochtones en général, coordonne l'élaboration des politiques et programmes applicables aux ministères et aux organismes centraux, et recommande des solutions gouvernementales aux questions traitant des affaires autochtones, et négocie les revendications territoriales.

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO — CRÉDIT 2601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 325 571
Avantages sociaux		152 320
Transports et communications		129 561
Services		332 959
Fournitures et matériel		113 369
Paiements de transfert	$	
Soutien fourni dans le cadre des entretiens tripartites et des négociations sur les questions constitutionnelles et sur l'autonomie qui ont lieu entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones	723 846	
Subventions pour l'élaboration des politiques — Affaires autochtones	5 000	
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice	31 426	
Conseil chargé d'étudier la question de l'invalidité causée par le mercure dans la région d'Islington/ Grassy Narrows	7 340	
Participation économique des autochtones	293 175	
Soutien aux négociations sur les ressources et sur l'environnement	12 000	1 072 787
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES AUTOCHTONES		3 126 567

OFFICE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	17 408	1 659
DIVERS	257	17 740
TOTAL DES RECETTES	17 665	19 399

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE 4-286

SOMMAIRE 4-285

ÉTAT DES RECETTES 4-288

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
17 096 153	Office de la condition féminine	17 537 900	16 235 451
17 096 153	**Total pour l'Office de la condition féminine**	17 537 900	16 235 451
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
17 096 153	Total des dépenses	17 537 900	16 235 451

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3901				**PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE**	
1	17 022 100		17 022 100	Direction générale de la condition féminine	15 726 715
2	507 500	8 300	515 800	Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine	508 736
	17 529 600	8 300	17 537 900	TOTAL POUR L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	16 235 451

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a pour fonction de promouvoir l'égalité économique, sociale et juridique des femmes de l'Ontario en établissant des rapports de coopération dans les secteurs public et privé. Elle joue le rôle de conseiller politique principal sur les questions touchant les femmes au sein du gouvernement de l'Ontario; coordonne les politiques du gouvernement provincial relatives à l'égalité des femmes en matière d'emploi, la parité salariale et la violence dans le contexte familial; donne des conseils au secteur des affaires, aux milieux syndicaux et gouvernementaux, aux organisations communautaires et à d'autres groupes sur l'élaboration et l'exécution de programmes, services et ressources visant à améliorer la condition de la femme; informe le public et le sensibilise aux questions intéressant les femmes.

Le Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine donne des conseils indépendants au gouvernement sur les questions intéressant les femmes.

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE — CRÉDIT 3901

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Direction générale de la condition féminine (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 195 413
Avantages sociaux	403 745
Transports et communications	352 088
Services	5 013 137
Fournitures et matériel	881 054
Paiements de transfert	
Subvention pour la fourniture de services et l'élaboration de programmes pour les femmes	4 881 278
	15 726 715

Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (Poste 2)	$
Traitements et salaires	181 624
Avantages sociaux	19 083
Transports et communications	70 727
Services	207 082
Fournitures et matériel	30 220
	508 736
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE	16 235 451

OFFICE DE LA CONDITION FÉMININE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	1 186	10 484
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	11 680	3 761
TOTAL DES RECETTES	12 866	14 245

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES 4-292

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-292

SOMMAIRE 4-291

ÉTAT DES RECETTES 4-294

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
4 654 513	Office des personnes âgées	9 349 733	5 635 246
4 654 513	**Total pour l'Office des personnes âgées**	9 349 733	5 635 246
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
4 654 513	Total des dépenses	9 349 733	5 635 246

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3301				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES**	
1	432 600	19 400	452 000	Bureau principal	451 072
2	8 067 300		8 067 300	Services de l'Office	4 394 563
3	783 700	32 300	816 000	Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or	774 500
	9 283 600	51 700	9 335 300		5 620 135
L	14 433		14 433	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	15 111
	9 298 033	51 700	9 349 733	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	5 635 246

Description du programme :

L'Office centralise les principales mesures prises par le gouvernement en faveur des personnes âgées. Il est notamment responsable de l'élaboration des politiques, de la conception de programmes, de la planification stratégique, de la diffusion de renseignements et de la mise sur pied d'activités promotionnelles à l'intention des personnes âgées.

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES — CRÉDIT 3301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	296 526
Avantages sociaux	22 639
Transports et communications	66 182
Services	23 146
Fournitures et matériel	42 579
	451 072
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre sans portefeuille	15 111

Services de l'Office (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 794 997
Avantages sociaux	204 493
Transports et communications	281 445
Services	547 691
Fournitures et matériel	211 310
Paiements de transfert	
Capital	
Fonds d'accès aux installations	1 500 290
	4 540 226
Moins : Recouvrements d'autres ministères	145 663
	4 394 563
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or (Poste 3)	
Traitements et salaires	121 107
Avantages sociaux	12 751
Transports et communications	344 977
Services	68 689
Fournitures et matériel	226 976
	774 500
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES	5 635 246

OFFICE DES PERSONNES ÂGÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989	1988
	$	$
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	505	333
TOTAL DES RECETTES	505	333

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES 4-298

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-298

SOMMAIRE 4-297

ÉTAT DES RECETTES 4-300

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMME	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
5 854 661	Office des personnes handicapées	7 660 633	6 950 095
5 854 661	**Total pour l'Office des personnes handicapées**	7 660 633	6 950 095
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
5 854 661	Total des dépenses	7 660 633	6 950 095

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1201				**PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES**	
1	420 900	2 200	423 100	Bureau principal	412 750
2	6 985 600		6 985 600	Politique et initiatives communautaires	6 295 729
3	232 100	5 400	237 500	Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées	226 505
	7 638 600	7 600	7 646 200		6 934 984
L	14 433		14 433	Traitement versé au ministre sans portefeuille en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	15 111
	7 653 033	7 600	7 660 633	TOTAL POUR L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	6 950 095

Description du programme :

L'Office des personnes handicapées a pour responsabilité de faire valoir le point de vue de ces personnes lors de l'élaboration des politiques et de la prise des décisions. Il assure également le fonctionnement d'un service central d'information sur les activités et programmes gouvernementaux destinés aux consommateurs handicapés et aux organisations chargées de les représenter, et élabore des initiatives visant à mieux renseigner le public sur les aptitudes et les besoins des personnes handicapées. L'Office assure en outre la liaison avec la collectivité par l'entremise du Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées et d'autres groupes chargés de les représenter. Le Conseil fournit au ministre les avis dont celui-ci peut avoir besoin.

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES — CRÉDIT 1201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		255 319
Avantages sociaux		20 397
Transports et communications		66 472
Services		26 677
Fournitures et matériel		43 885
		412 750
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre sans portefeuille		15 111
Politique et initiatives communautaires (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 357 031
Avantages sociaux		161 652
Transports et communications		187 358
Services		1 043 048
Fournitures et matériel		301 355
Paiements de transfert	$	
Capital		
Fonds d'accès aux installations	1 575 872	
Fonctionnement		
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées	1 313 913	
Subvention versée au Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques	200 500	
Fonds des registres du logement	155 000	3 245 285
		6 295 729

Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées (Poste 3)	$
Traitements et salaires	101 896
Avantages sociaux	10 894
Transports et communications	53 854
Services	42 901
Fournitures et matériel	16 960
	226 505
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES	6 950 095

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 330	175
TOTAL DES RECETTES	1 330	175

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- AVOCAT DE LA COURONNE 4-304
- SERVICES ADMINISTRATIFS 4-306
- SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR 4-308
- SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE 4-310
- SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF 4-312
- ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX 4-314
- TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS 4-316
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-304, 4-310, 4-314
- SOMMAIRE 4-303

ÉTAT DES RECETTES 4-318

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
94 142 931	Avocat de la Couronne	116 087 723	115 667 318
22 872 190	Services administratifs	23 646 700	23 349 467
14 505 222	Services du tuteur et du curateur	15 728 800	15 726 326
49 331 193	Services juridiques de la Couronne	52 744 100	52 926 564
2 534 138	Services du conseiller législatif	3 550 300	3 142 693
180 379 016	Administration des tribunaux	185 526 600	184 862 051
17 847 389	Tribunaux administratifs	20 372 500	19 650 335
381 612 079	**Total du ministère**	417 656 723	415 324 754
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
381 612 079	Total des dépenses	417 656 723	415 324 754

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
301				**PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE**	
1	984 200		984 200	Procureur général	831 118
2	3 952 800	196 300	4 149 100	Sous-procureur général	4 073 407
3	100 213 500	7 027 700	107 241 200	Élaboration des politiques	107 235 415
4	1 225 000	37 900	1 262 900	Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	1 153 522
5	2 399 100	13 600	2 412 700	Commissions royales	2 334 465
	108 774 600	7 275 500	116 050 100		115 627 927
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	108 812 223	7 275 500	116 087 723	TOTAL POUR L'AVOCAT DE LA COURONNE	115 667 318

Description du programme :

Ce programme assure l'orientation et le contrôle de l'administration de la justice en Ontario, ainsi que la contribution provinciale au Régime d'aide juridique de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE — CRÉDIT 301

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Procureur général (Poste 1)	$
Traitements et salaires	643 450
Avantages sociaux	36 944
Transports et communications	36 563
Services	81 800
Fournitures et matériel	32 361
	831 118
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Sous-procureur général (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 804 015
Avantages sociaux	480 927
Transports et communications	160 621
Services	442 829
Fournitures et matériel	185 015
	4 073 407

Élaboration des politiques (Poste 3)	$	$
Traitements et salaires		1 638 328
Avantages sociaux		198 980
Transports et communications		52 638
Services		249 389
Fournitures et matériel		272 006
Paiements de transfert		
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes	100 000	
Contribution au Fonds d'aide juridique	105 316 200	105 416 200
		107 827 541
Moins : Recouvrements d'autres ministères		592 126
		107 235 415

Recherche juridique (Poste 4) (Commission de réforme du droit de l'Ontario)	
Traitements et salaires	686 614
Avantages sociaux	107 369
Transports et communications	13 158
Services	235 298
Fournitures et matériel	111 083
	1 153 522

Commissions royales (Poste 5)	
Traitements et salaires	275 369
Avantages sociaux	12 497
Transports et communications	55 420
Services	1 717 842
Fournitures et matériel	273 337
	2 334 465

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE L'AVOCAT DE LA COURONNE	115 667 318

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
302				**PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS**	
1	1 606 500	769 400	2 375 900	Bureau principal	2 269 891
2	3 298 300	142 000	3 440 300	Services financiers	3 438 652
3	990 800	64 100	1 054 900	Fournitures et services de bureau	1 054 381
4	2 261 500	98 800	2 360 300	Services du personnel	2 285 253
5	3 503 400		3 503 400	Services d'information	3 502 327
6	1 143 200	39 200	1 182 400	Services de vérification	1 115 496
7	9 708 100	21 400	9 729 500	Services de développement des systèmes	9 682 967
	22 511 800	1 134 900	23 646 700	TOTAL POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS	23 349 467

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs et financiers nécessaires aux programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 302

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		655 016
Avantages sociaux		90 029
Transports et communications		215 697
Services		1 115 396
Fournitures et matériel		363 260
Paiements de transfert		
Subventions — Conseil canadien d'information juridique	25 000	
Bourse du procureur général pour le perfectionnement des juristes	275	
Subventions pour projets spéciaux	750	
Subventions à l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario	90 000	116 025
		2 555 423
Moins : Recouvrements d'autres ministères		285 532
		2 269 891

Services financiers (Poste 2)	$
Traitements et salaires	2 647 817
Avantages sociaux	361 876
Transports et communications	33 883
Services	204 247
Fournitures et matériel	189 389
Paiements de transfert	
Allocations pour circonstances exceptionnelles	1 440
	3 438 652

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	$
Traitements et salaires	836 289
Avantages sociaux	95 393
Transports et communications	37 109
Services	180 252
Fournitures et matériel	296 488
	1 445 531
Moins : Recouvrements d'autres activités	391 150
	1 054 381

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 750 717
Avantages sociaux	271 743
Transports et communications	38 773
Services	114 655
Fournitures et matériel	234 253
	2 410 141
Moins : Recouvrements d'autres activités	124 888
	2 285 253

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	582 107
Avantages sociaux	53 356
Transports et communications	111 959
Services	1 747 082
Fournitures et matériel	575 228
Paiements de transfert	
Soutien aux groupes communautaires et de citoyens	433 095
	3 502 827

Services de vérification (Poste 6)	$
Traitements et salaires	855 404
Avantages sociaux	146 794
Transports et communications	85 638
Services	13 711
Fournitures et matériel	13 949
	1 115 496

Services de développement des systèmes (Poste 7)	$
Traitements et salaires	2 965 426
Avantages sociaux	466 445
Transports et communications	2 894 307
Services	2 333 986
Fournitures et matériel	1 022 803
	9 682 967

	$
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES ADMINISTRATIFS	23 349 467

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
303				**PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR**	
1	7 809 000	325 500	8 134 500	Tuteur public	8 133 061
2	6 880 500	255 400	7 135 900	Curateur public	7 135 132
3	445 700	12 700	458 400	Comptable de la Cour suprême	458 133
	15 135 200	593 600	15 728 800	TOTAL POUR LES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	15 726 326

Description du programme :

Ce programme assure la gestion des fonds en fiducie judiciaire et de ceux constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes frappées d'incapacité mentale, le contrôle des intérêts financiers des oeuvres de bienfaisance, ainsi que la protection et la préservation des droits de retour de la Couronne du chef de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR — CRÉDIT 303

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Tuteur public (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 065 508
Avantages sociaux	387 080
Transports et communications	108 900
Services	4 412 668
Fournitures et matériel	158 905
	8 133 061

Curateur public (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 258 668
Avantages sociaux	619 244
Transports et communications	218 855
Services	807 813
Fournitures et matériel	230 552
	7 135 132

Comptable de la Cour suprême (Poste 3)	$
Traitements et salaires	292 372
Avantages sociaux	41 154
Transports et communications	5 501
Services	108 135
Fournitures et matériel	10 971
	458 133

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU TUTEUR ET DU CURATEUR	15 726 326

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
304				**PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE**	
1	44 027 800	1 826 800	45 854 600	Droit criminel	45 546 575
2	4 689 000	265 000	4 954 000	Droit civil	4 941 690
3	1 460 300	64 500	1 524 800	Droit constitutionnel et politiques	1 522 716
4	322 400	86 300	408 700	Services juridiques fournis à d'autres ministères	385 910
	50 499 500	2 242 600	52 742 100		52 396 891
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	265 233
L	1 000		1 000	Loi sur les instances introduites contre la Couronne	264 440
	50 501 500	2 242 600	52 744 100	TOTAL POUR LES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	52 926 564

Description du programme :

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario dans tous les tribunaux de la province et fournit des services juridiques au gouvernement et à ses organismes.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE — CRÉDIT 304

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Droit criminel (Poste 1)	$
Traitements et salaires	27 629 342
Avantages sociaux	4 044 721
Transports et communications	1 842 994
Services	10 029 199
Fournitures et matériel	1 998 319
Paiements de transfert	
Association des procureurs de la Couronne	2 000
	45 546 575
Crédits législatifs	
Paiements en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	265 233
Droit civil (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 776 337
Avantages sociaux	560 869
Transports et communications	190 689
Services	683 151
Fournitures et matériel	366 891
	5 577 937
Moins : Recouvrements d'autres ministères	636 247
	4 941 690
Crédits législatifs	
Loi sur les instances introduites contre la Couronne	264 440

Droit constitutionnel et politiques (Poste 3)	$
Traitements et salaires	1 023 947
Avantages sociaux	143 063
Transports et communications	73 130
Services	109 159
Fournitures et matériel	173 417
	1 522 716
Services juridiques fournis à d'autres ministères (Poste 4)	
Traitements et salaires	14 757 171
Avantages sociaux	2 345 160
Transports et communications	5 374
Services	170 665
Fournitures et matériel	151 693
	17 430 063
Moins : Recouvrements d'autres ministères au titre de services juridiques fournis par le ministère	17 044 153
	385 910
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES DE LA COURONNE	52 926 564

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
305				**PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF**	
1	3 550 300		3 550 300	Services du conseiller législatif	3 142 693
	3 550 300		3 550 300	TOTAL POUR LES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	3 142 693

Description du programme :

Ce programme fournit des services législatifs aux ministres de la Couronne, aux députés de l'Assemblée législative, aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux particuliers qui soumettent des projets de loi d'intérêt privé. Ce programme fournit également des services de rédaction de textes de projets de loi et de règlements, assure la préparation des registres des lois publiés chaque année, et permet de tenir un registre des règlements de l'Ontario et de les publier.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF — CRÉDIT 305

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services du conseiller législatif (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 985 739
Avantages sociaux	332 396
Transports et communications	39 194
Services	343 773
Fournitures et matériel	441 591
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DU CONSEILLER LÉGISLATIF	3 142 693

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
306				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX**	
1	8 230 900	63 500	8 294 400	Administration du programme	8 041 659
2	156 257 100	6 133 100	162 390 200	Administration de la justice	161 953 050
3	13 939 700	198 300	14 138 000	Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants	14 135 246
	178 427 700	6 394 900	184 822 600		184 129 955
L	211 500		211 500	Allocations aux juges de la Cour suprême, Loi sur les services extrajudiciaires	229 250
L	492 500		492 500	Allocations aux juges, Loi sur les services extrajudiciaires	502 846
	179 131 700	6 394 900	185 526 600	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	184 862 051

Description du programme :

Ce programme fournit les services administratifs dont ont besoin les cours civiles et criminelles de l'Ontario.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX — CRÉDIT 306

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	$	$
Administration du programme (Poste 1)		
Traitements et salaires	1 606 871	
Avantages sociaux	217 617	
Transports et communications	151 913	
Services	991 732	
Fournitures et matériel	1 349 976	
Acquisition/construction de biens immobiliers	2 813 006	
Paiements de transfert		
Programme des travailleurs judiciaires autochtones	910 544	
	8 041 659	
Administration de la justice (Poste 2)		
Traitements et salaires	97 903 659	
Avantages sociaux	15 294 128	
Transports et communications	5 659 636	
Services	35 052 110	
Fournitures et matériel	7 831 457	
Paiements de transfert	212 060	
	161 953 050	
Cour suprême de l'Ontario	$	
Traitements et salaires	8 255 448	
Avantages sociaux	1 197 152	
Transports et communications	547 638	
Services	1 962 706	
Fournitures et matériel	551 045	
Paiements de transfert	$	
Bibliothèque des juges	10 000	
Juge en chef de l'Ontario — Conférences et colloques	3 300	13 300	12 527 289
Cours de district	$	
Traitements et salaires	31 260 740	
Avantages sociaux	3 884 580	
Transports et communications	1 392 866	
Services	8 599 076	
Fournitures et matériel	2 612 817	
Paiements de transfert		
Bibliothèques de droit de comté et de district	9 400	47 759 479
Cours provinciales (Civile)	$	$
Traitements et salaires	1 491 854	
Avantages sociaux	321 537	
Transports et communications	130 667	
Services	2 705 715	
Fournitures et matériel	382 199	5 031 972
Cours provinciales (Criminelle et famille)	$	
Traitements et salaires	56 895 617	
Avantages sociaux	9 890 859	
Transports et communications	3 588 465	
Services	21 784 613	
Fournitures et matériel	4 285 396	
Paiements de transfert	$	
Association des juges de paix	1 000	
Subvention — Service d'orientation des familles de Frontenac	108 160	
Subvention — Nishnawbe Aski Nation	30 000	
Subvention — Centre canadien de la magistrature	50 200	189 360	96 634 310
Crédits législatifs		
Allocations aux juges de la Cour suprême		229 250
Allocations aux juges		502 846
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants (Poste 3)		
Traitements et salaires		6 321 860
Avantages sociaux		631 803
Transports et communications		1 458 538
Services		4 117 678
Fournitures et matériel		1 605 367
		14 135 246
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX		184 862 051

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
307				**PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**	
1	4 068 500	98 600	4 167 100	Commission de révision de l'évaluation foncière	4 163 679
2	132 700	4 800	137 500	Commission de négociation	106 571
3	7 462 300	1 844 400	9 306 700	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	8 730 766
4	5 207 100	327 100	5 534 200	Commission des affaires municipales de l'Ontario	5 530 348
5	1 227 000		1 227 000	Bureau du commissaire aux plaintes du public	1 118 971
	18 097 600	2 274 900	20 372 500	TOTAL POUR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	19 650 335

Description du programme :

Ce programme assure le fonctionnement des tribunaux administratifs prévus par la loi et relevant du procureur général.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS — CRÉDIT 307

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission de révision de l'évaluation foncière (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 214 447
Avantages sociaux	209 903
Transports et communications	566 334
Services	1 013 110
Fournitures et matériel	159 885
	4 163 679

Commission de négociation (Poste 2)	
Traitements et salaires	76 329
Avantages sociaux	10 341
Transports et communications	12 327
Services	6 919
Fournitures et matériel	655
	106 571

Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3)	
Traitements et salaires	987 647
Avantages sociaux	84 765
Transports et communications	120 748
Services	228 220
Fournitures et matériel	96 518
Paiements de transfert	
Indemnisation des victimes d'actes criminels	7 212 868
	8 730 766

Commission des affaires municipales de l'Ontario (Poste 4)	$
Traitements et salaires	4 039 669
Avantages sociaux	570 830
Transports et communications	410 805
Services	254 373
Fournitures et matériel	244 671
Paiements de transfert	
Subvention au titre des rapports de la Commission des affaires municipales de l'Ontario	10 000
	5 530 348

Bureau du commissaire aux plaintes du public (Poste 5)	
Traitements et salaires	853 741
Avantages sociaux	159 629
Transports et communications	19 619
Services	53 740
Fournitures et matériel	32 242
	1 118 971

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS	19 650 335

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Aide juridique — Criminel	23 514 696	19 604 448
— Civil	14 404 285	14 434 845
— Loi sur les jeunes contrevenants	3 694 055	2 030 072
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	918 190	906 620
Services en français	271 056	139 890
Travailleurs judiciaires autochtones	253 101	479 444
Programme Échanges Canada	212 601	158 408
Autres	364 318	270 630
	43 632 302	38 024 357
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Curateur public	6 115 809	6 628 525
Communauté urbaine de Toronto (projet de la police de la communauté urbaine de Toronto en matière de griefs)	1 300 900	
Communauté urbaine de Toronto (contraventions)	721 720	1 331 475
Comptable, Cour suprême de l'Ontario	442 143	429 871
Tuteur public	211 340	232 588
Autres	121 142	33 448
	8 913 054	8 655 907
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Régistraires suppléants	22 510 795	20 939 087
Régistraires	16 998 466	17 109 993
Shérifs	13 054 037	11 753 373
Commission des affaires municipales de l'Ontario	1 081 481	913 061
Cour unifiée de la famille	283 558	345 453
Cours provinciales (Division civile) — greffiers et huissiers	135 056	101 802
Tuteur public	4 523	160 406
Autres	114 336	10 065
	54 182 252	51 333 240
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Cours provinciales		
Division criminelle	105 712 805	99 255 835
Division de la famille	74 025	83 007
Cours de comté et de district	1 277 794	976 283
Réalisation de cautionnements	347 026	258 690
Cautionnements non réclamés et restitutions	57 863	75 679
Cour suprême de l'Ontario	12 318	89 530
Autres	900	9 415
	107 482 731	100 748 439
VENTES ET LOCATIONS		
Photocopies	224 742	107 012
Transcriptions	8 228	10 304
Autres	22 833	21 973
	255 803	139 289
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	74 134	88 124

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
DIVERS		
Intérêts	319 620	283 069
Chèques en circulation et montants non réclamés	302 602	224 845
Dépenses adjugées par les tribunaux	148 490	211 976
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	56 508	59 569
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires au titre de services juridiques fournis à d'autres ministères	13 778	122 531
Curateur public — biens en déshérence	8 000	1 250 380
Autres	294 112	1 138 278
	1 143 110	3 290 648
TOTAL DES RECETTES	215 683 386	202 280 004

MINISTÈRE DU REVENU

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-324
- RECETTES FISCALES ET SUBVENTIONS 4-328
- ÉVALUATION FONCIÈRE 4-332
- CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO 4-334
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-324, 4-328, 4-334
- SOMMAIRE 4-323

ÉTAT DES RECETTES 4-336

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-337

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
26 886 055	Administration du ministère	24 528 923	23 033 742
652 748 787	Recettes fiscales et subventions	690 578 600	662 355 235
96 212 224	Évaluation foncière	103 362 300	102 870 957
10 217 023	Caisse d'épargne de l'Ontario	8 217 200	10 461 632
786 064 089	**Total du ministère**	826 687 023	798 721 566
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
785 952 391	Total des dépenses	826 687 023	798 573 671
111 698	Total des comptes créés à des fins spéciales		147 895
786 064 089		826 687 023	798 721 566

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 273 300		1 273 300	Bureau principal	1 187 267
2	807 700		807 700	Services juridiques	788 293
3	1 255 800	12 700	1 268 500	Services de vérification	1 219 620
4	1 398 100	27 100	1 425 200	Analyse et planification	1 398 931
5	1 841 200	35 800	1 877 000	Services financiers	1 870 897
6	2 194 100	33 700	2 227 800	Fournitures et services de bureau	2 227 301
7	2 487 200	34 500	2 521 700	Services du personnel	2 485 281
8	1 165 700	269 200	1 434 900	Services de communications	1 250 869
9	2 067 700		2 067 700	Gestion des installations	1 953 821
10	1 000	172 000	173 000	Développement des systèmes informatiques	157 500
11	5 901 900		5 901 900	Systèmes et installations	5 213 413
12	3 512 600		3 512 600	Administration des systèmes et recherche	3 245 972
	23 906 300	585 000	24 491 300		22 999 165
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 483
	23 943 923	585 000	24 528 923	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 033 742

Description du programme :

Ce programme administratif, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre du Revenu, regroupe les fonctions de planification, de consultation et de contrôle financier nécessaires pour assurer l'orientation et la gestion générale des programmes opérationnels conformément aux politiques et aux directives législatives du gouvernement de l'Ontario. Il offre des services techniques et professionnels à l'appui des programmes opérationnels afin de réaliser les économies d'échelle inhérentes à la centralisation et à la normalisation du contrôle de gestion.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	735 591
Avantages sociaux	127 267
Transports et communications	107 869
Services	94 132
Fournitures et matériel	122 408
	1 187 267

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 483

Services juridiques (Poste 2)	
Transports et communications	27 651
Services	726 590
Fournitures et matériel	34 052
	788 293

Services de vérification (Poste 3)	
Traitements et salaires	958 751
Avantages sociaux	117 802
Transports et communications	30 448
Services	16 399
Fournitures et matériel	96 220
	1 219 620

Analyse et planification (Poste 4)	
Traitements et salaires	793 762
Avantages sociaux	103 920
Transports et communications	21 877
Services	407 939
Fournitures et matériel	71 433
	1 398 931

Services financiers (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 318 723
Avantages sociaux	173 587
Transports et communications	34 962
Services	312 016
Fournitures et matériel	31 609
	1 870 897

Fournitures et services de bureau (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 442 082
Avantages sociaux	285 898
Transports et communications	342 121
Services	7 189
Fournitures et matériel	150 011
	2 227 301

Services du personnel (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 754 214
Avantages sociaux	244 232
Transports et communications	38 386
Services	379 088
Fournitures et matériel	69 361
	2 485 281

Services de communications (Poste 8)	
Traitements et salaires	589 200
Avantages sociaux	112 531
Transports et communications	85 846
Services	271 981
Fournitures et matériel	191 311
	1 250 869

Gestion des installations (Poste 9)	
Traitements et salaires	427 052
Avantages sociaux	56 595
Transports et communications	887 780
Services	266 753
Fournitures et matériel	315 641
	1 953 821

Développement des systèmes informatiques (Poste 10)	
Traitements et salaires	2 571 813
Avantages sociaux	350 522
Transports et communications	27 158
Services	864 484
Fournitures et matériel	61 322
	3 875 299
Moins : Recouvrements d'autres activités	3 717 799
	157 500

Systèmes et installations (Poste 11)	
Traitements et salaires	1 604 492
Avantages sociaux	188 182
Transports et communications	1 665 055
Services	6 813 074
Fournitures et matériel	287 053
	10 357 856
Moins : Recouvrements d'autres activités	5 344 443
	5 213 413

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3201 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration des systèmes et recherche (Poste 12)	
Traitements et salaires	2 022 891
Avantages sociaux	343 624
Transports et communications	89 338
Services	440 099
Fournitures et matériel	477 391
	3 373 343
Moins : Recouvrements d'autres activités	127 371
	3 245 972
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 033 742

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3202				**PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS**	
1	781 400	17 700	799 100	Administration du programme	766 190
2	2 432 200	74 200	2 506 400	Appels en matière fiscale	2 505 122
3	2 424 800	133 800	2 558 600	Enquêtes spéciales	2 530 026
4	3 007 300	70 300	3 077 600	Recherche sur les recettes et les applications	3 058 015
5	2 761 500	140 700	2 902 200	Services aux contribuables	2 898 611
6	4 948 000	62 700	5 010 700	Centre de données fiscales	5 006 189
7	19 135 100	1 580 600	20 715 700	Imposition des compagnies et autres taxes	20 637 219
8	29 629 200		29 629 200	Taxe sur les carburants et autres taxes	17 267 087
9	24 425 200	809 700	25 234 900	Taxe de vente au détail et autres taxes	25 229 043
10	597 968 200	176 000	598 144 200	Revenu annuel garanti et subventions fiscales	582 309 838
	687 512 900	3 065 700	690 578 600		662 207 340
L				Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	147 895
	687 512 900	3 065 700	690 578 600	TOTAL POUR LES RECETTES FISCALES ET SUBVENTIONS	662 355 235

Description du programme :

Les aspects de ce programme qui concernent les recettes fiscales visent à préserver l'intégrité des systèmes d'autocotisation de l'Ontario qui alimentent le Fonds consolidé du revenu. Des services d'information et d'assistance aux contribuables, ainsi que la déréglementation, favorisent le civisme fiscal, tandis que les vérifications et les enquêtes contribuent à la lutte contre les abus et la fraude fiscale. Le programme comprend l'administration des lois fiscales suivantes: Loi sur l'imposition des compagnies, Loi de l'impôt sur l'exploitation minière, Loi de l'impôt sur le revenu, Loi de la taxe sur l'essence, Loi de la taxe sur le tabac, Loi de la taxe sur les carburants, Loi sur les droits de succession, Loi sur les droits de cession immobilière, Loi sur l'impôt foncier provincial, Loi sur la taxe de vente au détail et Loi de la taxe sur le pari mutuel.

Le programme assure le versement de suppléments de revenu aux personnes âgées dans le cadre du régime de garantie du revenu, tandis que certains retraités sont admissibles à la subvention de la taxe de vente et de l'impôt foncier. En outre, des subventions à l'expansion des petites entreprises sont accordées en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises. Des subventions sont aussi accordées dans le cadre du Régime d'actionnariat des employés, afin d'encourager les employés des petites et moyennes entreprises à acheter des actions ordinaires nouvellement émises par leur employeur.

Le programme fournit également des services d'information et certaines modalités administratives du système de crédits d'impôt concernant l'impôt foncier, ainsi que des crédits d'impôt au titre de la taxe de vente pour les contribuables à faibles revenus âgés de moins de 65 ans, afin de tenir compte de la capacité contributive des individus; il accorde aux contribuables admissibles des abattements au titre de leur contribution au financement des formations politiques, afin de favoriser la participation à la vie politique.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS — CRÉDIT 3202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	562 833
Avantages sociaux	68 523
Transports et communications	36 735
Services	70 495
Fournitures et matériel	27 604
	766 190

Appels en matière fiscale (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 925 254
Avantages sociaux	233 986
Transports et communications	23 260
Services	152 520
Fournitures et matériel	170 102
	2 505 122

Enquêtes spéciales (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 005 227
Avantages sociaux	320 032
Transports et communications	101 498
Services	29 773
Fournitures et matériel	73 496
	2 530 026

Recherche sur les recettes et les applications (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 473 331
Avantages sociaux	210 828
Transports et communications	47 913
Services	591 445
Fournitures et matériel	734 498
	3 058 015

Services aux contribuables (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 097 513
Avantages sociaux	283 593
Transports et communications	322 508
Services	112 853
Fournitures et matériel	82 144
	2 898 611

Centre de données fiscales (Poste 6)	
Traitements et salaires	4 001 769
Avantages sociaux	486 267
Transports et communications	62 420
Services	140 715
Fournitures et matériel	315 018
	5 006 189

Imposition des compagnies et autres taxes (Poste 7)		$
Traitements et salaires		13 854 251
Avantages sociaux		2 306 792
Transports et communications		1 711 806
Services		1 998 065
Fournitures et matériel		766 305
		20 637 219

Taxe sur les carburants et autres taxes (Poste 8)	$	
Traitements et salaires		6 346 945
Avantages sociaux		1 123 367
Transports et communications		484 139
Services		504 646
Fournitures et matériel		1 013 210
Paiements de transfert		
Subventions en vertu de la Loi sur les compagnies pour l'expansion des petites entreprises	7 789 370	
Subventions en vertu du Régime d'actionnariat des employés	5 410	7 794 780
		17 267 087

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Cotisation des régies locales des services publics	110 538

Taxe de vente au détail et autres taxes (Poste 9)	
Traitements et salaires	16 436 184
Avantages sociaux	2 643 220
Transports et communications	3 377 456
Services	1 314 115
Fournitures et matériel	1 458 068
	25 229 043

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	37 357

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS — CRÉDIT 3202 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Revenu annuel garanti et subventions fiscales (Poste 10)		$
Traitements et salaires		6 272 726
Avantages sociaux		902 265
Transports et communications		444 906
Services		1 633 149
Fournitures et matériel		976 800
Paiements de transfert	$	
Système de revenu annuel garanti	112 329 037	
Subventions pour impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario	459 750 955	572 079 992
		582 309 838
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE RECETTES FISCALES ET DE SUBVENTIONS		662 355 235

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3203				**PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE**	
1	319 500		319 500	Administration du programme	294 525
2	1 135 900		1 135 900	Politiques et priorités	963 595
3	855 100		855 100	Services d'évaluation	650 461
4	91 854 300	4 461 900	96 316 200	Bureaux d'évaluation régionaux	96 267 719
5	2 461 400	36 300	2 497 700	Biens fonciers de caractère spécial	2 495 210
6	2 237 900		2 237 900	Services informatiques et développement des systèmes	2 199 447
	98 864 100	4 498 200	103 362 300	TOTAL POUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE	102 870 957

Description du programme :

Ce programme vise à déterminer la valeur imposable de tous les biens fonciers et immobiliers et à établir les rôles d'évaluation utilisés pour fins d'impôt par les gouvernements municipaux. Lorsque la base d'évaluation a changé depuis la dernière notification, un avis d'évaluation est remis au contribuable pour confirmer la nouvelle valeur imposable du bien ainsi que la fraction de la cotisation qui est destinée au soutien scolaire. Le programme prévoit une base équitable d'évaluation pour la répartition des contributions et subventions provinciales aux municipalités et aux conseils scolaires et pour le recouvrement de l'impôt foncier provincial. Lorsque des élections municipales doivent se tenir en cours d'année, le programme procède à un recensement municipal afin de faciliter l'établissement des listes électorales primaires et des données censitaires municipales.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE — CRÉDIT 3203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	185 843
Avantages sociaux	21 070
Transports et communications	12 070
Services	30 249
Fournitures et matériel	10 293
Paiements de transfert	
Subvention à l'Institut des évaluateurs municipaux	35 000
	294 525

Politiques et priorités (Poste 2)	
Traitements et salaires	736 279
Avantages sociaux	94 547
Transports et communications	18 203
Services	62 457
Fournitures et matériel	52 109
	963 595

Services d'évaluation (Poste 3)	
Traitements et salaires	509 378
Avantages sociaux	64 458
Transports et communications	36 091
Services	25 163
Fournitures et matériel	15 371
	650 461

Bureaux d'évaluation régionaux (Poste 4)	$
Traitements et salaires	68 174 701
Avantages sociaux	11 522 904
Transports et communications	10 082 671
Services	4 642 737
Fournitures et matériel	1 943 103
	96 366 116
Moins : Recouvrements d'autres ministères	98 397
	96 267 719

Biens fonciers de caractère spécial (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 660 375
Avantages sociaux	314 275
Transports et communications	156 847
Services	319 858
Fournitures et matériel	43 855
	2 495 210

Services informatiques et développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	850 342
Avantages sociaux	106 882
Transports et communications	20 166
Services	1 184 354
Fournitures et matériel	37 703
	2 199 447

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ÉVALUATION FONCIÈRE	102 870 957

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
L				**PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO**	
				(Loi sur les emprunts publics par voie de dépôts)	
L	8 217 200		8 217 200	Administration	10 461 632
	8 217 200		8 217 200	TOTAL POUR LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO ...	10 461 632

Description du programme :

La Caisse d'épargne de l'Ontario exploite 21 agences. Elle accepte les dépôts des épargnants dans des comptes rémunérés sur lesquels les déposants peuvent effectuer des tirages par chèque. Les liquidités excédant la couverture obligatoire des agences sont déposées auprès du Fonds consolidé du revenu et offrent une source économique de financement à long terme au trésorier de l'Ontario.

Cette affectation réglementaire fournit des crédits de fonctionnement aux 21 agences à valoir sur les sommes que la Caisse doit leur rembourser.

MINISTÈRE DU REVENU

PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO — DÉPENSES PRÉVUES PAR LA LOI

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration (Dépenses prévues par la loi)	$
Traitements et salaires	5 463 075
Avantages sociaux	796 570
Transports et communications	326 055
Services	3 376 321
Fournitures et matériel	499 611
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO	10 461 632

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECETTES FISCALES		
Gouvernement du Canada		
Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers*	11 686 834 292	9 859 134 894
Quote-part de l'impôt sur le revenu des sociétés privées exploitant des services publics	54 008 631	89 903 239
Taxe de vente au détail	7 775 299 910	6 305 045 583
Impôt des sociétés	4 222 508 217	3 599 754 250
Taxe sur l'essence	1 229 553 704	1 035 011 783
Taxe sur le tabac	750 328 723	638 633 611
Droits de cession immobilière	633 688 956	471 210 595
Taxe sur les carburants	308 610 565	290 867 775
Impôt sur les bénéfices miniers	135 299 981	13 285 434
Entente sur l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de la taxe de vente au détail	107 777 512	89 523 003
Taxe sur le pari mutuel	79 180 031	75 001 452
Impôt foncier provincial	5 538 025	5 414 610
Droits de succession	4 738 294	4 267 759
Taxe sur la spéculation foncière	6 484	(33 855)
Taxe sur les carburants pour véhicules automobiles	4 096	37 154
	26 993 377 421	22 477 057 287
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Caisse d'épargne de l'Ontario — remboursement d'avances pour frais d'exploitation	10 461 632	10 217 023
Autres	105 818	90 078
	10 567 450	10 307 101
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	11 835	6 764
VENTES ET LOCATIONS	155 897	127 912
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Compagnies pour l'expansion des petites entreprises	3 499 248	1 886 808
Système de revenu annuel garanti	482 041	442 672
Subventions au titre de l'impôt foncier de l'Ontario	182 472	180 540
Subventions au titre de la taxe de vente de l'Ontario	126 948	102 000
Subvention aux acheteurs d'un logement de l'Ontario	5 066	
Autres	53 537	22 651
	4 349 312	2 634 671
DIVERS		
Recettes non réclamées provenant d'impôts des sociétés	33 601	19 880
Autres	38 981	19 547
	72 582	39 427
TOTAL DES RECETTES	27 008 534 497	22 490 173 162

*Déduction faite de 356 529 686 $ et de 277 212 266 $ pour 1989 et 1988, respectivement, au titre des crédits d'impôt de l'Ontario. Un montant de 3 470 314 $ (1988 — 2 787 734 $) au titre de frais d'administration réclamés par le gouvernement du Canada a également été soustrait de la somme reçue en 1989.

MINISTÈRE DU REVENU

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Cotisation des régies locales des services publics	110 538	111 698
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Taxe de vente au détail	39 470	28 020
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	150 008	139 718

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-342
- TERRES ET EAUX 4-346
- LOISIRS DE PLEIN AIR 4-350
- PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES 4-354
- EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES 4-356
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-342, 4-346, 4-354
- SOMMAIRE 4-341

ÉTAT DES RECETTES 4-358

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-359

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-359

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
74 463 597	Administration du ministère	79 877 723	77 898 670
173 348 012	Terres et eaux	196 470 900	195 543 013
106 767 154	Loisirs de plein air	114 176 600	110 854 705
192 295 594	Produits tirés des ressources	198 642 900	187 033 159
7 165 490	Expérience dans le domaine des ressources	8 208 300	8 185 167
554 039 847	**Total du ministère**	597 376 423	579 514 714
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
552 425 157	Total des dépenses	595 776 423	577 344 341
150 000	Total des prêts, avances et dotations en capital	100 000	200 000
1 464 690	Total des comptes créés à des fins spéciales	1 500 000	1 970 373
554 039 847		597 376 423	579 514 714

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	5 542 400		5 542 400	Bureau principal	5 125 093
2	7 015 000		7 015 000	Services financiers	6 334 978
3	4 717 100		4 717 100	Fournitures et services de bureau	4 440 851
4	4 224 400	1 126 700	5 351 100	Services du personnel	5 326 597
5	4 507 200		4 507 200	Services d'information	4 179 872
6	6 020 100		6 020 100	Services de développement des systèmes	5 364 096
7	1 469 700	44 100	1 513 800	Services juridiques	1 507 126
8	1 123 900	21 800	1 145 700	Services de vérification	1 085 501
9	40 809 600	3 168 100	43 977 700	Administration des régions	43 975 911
	75 429 400	4 360 700	79 790 100		77 340 025
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
L	50 000		50 000	Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	519 254
	75 517 023	4 360 700	79 877 723	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	77 898 670

Description du programme :

Ce programme vise à faciliter la réalisation des buts et objectifs du ministère par l'élaboration et l'évaluation de systèmes et la prestation de services de gestion.

Il comprend un financement destiné à l'administration générale du ministère et aux services de soutien administratif.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 389 466
Avantages sociaux	512 527
Transports et communications	342 782
Services	494 158
Fournitures et matériel	386 160
	5 125 093
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 238 842
Avantages sociaux	532 333
Transports et communications	938 416
Services	703 690
Fournitures et matériel	478 868
Paiements de transfert	
Subvention dans le cadre du programme de recherche sur les ressources renouvelables de l'Ontario	510 101
	6 402 250
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	67 272
	6 334 978
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats	519 254

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	2 101 924
Avantages sociaux	368 930
Transports et communications	767 368
Services	660 234
Fournitures et matériel	930 532
	4 828 988
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	388 137
	4 440 851

Services du personnel (Poste 4)	$
Traitements et salaires	1 891 918
Avantages sociaux	2 913 410
Transports et communications	184 390
Services	168 554
Fournitures et matériel	238 484
	5 396 756
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	70 159
	5 326 597

Services d'information (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 618 026
Avantages sociaux	312 426
Transports et communications	200 675
Services	770 332
Fournitures et matériel	261 502
Paiements de transfert	
Subvention à l'Association forestière de l'Ontario	40 000
	4 202 961
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	23 089
	4 179 872

Services de développement des systèmes (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 981 787
Avantages sociaux	228 340
Transports et communications	292 733
Services	1 466 261
Fournitures et matériel	1 427 770
	5 396 891
Moins : Recouvrements d'autres activités	32 795
	5 364 096

Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	198 578
Avantages sociaux	17 427
Transports et communications	74 620
Services	1 146 960
Fournitures et matériel	69 541
	1 507 126

Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	722 623
Avantages sociaux	188 112
Transports et communications	80 840
Services	17 963
Fournitures et matériel	75 963
	1 085 501

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2701 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration des régions (Poste 9)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	46 614	
Fonctionnement	29 113 782	29 160 396
Avantages sociaux	$	
Capital	2 087	
Fonctionnement	4 865 873	4 867 960
Transports et communications	$	
Capital	2 803	
Fonctionnement	6 120 125	6 122 928
Services	$	
Capital	326 634	
Fonctionnement	5 984 608	6 311 242
Fournitures et matériel	$	
Capital	148 444	
Fonctionnement	13 022 807	13 171 251
		59 633 777
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	536 182	
Fonctionnement	15 121 684	15 657 866
		43 975 911
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		77 898 670

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2702				**PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX**	
1	50 612 200	259 100	50 871 300	Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux	50 871 218
2	45 389 100	312 600	45 701 700	Lutte contre les incendies et services d'aviation	45 492 416
3	19 000 000	38 061 800	57 061 800	Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies	57 061 153
4	22 713 400	278 400	22 991 800	Gestion des terres	22 988 624
5	3 723 500	335 900	4 059 400	Accès aux ressources	4 027 172
6	14 384 900		14 384 900	Levés et cartographie	13 701 761
	155 823 100	39 247 800	195 070 900		194 142 344
L	1 400 000		1 400 000	Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	1 400 669
	157 223 100	39 247 800	196 470 900	TOTAL POUR LES TERRES ET LES EAUX	195 543 013

Description du programme :

Ce programme subventionne l'administration et la protection des terres et des eaux de la Couronne, y compris la gestion de la quantité d'eau, la prévision des crues, la gestion et la disposition des terres du domaine public, la gestion des combustibles minéraux et des agrégats, la coordination et la planification de l'aménagement du territoire, et les services de levés, de cartographie et de télédétection.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux (Poste 1)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	319 930	
Fonctionnement	4 151 240	4 471 170
Avantages sociaux	$	
Capital	9 755	
Fonctionnement	680 988	690 743
Transports et communications	$	
Capital	39 114	
Fonctionnement	316 551	355 665
Services	$	
Capital	508 405	
Fonctionnement	1 412 640	1 921 045
Fournitures et matériel	$	
Capital	279 303	
Fonctionnement	654 806	934 109
Paiements de transfert	$	
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature :		
Frais d'administration	9 093 418	
Activités entreprises dans le cadre des programmes	11 524 453	
Subventions d'immobilisation	22 189 819	
Subvention pour Expérience 1988	990 901	43 798 591
		52 171 323
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	298 715	
Fonctionnement	1 001 390	1 300 105
		50 871 218

Lutte contre les incendies et services d'aviation (Poste 2)	
Traitements et salaires	27 665 808
Avantages sociaux	3 584 247
Transports et communications	3 081 877
Services	7 867 162
Fournitures et matériel	8 532 983
	50 732 077
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	5 239 661
	45 492 416

Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 3)	$
Traitements et salaires	16 372 460
Avantages sociaux	31 854
Transports et communications	1 486 222
Services	30 127 440
Fournitures et matériel	9 043 177
	57 061 153

Gestion des terres (Poste 4)	
Traitements et salaires	13 942 555
Avantages sociaux	2 247 480
Transports et communications	939 711
Services	3 444 389
Fournitures et matériel	1 359 532
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 221 899
Paiements de transfert	
Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité No. 9	56 672
	23 212 238
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	223 614
	22 988 624

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats	1 400 669

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX — CRÉDIT 2702 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Accès aux ressources (Poste 5)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	983 089	
Fonctionnement	1 410 261	2 393 350
Avantages sociaux	$	
Capital	35 671	
Fonctionnement	279 501	315 172
Transports et communications	$	
Capital	60 087	
Fonctionnement	84 110	144 197
Services	$	
Capital	10 670 479	
Fonctionnement	1 264 524	11 935 003
Fournitures et matériel	$	
Capital	1 671 778	
Fonctionnement	605 372	2 277 150
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 171 113
Paiements de transfert		
Capital		
Construction des routes destinées à des compagnies		627 555
		18 863 540
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	14 601 246	
Fonctionnement	235 122	14 836 368
		4 027 172

Levés et cartographie (Poste 6)		$
Traitements et salaires		4 912 549
Avantages sociaux		646 910
Transports et communications		309 939
Services	$	
Capital	8 141	
Fonctionnement	5 594 562	5 602 703
Fournitures et matériel	$	
Capital	897 979	
Fonctionnement	1 706 852	2 604 831
Paiements de transfert		
Subvention à l'Association des arpenteurs de l'Ontario		200
		14 077 132
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		375 371
		13 701 761
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TERRES ET DES EAUX		195 543 013

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2703				**PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR**	
1	45 677 300		45 677 300	Zones de loisirs	42 358 028
2	47 729 600	2 124 900	49 854 500	Gestion de la pêche	49 852 668
3	18 284 500	360 300	18 644 800	Gestion de la faune	18 644 009
	111 691 400	2 485 200	114 176 600	TOTAL POUR LES LOISIRS DE PLEIN AIR	110 854 705

Description du programme :

Ce programme finance un large éventail d'activités de loisirs en plein air, notamment la chasse, l'observation de la faune et de la flore, la pêche sportive, et l'utilisation des parcs provinciaux et autres zones de loisirs. Il assure sur le domaine public, et encourage sur les autres terres et eaux, une vaste gamme d'activités de loisirs en plein air accessibles en tout temps aux habitants de l'Ontario; l'identification et la préservation des éléments spécifiques à la province et représentatifs de ses caractéristiques physiques, biologiques, culturelles et historiques; un apport ininterrompu aux branches d'activités touristiques et connexes de l'économie de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Zones de loisirs (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires	$	
Capital	184 216	
Fonctionnement	21 343 356	21 527 572
Avantages sociaux	$	
Capital	4 703	
Fonctionnement	2 655 919	2 660 622
Transports et communications	$	
Capital	37 444	
Fonctionnement	1 077 073	1 114 517
Services	$	
Capital	2 989 887	
Fonctionnement	4 855 019	7 844 906
Fournitures et matériel	$	
Capital	1 431 863	
Fonctionnement	4 276 663	5 708 526
Acquisition/construction de biens immobiliers		197 645
Paiements de transfert	$	
Remises fiscales sur les terres protégées		
Terres de l'Office de protection de la nature	3 000 486	
Autres terres	222 871	
Subvention à la Conférence fédérale/provinciale sur les parcs	6 782	
Subvention pour la sécurité dans la navigation de plaisance	59 000	
Subvention à l'Association Bruce Trail	40 000	3 329 139
		42 382 927
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		24 899
		42 358 028

Gestion de la pêche (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires	$	
Capital	179 252	
Fonctionnement	27 018 628	27 197 880
Avantages sociaux	$	
Capital	3 861	
Fonctionnement	4 142 560	4 146 421
Transports et communications	$	
Capital	62 516	
Fonctionnement	1 978 821	2 041 337
Services	$	
Capital	673 508	
Fonctionnement	7 663 643	8 337 151
Fournitures et matériel	$	
Capital	336 249	
Fonctionnement	5 666 072	6 002 321
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 996 712
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Ontario Fish Producers' Association	20 000	
Assistance aux pêcheurs commerciaux pour la péréquation des tarifs de transport	96 988	
Ontario Trout Farmers' Association	2 000	
Programme d'encouragement à la production aquicole	57 482	176 470
		49 898 292
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		45 624
		49 852 668

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR — CRÉDIT 2703 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Gestion de la faune (Poste 3)		$
Traitements et salaires		9 637 038
Avantages sociaux		1 101 196
Transports et communications	$	
Capital	212	
Fonctionnement	906 264	906 476
Services	$	
Capital	172 923	
Fonctionnement	4 460 102	4 633 025
Fournitures et matériel	$	
Capital	3 325	
Fonctionnement	2 126 155	2 129 480
Acquisition/construction de biens immobiliers		76 473
Paiements de transfert	$	
Subventions :		
Jack Miner Migratory Bird Foundation Inc.	10 000	
Owl Rehabilitation Research Foundation	5 000	
Conseil ontarien de la préservation de la nature	15 000	
Institut canadien de la fourrure	50 000	
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario	7 000	
Nature Conservancy of Canada	75 000	162 000
		18 645 688
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		1 679
		18 644 009
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LOISIRS DE PLEIN AIR		110 854 705

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2704				**PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES**	
1	103 616 600	4 520 300	108 136 900	Gestion forestière	107 684 013
2	90 356 000		90 356 000	Ententes sur la gestion forestière	79 098 696
	193 972 600	4 520 300	198 492 900		186 782 709
L	100 000		100 000	Agence de foresterie du parc Algonquin, Loi sur l'Agence de foresterie du parc Algonquin	200 000
L	50 000		50 000	Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	50 450
	194 122 600	4 520 300	198 642 900	TOTAL POUR LES PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES	187 033 159

Description du programme :

Ce programme fournit un financement pour l'exploitation et la récolte des ressources naturelles renouvelables afin de contribuer de façon optimale et ininterrompue au fonctionnement de l'économie de l'Ontario en favorisant et en réglementant l'exploitation industrielle des ressources forestières.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES — CRÉDIT 2704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Gestion forestière (Poste 1)		$
Traitements et salaires	$	
Capital	9 436	
Fonctionnement	51 905 091	51 914 527
Avantages sociaux	$	
Capital	467	
Fonctionnement	6 800 646	6 801 113
Transports et communications	$	
Capital	5 254	
Fonctionnement	6 375 281	6 380 535
Services	$	
Capital	699 697	
Fonctionnement	45 895 227	46 594 924
Fournitures et matériel	$	
Capital	565 471	
Fonctionnement	14 846 387	15 411 858
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions aux municipalités et offices de protection de la nature	167 303	
Fonctionnement		
Remises d'impôts au titre de la gestion forestière	4 768 393	
Subvention à l'Association des producteurs d'arbres de Noël	10 000	
Subventions pour la pulvérisation aérienne	503 985	5 449 681
		132 552 638
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	$	
Capital	5 347	
Fonctionnement	24 863 278	24 868 625
		107 684 013

Ententes sur la gestion forestière (Poste 2)		$
Traitements et salaires		753 895
Avantages sociaux		121 543
Transports et communications	$	
Capital	19	
Fonctionnement	373 709	373 728
Services	$	
Capital	18 376 056	
Fonctionnement	52 751 259	71 127 315
Fournitures et matériel	$	
Capital	122 595	
Fonctionnement	6 599 620	6 722 215
		79 098 696
Crédits législatifs		
Agence de foresterie du parc Algonquin		
Prêts, avances et dotations en capital		
Prêts		200 000
Crédits législatifs		
Comptes créés à des fins spéciales		
Dépôts de garantie en vertu de contrats		50 450
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE PRODUITS TIRÉS DES RESSOURCES		187 033 159

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2705				**PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES**	
1	6 124 200	417 300	6 541 500	Jeunes forestiers	6 519 469
2	1 488 100	178 700	1 666 800	Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost	1 665 698
	7 612 300	596 000	8 208 300	TOTAL POUR L'EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	8 185 167

Description du programme :

Ce programme vise à offrir aux élèves, étudiants et autres intéressés des occasions d'étudier la gestion des richesses naturelles, et à apporter un appui important aux programmes du ministère.

Il comprend un financement visant à offrir aux jeunes une expérience professionnelle et didactique dans le secteur des ressources naturelles.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES — CRÉDIT 2705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Jeunes forestiers (Poste 1)		$
Traitements et salaires		3 428 020
Avantages sociaux		201 972
Transports et communications	$	
Capital	1 765	
Fonctionnement	216 702	218 467
Services	$	
Capital	43 265	
Fonctionnement	1 876 879	1 920 144
Fournitures et matériel	$	
Capital	66 488	
Fonctionnement	1 323 077	1 389 565
		7 158 168
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités		638 699
		6 519 469

Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 144 771
Avantages sociaux	251 151
Transports et communications	24 199
Services	101 847
Fournitures et matériel	237 209
	1 759 177
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	93 479
	1 665 698
TOTAL POUR LE PROGRAMME EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES	8 185 167

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Bois d'oeuvre	21 261 462	34 335 873
Accord sur le développement économique et régional	14 212 310	12 345 818
Cartographie des zones exposées aux inondations et autres mesures de réduction des dégâts	650 108	728 979
Agence canadienne de développement international	344 007	1 832 435
Accord sur les ressources renouvelables	200 832	30 229
Développement industriel	142 660	77 361
Agriculture Canada — Service canadien des forêts	52 344	120 748
Pêches et océans		69 748
	36 863 723	49 541 191
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement de frais causés par les incendies	619 211	781 657
Ristournes — avantages sociaux	207 156	219 243
Entente en vertu de la Loi sur l'amélioration des terrains boisés	37 658	34 375
Offices de protection de la nature — remboursement de subventions	28 197	5 917
Centre ontarien de télédétection	25 708	76 166
Ontario Hydro — projet à frais partagés	624	44 314
Autres	14 186	59 826
	932 740	1 221 498
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de chasse et de pêche	31 582 972	30 134 806
Parc provinciaux	11 087 948	10 413 212
Puits d'extraction et carrières	206 691	218 230
Pêche commerciale	134 990	139 762
Ressources pétrolières	14 255	11 385
Autres	45 156	42 614
	43 072 012	40 960 009
AMENDES ET PÉNALITÉS	251 674	417 724
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de terres et bâtiments de la Couronne	2 274 385	1 601 759
Location de terres de la Couronne	1 787 591	2 084 580
Produits pour pépinières	1 249 381	1 139 067
Permis d'utilisation des terres	946 449	949 311
Entente sur les terres — produits forestiers	905 064	274 514
Souvenirs, marchandises	673 674	693 770
Location de biens	669 955	479 539
Concessions pétrolières et gazières	617 360	697 628
Matériel	520 684	454 209
Hébergement au Centre Frost	500 095	531 002
Ventes à partir de camionnettes — vêtements de travail et articles de toilette	95 243	39 034
Hébergement — camps de plantation d'arbres	51 214	68 982
Concessions dans les parcs provinciaux	29 329	343 301
Poissons	23 425	36 902
Articles confisqués	10 843	26 271
Change sur devises étrangères	9 432	14 599
Ventes diverses	7 541	18 031
	10 371 665	9 452 499

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	94 373 818	88 256 152
Droits de coupe	78 306 174	74 693 736
Redevances perçues sur les terrains forestiers	9 627 115	8 183 433
Pétrole et gaz	3 240 035	3 129 990
Exploitation minière	1 181 848	1 632 898
Gibier	668 711	1 147 331
Autres	6 635	1 695
	187 404 336	177 045 235
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Entente avec les sociétés et les agences gouvernementales	228 158	112 450
Chèques oblitérés	168 916	55 183
Remboursements de fournisseurs	66 409	91 190
Offices de protection de la nature — subventions retournées	38 082	28 928
Autres	11 916	4 745
	513 481	292 496
DIVERS		
Steep Rock Resources Incorporated — Entente sur le rachat	479 000	100 000
Autres	32 444	37 341
	511 444	137 341
TOTAL DES RECETTES	279 921 075	279 067 993

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Agence de foresterie du parc Algonquin	150 000	
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	150 000	

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Loi sur les puits d'extraction et les carrières	7 585 394	7 373 061
Dépôts de garantie en vertu de contrats	631 253	270 248
Prélèvement d'échantillons — Loi sur les mines	(1 378)	1 378
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	8 215 269	7 644 687

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-364
- SOINS EN ÉTABLISSEMENTS 4-368
- SERVICES D'URGENCE ET DE SOINS SPÉCIAUX 4-370
- SANTÉ MENTALE 4-372
- SANTÉ COMMUNAUTAIRE 4-374
- ASSURANCE-SANTÉ 4-376
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-364, 4-376
- SOMMAIRE 4-363

ÉTAT DES RECETTES 4-378

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-379

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-379

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
110 754 009	Administration du ministère	126 601 223	116 630 021
6 026 145 648	Soins en établissements	6 552 812 400	6 500 541 797
708 199 389	Services d'urgence et de soins spéciaux	830 460 500	829 383 836
534 337 047	Santé mentale	595 146 600	592 696 831
459 747 302	Santé communautaire	532 771 900	524 333 517
3 693 496 846	Assurance-santé	4 088 470 100	4 002 667 593
11 532 680 241	**Total du ministère**	12 726 262 723	12 566 253 595
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
11 531 807 061	Total des dépenses	12 726 262 723	12 565 269 675
873 180	Total des comptes créés à des fins spéciales		983 920
11 532 680 241		12 726 262 723	12 566 253 595

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	6 807 500	2 101 900	8 909 400	Bureau principal	8 909 333
2	8 253 800	610 100	8 863 900	Services financiers	8 863 733
3	13 865 700	430 500	14 296 200	Fournitures et services de bureau	14 249 819
4	5 059 300	79 900	5 139 200	Services du personnel	5 116 130
5	7 665 300	316 400	7 981 700	Services d'information	7 967 292
6	366 400		366 400	Analyse et planification	294 042
7	1 241 000	125 000	1 366 000	Services juridiques	1 329 315
8	1 681 200	115 800	1 797 000	Services de vérification	1 789 212
9	29 001 800	147 200	29 149 000	Recherche	28 985 833
10	25 011 600	1 438 300	26 449 900	Services de développement des systèmes	26 446 433
11	10 372 400	774 500	11 146 900	Conseils régionaux de santé	10 968 679
12	10 000 000		10 000 000	Fonds Innovation Santé	598 672
13	1 098 000		1 098 000	Conseil de révision du lieutenant-gouverneur	1 072 137
	120 424 000	6 139 600	126 563 600		116 590 630
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	120 461 623	6 139 600	126 601 223	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	116 630 021

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'administration générale du ministère, de fournir des services d'élaboration des politiques, de planification stratégique et de recherche en matière de santé, et de veiller au bon fonctionnement des systèmes d'information nécessaires pour faciliter le processus de prise de décision du ministère. En outre, il fournit un soutien administratif au Conseil de révision du lieutenant-gouverneur, qui exerce ses fonctions en vertu du Code criminel du Canada.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 332 687
Avantages sociaux	786 988
Transports et communications	604 121
Services	3 836 138
Fournitures et matériel	349 399
	8 909 333

Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	6 534 445
Avantages sociaux	1 028 140
Transports et communications	156 356
Services	552 403
Fournitures et matériel	592 389
	8 863 733

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 625 383
Avantages sociaux	883 055
Transports et communications	4 036 853
Services	2 075 338
Fournitures et matériel	1 748 624
	14 369 253
Moins : Recouvrements d'autres ministères	119 434
	14 249 819

Crédits législatifs	$	
Achats imputés sur le Compte de la pharmacie du gouvernement	30 873 215	
Moins : Distribution et ventes au comptant	34 341 625	(3 468 410)
Excédent des opérations de distribution et de vente au comptant par rapport aux achats transféré aux recettes		3 468 410

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 055 122
Avantages sociaux	660 267
Transports et communications	113 804
Services	156 180
Fournitures et matériel	130 757
	5 116 130

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	1 605 475
Avantages sociaux	233 985
Transports et communications	152 972
Services	4 525 399
Fournitures et matériel	1 449 461
	7 967 292

Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	233 294
Avantages sociaux	30 847
Transports et communications	6 386
Services	22 018
Fournitures et matériel	1 497
	294 042

Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	70 324
Avantages sociaux	1 625
Transports et communications	23 285
Services	1 162 823
Fournitures et matériel	71 258
	1 329 315

Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 430 955
Avantages sociaux	223 086
Transports et communications	80 826
Services	34 171
Fournitures et matériel	20 174
	1 789 212

Recherche (Poste 9)		
Traitements et salaires		2 792 558
Avantages sociaux		616 797
Transports et communications		164 505
Services		718 740
Fournitures et matériel		196 855
Paiements de transfert	$	
Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé	13 116 664	
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé	11 379 714	24 496 378
		28 985 833

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1801 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services de développement des systèmes (Poste 10)	$
Traitements et salaires	8 687 913
Avantages sociaux	1 316 742
Transports et communications	1 445 499
Services	11 934 795
Fournitures et matériel	3 061 484
	26 446 433
Conseils régionaux de santé (Poste 11)	
Traitements et salaires	1 250 447
Avantages sociaux	181 709
Transports et communications	149 802
Services	131 754
Fournitures et matériel	76 749
Paiements de transfert	
Conseils régionaux de santé	9 178 218
	10 968 679
Fonds Innovation Santé (Poste 12)	
Services	367 011
Paiements de transfert	231 661
	598 672
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur (Poste 13)	$
Traitements et salaires	238 681
Avantages sociaux	22 943
Transports et communications	123 569
Services	677 127
Fournitures et matériel	9 817
	1 072 137
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	116 630 021

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1802				**PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS**	
1	1 101 700		1 101 700	Administration du programme	1 081 764
2	6 143 122 000		6 143 122 000	Hôpitaux et établissements connexes ...	6 092 591 203
3	399 583 000	9 005 700	408 588 700	Services de maisons de soins infirmiers ..	406 868 830
	6 543 806 700	9 005 700	6 552 812 400	TOTAL POUR LES SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	6 500 541 797

Description du programme :

Ce programme assure le financement des dépenses en capital des hôpitaux publics et des établissements connexes, l'élaboration des politiques et le financement du fonctionnement des hôpitaux publics et privés et des maisons de soins infirmiers.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS — CRÉDIT 1802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		554 608
Avantages sociaux		110 730
Transports et communications		74 017
Services		197 077
Fournitures et matériel		145 332
		1 081 764

Hôpitaux et établissements connexes (Poste 2)		
Traitements et salaires		4 531 378
Avantages sociaux		961 451
Transports et communications		241 131
Services		162 829
Fournitures et matériel		354 761
Paiements de transfert	$	
Capital		
Établissements de santé	103 013 821	
Fonctionnement		
Exploitation des hôpitaux	5 565 641 109	
Exploitation des établissements connexes	250 467 274	
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	4 041 450	
Enseignement clinique	163 982 399	6 087 146 053
		6 093 397 603
Moins : Recouvrements d'autres ministères		806 400
		6 092 591 203

Services de maisons de soins infirmiers (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 567 144
Avantages sociaux	376 663
Transports et communications	379 519
Services	380 865
Fournitures et matériel	96 721
Paiements de transfert	
Programme de soins prolongés	403 067 918
	406 868 830
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SOINS EN ÉTABLISSEMENTS	6 500 541 797

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1803				**PROGRAMME DES SERVICES D'URGENCE ET DE SOINS SPÉCIAUX**	
1	464 700	198 200	662 900	Administration du programme	660 896
2	187 766 400	7 915 700	195 682 100	Services de santé d'urgence	195 644 648
3	50 486 600	2 779 400	53 266 000	Appareils et accessoires fonctionnels	52 916 806
4	573 645 700	7 203 800	580 849 500	Médicaments	580 161 486
	812 363 400	18 097 100	830 460 500	TOTAL POUR LES SERVICES D'URGENCE ET DE SOINS SPÉCIAUX	829 383 836

Description du programme :

Le programme est chargé de la planification, de l'élaboration et de la mise en place de services d'urgence complets englobant les soins préalables à l'hospitalisation, les départements des services d'urgence des hôpitaux et la planification en cas d'imprévu. Il est en outre, chargé de la planification et de l'élaboration des activités et des politiques administratives relatives au Régime de médicaments de l'Ontario et du Programme d'appareils et d'accessoires fonctionnels.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DES SERVICES D'URGENCE ET DE SOINS SPÉCIAUX — CRÉDIT 1803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		431 379
Avantages sociaux		54 492
Transports et communications		22 245
Services		138 327
Fournitures et matériel		14 453
		660 896

Services de santé d'urgence (Poste 2)		
Traitements et salaires		25 557 306
Avantages sociaux		3 760 873
Transports et communications		4 804 664
Services		13 955 699
Fournitures et matériel		14 069 453
Paiements de transfert	$	
Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes		
Services d'ambulance municipaux	30 055 533	
Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes	103 441 120	133 496 653
		195 644 648

Appareils et accessoires fonctionnels (Poste 3)		$
Traitements et salaires		1 438 553
Avantages sociaux		162 008
Transports et communications		279 040
Services		703 902
Fournitures et matériel		278 364
Paiements de transfert	$	
Appareils et accessoires fonctionnels	49 329 839	
L'Association canadienne du diabète, division de l'Ontario	725 100	50 054 939
		52 916 806

Médicaments (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 702 089
Avantages sociaux	340 985
Transports et communications	431 827
Services	828 645
Fournitures et matériel	381 711
Paiements de transfert	
Régime de médicaments de l'Ontario	575 476 229
	580 161 486
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'URGENCE ET DE SOINS SPÉCIAUX	829 383 836

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1804				**PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE**	
1	4 309 900	150 000	4 459 900	Administration du programme	4 452 265
2	319 629 300	30 363 700	349 993 000	Services psychiatriques	349 924 313
3	240 693 700		240 693 700	Services communautaires de santé mentale	238 320 253
	564 632 900	30 513 700	595 146 600	TOTAL POUR LA SANTÉ MENTALE	592 696 831

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques conçues pour assurer efficacement la coordination et la prestation des services de santé mentale. Le programme de santé mentale est directement responsable du fonctionnement des hôpitaux psychiatriques, de l'octroi de permis aux foyers de soins spéciaux et de leur financement, et de la gestion de certains paiements de transfert, y compris ceux effectués aux programmes communautaires de santé mentale et au programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE — CRÉDIT 1804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 075 318
Avantages sociaux	390 054
Transports et communications	326 551
Services	386 803
Fournitures et matériel	273 539
	4 452 265

Services psychiatriques (Poste 2)	
Traitements et salaires	255 359 140
Avantages sociaux	43 451 361
Transports et communications	4 702 398
Services	23 416 732
Fournitures et matériel	31 398 249
Paiements de transfert	
Subventions versées pour compenser les taxes municipales — hôpitaux psychiatriques	389 978
	358 717 858
Moins : Recouvrements d'autres ministères	8 793 545
	349 924 313

Services communautaires de santé mentale (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Foyers de soins spéciaux	87 355 544
Programmes communautaires de santé mentale	83 388 725
Fondation ontarienne de la santé mentale	456 100
Programme de lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie	36 781 384
Fondation de la recherche sur la toxicomanie	30 338 500
	238 320 253
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ MENTALE	592 696 831

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1805				**PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE**	
1	4 325 600	106 000	4 431 600	Administration du programme	4 430 468
2	311 748 600		311 748 600	Services communautaires de santé	303 723 648
3	184 873 600	869 900	185 743 500	Santé publique	185 331 943
4	29 778 200	1 070 000	30 848 200	Services de laboratoire	30 847 458
	530 726 000	2 045 900	532 771 900	TOTAL POUR LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE	524 333 517

Description du programme :

Ce programme vise à assurer l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes conçus pour assurer efficacement la prestation de soins de santé et de services de laboratoire dans les communautés, la protection de la santé et l'exécution de programmes de promotion dans toutes les régions de la province.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE — CRÉDIT 1805

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		918 103
Avantages sociaux		197 167
Transports et communications		86 206
Services		1 386 073
Fournitures et matériel		397 158
Paiements de transfert		
Programme de promotion de la santé		1 445 761
		4 430 468

Services communautaires de santé (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 166 763
Avantages sociaux		220 560
Transports et communications		71 866
Services		355 656
Fournitures et matériel		171 871
Paiements de transfert	$	
Soins à domicile	279 483 878	
La Société d'arthrite — Division de l'Ontario	2 812 492	
Services de coordination des placements	2 723 290	
Programme des services aux régions insuffisamment desservies	7 282 710	
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales	9 434 562	301 736 932
		303 723 648

Santé publique (Poste 3)		$
Traitements et salaires		3 257 421
Avantages sociaux		537 684
Transports et communications		385 328
Services		1 739 144
Fournitures et matériel		377 632
Paiements de transfert	$	
Organismes officiels locaux responsables de la santé	137 469 724	
Planification familiale	11 534 400	
Programmes d'orthophonie et d'audiologie	2 956 190	
Épidémies	19 226 522	
Prévention et contrôle du SIDA	6 025 793	
Prévention de la tuberculose	1 047 942	
Lutte contre les maladies vénériennes	483 878	
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé	176 774	
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire	63 511	
Association pour la santé publique de l'Ontario	50 000	179 034 734
		185 331 943

Services de laboratoire (Poste 4)		
Traitements et salaires		18 207 986
Avantages sociaux		3 054 474
Transports et communications		766 265
Services		727 807
Fournitures et matériel		6 193 501
Paiements de transfert		
Vérification de la qualité des services de laboratoire		1 976 693
		30 926 726
Moins : Recouvrements d'autres ministères		79 268
		30 847 458
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE		524 333 517

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
1806				**PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ**	
1	4 088 470 100		4 088 470 100	Assurance-santé et prestations	4 001 683 673
	4 088 470 100		4 088 470 100		4 001 683 673
L				Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, réserve pour chèques en circulation, Loi sur l'administration financière	983 920
	4 088 470 100		4 088 470 100	TOTAL POUR L'ASSURANCE-SANTÉ	4 002 667 593

Description du programme :

Ce programme assure la gestion du Régime d'assurance-santé de l'Ontario (OHIP). Ce régime offre aux cotisants des prestations assurées dont le but est de faciliter l'accès à une vaste gamme de services de santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ — CRÉDIT 1806

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Assurance-santé et prestations (Poste 1)	$
Traitements et salaires	47 936 094
Avantages sociaux	7 774 107
Transports et communications	3 278 634
Services	2 670 260
Fournitures et matériel	3 561 850
Paiements de transfert	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens dans le cadre du Régime d'assurance-santé de l'Ontario	3 936 516 431
	4 001 737 376
Moins : Recouvrements d'autres ministères	53 703
	4 001 683 673

Crédits législatifs	$
Comptes crées à des fins spéciales	
Réserve pour chèques en circulation	983,920
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ	4 002 667 593

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada		
Foyers de soins spéciaux — frais de résidence	10 589 004	11 130 184
Régime de médicaments de l'Ontario — frais d'administration remboursés en vertu de la Loi sur les prestations familiales		724 795
Entente sur la réadaptation professionnelle des handicapés	3 656 551	4 428 983
Services en français	155 684	
	14 401 239	16 283 962
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario — Subrogation	55 957 136	52 688 830
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Paiements d'entretien		
Foyers pour soins spéciaux	20 522 744	22 055 421
Hôpitaux psychiatriques	124 836	263 844
Sommes non réparties — Foyers pour soins spéciaux/hôpitaux	39 155	7 619
Vérification de la qualité des services des laboratoires	665 970	798 993
Octroi de permis aux laboratoires	241 180	234 880
Octroi de permis aux centres de dépôt de spécimens	80 210	75 790
Événements spéciaux — Services d'ambulance	26 094	
Quote-part des usagers des services d'ambulance	9 575	26 982
Droits d'examen des transporteurs ambulanciers	4 318	14 890
Autres	7 108	6 340
	21 721 190	23 484 759
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	1 179 210	1 124 005
Atelier de formation professionnelle	1 140 754	1 205 350
Véhicules automobiles	241 250	82 565
Buanderie	220 898	241 253
Réparations et entretien des ambulances	68 370	66 195
Transports	22 200	70 677
Ferraille et matériaux de récupération	15 205	21 283
Autres	100 213	125 008
	2 988 100	2 936 336
PRIMES		
Régime d'assurance-santé de l'Ontario	1 744 704 576	1 722 953 893

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Compte de la pharmacie du gouvernement	3 468 410	
Laboratoires privés	671 792	702 146
Redressements de factures	362 670	246 643
Bourses	141 014	139 322
Accidents de véhicules automobiles	65 838	154 389
Régime de médicaments de l'Ontario	14 473	19 797
Installation de fractionnement du sang de l'Ontario		6 000 000
Autres	2 824 894	2 351
	7 549 091	7 264 648
DIVERS		
Chèques en circulation du Régime d'assurance-santé de l'Ontario virés de la réserve	937 445	807 333
Intérêts — banque	35 978	25 568
Intérêts — bourses	33 937	41 315
Service de juré	8 884	13 066
Autres	94 912	182 502
	1 111 156	1 069 784
TOTAL DES RECETTES	1 848 432 488	1 826 682 212

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Prêts à des hôpitaux publics	7 897 581	8 102 121
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	7 897 581	8 102 121

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Réserve pour chèques en circulation	802 508	877 494
Fonds de recherche Terry Fox	145 867	113 785
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	948 375	991 279

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-384
- OPÉRATIONS 4-386
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-384
- SOMMAIRE 4-383

ÉTAT DES RECETTES 4-390

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-390

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
20 676 009	Administration du ministère	23 299 543	23 048 743
381 048 521	Opérations	388 642 700	386 521 750
401 724 530	**Total du ministère**	411 942 243	409 570 493
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
401 724 530	Total des dépenses	411 942 243	409 570 406
	Total des comptes créés à des fins spéciales		87
401 724 530		411 942 243	409 570 493

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1001				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 797 900	315 500	2 113 400	Bureau principal	2 094 356
2	1 540 800	96 600	1 637 400	Services financiers	1 624 579
3	1 530 600	190 400	1 721 000	Fournitures et services de bureau	1 717 736
4	1 391 000	319 000	1 710 000	Services du personnel	1 694 885
5	2 901 100	19 600	2 920 700	Formation et développement	2 919 795
6	524 900	53 600	578 500	Services d'information	575 916
7	2 068 600		2 068 600	Analyse et planification	1 901 955
8	273 000	13 100	286 100	Services juridiques	285 810
9	1 527 500	77 500	1 605 000	Services de vérification	1 596 991
10	4 558 600	317 600	4 876 200	Services de développement des systèmes	4 875 089
11	3 486 200	267 700	3 753 900	Commission ontarienne des libérations conditionnelles	3 726 939
	21 600 200	1 670 600	23 270 800		23 014 051
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 511
L				Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	87
	21 628 943	1 670 600	23 299 543	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 048 743

Description du programme :

Ce programme regroupe plusieurs activités consistant à fournir des services d'administration et de soutien aux programmes assurant le fonctionnement du ministère. En plus des activités de soutien habituelles, ce programme fournit des services au Conseil consultatif du ministre sur les services correctionnels et à la Commission ontarienne des libérations conditionnelles.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1001

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 210 238
Avantages sociaux	163 811
Transports et communications	217 632
Services	238 839
Fournitures et matériel	263 836
	2 094 256
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 511
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 310 346
Avantages sociaux	230 195
Transports et communications	39 608
Services	20 277
Fournitures et matériel	24 153
	1 624 579
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales Legs	87
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 234 904
Avantages sociaux	146 218
Transports et communications	118 175
Services	104 704
Fournitures et matériel	113 735
	1 717 736
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 385 306
Avantages sociaux	162 261
Transports et communications	155 930
Services	97 130
Fournitures et matériel	51 843
	1 852 470
Moins : Recouvrements d'autres ministères	157 585
	1 694 885
Formation et développement (Poste 5)	
Traitements et salaires	1 285 136
Avantages sociaux	277 967
Transports et communications	396 073
Services	860 888
Fournitures et matériel	99 731
	2 919 795

Services d'information (Poste 6)	$
Traitements et salaires	332 593
Avantages sociaux	59 336
Transports et communications	15 250
Services	79 593
Fournitures et matériel	89 144
	575 916
Analyse et planification (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 416 878
Avantages sociaux	142 621
Transports et communications	54 763
Services	155 030
Fournitures et matériel	132 663
	1 901 955
Services juridiques (Poste 8)	
Traitements et salaires	1 343
Avantages sociaux	18
Transports et communications	20 648
Services	214 298
Fournitures et matériel	49 503
	285 810
Services de vérification (Poste 9)	
Traitements et salaires	1 144 599
Avantages sociaux	209 469
Transports et communications	147 367
Services	28 060
Fournitures et matériel	67 496
	1 596 991
Services de développement des systèmes (Poste 10)	
Traitements et salaires	3 609 133
Avantages sociaux	464 620
Transports et communications	168 238
Services	385 184
Fournitures et matériel	247 914
	4 875 089
Commission ontarienne des libération conditionnelles (Poste 11)	
Traitements et salaires	1 979 279
Avantages sociaux	254 063
Transports et communications	414 377
Services	965 804
Fournitures et matériel	113 416
	3 726 939
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	23 048 743

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1002				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS**	
1	7 041 800	491 600	7 533 400	Administration du programme	7 533 098
2	5 568 200	119 800	5 688 000	Programmation des services aux contrevenants	5 669 685
3	281 026 800	15 363 100	296 389 900	Services en établissement	296 376 814
4	79 031 400		79 031 400	Services communautaires	76 942 153
	372 668 200	15 974 500	388 642 700	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS ..	386 521 750

Description du programme :

Ce programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux, pour assurer la protection et la sécurité de la société et encourager les contrevenants à s'amender. Les principaux services fournis consistent notamment à assurer le fonctionnement des centres correctionnels, des centres de détention, des prisons, des centres de ressources communautaires et des services de surveillance des adultes en liberté surveillée et en liberté conditionnelle; des centres de détention et de résidence communautaire séparés et des services de probation pour les contrevenants âgés de 16 et 17 ans; des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et d'apprentissage fonctionnel, et des services de counselling et de traitement pour adultes et jeunes contrevenants.

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		4 229 724
Avantages sociaux		695 349
Transports et communications		680 677
Services		1 115 566
Fournitures et matériel		369 300
Paiements de transfert		
Subvention à la Fondation des arts dans les prisons	10 500	
Canadian Criminal Justice Association	30 300	
Subventions aux organismes de services aux libérés		
Armée de l'Église anglicane du Canada	12 000	
Conseil des églises pour la justice et la criminologie	18 800	
Société Elizabeth Fry	75 200	
Hamilton and District Literacy Council	6 300	
Société John Howard	101 400	
Société St-Léonard	28 200	
Armée du Salut	120 200	
Ontario Native Council on Justice	39 582	442 482
		7 533 098

Programmation des services aux contrevenants (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 731 355
Avantages sociaux	533 451
Transports et communications	408 362
Services	549 767
Fournitures et matériel	446 750
	5 669 685

Élaboration et soutien des programmes en établissement	$	$
Traitements et salaires	2 352 677	
Avantages sociaux	387 529	
Transports et communications	315 595	
Services	420 424	
Fournitures et matériel	395 170	3 871 395

Élaboration des programmes communautaires	$	$
Traitements et salaires	1 378 678	
Avantages sociaux	145 922	
Transports et communications	92 767	
Services	129 343	
Fournitures et matériel	51 580	1 798 290

Services en établissement (Poste 3)	
Traitements et salaires	206 329 914
Avantages sociaux	33 146 751
Transports et communications	4 103 143
Services	18 921 894
Fournitures et matériel	35 868 807
Paiements de transfert	631 936
	299 002 445
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 625 631
	296 376 814

Institutions	$	$	$
Traitements et salaires		204 984 644	
Avantages sociaux		32 892 145	
Transports et communications		4 047 220	
Services		18 139 852	
Fournitures et matériel		35 288 289	
Paiements de transfert			
Subventions versées pour compenser les taxes municipales	601 450		
Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent	30 486	631 936	295 984 086

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS — CRÉDIT 1002 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services industriels	$	$
Traitements et salaires	1 345 270	
Avantages sociaux	254 606	
Transports et communications	55 923	
Services	782 042	
Fournitures et matériel	580 518	
	3 018 359	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 625 631	392 728
Services communautaires (Poste 4)		
Traitements et salaires		31 991 871
Avantages sociaux		4 761 560
Transports et communications		2 047 200
Services		36 700 451
Fournitures et matériel		1 426 545
Paiements de transfert		
Aide à la réinsertion sociale des détenus		14 526
		76 942 153
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS		386 521 750

MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Partage des coûts des programmes en faveur des jeunes contrevenants	33 573 200	37 495 147
Placement direct en pénitencier	2 048 401	2 463 470
Honoraires — ministère de l'Immigration	1 590 795	806 166
Allocations familiales spéciales	204 262	200 011
Prêts de service	34 256	
Remboursements de la taxe fédérale de vente au détail		1 809
	37 450 914	40 966 603
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Administrations municipales — frais d'incarcération	11 899	10 807
VENTES ET LOCATIONS		
Vente de produits industriels fabriqués par les détenus	612 628	468 045
Programme d'activités industrielles — Location de locaux	443 162	437 745
Avantages en nature	418 742	430 102
Allocations alimentaires versées aux détenus	262 975	273 896
Automobiles	58 428	37 534
Bois à brûler	14 164	10 863
Autres	5 927	10 426
	1 816 026	1 668 611
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	153 831	126 299
DIVERS	22 370	17 898
TOTAL DES RECETTES	39 455 040	42 790 218

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Sommes d'argent non réclamées	10 991	5 331
Legs	69	55
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	11 060	5 386

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-394

SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS 4-396

APPROVISIONNEMENT ET SERVICES 4-398

SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS 4-402

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-394, 4-398

SOMMAIRE 4-393

ÉTAT DES RECETTES 4-404

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-405

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-405

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
22 598 562	Administration du ministère	20 883 943	27 888 201
404 664 227	Services des biens immobiliers	493 835 800	470 851 612
106 095 569	Approvisionnement et services	114 111 700	111 964 403
13 638 068	Services d'informatique et de télécommunications	17 115 700	17 023 223
546 996 426	**Total du ministère**	645 947 143	627 727 439
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
542 280 591	Total des dépenses	645 786 143	620 210 955
4 715 835	Total des comptes créés à des fins spéciales	161 000	7 516 484
546 996 426		645 947 143	627 727 439

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	2 178 800		2 178 800	Bureau principal	2 128 080
2	3 256 000	204 600	3 460 600	Services financiers	3 456 244
3	1 750 200	89 500	1 839 700	Fournitures et services de bureau	1 832 700
4	293 200	9 300	302 500	Analyse et planification	300 483
5	1 396 200	141 500	1 537 700	Services juridiques	1 534 964
6	1 023 400		1 023 400	Services de vérification	864 652
7	4 966 900	640 800	5 607 700	Services de développement des systèmes	5 579 064
8	1 740 000		1 740 000	Services d'information	1 638 895
9	2 969 600	33 200	3 002 800	Services du personnel	3 002 058
10	1 000		1 000	Ministres sans portefeuille	
	19 575 300	1 118 900	20 694 200		20 337 140
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L				Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	4 483
L	161 000		161 000	Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	7 516 484
	19 765 043	1 118 900	20 883 943	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	27 888 201

Description du programme :

Fournir au ministère des services de soutien administratif afin de favoriser la réalisation des objectifs des programmes.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 1701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 406 058
Avantages sociaux	240 196
Transports et communications	151 706
Services	166 126
Fournitures et matériel	163 994
	2 128 080
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	4 483

Services financiers (Poste 2)		$
Traitements et salaires		2 344 314
Avantages sociaux		382 255
Transports et communications		53 052
Services		499 105
Fournitures et matériel		197 617
		3 476 343
Moins : Recouvrements d'autres ministères		20 099
		3 456 244
Crédits législatifs		
Comptes créés à des fins spéciales	$	
Gestion des terres	7 447 134	
Autres	69 350	7 516 484

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	$
Traitements et salaires	867 938
Avantages sociaux	135 368
Transports et communications	533 470
Services	133 743
Fournitures et matériel	162 181
	1 832 700

Analyse et planification (Poste 4)	$
Traitements et salaires	247 289
Avantages sociaux	19 608
Transports et communications	4 829
Services	10 686
Fournitures et matériel	18 071
	300 483

Services juridiques (Poste 5)	$
Traitements et salaires	150 973
Avantages sociaux	22 588
Transports et communications	22 266
Services	1 252 400
Fournitures et matériel	86 737
	1 534 964

Services de vérification (Poste 6)	$
Traitements et salaires	595 576
Avantages sociaux	126 428
Transports et communications	26 965
Services	50 162
Fournitures et matériel	65 521
	864 652

Services de développement des systèmes (Poste 7)	$
Traitements et salaires	3 367 665
Avantages sociaux	612 027
Transports et communications	89 242
Services	1 483 744
Fournitures et matériel	641 956
	6 194 634
Moins : Recouvrements d'autres activités	615 570
	5 579 064

Services d'information (Poste 8)	$
Traitements et salaires	902 658
Avantages sociaux	116 365
Transports et communications	111 362
Services	342 478
Fournitures et matériel	166 032
	1 638 895

Services du personnel (Poste 9)	$
Traitements et salaires	1 987 619
Avantages sociaux	294 824
Transports et communications	76 588
Services	232 071
Fournitures et matériel	410 956
	3 002 058
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	27 888 201

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1702				**PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS**	
1	6 258 500	118 200	6 376 700	Administration du programme	6 132 819
2	62 269 000	3 540 500	65 809 500	Opérations entreprises dans le cadre du programme	65 090 258
3	229 819 400	2 371 600	232 191 000	Exécution du programme	231 991 442
4	189 458 600		189 458 600	Dépenses en capital	167 637 093
	487 805 500	6 030 300	493 835 800	TOTAL POUR LES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS	470 851 612

Description du programme :

Ce programme a pour objet de donner les orientations requises pour assurer la gestion du patrimoine immobilier de la province, de manière à satisfaire aux exigences du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères, en fournissant aux moindres frais les services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins en locaux des ministères et des organismes gouvernementaux; en assurant la gestion, l'aménagement et l'aliénation de biens immobiliers appartenant au gouvernement en vue d'accélérer la réalisation de ses objectifs sociaux et économiques, et d'optimiser les mouvements de recettes versées à la province; et en élaborant et maintenant des normes et procédures propres à faciliter l'exécution des tâches énoncées ci-dessus.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS — CRÉDIT 1702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 873 224
Avantages sociaux	583 350
Transports et communications	148 514
Services	1 158 801
Fournitures et matériel	368 930
	6 132 819

Opérations entreprises dans le cadre du programme (Poste 2)	
Traitements et salaires	50 239 514
Avantages sociaux	9 195 766
Transports et communications	3 129 746
Services	1 499 548
Fournitures et matériel	1 025 684
	65 090 258

Exécution du programme (Poste 3)	$	$
Transports et communications		3 455 774
Services	$	
Location	147 110 688	
Location — Achat	6 238 737	
Autres	55 608 115	208 957 540
Fournitures et matériel		34 369 946
Paiements de transfert	$	
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario	66 217	
Rue Daly — Ottawa	402 000	468 217
		247 251 477
Moins : Recouvrements d'autres ministères		15 260 035
		231 991 442

Dépenses en capital (Poste 4)	$	$
(Capital)		
Traitements et salaires		5 149 500
Avantages sociaux		900 140
Transports et communications		455 452
Services		85 870 087
Fournitures et matériel		3 656 657
Acquisition/construction de biens immobiliers	$	
Terres	38 050 121	
Autres dépenses	61 210 731	99 260 852
		195 292 688
Moins : Recouvrements d'autres ministères		27 655 595
		167 637 093
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DES BIENS IMMOBILIERS		470 851 612

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1703				**PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES**	
1	534 500		534 500	Administration du programme	500 337
2	2 857 900		2 857 900	Services d'achat	2 210 048
3	8 774 400	451 500	9 225 900	Services gouvernementaux d'information	9 189 491
4	6 839 300	770 500	7 609 800	Services divers	7 609 518
5	3 029 200	2 600	3 031 800	Services aux employés	3 020 778
6	90 840 800		90 840 800	Données et avantages sociaux des employés	89 332 751
7	10 000		10 000	Paiements spéciaux	8 924
	112 886 100	1 224 600	114 110 700		111 871 847
L	1 000		1 000	Compte de papeterie du gouvernement, Loi sur l'administration financière	92 556
	112 887 100	1 224 600	114 111 700	TOTAL POUR L'APPROVISIONNEMENT ET LES SERVICES	111 964 403

Description du programme :

Ce programme vise à fournir le soutien nécessaire aux programmes gouvernementaux et au public dans les secteurs des services désignés, facultatifs et obligatoires, de l'accès à l'information officielle et de l'adjudication des marchés publics, dans le but d'établir de meilleures communications avec les autres ministères, les organismes officiels et le public, et de promouvoir l'augmentation des rendements et les économies d'échelle dans la passation des marchés publics. Il fournit également aux employés de toute la fonction publique des conseils et des informations relatives aux avantages salariaux et autres et assure, dans le cadre du ministère, une gamme complète de services en matière des ressources humaines afin de faciliter et de promouvoir la bonne gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	314 633
Avantages sociaux	145 547
Transports et communications	10 547
Services	19 921
Fournitures et matériel	9 689
	500 337

Services d'achat (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 731 681
Avantages sociaux	792 829
Transports et communications	1 244 060
Services	899 265
Fournitures et matériel	9 767 583
	17 435 418
Moins : Recouvrements d'autres activités	15 225 370
	2 210 048

Crédits législatifs	
Compte de papeterie du gouvernement — Imprimerie	14 897 251
Moins : Recouvrements d'autres ministères	14 804 695
	92 556

Services gouvernementaux d'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 800 560
Avantages sociaux	828 621
Transports et communications	12 928 244
Services	1 858 236
Fournitures et matériel	2 793 263
	24 208 924
Moins : Recouvrements d'autres activités	15 019 433
	9 189 491

Services divers (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 415 850
Avantages sociaux	459 659
Transports et communications	2 776 298
Services	1 191 850
Fournitures et matériel	765 861
	7 609 518

Services aux employés (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 259 805
Avantages sociaux	398 543
Transports et communications	98 117
Services	25 223
Fournitures et matériel	239 090
	3 020 778

Données et avantages sociaux des employés (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		5 422 959
Avantages sociaux		838 760
Transports et communications		231 325
Services		6 527 267
Fournitures et matériel		930 285
Paiements de transfert	$	
Majoration des allocations et rentes autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 43 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	7 646 597	
Majoration des allocations et rentes autorisée en vertu de l'article 11(2) de la Loi sur l'indexation des régimes de retraite, en faveur de certains bénéficiaires en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	50 144 082	57 790 679
Avantages sociaux (contributions gouvernementales)		
Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, article 10(1)	146 312 224	
Loi sur l'indexation des régime de retraite, article 8(1)	29 933 768	
Régime complémentaire d'avantages sociaux de la Police provinciale de l'Ontario	3 763 068	
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	4 124 000	
Fonds de pension complémentaire des sous-ministres	1 868 478	
Régime de pensions du Canada	42 147 264	
Assurance-chômage	68 982 862	
Assurance-vie collective	5 864 364	
Protection du revenu à long terme	26 201 522	
Régime d'assurance-santé de l'Ontario	43 476 819	
Régime de soins de santé et hospitaliers supplémentaires	24 485 248	

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES — CRÉDIT 1703 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	$	$
Données et avantages sociaux des employés (Poste 6) (suite)		
Régime de soins dentaires	19 557 329	
Prestations aux employés retraités, articles de recettes et primes d'assurance contre les accidents de voyage	17 492 569	434 209 515
		505 950 790
Moins : Recouvrements d'autres activités		416 618 039
		89 332 751
Paiements spéciaux (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Rajustement administratif		8 924
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'APPROVISIONNEMENT ET DES SERVICES		111 964 403

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés — Prévisions	Crédits autorisés — par le Conseil de gestion	Crédits autorisés — Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
1704				**PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**	
1	1 000		1 000	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables	
2	16 824 800	289 900	17 114 700	Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables	17 023 223
	16 825 800	289 900	17 115 700	TOTAL POUR LES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	17 023 223

Description du programme :

Contribuer au rendement et à la productivité des services gouvernementaux en fournissant et en favorisant la prestation de services informatiques aux ministères et organismes publics autorisés et financés par des fonds publics, à des prix et niveaux de service compétitifs.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS — CRÉDIT 1704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses recouvrables (Poste 1)		$
Traitements et salaires		13 508 370
Avantages sociaux		1 921 903
Transports et communications		34 591 508
Services		24 100 038
Fournitures et matériel		6 641 026
		80 762 845
Moins : Recouvrements d'autres activités :	$	
Facturation de services fournis à divers clients	80 806 033	
Moins : Montants crédités au compte de recettes	43 188	80 762 845

Services d'informatique et de télécommunications — dépenses non recouvrables (Poste 2)	$
Traitements et salaires	1 304 205
Avantages sociaux	399 793
Transports et communications	13 873 407
Services	1 183 137
Fournitures et matériel	262 681
	17 023 223
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES D'INFORMATIQUE ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	17 023 223

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 880 910	6 206 964
Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains	1 493 871	1 268 593
Taxe de vente fédérale	391 694	481 709
	5 766 475	7 957 266
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Société d'hypothèques de l'Ontario :		
Programme ontarien d'accession à la propriété	7 960 604	8 808 563
Programme de prêts pour la construction de logements locatifs de l'Ontario	1 310 946	1 117 800
Surplus à l'échéance des débentures à fonds d'amortissement de la communauté urbaine de Toronto	697 419	598 549
Plan de réinstallation du personnel propriétaire	108 935	174 872
Frais liés à l'acquisition de terrains pour Ontario Hydro		119 805
	10 077 904	10 819 589
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Commissions pour		
Affidavits	245 657	250 702
Notaires	109 511	97 811
Notaires	53 824	46 005
Copies de livrets de la Couronne	43 466	37 147
Autres	63	115
	452 521	431 780
VENTES ET LOCATIONS		
Terrains et bâtiments	45 836 590	24 612 743
Locations		
Immeubles	11 751 771	10 610 582
Stationnement	3 488 442	2 907 527
Location de terrains	6 979 175	6 528 474
Publications du gouvernement	2 988 471	2 252 628
Services d'informatique	1 529 920	1 654 446
Service central de recouvrement	1 353 691	926 420
Services téléphoniques	821 939	708 489
Services des biens immobiliers	768 103	757 691
Réparation et entretien des bâtiments	691 248	466 563
Fournitures de bureau	412 450	277 227
Gazette de l'Ontario — publicité et abonnement	372 533	328 853
Matériaux et véhicules excédentaires	183 735	359 837
Cadeaux	107 912	77 758
Bottin téléphonique	67 917	16 900
Services d'impression en sous-traitance	52 683	74 592
Ristournes sur les distributions automatiques	14 903	26 833
Services d'expédition par la poste	11 548	22 182
Autres	63 364	44 445
	77 496 395	52 654 190

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Réparation et entretien des bâtiments	326 537	12 159
Services des biens immobiliers	264 858	465 357
Construction d'immeubles	61 291	15 326
Services d'impression en sous-traitance	6 732	23 932
Autres	29 040	19 047
	688 458	535 821
DIVERS		
Encouragement aux locataires	3 512 354	1 073 592
Prêts aux municipalités	335 402	42 626
Intérêt hypothécaire	166 960	216 062
Commission sur les téléphones	89 647	70 923
Recouvrements d'imputations compensatoires excédentaires effectuées au sujet de services d'informatique	43 188	53 676
Somme versée au titre d'assurance	29 643	1 600
Appels d'offres—Publicité	26 259	38 800
Autres	13 097	16 554
	4 216 550	1 513 833
TOTAL DES RECETTES	98 698 303	73 912 479

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario	1 277 191	9 930 716
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	1 277 191	9 930 716

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Compte en fiducie des services des biens immobiliers	6 651 265	5 697 898
Dépôt de garantie en vertu de contrats — plan et soumission	94 800	19 675
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	6 746 065	5 717 573

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-410

SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS 4-412

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-410, 4-412

SOMMAIRE 4-409

ÉTAT DES RECETTES 4-416

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-417

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
40 673 579	Administration du ministère	42 300 823	41 521 145
3 734 083 846	Services aux adultes et aux enfants	4 297 574 000	4 270 179 991
3 774 757 425	**Total du ministère**	4 339 874 823	4 311 701 136
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 774 742 482	Total des dépenses	4 339 873 823	4 311 690 169
14 943	Total des comptes créés à des fins spéciales	1 000	10 967
3 774 757 425		4 339 874 823	4 311 701 136

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 361 200		1 361 200	Bureau principal	1 261 271
2	8 454 400	383 400	8 837 800	Services financiers	8 820 718
3	3 576 000	348 400	3 924 400	Fournitures et services de bureau	3 907 988
4	4 630 200	244 000	4 874 200	Services du personnel	4 854 326
5	1 867 200	52 100	1 919 300	Services d'information	1 738 167
6	1 454 400	156 500	1 610 900	Services juridiques	1 584 385
7	2 493 500	114 500	2 608 000	Services de vérification	2 532 998
8	12 803 300	342 300	13 145 600	Services de développement des systèmes	13 115 145
9	3 981 800		3 981 800	Commission de révision de l'aide sociale	3 666 756
	40 622 000	1 641 200	42 263 200		41 481 754
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	40 659 623	1 641 200	42 300 823	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	41 521 145

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des services généraux d'administration et de soutien au ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		704 347
Avantages sociaux		156 029
Transports et communications		64 572
Services		73 034
Fournitures et matériel		57 789
Paiements de transfert		
Conseil canadien de développement social	66 000	
Conseil de développement social de l'Ontario	66 000	
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario	73 500	205 500
		1 261 271
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 297
Services financiers (Poste 2)		
Traitements et salaires		6 401 111
Avantages sociaux		957 836
Transports et communications		223 074
Services		825 925
Fournitures et matériel		412 772
		8 820 718
Fournitures et services de bureau (Poste 3)		
Traitements et salaires		2 700 640
Avantages sociaux		419 418
Transports et communications		304 550
Services		171 402
Fournitures et matériel		311 978
		3 907 988
Services du personnel (Poste 4)		
Traitements et salaires		3 526 377
Avantages sociaux		579 820
Transports et communications		322 959
Services		586 019
Fournitures et matériel		397 764
		5 412 939
Moins : Recouvrements d'autres ministères		558 613
		4 854 326
Services d'information (Poste 5)		$
Traitements et salaires		1 059 031
Avantages sociaux		127 366
Transports et communications		117 290
Services		209 810
Fournitures et matériel		224 670
		1 738 167
Services juridiques (Poste 6)		
Traitements et salaires		27 386
Transports et communications		51 839
Services		1 445 209
Fournitures et matériel		59 951
		1 584 385
Services de vérification (Poste 7)		
Traitements et salaires		1 792 747
Avantages sociaux		229 930
Transports et communications		117 500
Services		234 850
Fournitures et matériel		157 971
		2 532 998
Services de développement des systèmes (Poste 8)		
Traitements et salaires		6 358 642
Avantages sociaux		948 925
Transports et communications		517 208
Services		2 788 465
Fournitures et matériel		2 501 905
		13 115 145
Commission de révision de l'aide sociale (Poste 9)		
Traitements et salaires		1 067 037
Avantages sociaux		160 722
Transports et communications		551 770
Services		1 518 894
Fournitures et matériel		368 333
		3 666 756
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		41 521 145

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
802				**PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS**	
1	32 880 100	1 194 100	34 074 200	Administration du programme	33 677 982
2	24 751 500	453 300	25 204 800	Administration des services régionaux ..	25 204 422
3	2 111 146 200	63 546 600	2 174 692 800	Maintien du revenu	2 167 193 264
4	632 256 600		632 256 600	Services sociaux aux adultes	619 179 540
5	808 637 400		808 637 400	Services à l'enfance	802 813 872
6	613 548 400	9 158 800	622 707 200	Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale	622 099 944
	4 223 220 200	74 352 800	4 297 573 000		4 270 169 024
L	1 000		1 000	Legs et bourses, Loi sur l'administration financière	10 967
	4 223 221 200	74 352 800	4 297 574 000	TOTAL POUR LES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS ...	4 270 179 991

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer l'élaboration des politiques, la mise en oeuvre et la prestation à long terme de services aux adultes et aux enfants. Les services offerts comprennent l'aide financière aux personnes qui sont dans le besoin; les programmes de réadaptation professionnelle; les services en établissement et à domicile pour les personnes âgées; les services en établissement et communautaires pour les adultes et les enfants souffrant de déficience mentale; et les services en établissement, de soins directs et de prévention offerts pour aider les enfants et leur famille. Ces services sont fournis par le ministère et par l'intermédiaire des municipalités et d'organismes tels que les foyers pour les personnes âgées, les sociétés d'aide à l'enfance et les établissements agréés en vertu de la Loi sur les services à l'enfance et à la famille, et autres.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)			$
Traitements et salaires			17 078 007
Avantages sociaux			2 825 000
Transports et communications			2 642 071
Services			7 457 044
Fournitures et matériel			2 410 160
Paiements de transfert			
Projets d'élaboration des politiques et des programmes			1 265 700
			33 677 982

Administration des services régionaux (Poste 2)			
Traitements et salaires			19 034 755
Avantages sociaux			3 434 685
Transports et communications			1 629 863
Services			646 602
Fournitures et matériel			458 517
			25 204 422

Maintien du revenu (Poste 3)			
Traitements et salaires			39 480 521
Avantages sociaux			6 241 827
Transports et communications			2 668 766
Services			5 469 795
Fournitures et matériel			1 675 482
Paiements de transfert	$		
Allocations et prestations versées par la province	1 355 484 432		
Allocations et prestations versées par les municipalités	647 643 544		
Régime de médicaments de l'Ontario	$		
Provincial	81 955 193		
Municipal	26 564 304	108 519 497	
Légion canadienne, Commandement provincial de l'Ontario — Fonds du coquelicot de la Ligue des anciens combattants de l'Empire britannique		1 200	
Fonds du souvenir		1 000	
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario		7 200	2 111 656 873
			2 167 193 264

Services sociaux aux adultes (Poste 4)			$
Traitements et salaires			11 981 775
Avantages sociaux			2 012 376
Transports et communications			943 205
Services			294 501
Fournitures et matériel			245 777
Paiements de transfert	$		
Capital			
Subventions d'immobilisation	30 807 905		
Fonctionnement			
Personnes âgées	374 617 758		
Services d'appui, de counselling et services dispensés en établissements	164 837 514		
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées	35 865 229		
Royal Canadian Humane Association	500		
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario	6 000		
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario	33 500		
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario)	25 000		
Association canadienne de gérontologie	2 500		
Association canadienne de recherche en gérontologie	2 000		
Institut canadien de religion et de gérontologie	4 000		606 201 906
			621 679 540
Moins : Recouvrements d'autres ministères			2 500 000
			619 179 540

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS — CRÉDIT 802 (suite)

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Services à l'enfance (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		40 221 376
Avantages sociaux		6 709 747
Transports et communications		3 117 857
Services		11 337 480
Fournitures et matériel		8 898 494
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	22 279 848	
Fonctionnement		
Services de soutien communautaire	12 643 257	
Services d'aide à l'enfance	238 827 224	
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles	142 423 223	
Services de garde à l'enfance	255 227 154	
Services de traitement pour les enfants	16 203 911	
Services aux jeunes contrevenants	44 875 101	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	22 500	
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario	7 200	
Association pour l'éducation des petits, Ontario	6 000	
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants	6 000	
Société ontarienne pour enfants autistiques	7 500	732 528 918
		802 813 872

Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale (Poste 6)	$	$
Traitements et salaires		188 356 363
Avantages sociaux		32 411 265
Transports et communications		4 207 291
Services		9 490 937
Fournitures et matériel		22 587 009
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 103 651
Paiements de transfert		
Capital		
Subventions d'immobilisation	19 370 757	
Fonctionnement		
Services en établissement et centres de ressources communautaires	162 660 892	
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien	181 685 960	
Paiements tenant lieu de taxes municipales	369 862	364 087 471
		622 243 987
Moins : Recouvrements d'autres ministères		144 043
		622 099 944
Crédits législatifs		
Comptes créés à des fins spéciales		
Legs et bourses		10 967
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES ET AUX ENFANTS		4 270 179 991

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Régime d'assistance publique du Canada	1 485 195 745	1 292 668 178
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	62 601 162	34 798 084
Accord sur la réadaptation professionnelle des handicapés	26 706 032	28 916 225
Accord sur les jeunes contrevenants	22 225 675	25 488 401
Remboursements de la taxe de vente fédérale	446 518	733 212
Allocations familiales spéciales	208 495	257 198
Subventions relatives aux services en français		114 519
Autres	83 854	
	1 597 467 481	1 382 975 817
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Pensions alimentaires de parents ayant abandonné leurs enfants	11 298 560	8 290 688
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Entretien des installations pour les déficients mentaux	1 676 742	2 283 506
Garderies	23 507	17 705
Pensions	15 000	9 100
Droits d'adoption	2 085	3 105
	1 717 334	2 313 416
VENTES ET LOCATIONS		
Repas	421 156	405 439
Véhicule automobile et équipement	54 840	45 950
Location de maisons	38 660	37 088
Repas livrés à domicile	8 200	9 453
Autres	5 148	2 197
	528 004	500 127
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions d'immobilisation	331 458	1 461 602
Subventions de fonctionnement	329 135	444 646
Frais de fonctionnement	59 459	245 338
Remboursements — pensions de sécurité du revenu aux personnes âgées	53 096	17 144
Remboursements — Bourses et subventions pour la formation du personnel	24 117	
Autres		6 242
	797 265	2 174 972
DIVERS	217 016	184 698
TOTAL DES RECETTES	1 612 025 660	1 396 439 718

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Legs et bourses	(26 475)	17 192
Fonds non réclamés	(166)	1 955
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	(26 641)	19 147

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-422

SÉCURITÉ PUBLIQUE 4-424

SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE 4-426

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 4-428

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-422, 4-426, 4-428

SOMMAIRE 4-421

ÉTAT DES RECETTES 4-430

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-431

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
17 242 408	Administration du ministère	21 376 323	20 832 702
37 185 459	Sécurité publique	37 851 700	37 238 496
11 252 405	Services de maintien de l'ordre	12 287 600	11 948 192
340 836 141	Police provinciale de l'Ontario	382 789 900	376 554 629
406 516 413	**Total du ministère**	454 305 523	446 574 019
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
406 514 426	Total des dépenses	454 305 523	446 571 961
1 987	Total des comptes créés à des fins spéciales		2 058
406 516 413		454 305 523	446 574 019

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3501				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 846 400	201 300	2 047 700	Bureau principal	2 047 048
2	2 611 400	139 800	2 751 200	Services financiers	2 293 802
3	4 623 800	55 900	4 679 700	Fournitures et services de bureau	4 589 844
4	1 808 600	72 200	1 880 800	Services du personnel	1 822 190
5	1 403 400	13 900	1 417 300	Services d'information	743 581
6	3 942 900	41 900	3 984 800	Analyse et planification	3 463 899
7	634 600	46 700	681 300	Services juridiques	653 083
8	413 200	12 500	425 700	Services de vérification	245 539
9	3 338 000	131 200	3 469 200	Services de développement des systèmes	3 399 678
	20 622 300	715 400	21 337 700		19 258 664
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 534 647
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	20 660 923	715 400	21 376 323	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 832 702

Description du programme :

Assurer l'orientation, l'encadrement et la coordination des affaires du ministère et fournir des services de soutien administratif et financier à tous les programmes du ministère.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3501

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 168 921
Avantages sociaux	298 848
Transports et communications	92 788
Services	413 377
Fournitures et matériel	65 114
Paiements de transfert	
Programme Parents-secours de l'Ontario Inc.	8 000
	2 047 048
Crédits législatifs	
Paiements effectués en vertu de la Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie	1 534 647
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 703 373
Avantages sociaux	241 863
Transports et communications	130 608
Services	121 246
Fournitures et matériel	96 712
	2 293 802

Fournitures et services de bureau (Poste 3)	$	
Traitements et salaires		1 409 805
Avantages sociaux		243 191
Transports et communications		117 924
Services		
Capital	1 081 884	
Fonctionnement	1 188 902	2 270 786
Fournitures et matériel		548 138
		4 589 844

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 512 629
Avantages sociaux	199 933
Transports et communications	78 114
Services	186 704
Fournitures et matériel	76 184
	2 053 564
Moins : Recouvrements d'autres ministères	231 374
	1 822 190

Services d'information (Poste 5)	$	$
Traitements et salaires		276 840
Avantages sociaux		32 786
Transports et communications		17 999
Services		365 247
Fournitures et matériel		50 709
		743 581

Analyse et planification (Poste 6)	$	
Traitements et salaires		848 677
Avantages sociaux		75 567
Transports et communications		124 516
Services		778 020
Fournitures et matériel		278 519
Paiements de transfert		
Subventions aux municipalités pour les initiatives "RIDE"	771 878	
Centres d'aide aux victimes de viol	483 116	
Société de la communauté urbaine de Toronto	275 252	1 530 246
		3 635 545
Moins : Recouvrements d'autres ministères		171 646
		3 463 899

Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	189 140
Avantages sociaux	(1 216)
Transports et communications	28 352
Services	414 958
Fournitures et matériel	21 849
	653 083

Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	210 139
Avantages sociaux	24 389
Transports et communications	1 007
Services	6 903
Fournitures et matériel	3 101
	245 539

Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 043 984
Avantages sociaux	286 019
Transports et communications	75 110
Services	448 599
Fournitures et matériel	545 966
	3 399 678

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	20 832 702

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3502				**PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE**	
1	425 300	7 700	433 000	Gestion du programme	413 520
2	7 493 900	249 300	7 743 200	Centre de criminalistique	7 427 202
3	16 416 500	817 500	17 234 000	Services de prévention des incendies	17 224 122
4	10 541 200	70 700	10 611 900	Enquêtes des coroners	10 513 060
5	737 000	21 200	758 200	Pathologie légiste	721 207
6	1 050 000	21 400	1 071 400	Planification des services d'urgence	939 385
	36 663 900	1 187 800	37 851 700	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	37 238 496

Description du programme :

Éliminer ou réduire à un minimum les causes et effets des risques auxquels les personnes et les biens peuvent être exposés.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE — CRÉDIT 3502

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Gestion du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		89 713
Avantages sociaux		64 097
Transports et communications		3 912
Services		85 540
Fournitures et matériel		7 636
Paiements de transfert	$	
Subvention à la Société de protection des animaux de l'Ontario	125 000	
Subvention à la Société canadienne de la Croix-Rouge	37 622	162 622
		413 520

Centre de criminalistique (Poste 2)	
Traitements et salaires	4 541 926
Avantages sociaux	732 610
Transports et communications	476 413
Services	132 099
Fournitures et matériel	1 544 154
	7 427 202

Services de prévention des incendies (Poste 3)		$
Traitements et salaires		10 740 178
Avantages sociaux		1 937 762
Transports et communications		1 163 329
Services		996 573
Fournitures et matériel		1 950 513
Paiements de transfert	$	
Association pour la prévention des incendies	37 967	
Subventions au Programme de dégagement des victimes d'accident	129 100	
Institut canadien de l'énergie du bois	268 700	435 767
		17 224 122

Enquêtes des coroners (Poste 4)	
Traitements et salaires	2 073 369
Avantages sociaux	257 462
Transports et communications	165 940
Services	7 891 393
Fournitures et matériel	124 896
	10 513 060

Pathologie légiste (Poste 5)	
Traitements et salaires	540 517
Avantages sociaux	50 337
Transports et communications	14 131
Services	52 577
Fournitures et matériel	63 645
	721 207

Planification des services d'urgence (Poste 6)	
Traitements et salaires	594 462
Avantages sociaux	72 457
Transports et communications	88 209
Services	49 528
Fournitures et matériel	134 729
	939 385

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE	37 238 496

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3503				**PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE**	
1	5 444 800	151 500	5 596 300	Commission de police de l'Ontario	5 358 451
2	5 342 200	1 203 200	6 545 400	Collège de police de l'Ontario	6 433 477
3	141 000	3 900	144 900	Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario	135 397
	10 928 000	1 358 600	12 286 600		11 927 325
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police	18 809
L				Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	2 058
	10 929 000	1 358 600	12 287 600	TOTAL POUR LES SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	11 948 192

Description du programme :

Aider à assurer la protection de la société et des particuliers en contribuant à l'amélioration permanente des services de maintien de l'ordre de la province.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE — CRÉDIT 3503

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission de police de l'Ontario (Poste 1)		$
Traitements et salaires		2 644 602
Avantages sociaux		327 168
Transports et communications		489 307
Services		1 541 419
Fournitures et matériel		253 232
Paiements de transfert	$	
Forces de police régionales et municipales	34 723	
Association du Conseil d'administration de la police municipale	10 000	
Association canadienne des chefs de police	48 000	
Association des chefs de police de l'Ontario	10 000	102 723
		5 358 451
Crédits législatifs		
Audiences tenues en vertu de la Loi sur la police		18 809

Collège de police de l'Ontario (Poste 2)	$
Traitements et salaires	3 218 321
Avantages sociaux	493 483
Transports et communications	339 269
Services	1 450 496
Fournitures et matériel	931 908
	6 433 477
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	2 058
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario (Poste 3)	
Traitements et salaires	61 952
Avantages sociaux	6 623
Transports et communications	7 628
Services	56 720
Fournitures et matériel	2 474
	135 397
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE SERVICES DE MAINTIEN DE L'ORDRE	11 948 192

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3504				**PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO**	
1	2 012 600	89 400	2 102 000	Bureau du commissaire	1 991 388
2	61 873 300	945 300	62 818 600	Services	60 619 572
3	240 238 900	20 398 600	260 637 500	Opérations régionales	260 602 586
4	31 135 000	1 595 600	32 730 600	Enquêtes	32 111 428
5	24 414 400	85 800	24 500 200	Projet de télécommunications de la Police provinciale de l'Ontario	21 191 399
	359 674 200	23 114 700	382 788 900		376 516 373
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	38 256
	359 675 200	23 114 700	382 789 900	TOTAL POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	376 554 629

Description du programme :

Assurer l'application uniforme et impartiale de la loi dans toutes les régions de la province relevant de sa compétence et fournir une aide et des services, sur demande, à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO — CRÉDIT 3504

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau du commissaire (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 430 097
Avantages sociaux	304 112
Transports et communications	45 401
Services	115 796
Fournitures et matériel	95 982
	1 991 388
Crédits législatifs	
Paiements effectués en vertu de la Loi sur la police	38 256
Services (Poste 2)	
Traitements et salaires	13 944 787
Avantages sociaux	2 470 784
Transports et communications	7 909 910
Services	6 731 311
Fournitures et matériel	29 562 780
	60 619 572
Opérations régionales (Poste 3)	
Traitements et salaires	208 884 819
Avantages sociaux	36 888 371
Transports et communications	4 221 408
Services	7 694 736
Fournitures et matériel	2 913 252
	260 602 586

Enquêtes (Poste 4)		$
Traitements et salaires		24 607 344
Avantages sociaux		3 568 241
Transports et communications		2 082 589
Services		1 100 628
Fournitures et matériel		905 607
		32 264 409
Moins : Recouvrements d'autres ministères		152 981
		32 111 428
Projet de télécommunications de la Police provinciale de l'Ontario (Poste 5)		
Traitements et salaires		1 647 170
Avantages sociaux		167 031
Transports et communications	$	
Capital	32 557	
Fonctionnement	371 167	403 724
Services	$	
Capital	390 985	
Fonctionnement	206 124	597 109
Fournitures et matériel	$	
Capital	18 298 793	
Fonctionnement	77 572	18 376 365
		21 191 399
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO		376 554 629

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Agents de police indiens	4 626 278	4 345 926
Programme de restriction de l'usage des armes à feu	564 052	622 695
	5 190 330	4 968 621
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités	8 973 701	7 689 652
Recouvrement d'avantages sociaux, traitements et frais médicaux à la suite d'accidents	813 065	409 557
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	249 067	318 634
Coopérative d'automatisation des polices municipales et provinciales de l'Ontario	233 488	830 715
Escorte pour chargement large	70 185	
Recouvrement de frais d'inscription à des cours	21 163	46 973
Remboursement de frais d'enquête	13 094	
	10 373 763	9 295 531
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Permis de détective privé et de garde de sécurité	644 440	650 203
Frais pour déposition ou communication de renseignements sur des événements déterminés	447 570	349 666
Programme de restriction des armes à feu	75 879	106 884
Autres	4 818	10 079
	1 172 707	1 116 832
VENTES ET LOCATIONS		
Véhicules	2 357 310	2 626 530
Location de logements à des agents de police	582 963	472 544
Collège de police de l'Ontario — Pension et chambre	82 911	82 240
Photographies prises sur les lieux d'accidents	73 187	69 737
Autres	13 159	10 972
	3 109 530	3 262 023
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Police provinciale de l'Ontario		
Dégâts aux automobiles	218 295	203 836
Autres coûts recouvrés	129 128	106 610
Bureau du commissaire des incendies	103 019	113 206
Bureau du commissaire aux plaintes — Ville de Toronto	27 850	
Direction de la vérification interne	22 718	
Commission de police de l'Ontario	5 323	13 067
Coroner en chef	3 199	
Autres	3 020	8 677
	512 552	445 396
DIVERS	38 485	20 885
TOTAL DES RECETTES	20 397 367	19 109 288

MINISTÈRE DU SOLLICITEUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Fonds de fiducie de la bibliothèque du Collège de police de l'Ontario	1 066	965
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	1 066	965

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-436

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME 4-438

PARCS ET ATTRACTIONS 4-440

LOISIRS, SPORTS ET CONDITION PHYSIQUE 4-442

OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES 4-444

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-436, 4-440

SOMMAIRE 4-435

ÉTAT DES RECETTES 4-446

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-447

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
25 299 241	Administration du ministère	27 494 523	26 324 669
34 796 997	Développement du tourisme	38 169 300	34 753 726
30 598 604	Parcs et attractions	31 310 000	34 224 556
22 832 675	Loisirs, sports et condition physique	25 108 200	23 981 129
66 516 152	Opérations touristiques et récréatives	71 546 000	62 071 364
180 043 669	**Total du ministère**	193 628 023	181 355 444
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
168 514 892	Total des dépenses	183 628 023	176 937 169
11 517 727	Total des prêts, avances et dotations en capital	10 000 000	4 415 875
11 050	Total des comptes créés à des fins spéciales		2 400
180 043 669		193 628 023	181 355 444

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3601				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	19 303 600		19 303 600	Bureau principal	19 129 322
2	6 318 200		6 318 200	Services de planification et d'administration	5 361 399
3	1 835 100		1 835 100	Services d'information	1 794 557
	27 456 900		27 456 900		26 285 278
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	27 494 523		27 494 523	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 324 669

Description du programme :

Ce programme assure l'administration générale de l'ensemble du ministère.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3601

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)		$
Traitements et salaires		1 202 747
Avantages sociaux		326 390
Transports et communications		138 537
Services		339 273
Fournitures et matériel		109 875
Paiements de transfert	$	
Fondation Trillium de l'Ontario	17 000 000	
Subvention diverses non législatives	12 500	17 012 500
		19 129 322
Crédits législatifs		
Traitement versé au ministre		30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire		9 297

Services de planification et d'administration (Poste 2)	$
Traitement et salaires	3 506 741
Avantages sociaux	455 779
Transports et communications	168 265
Services	536 775
Fournitures et matériel	1 130 548
Paiements de transfert	
Expérience 88	1 160 253
	6 958 361
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 596 962
	5 361 399
Services d'information (Poste 3)	
Traitements et salaires	958 293
Avantages sociaux	79 175
Transports et communications	104 209
Services	559 086
Fournitures et matériel	93 794
	1 794 557
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	26 324 669

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3602				**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME**	
1	451 700		451 700	Administration du programme	399 538
2	7 126 600		7 126 600	Expansion de l'industrie touristique	5 405 186
3	30 591 000		30 591 000	Commercialisation touristique	28 949 002
	38 169 300		38 169 300	TOTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	34 753 726

Description du programme :

Ce programme favorise la mise en valeur systématique des infrastructures touristiques de l'Ontario (établissements d'accueil, installations de loisirs, attractions touristiques, services connexes), ainsi que la fréquentation optimale de ces infrastructures en assurant la promotion de l'Ontario au Canada et à l'étranger comme lieu de destination et de séjour pour les vacanciers et autres voyageurs.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME — CRÉDIT 3602

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		161 498
Avantages sociaux		19 897
Transports et communications		31 078
Services		166 012
Fournitures et matériel		21 053
		399 538

Expansion de l'industrie touristique (Poste 2)		
Traitements et salaires		613 978
Avantages sociaux		65 356
Transports et communications		35 067
Services		459 929
Fournitures et matériel		60 171
Paiements de transfert	$	
Capital		
Programme d'encouragement au développement touristique	3 886 924	
Programme d'aide à l'évaluation	299 625	
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme	233 890	
Fonctionnement		
Subventions à Tourisme Ontario	220 000	4 640 439
		5 874 940
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	233 890	
Fonctionnement	235 864	469 754
		5 405 186

Commercialisation touristique (Poste 3)	$
Traitements et salaires	3 637 957
Avantages sociaux	516 191
Transports et communications	3 586 257
Services	16 507 521
Fournitures et matériel	4 701 076
	28 949 002

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME	34 753 726

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3603				**PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS**	
1	2 784 200	322 700	3 106 900	Parcs historiques de la Huronie	3 106 665
2	3 314 200	183 200	3 497 400	Vieux Fort William	3 497 108
3	4 453 000	940 000	5 393 000	Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	5 393 000
4	14 667 900	590 800	15 258 700	Commission des parcs du Saint-Laurent	15 258 689
5	800 000		800 000	Commission de la promenade Sainte-Claire	746 694
6	1 112 000	75 000	1 187 000	Tremplins de ski de Thunder Bay	1 187 000
7	425 000		425 000	Centre des congrès d'Ottawa	391 000
8	1 642 000		1 642 000	Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	1 642 000
	29 198 300	2 111 700	31 310 000		31 222 156
L				Paiements effectués aux administrations locales, Loi sur la Société du Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	3 000 000
L				Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	2 400
	29 198 300	2 111 700	31 310 000	TOTAL POUR LES PARCS ET LES ATTRACTIONS	34 224 556

Description du programme :

Ce programme fournit des subventions d'exploitation et d'immobilisation à certaines attractions touristiques et installations de loisirs.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS — CRÉDIT 3603

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	$
Parcs historiques de la Huronie (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 744 297
Avantages sociaux	224 581
Transports et communications	100 629
Services	550 264
Fournitures et matériel	486 894
	3 106 665
Vieux Fort William (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 200 549
Avantages sociaux	362 865
Transports et communications	130 476
Services	283 119
Fournitures et matériel	520 099
	3 497 108
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Capital	
Subvention pour le développement	2 816 900
Fonctionnement	
Subvention pour couvrir le déficit d'exploitation	2 576 100
	5 393 000
Commission des parcs du Saint-Laurent (Poste 4)	
Traitements et salaires	8 969 042
Avantages sociaux	1 252 452
Transports et communications	265 522
Services	1 143 799
Fournitures et matériel	1 895 875
Acquisition/construction de biens immobiliers	1 710 088
Paiements de transfert	
Subventions aux municipalités tenant lieu de taxes	21 911
	15 258 689
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Dépôts de garantie en vertu de contrats	2 400

	$
Commission de la promenade Sainte-Claire (Poste 5)	
Paiements de transfert	
Subventions à la Commission de la promenade Sainte-Claire	
Capital	356 130
Fonctionnement	390 564
	746 694
Tremplins de ski de Thunder Bay (Poste 6)	
Paiements de transfert	
Subvention aux Tremplins de ski de Thunder Bay	
Capital	500 000
Fonctionnement	687 000
	1 187 000
Centre des congrès d'Ottawa (Poste 7)	
Paiements de transfert	
Subvention au Centre des congrès d'Ottawa	391 000
Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto (Poste 8)	
Paiements de transfert	
Subvention au Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto	642 000
Subvention au Sommet économique de 1988	1 000 000
	1 642 000
Crédits législatifs	
Paiements spéciaux effectués aux administrations locales	3 000 000
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES PARCS ET DES ATTRACTIONS	34 224 556

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3604				**PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE**	
1	600 100		600 100	Administration du programme	550 449
2	3 511 400		3 511 400	Loisirs	3 318 590
3	20 996 700		20 996 700	Sports et condition physique	20 112 090
	25 108 200		25 108 200	TOTAL POUR LES LOISIRS, LES SPORTS ET LA CONDITION PHYSIQUE	23 981 129

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'élaboration de programmes municipaux de loisirs, de sports et de conditionnement physique, ainsi qu'à soutenir les organismes provinciaux de loisirs et les associations sportives provinciales, dans le but de favoriser la participation et la poursuite de l'excellence.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE — CRÉDIT 3604

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)		$
Traitements et salaires		217 525
Avantages sociaux		25 501
Transports et communications		113 726
Services		109 729
Fournitures et matériel		6 568
Paiements de transfert		
Subventions pour la recherche		77 400
		550 449

Loisirs (Poste 2)		
Traitements et salaires		1 215 626
Avantages sociaux		188 842
Transports et communications		177 082
Services		803 260
Fournitures et matériel		333 413
Paiements de transfert	$	
Subventions pour les camps de vacances sans but lucratif	33 976	
Subventions à des organisations provinciales de loisirs	187 109	
Subventions pour le développement des loisirs	379 282	600 367
		3 318 590

Sports et condition physique (Poste 3)		$
Traitements et salaires		1 920 468
Avantages sociaux		278 675
Transports et communications		281 066
Services		1 803 847
Fournitures et matériel		974 353
Paiements de transfert	$	
Subventions aux fédérations sportives	4 609 203	
Subventions au Centre administratif des sports de l'Ontario	2 680 000	
Subventions de loteries "Mieux que jamais Ontario"	4 384 920	
Aide financière pour les programmes spéciaux d'activités sportives et de conditionnement physique	1 768 214	
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	572 344	
Subvention au Comité olympique de Toronto (Ontario)	839 000	14 853 681
		20 112 090
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES LOISIRS, DES SPORTS ET DE LA CONDITION PHYSIQUE		23 981 129

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3605				**PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES**	
1	71 546 000		71 546 000	Opérations touristiques et récréatives . .	62 071 364
	71 546 000		71 546 000	TOTAL POUR LES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES	62 071 364

Description du programme :

Ce programme vise à accroître la productivité et l'emploi dans l'industrie touristique grâce à des programmes d'aide financière et à la prestation directe de services d'experts-conseils aux exploitants, aux municipalités et aux associations touristiques; à fournir des programmes de loisirs communautaires et des subventions d'immobilisation, afin de réaliser les objectifs du ministère en matière de loisirs, de sports et de conditionnement physique.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES — CRÉDIT 3605

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Opérations touristiques et récréatives (Poste 1)		$
Traitements et salaires		6 105 373
Avantages sociaux		1 160 382
Transports et communications		1 425 253
Services		976 219
Fournitures et matériel		736 028
Acquisition/construction de biens immobiliers		592 416
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subventions d'immobilisation financées par les loteries	28 000 000	
Programme de subventions pour le developpement du tourisme dans l'Est de l'Ontario	987 733	
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario	2 165 452	
Subventions en vertu de la Loi sur l'aide destinée à la création de parcs	404 001	
Fonctionnement		
Subventions pour les programmes récréatifs municipaux	5 142 721	
Subventions du programme de loteries	11 474 868	
Subventions aux associations touristiques régionales		
Frais d'administration	420 000	
Partage des coûts de promotion	1 320 000	
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario	1 231 773	51 146 548

Prêts, avances et dotations en capital	$	$
Capital		
Programme de prêts pour le tourisme dans l'Est de l'Ontario	2 199 625	
Programme d'aide à la construction d'immobilisations dans le Nord de l'Ontario	2 216 250	4 415 875
		66 558 094
Moins : Recouvrements d'autres ministères	$	
Capital	2 757 868	
Fonctionnement	1 728 862	4 486 730
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES OPÉRATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES		62 071 364

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Dégrèvement sur la taxe de vente fédérale	127 300	149 979
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission de la promenade Sainte-Claire	16 500	20 625
Collège Georgian — Prêts de services	4 304	
Associations touristiques — partage des coûts afférents aux publications		63 191
Agence de commercialisation touristique de Muskoka — Entente sur les prêts de services		34 590
	20 804	118 406
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'entrée — Parcs du Saint-Laurent	2 868 758	2 687 429
Droits d'entrée — Autres	502 952	332 595
Permis touristiques	74 440	100 100
	3 446 150	3 120 124
VENTES ET LOCATIONS		
Souvenirs	1 815 587	1 837 538
Concessions	148 581	152 460
Autres	3 795	17 486
	1 967 963	2 007 484
REDEVANCES	5	21
BÉNÉFICES DE SOCIÉTÉS DE LA COURONNE		
Société des loteries de l'Ontario		
Lotto 6/49	307 000 000	284 000 000
Jeux à résultat instantané	101 000 000	96 000 000
Lottario	45 000 000	50 000 000
Wintario	14 000 000	18 000 000
La Provinciale	13 000 000	14 000 000
Pick 3	2 000 000	
Célébration 89	2 000 000	
Super Lotto	1 000 000	8 000 000
	485 000 000	470 000 000
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions retournées	1 648 778	987 699
Remboursements de fournisseurs	40 227	19 593
Autres	13 846	25 196
	1 702 851	1 032 488
DIVERS	5 204	427
TOTAL DES RECETTES	492 270 277	476 428 929

MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Dépôts de garantie en vertu de contrats — Commission des parcs du Saint-Laurent	5 900	11 250
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	5 900	11 250

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-452
- PLANIFICATION DES POLITIQUES ET RECHERCHE 4-454
- SÉCURITÉ ET RÉGLEMENTATION 4-456
- ROUTES PROVINCIALES 4-458
- TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE 4-460
- TRANSPORTS DE LA PROVINCE 4-462
- ROUTES MUNICIPALES 4-464
- TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX 4-466
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-452
- SOMMAIRE 4-451

ÉTAT DES RECETTES 4-468

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
50 205 645	Administration du ministère	53 181 700	51 521 854
15 412 445	Planification des politiques et recherche	14 546 000	14 540 635
95 518 455	Sécurité et réglementation	96 946 900	95 909 091
619 432 179	Routes provinciales	655 348 400	655 297 850
154 307 500	Transports en commun de la province	210 195 000	199 389 500
12 801 559	Transports de la province	13 436 600	13 389 969
642 156 184	Routes municipales	697 765 400	697 734 281
324 139 726	Transport en commun municipaux	357 676 500	339 382 055
1 913 973 693	**Total du ministère**	2 099 096 500	2 067 165 235
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
1 913 973 693	Total des dépenses	2 099 096 500	2 067 165 235

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3701				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	6 233 477	316 700	6 550 177	Bureau principal	6 543 158
2	15 564 300		15 564 300	Services financiers	13 922 846
3	7 148 700	413 600	7 562 300	Services juridiques	7 559 357
4	6 033 100	427 800	6 460 900	Services du personnel	6 459 064
5	10 191 900	93 300	10 285 200	Fournitures et services de bureau	10 283 330
6	3 613 600	327 900	3 941 500	Services de vérification	3 936 056
7	2 648 900	130 800	2 779 700	Services d'information	2 778 652
	51 433 977	1 710 100	53 144 077		51 482 463
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	51 471 600	1 710 100	53 181 700	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	51 521 854

Description du programme :

Ce programme comprend les services des cadres supérieurs chargés de l'orientation et de la coordination des programmes du ministère, ainsi que les activités des unités administratives qui fournissent les systèmes de soutien essentiels et les services généraux nécessaires aux programmes du ministère.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3701

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 594 402
Avantages sociaux	3 361 572
Transports et communications	109 151
Services	285 805
Fournitures et matériel	192 228
	6 543 158
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297

Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	8 716 753
Avantages sociaux	1 578 686
Transports et communications	5 602 917
Services	16 138 706
Fournitures et matériel	2 499 309
	34 536 371
Moins : Recouvrements d'autres activités	20 613 525
	13 922 846

Services juridiques (Poste 3)	
Traitements et salaires	849 899
Avantages sociaux	168 681
Transports et communications	61 598
Services	7 402 037
Fournitures et matériel	75 804
	8 558 019
Moins : Recouvrements d'autres ministères	998 662
	7 559 357

Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	4 573 109
Avantages sociaux	899 237
Transports et communications	195 440
Services	700 736
Fournitures et matériel	230 043
	6 598 565
Moins : Recouvrements d'autres ministères	139 501
	6 459 064

Fournitures et services de bureau (Poste 5)	$
Traitements et salaires	6 462 328
Avantages sociaux	1 144 468
Transports et communications	896 548
Services	854 972
Fournitures et matériel	1 238 356
	10 596 672
Moins : Recouvrements d'autres ministères	313 342
	10 283 330

Services de vérification (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 998 344
Avantages sociaux	657 179
Transports et communications	134 030
Services	67 955
Fournitures et matériel	78 548
	3 936 056

Services d'information (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 354 623
Avantages sociaux	257 583
Transports et communications	158 564
Services	401 803
Fournitures et matériel	640 274
	2 812 847
Moins : Recouvrements d'autres ministères	34 195
	2 778 652

TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	51 521 854

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3702				**PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE**	
1	5 685 400	412 900	6 098 300	Planification des politiques	6 096 694
2	4 336 500	19 500	4 356 000	Technologie et industrie des transports	4 353 478
3	3 961 600	130 100	4 091 700	Recherche	4 090 463
	13 983 500	562 500	14 546 000	TOTAL POUR LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE	14 540 635

Description du programme :

Faciliter l'élaboration de politiques à court et à long terme se rapportant au transport multimodal des marchandises et des voyageurs en vue d'atteindre, le plus efficacement possible, les objectifs de la province en matière de transports, ainsi que ses objectifs sociaux, économiques, technologiques et institutionnels. Ce programme appuie et encourage également les activités de planification des transports municipaux considérés sous tous leurs aspects.

Mener des travaux de recherche et de développement dans le domaine de la technologie et de l'industrie des transports afin :

— d'augmenter le rendement et l'efficacité du ministère;
— d'améliorer les réseaux de transport de l'Ontario; et
— d'accroître la productivité industrielle et d'accélérer la croissance économique.

Augmenter l'efficacité, le rendement et la sécurité du transport routier en effectuant des travaux de recherche et de développement sur les systèmes matériels employés dans la conception, la construction, l'entretien et l'utilisation des installations d'infrastructure.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE — CRÉDIT 3702

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Planification des politiques (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		3 252 990
Avantages sociaux		513 229
Transports et communications		152 761
Services		945 538
Fournitures et matériel		241 138
Paiements de transfert		
Études sur les transports urbains et régionaux	1 177 728	
Institut canadien de la circulation et des transports	10 000	1 187 728
		6 293 384
Moins : Recouvrements d'autres ministères		196 690
		6 096 694

Technologie et industrie des transports (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 679 229
Avantages sociaux	647 427
Transports et communications	224 035
Services	553 358
Fournitures et matériel	319 955
	4 424 004
Moins : Recouvrements d'autres ministères	70 526
	4 353 478

Recherche (Poste 3)	$
Traitements et salaires	2 070 347
Avantages sociaux	458 164
Transports et communications	110 524
Services	1 043 542
Fournitures et matériel	416 154
	4 098 731
Moins : Recouvrements d'autres ministères	8 268
	4 090 463
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES ET DE LA RECHERCHE	14 540 635

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3703				**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION**	
1	9 407 900		9 407 900	Administration du programme	8 371 132
2	47 937 300	540 700	48 478 000	Permis	48 477 074
3	38 292 200	768 800	39 061 000	Examen, inspection et application	39 060 885
	95 637 400	1 309 500	96 946 900	TOTAL POUR LA SÉCURITÉ ET LA RÉGLEMENTATION	95 909 091

Description du programme :

En utilisant des moyens de contrôle et de pression approuvés, relever le niveau des aptitudes et qualifications des usagers du réseau et des services de transport routier, de manière à accroître la sécurité routière et la mobilité de la population, et à accélérer les flux de marchandises.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION — CRÉDIT 3703

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		4 295 434
Avantages sociaux		1 004 312
Transports et communications		649 537
Services		1 424 082
Fournitures et matériel		747 524
Paiements de transfert		
American Association of Motor Vehicle Administrators	40 015	
Conseil canadien de la sécurité	10 000	
Conseil canadien des administrateurs des transports routiers	122 593	
Ontario Safety League	54 000	
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation	25 000	251 608
		8 372 497
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 365
		8 371 132

Permis (Poste 2)	$
Traitements et salaires	17 170 230
Avantages sociaux	2 916 904
Transports et communications	4 323 986
Services	17 913 022
Fournitures et matériel	6 158 058
	48 482 200
Moins : Recouvrements d'autres ministères	5 126
	48 477 074
Examen, inspection et application (Poste 3)	
Traitements et salaires	28 760 853
Avantages sociaux	5 063 064
Transports et communications	2 103 087
Services	1 997 709
Fournitures et matériel	1 137 491
	39 062 204
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 319
	39 060 885
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ ET DE LA RÉGLEMENTATION	95 909 091

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3704				**PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES**	
1	35 248 000	2 433 300	37 681 300	Administration du programme	37 681 222
2	83 617 100	6 502 800	90 119 900	Conception	90 115 239
3	276 759 100	285 600	277 044 700	Immobilisations et construction	277 001 748
4	246 203 600	4 298 900	250 502 500	Entretien	250 499 641
	641 827 800	13 520 600	655 348 400	TOTAL POUR LES ROUTES PROVINCIALES	655 297 850

Description du programme :

Fournir et entretenir un réseau routier provincial capable de répondre aux besoins sociaux et institutionnels des résidents de l'Ontario, ainsi qu'à leurs exigences en matière de mobilité et de conservation de l'énergie. Promouvoir les objectifs du gouvernement en mettant à la disposition du public des réseaux et des services de transport sûrs, fiables, efficaces et acceptables du point de vue de leurs effets sur l'environnement.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES — CRÉDIT 3704

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	23 961 253
Avantages sociaux	4 438 021
Transports et communications	2 860 679
Services	4 566 172
Fournitures et matériel	1 912 597
	37 738 722
Moins : Recouvrements d'autres ministères	57 500
	37 681 222

Conception (Poste 2)	
(Capital)	
Traitements et salaires	48 629 377
Avantages sociaux	8 732 789
Transports et communications	2 914 688
Services	29 000 199
Fournitures et matériel	2 321 631
	91 598 684
Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 483 445
	90 115 239

Immobilisations et construction (Poste 3)	$	$
(Capital)		
Traitements et salaires		30 106 873
Avantages sociaux		5 462 751
Transports et communications		4 245 863
Services		24 979 343
Fournitures et matériel		27 201 649
Acquisition/construction de biens immobiliers		278 661 571
Paiements de transfert	$	
Routes urbaines	61 718	
Road and Transportation Association of Canada	386 400	448 118
Autres opérations		636 054
		371 742 222
Moins : Recouvrements d'autres ministères		94 740 474
		277 001 748

Entretien (Poste 4)	$	$
Traitements et salaires		109 172 278
Avantages sociaux		19 009 087
Transports et communications		3 946 157
Services		39 573 110
Fournitures et matériel		83 858 927
Paiements de transfert	$	
Conférence sur la circulation routière	27 500	
Études d'amélioration de la circulation routière	207 812	235 312
		255 794 871
Moins : Recouvrements d'autres ministères		5 295 230
		250 499 641
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES PROVINCIALES		655 297 850

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3705				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE**	
1	30 000 000	1 505 000	31 505 000	Immobilisations et construction	31 505 000
2	49 190 000		49 190 000	Exploitation	49 190 000
3	129 500 000		129 500 000	Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun	118 694 500
	208 690 000	1 505 000	210 195 000	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE	199 389 500

Description du programme :

Mettre sur pied et exploiter un réseau interrégional de transports en commun qui réponde aux besoins du grand public sur le territoire relevant de la Régie des transports en commun de la région de Toronto et qui permette de remplacer avantageusement l'automobile privée, en faisant l'acquisition des terrains, du matériel, des bâtiments et de l'outillage nécessaires pour assurer le service, en favorisant le développement des services sur les itinéraires existants et en fournissant les nouveaux services demandés par le gouvernement, de façon à réduire les encombrements et les pressions exercées par les groupes réclamant un agrandissement du réseau routier.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3705

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Immobilisations et construction (Poste 1)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	31 505 000
Exploitation (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	49 190 000
Expansion du service ferroviaire GO de transport en commun (Poste 3)	$
Paiements de transfert	
Capital	
Régie des transports en commun de la région de Toronto	118 694 500
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA PROVINCE	199 389 500

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3706				**PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE**	
1	11 495 500	647 900	12 143 400	Transport aérien	12 142 022
2	560 800	28 100	588 900	Transport ferroviaire	584 339
3	644 700	59 600	704 300	Transport maritime	663 608
	12 701 000	735 600	13 436 600	TOTAL POUR LES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	13 389 969

Description du programme :

Promouvoir et coordonner les mouvements des personnes et des marchandises entre les villes par l'exploitation intégrée de tous les modes de transport utilisés en Ontario et assurer la liaison avec des points situés à l'extérieur de la province.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE — CRÉDIT 3706

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Transport aérien (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		2 610 808
Avantages sociaux		498 123
Transports et communications		709 011
Services	$	
Capital	1 328 582	
Fonctionnement	2 545 206	3 873 788
Fournitures et matériel		2 792 241
Paiements de transfert	$	
Capital		
Construction d'aéroports municipaux	4 842 733	
Fonctionnement		
Entretien des aéroports municipaux	891 898	5 734 631
		16 218 602
Moins : Recouvrements d'autres ministères		4 076 580
		12 142 022

Transport ferroviaire (Poste 2)	$
Traitements et salaires	348 168
Avantages sociaux	78 818
Transports et communications	15 863
Services	166 938
Fournitures et matériel	2 583
	612 370
Moins : Recouvrements d'autres ministères	28 031
	584 339
Transport maritime (Poste 3)	
Traitements et salaires	299 505
Avantages sociaux	87 639
Transports et communications	27 727
Services	223 058
Fournitures et matériel	25 679
	663 608
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS DE LA PROVINCE	13 389 969

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3707				**PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES**	
1	6 682 900	843 300	7 526 200	Administration du programme	7 524 062
2	688 345 800	1 893 400	690 239 200	Immobilisations, construction et entretien	690 210 219
	695 028 700	2 736 700	697 765 400	TOTAL POUR LES ROUTES MUNICIPALES	697 734 281

Description du programme :

Aider les municipalités et les groupes participants des régions non érigées en municipalités à se doter de services de transport routier susceptibles de répondre aux besoins économiques et sociaux locaux et de contribuer à la réalisation des objectifs que le ministère s'est fixés en matière de services de transport dans la province.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES — CRÉDIT 3707

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$	$
Traitements et salaires		4 685 283
Avantages sociaux		1 305 560
Transports et communications		350 304
Services		537 086
Fournitures et matériel		298 950
Paiements de transfert	$	
Ontario Good Roads Association	82 147	
Roads and Transportation Association of Canada	121 027	
Subvention au Tri-committee	96 695	
Road Superintendent Association	5 321	
Études sur la planification	42 800	347 990
		7 525 173
Moins : Recouvrements d'autres ministères		1 111
		7 524 062

Immobilisations, construction et entretien (Poste 2)	$	$
Traitements et salaires		1 981 161
Avantages sociaux		370 265
Transports et communications		122 570
Services		10 200 272
Fournitures et matériel		1 516 665
Acquisition/construction de biens immobiliers		1 457 429
Paiements de transfert	$	
Capital		
Subsides pour routes municipales	651 370 641	
Routes pour lotissements	6 426 301	
Voies de jonction	26 636 342	
Trottoirs des cantons	282 474	684 715 758
		700 364 120
Moins : Recouvrements		10 153 901
		690 210 219
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES ROUTES MUNICIPALES		697 734 281

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3708				**PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX**	
1	2 524 300	78 800	2 603 100	Administration du programme	2 575 163
2	172 000 000		172 000 000	Immobilisations et construction	153 742 954
3	178 873 400	4 200 000	183 073 400	Exploitation	183 063 938
	353 397 700	4 278 800	357 676 500	TOTAL POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	339 382 055

Description du programme :

Assurer aux municipalités l'aide financière, technique et technologique nécessaire pour leur permettre d'offrir des services de transports en commun capables de répondre aux besoins des résidents de l'Ontario habitant des municipalités urbanisées sur les plans de la mobilité et des transports.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX — CRÉDIT 3708

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 157 158
Avantages sociaux	325 205
Transports et communications	113 011
Services	331 858
Fournitures et matériel	108 074
Paiements de transfert	
Études sur les transports urbains	539 857
	2 575 163

Immobilisations et construction (Poste 2)	$	$
(Capital)		
Services		1 029 950
Paiements de transfert	$	
Subsides d'immobilisation pour les transports en commun de surface	96 765 663	
Subsides pour la construction de transports en commun rapides	47 289 362	
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	8 657 979	152 713 004
		153 742 954

Exploitation (Poste 3)	
Paiements de transfert	
Subsides pour l'exploitation de transports en commun	158 099 673
Projets pilotes dans le domaine des transports en commun	321 253
Transport pour les handicapés	24 643 012
	183 063 938
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES TRANSPORTS EN COMMUN MUNICIPAUX	339 382 055

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

				1989 $		1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA						
Remboursement de dépenses						
Ministère des Transports						
Code national de la sécurité				302 547		
Remise de la taxe fédérale en regard d'Expo 86						537 720
Autres						
Entente relative à l'imposition réciproque — paiements tenant lieu de droits d'immatriculation des véhicules automobiles				1 327 617		1 348 986
				1 630 164		1 886 706
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES						
Autoroutes				1 564 988		747 666
Services de construction et d'entretien				344 166		
Exploitation d'aéroports				20 198		
Chemins de fer				18 885		106 115
Administration de la voie maritime du Saint-Laurent				2 832		23 176
				1 951 069		876 957
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	$				$	
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules automobiles, permis de conduire et droits d'examen de conduite automobile	527 502 804				522 286 904	
Moins : Commissions des agents	18 226 334			509 276 470	15 940 245	506 346 659
Permis d'utilisation de panneaux spéciaux et de transport de logement				519 224		570 355
Permis d'empiètement				156 588		139 580
Permis de construction et d'utilisation des terres				82 238		83 006
Permis d'entrée				67 842		60 882
				510 102 362		507 200 482
AMENDES ET PÉNALITÉS						
Dommages matériels				4 747 661		2 738 535
Dommages-intérêts conventionnels				363 551		286 842
				5 111 212		3 025 377
VENTES ET LOCATIONS						
Terrains et bâtiments				12 563 206		4 048 086
Location de centres de services				9 981 819		6 844 937
Matériel				1 383 699		2 093 690
Location de biens				1 319 908		1 636 388
Location de véhicules				434 514		558 872
Ferraille, pièces et matériaux désuets				368 508		204 553
Plans, manuels, brochures sur la circulation				176 755		164 784
Panneaux de signalisation				84 629		90 948
Cartes				58 184		45 578
Locations de Bailey Bridge						6 205
Autres				88 574		110 098
				26 459 796		15 804 139
REDEVANCES				46 348		1 791

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services de construction et d'entretien	2 392 679	1 951 173
Exploitation d'aéroports	100 517	307 763
Autres	59 528	55 119
	2 552 724	2 314 055
DIVERS	192 658	590 428
TOTAL DES RECETTES	548 046 333	531 699 935

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-474
- RELATIONS INDUSTRIELLES 4-476
- COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL 4-478
- SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 4-480
- NORMES D'EMPLOI 4-482
- PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 4-484
- COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 4-486
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-474, 4-480, 4-482
- SOMMAIRE 4-473

ÉTAT DES RECETTES 4-488

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-488

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
22 847 661	Administration du ministère	26 464 923	24 086 455
9 183 413	Relations industrielles	12 264 800	10 237 540
7 385 296	Commission des relations de travail	8 023 500	8 020 364
50 408 021	Santé et sécurité au travail	55 660 600	55 132 531
9 075 037	Normes d'emploi	9 791 400	9 934 086
6 565 935	Programme consultatif sur les accidents du travail	7 715 100	7 017 317
1 849 129	Commission de l'équité salariale	5 146 100	5 141 174
107 314 492	**Total du ministère**	125 066 423	119 569 467
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
107 196 969	Total des dépenses	125 066 423	119 362 270
117 523	Total des comptes créés à des fins spéciales		207 197
107 314 492		125 066 423	119 569 467

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2201				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	3 639 600		3 639 600	Bureau principal	3 623 472
2	2 269 900	101 400	2 371 300	Services financiers	2 367 376
3	4 838 300		4 838 300	Fournitures et services de bureau	4 734 564
4	1 435 700	248 900	1 684 600	Services du personnel	1 683 875
5	1 642 300		1 642 300	Services d'information	1 349 452
6	2 050 700		2 050 700	Analyse et planification	1 560 220
7	1 649 100		1 649 100	Services juridiques	1 597 724
8	636 200		636 200	Services de vérification	465 677
9	7 915 200		7 915 200	Services de développement des systèmes	6 664 704
	26 077 000	350 300	26 427 300		24 047 064
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	26 114 623	350 300	26 464 923	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 086 455

Description du programme :

Ce programme vise à élaborer des politiques ministérielles efficaces et conformes à l'évolution des conditions sociales, économiques et technologiques qui influent sur les objectifs du ministère, et à fournir à celui-ci des moyens professionnels évolués et efficaces de gestion et de coordination afin d'optimiser le rendement de ses programmes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 2201

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 135 652
Avantages sociaux	457 080
Transports et communications	141 851
Services	608 222
Fournitures et matériel	232 967
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes de promotion des relations de travail et d'amélioration des possibilités d'emploi	47 700
	3 623 472
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 637 896
Avantages sociaux	200 760
Transports et communications	348 419
Services	69 405
Fournitures et matériel	110 896
	2 367 376
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	3 621 195
Avantages sociaux	569 781
Transports et communications	62 774
Services	362 490
Fournitures et matériel	118 324
	4 734 564
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 633 604
Avantages sociaux	177 051
Transports et communications	94 749
Services	48 861
Fournitures et matériel	52 819
Paiements de transfert	
Subventions pour la formation des étudiants	22 476
	2 029 560
Moins : Recouvrements d'autres ministères	345 685
	1 683 875

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	595 051
Avantages sociaux	77 547
Transports et communications	38 863
Services	433 080
Fournitures et matériel	204 911
	1 349 452
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	1 169 231
Avantages sociaux	129 191
Transports et communications	36 786
Services	134 164
Fournitures et matériel	90 848
	1 560 220
Services juridiques (Poste 7)	
Transports et communications	146 923
Services	1 379 702
Fournitures et matériel	71 099
	1 597 724
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	377 302
Avantages sociaux	49 285
Transports et communications	9 576
Services	17 226
Fournitures et matériel	12 288
	465 677
Services de développement des systèmes (Poste 9)	
Traitements et salaires	2 498 235
Avantages sociaux	329 546
Transports et communications	88 237
Services	2 352 756
Fournitures et matériel	1 395 930
	6 664 704
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	24 086 455

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2202				**PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES**	
1	1 931 100	120 600	2 051 700	Administration du programme	2 036 161
2	3 736 000		3 736 000	Services de conciliation et de médiation	3 407 123
3	2 579 600		2 579 600	Bureau d'arbitrage	2 121 514
4	810 600		810 600	Qualité de la vie au travail	377 797
5	3 086 900		3 086 900	Commissions d'appel de la fonction publique	2 294 945
	12 144 200	120 600	12 264 800	TOTAL POUR LES RELATIONS INDUSTRIELLES	10 237 540

Description du programme :

Ce programme comprend des activités visant à contribuer à l'instauration et au maintien de relations harmonieuses dans le cadre des négociations collectives et à l'amélioration générale des relations de travail entre employeurs et syndicats afin de réduire les risques de coûteux arrêts de travail qui risqueraient de perturber inutilement l'économie de l'Ontario.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES — CRÉDIT 2202

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	1 299 246
Avantages sociaux	172 423
Transports et communications	59 380
Services	290 583
Fournitures et matériel	214 529
	2 036 161

Services de conciliation et de médiation (Poste 2)	
Traitements et salaires	2 268 946
Avantages sociaux	291 851
Transports et communications	494 263
Services	254 050
Fournitures et matériel	98 013
	3 407 123

Bureau d'arbitrage (Poste 3)	
Traitements et salaires	1 074 986
Avantages sociaux	132 259
Transports et communications	253 523
Services	597 340
Fournitures et matériel	63 406
	2 121 514

Qualité de la vie au travail (Poste 4)	$
Traitements et salaires	255 968
Avantages sociaux	34 202
Transports et communications	34 115
Services	33 585
Fournitures et matériel	19 927
	377 797

Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 5)	
Traitements et salaires	355 981
Avantages sociaux	32 619
Transports et communications	224 193
Services	1 621 666
Fournitures et matériel	60 486
	2 294 945

TOTAL POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INDUSTRIELLES	10 237 540

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2203				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL**	
1	7 607 300	416 200	8 023 500	Commission des relations de travail	8 020 364
	7 607 300	416 200	8 023 500	TOTAL POUR LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL . .	8 020 364

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser le recours à la négociaton collective entre le patronat et les syndicats et la libre désignation des représentants des employés afin de promouvoir l'harmonie dans les relations entre employeurs et employés.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL — CRÉDIT 2203

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission des relations de travail (Poste 1)	$
Traitements et salaires	5 688 529
Avantages sociaux	709 267
Transports et communications	812 709
Services	541 143
Fournitures et matériel	268 716
TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL	8 020 364

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2204				**PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**	
1	8 663 800	617 600	9 281 400	Administration du programme	9 196 265
2	8 954 800		8 954 800	Santé et sécurité dans la construction	8 487 289
3	11 861 600		11 861 600	Santé et sécurité dans l'industrie	11 856 408
4	5 010 300	506 500	5 516 800	Santé et sécurité dans les mines	5 440 277
5	15 485 700	106 300	15 592 000	Services de soutien à la santé et à la sécurité	15 588 865
6	3 116 100	267 000	3 383 100	Élaboration des politiques et des règlements	3 309 097
	53 092 300	1 497 400	54 589 700		53 878 201
L	1 070 900		1 070 900	Formation des équipes de sauvetage dans les mines, Loi sur les mines	1 254 330
	54 163 200	1 497 400	55 660 600	TOTAL POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	55 132 531

Description du programme :

Ce programme vise à favoriser l'hygiène et la sécurité au travail et à contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis dans ce secteur en administrant les règlements et la Loi sur la santé et la sécurité au travail, en encourageant le patronat et les travailleurs à coopérer à la détermination et à l'élimination des risques dans ce domaine, et en élaborant des lois et programmes appropriés à cette fin.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL — CRÉDIT 2204

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 188 712
Avantages sociaux	445 489
Transports et communications	416 869
Services	734 244
Fournitures et matériel	440 850
Paiements de transfert	
Subventions à des organismes et à des particuliers pour la recherche appliquée, formation de la main-d'oeuvre et promotion de la santé et de la sécurité au travail	3 970 101
	9 196 265

Santé et sécurité dans la construction (Poste 2)	
Traitements et salaires	5 778 304
Avantages sociaux	908 625
Transports et communications	926 863
Services	261 387
Fournitures et matériel	612 110
	8 487 289

Santé et sécurité dans l'industrie (Poste 3)	
Traitements et salaires	8 263 672
Avantages sociaux	1 185 359
Transports et communications	1 245 986
Services	420 127
Fournitures et matériel	741 264
	11 856 408

Santé et sécurité dans les mines (Poste 4)	
Traitements et salaires	3 440 237
Avantages sociaux	466 381
Transports et communications	625 010
Services	368 155
Fournitures et matériel	540 494
	5 440 277

Services de soutien à la santé et à la sécurité (Poste 5)	$
Traitements et salaires	10 900 975
Avantages sociaux	1 649 910
Transports et communications	835 613
Services	863 206
Fournitures et matériel	1 309 161
Paiements de transfert	
Subventions à l'Institut canadien de radioprotection	60 000
	15 618 865
Moins : Recouvrements d'autres ministères	30 000
	15 588 865

Élaboration des politiques et des règlements (Poste 6)	
Traitements et salaires	2 536 399
Avantages sociaux	321 823
Transports et communications	129 615
Services	221 608
Fournitures et matériel	99 652
	3 309 097

Crédits législatifs Formation des équipes de sauvetage dans les mines	
Traitements et salaires	466 219
Avantages sociaux	78 833
Transports et communications	111 188
Services	141 411
Fournitures et matériel	439 161
Autres opérations	17 518
	1 254 330

TOTAL POUR LE PROGRAMME DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL	55 132 531

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2205				**PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI**	
1	8 764 200	255 700	9 019 900	Normes d'emploi	8 958 292
2	761 800	9 700	771 500	Adaptation de la main-d'oeuvre	768 597
	9 526 000	265 400	9 791 400		9 726 889
L				Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, salaires non réclamés, Loi sur les normes d'emploi	207 197
	9 526 000	265 400	9 791 400	TOTAL POUR LES NORMES D'EMPLOI	9 934 086

Description du programme :

Ce programme vise à veiller à ce que les employés de l'Ontario soient protégés par des normes minimales en matière de salaires et de conditions de travail, et à promouvoir activement le respect de ces normes auprès du patronat, afin de réaliser des conditions socialement souhaitables dans ce domaine.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI — CRÉDIT 2205

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Normes d'emploi (Poste 1)	$
Traitements et salaires	6 445 267
Avantages sociaux	967 977
Transports et communications	1 057 926
Services	214 070
Fournitures et matériel	273 052
	8 958 292
Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Normes d'emploi, salaires non réclamés	207 197

Adaptation de la main-d'oeuvre (Poste 2)	$
Traitements et salaires	313 705
Avantages sociaux	41 833
Transports et communications	31 808
Services	376 158
Fournitures et matériel	5 093
	768 597
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES NORMES D'EMPLOI	9 934 086

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
2206				**PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL**	
1	164 700		164 700	Administration du programme	154 678
2	4 584 800	334 100	4 918 900	Bureau des conseillers des travailleurs ..	4 702 086
3	1 682 800		1 682 800	Bureau des conseillers du patronat	1 519 750
4	948 700		948 700	Comité des normes en matière de maladies professionnelles	640 803
	7 381 000	334 100	7 715 100	TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	7 017 317

Description du programme :

Ce programme vise à prêter assistance aux travailleurs et aux employeurs, notamment lors des recours au Tribunal d'appel des accidents du travail, et à fournir des conseils sur le prélèvement des cotisations et le fonctionnement de la Loi sur les accidents du travail. Il fournit des conseils à la Commission des accidents du travail quant aux risques de maladies professionnelles et aux règles de recevabilité des demandes de prestations.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL — CRÉDIT 2206

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Administration du programme (Poste 1)	$
Traitements et salaires	135 871
Avantages sociaux	9 921
Services	3 218
Fournitures et matériel	5 668
	154 678

Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 2)	
Traitements et salaires	3 055 751
Avantages sociaux	383 979
Transports et communications	410 439
Services	652 294
Fournitures et matériel	199 623
	4 702 086

Bureau des conseillers du patronat (Poste 3)	
Traitements et salaires	952 443
Avantages sociaux	125 776
Transports et communications	162 276
Services	194 473
Fournitures et matériel	84 782
	1 519 750

Comité des normes en matière de maladies professionnelles (Poste 4)	$
Traitements et salaires	264 509
Avantages sociaux	22 710
Transports et communications	29 549
Services	268 761
Fournitures et matériel	55 274
	640 803

TOTAL POUR LE PROGRAMME CONSULTATIF SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	7 017 317

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
2207				**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**	
1	4 226 500	919 600	5 146 100	Commission de l'équité salariale	5 141 174
	4 226 500	919 600	5 146 100	TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	5 141 174

Description du programme :

La Commission de l'équité salariale a pour objectif l'instauration de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secter privé; à cette fin, ses programmes fournissent des services éducatifs, des enquêtes et des tentatives de conciliation en cas de divergences d'opinions sur ce qui constitue l'équalité salariale, ainsi qu'un processus d'appel pour les litiges non résolus.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE — CRÉDIT 2207

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Commission de l'équité salariale (Poste 1)	$
Traitements et salaires	2 227 414
Avantages sociaux	310 712
Transports et communications	330 999
Services	1 753 407
Fournitures et matériel	518 642
TOTAL POUR LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	5 141 174

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses		
Inspections et études, mines d'uranium	262 794	287 065
Étude sur les mineurs de l'Ontario — Commission de contrôle de l'énergie atomique		28 541
	262 794	315 606
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Commission des accidents du travail de l'Ontario		
Programme consultatif sur les accidents du travail — C.A.T.	7 815 096	5 172 168
Loi sur la santé et la sécurité au travail	7 185 460	6 532 240
Formation des équipes de sauvetage dans les mines	1 262 717	1 207 693
Cliniques thoraciques du Nord	860 586	1 124 229
Étude sur les mineurs de l'Ontario	20 000	24 881
Tribunal consultatif sur les accidents du travail — recouvrements		17 843
Autres	159 886	83 610
	17 303 745	14 162 664
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Étude de plans de bâtiments	1 924 652	1 719 865
Loi sur les agences de placement	278 600	242 600
Essai de câbles	271 431	235 513
	2 474 683	2 197 978
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Loi sur les normes d'emploi	69 357	42 419
VENTES ET LOCATIONS		
Photocopies	39 321	39 211
Véhicules	35 775	45 525
Publications	29 119	32 143
Autres	10 128	8 717
	114 343	125 596
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	37 742	54 313
DIVERS		
Salles de réunion	37 707	21 330
Intérêts bancaires	27 355	26 042
Salaires non réclamés et chèques périmés	6 335	55 134
Autres	1 407	1 823
	72 804	104 329
TOTAL DES RECETTES	20 335 468	17 002 905

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Normes d'emploi — salaires non réclamés	525 492	209 887
TOTAL DES DÉPÔTS AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES	525 492	209 887

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

EXERCICE 1988-1989

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 4-492

TRÉSOR 4-494

BUDGET ET FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES 4-496

POLITIQUES ÉCONOMIQUES 4-498

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI 4-492, 4-494

SOMMAIRE 4-491

ÉTAT DES RECETTES 4-500

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL 4-502

ÉTAT DES DÉPOTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES 4-503

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

1987-1988 Dépenses réelles	PROGRAMMES	1988-1989 Crédits autorisés	1988-1989 Dépenses réelles
$		$	$
7 979 607	Administration du ministère	8 336 523	7 842 485
4 138 354 297	Trésor	4 487 822 500	4 419 135 560
7 508 116	Budget et finances intergouvernementales	8 213 300	8 130 944
75 304 972	Politiques économiques	161 855 000	112 820 380
4 229 146 992	**Total du ministère**	4 666 227 323	4 547 929 369
	CLASSIFICATION COMPTABLE		
3 864 400 839	Total des dépenses	4 259 377 323	4 163 312 363
3 060 076	Total des prêts, avances et dotations en capital	5 100 000	3 277 037
335 197 666	Total des fonds de pension et fonds connexes	400 900 000	379 659 961
26 488 411	Total des comptes créés à des fins spéciales	850 000	1 680 008
4 229 146 992		4 666 227 323	4 547 929 369

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3801				**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE**	
1	1 177 500		1 177 500	Bureau principal	1 068 888
2	1 539 000	70 300	1 609 300	Services financiers	1 549 383
3	1 294 000		1 294 000	Fournitures et services de bureau	1 147 190
4	1 196 000	86 000	1 282 000	Services du personnel	1 252 948
5	1 204 000	52 700	1 256 700	Services d'information	1 220 337
6	734 400		734 400	Analyse et planification	686 011
7	310 000	40 000	350 000	Services juridiques	322 687
8	595 000		595 000	Services de vérification	555 650
	8 049 900	249 000	8 298 900		7 803 094
L	28 743		28 743	Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	30 094
L	8 880		8 880	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	9 297
	8 087 523	249 000	8 336 523	TOTAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 842 485

Description du programme :

Ce programme a pour objet d'assurer la planification, l'orientation et le contrôle nécessaires pour atteindre les objectifs du ministère, et de fournir les services administratifs et financiers requis pour soutenir les programmes du ministère et de certains autres ministères et organismes centraux.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE — CRÉDIT 3801

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Bureau principal (Poste 1)	$
Traitements et salaires	667 090
Avantages sociaux	64 230
Transports et communications	104 130
Services	159 378
Fournitures et matériel	74 060
	1 068 888
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre	30 094
Traitement versé à l'adjoint parlementaire	9 297
Services financiers (Poste 2)	
Traitements et salaires	1 038 533
Avantages sociaux	154 399
Transports et communications	27 974
Services	149 749
Fournitures et matériel	178 728
	1 549 383
Fournitures et services de bureau (Poste 3)	
Traitements et salaires	837 469
Avantages sociaux	124 675
Transports et communications	116 909
Services	442 590
Fournitures et matériel	374 187
	1 895 830
Moins : Recouvrements d'autres activités et ministères	748 640
	1 147 190
Services du personnel (Poste 4)	
Traitements et salaires	1 010 465
Avantages sociaux	151 880
Transports et communications	32 488
Services	27 764
Fournitures et matériel	30 351
	1 252 948

Services d'information (Poste 5)	$
Traitements et salaires	638 741
Avantages sociaux	83 355
Transports et communications	57 799
Services	166 033
Fournitures et matériel	274 409
	1 220 337
Analyse et planification (Poste 6)	
Traitements et salaires	502 395
Avantages sociaux	75 595
Transports et communications	13 227
Services	62 487
Fournitures et matériel	32 307
	686 011
Services juridiques (Poste 7)	
Traitements et salaires	16 409
Transports et communications	9 744
Services	270 437
Fournitures et matériel	26 097
	322 687
Services de vérification (Poste 8)	
Traitements et salaires	444 991
Avantages sociaux	60 151
Transports et communications	9 696
Services	13 170
Fournitures et matériel	29 954
	557 962
Moins : Recouvrements d'autres ministères	2 312
	555 650
TOTAL POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	7 842 485

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3802				**PROGRAMME DU TRÉSOR**	
1	5 220 000	252 500	5 472 500	Trésor	5 359 098
	5 220 000	252 500	5 472 500		5 359 098
L	4 080 000 000		4 080 000 000	Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province, Loi sur l'administration financière	4 032 436 493
L	236 500 000		236 500 000	Paiements provenant des fonds de pension et fonds connexes — Caisse de retraite des fonctionnaires, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	231 482 610
L	164 400 000		164 400 000	Paiements provenant des fonds de pension et fonds connexes — Fonds d'indexation des pensions de retraite et autres pensions	148 177 351
L	850 000		850 000	Paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, Loi sur l'administration financière	1 680 008
L	600 000		600 000	Prêts, avances et dotations en capital — Prêts de développement, Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal	
	4 487 570 000	252 500	4 487 822 500	TOTAL POUR LE TRÉSOR	4 419 135 560

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration et l'orientation des systèmes d'information et de contrôle financiers ainsi que des politiques comptables appliquées par la province; il établit la marche à suivre pour la présentation des rapports à l'Assemblée législative, aux investisseurs et au grand public sur la situation financière de la province; il fournit des recommandations au trésorier sur la gestion et l'orientation des opérations de financement, d'emprunt et d'investissement de la province; et il définit les fonctions assurées par le ministère en tant que dépositaire et agent financier chargé des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU TRÉSOR — CRÉDIT 3802

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Trésor (Poste 1)	$
Traitements et salaires	3 477 326
Avantages sociaux	522 483
Transports et communications	118 679
Services	700 093
Fournitures et matériel	545 327
	5 363 908
Moins : Recouvrements d'autres ministères	4 810
	5 359 098

Crédits législatifs Intérêts sur la dette contractée aux fins de la province		
Intérêts sur les titres de l'Ontario	$	
Émis à des fins générales	116 602 587	
Fonds de placement du Régime de pensions du Canada	1 508 103 543	
Caisse de retraite des enseignants	1 331 812 865	
Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario	117 250 592	
Autres	30 540 683	3 104 310 270
Intérêts sur la Caisse de retraite des fonctionnaires		581 037 120
Intérêts sur le Fonds d'indexation des pensions de retraite		211 328 488
Intérêts sur les dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario		110 254 307
Autres paiements au titre des intérêts, du déport, d'escomptes et de commissions		25 506 308
		4 032 436 493

Crédits législatifs Caisse de retraite des fonctionnaires		
Fonds de pension et fonds connexes	$	
Paiements provenant de la Caisse de retraite des fonctionnaires, Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires	289 273 289	
Moins : Recouvrements provenant du ministère des Services gouvernementaux	57 790 679	231 482 610

Crédits législatifs Fonds d'indexation des pensions de retraite et autres pensions		
Fonds de pension et fonds connexes	$	$
Paiements provenant du Fonds d'indexation des pensions de retraite, Loi sur l'indexation des régimes de retraite :		
Régime de retraite des enseignants	77 009 559	
Régime de retraite des fonctionnaires	60 779 042	
Autres	198 418	137 987 019

Fonds de pension et fonds connexes	
Paiements provenant du Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée	2 719 956
Paiements provenant de la Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale, Loi sur les tribunaux judiciaires	2 017 795
Paiements provenant du Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	5 361 681
Autres pensions	90 900
	148 177 351

Crédits législatifs	
Comptes créés à des fins spéciales	
Paiements en vertu de la Loi sur l'administration financière	1 680 008
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR	4 419 135 560

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil de gestion	Total		
	$	$	$		$
3803				**PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES**	
1	7 374 000	839 300	8 213 300	Budget et finances intergouvernementales	8 130 944
	7 374 000	839 300	8 213 300	TOTAL POUR LE BUDGET ET LES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES . .	8 130 944

Description du programme :

Ce programme sert à gérer les mécanismes utilisés par la province pour élaborer ses politiques et stratégies fiscales, financières, de taxation et connexes; à fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement lors de la formulation de la politique budgétaire de l'Ontario, y compris la détermination du cadre fiscal, des priorités en matière de dépenses, des recettes à atteindre, des initiatives à prendre pour stabiliser l'économie, et des politiques de financement fédérales-provinciales et provinciales-locales; à fournir des conseils au trésorier sur les politiques de réforme en matière de taxation, à assurer le suivi des mesures prévues dans le budget et à faire rapport sur leurs résultats, et à fournir des conseils au trésorier sur la politique à appliquer en matière de pensions et de soutien du revenu.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES — CRÉDIT 3803

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Budget et finances intergouvernementales (Poste 1)	$
Traitements et salaires	4 719 394
Avantages sociaux	706 992
Transports et communications	343 821
Services	1 509 699
Fournitures et matériel	851 038
TOTAL POUR LE PROGRAMME DU BUDGET ET DES FINANCES INTERGOUVERNEMENTALES	8 130 944

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPENSES PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés: Prévisions	Crédits autorisés: par le Conseil de gestion	Crédits autorisés: Total	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Dépenses réelles
	$	$	$		$
3804				**PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**	
1	61 855 000		61 855 000	Politiques économiques	51 455 305
2	100 000 000		100 000 000	Fonds de technologie	61 365 075
	161 855 000		161 855 000	TOTAL POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES	112 820 380

Description du programme :

Ce programme a pour objet de fournir des conseils et une aide au trésorier et au gouvernement en vue de la mise en oeuvre et de la coordination des politiques économiques et des stratégies de développement de la province, en élaborant des prévisions démographiques et économiques à court et à moyen terme, et en poursuivant des recherches sur les politiques macro-économiques, les questions économiques intergouvernementales, les ressources humaines, les finances, l'énergie ainsi que la conception et la mise en oeuvre d'études sectorielles et régionales de l'économie.

Ce programme conseille en outre le gouvernement sur la politique statistique; et il administre la Loi sur la statistique de l'Ontario et assure la liaison et la poursuite des négociations avec Statistique Canada.

Il élabore et coordonne certains programmes et mesures de transfert conçus pour promouvoir le développement économique.

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES — CRÉDIT 3804

Détail des dépenses par activité et selon la classification par catégorie de dépenses pour l'exercice clos le 31 mars 1989

Politiques économiques (Poste 1)		$
Traitements et salaires		4 748 739
Avantages sociaux		715 088
Transports et communications		166 546
Services		28 425 126
Fournitures et matériel		639 474
Acquisition/construction de biens immobiliers		3 499 072
Paiements de transfert		10 010 963
Prêts, avances et dotations en capital		3 277 037
		51 482 045
Moins : Recouvrements d'autres ministères		26 740
		51 455 305
Politiques économiques	$	
Traitements et salaires	4 748 739	
Avantages sociaux	715 088	
Transports et communications	166 546	
Services	704 874	
Fournitures et matériel	639 474	
Paiements de transfert		
Subventions de soutien à la recherche sur la politique économique	192 200	
	7 166 921	
Moins : Recouvrements d'autres ministères	26 740	7 140 181

Fonds de développement régional	$	$
Services	27 720 252	
Acquisition/construction de biens immobiliers	3 499 072	
Paiements de transfert		
Développement économique		
Capital	7 833 173	
Fonctionnement	1 985 590	
Prêts, avances et dotations en capital		
Développement économique		
Capital	3 277 037	44 315 124
Fonds de technologie (Poste 2)		
Paiements de transfert		61 365 075
TOTAL POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES		112 820 380

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989		1988	
	$	$	$	$
GOUVERNEMENT DU CANADA				
Remboursements de dépenses				
Remboursement de la taxe fédérale d'accise sur l'essence	184 741		162 213	
Expansion industrielle régionale				
MEIR — Entente Canada-Ontario sur le développement du tourisme	37 902		27 635	
MEIR — Entente auxiliaire sur l'Est de l'Ontario			34 952	
MEIR — Entente Canada-Ontario sur les industries des pâtes et papiers		222 643	33 167	257 967
Autres				
Financement des programmes établis				
Contributions en espèces	2 673 522 000		2 773 429 000	
Services complémentaires de santé	462 852 000		435 624 000	
Programme Innovaction, Loi sur les brevets	9 094 942		9 044 515	
Subvention annuelle par personne, Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique	5 675 065		5 675 065	
Subvention annuelle, L.A.N.B. 1907	240 000		240 000	
Subvention annuelle (défalcation pour dettes)	142 414		142 414	
Intérêts sur le Fonds des écoles communes	76 662	3 151 603 083	76 662	3 224 231 656
		3 151 825 726		3 224 489 623
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES				
Ontario Hydro, frais d'administration		71 652		72 282
Autres		2 263		27 652
		73 915		99 934
VENTES ET LOCATIONS				
Véhicules				10 450
Publications				893
Autres				169
				11 512
RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES				
Remboursements du produit des prêts radiés et des garanties honorées				
Société de développement de l'Ontario				6 522 985
Société de développement de l'Est de l'Ontario				492 879
Société de développement du Nord de l'Ontario				169 753
Autres		13 144		26 045
		13 144		7 211 662

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

		1989 $		1988 $
DIVERS				
Réserve pour le transfert des chèques en circulation		528 761		340 596
Dons à la Couronne		4 050		
Société de développement de l'Ontario — Société IDEA				2 894 483
Autres		1 064		123 201
		533 875		3 358 280
REDEVANCES				16
INTÉRÊT ET AUTRES REVENUS DE PLACEMENTS				
Placements temporaires et titres négociables		197 085 215		213 472 086
Sociétés, conseils et commissions	$		$	
Société de développement de l'Ontario	2 872 203		3 498 030	
Société ontarienne d'aménagement municipal	2 857 592		3 164 224	
Société de développement du Nord de l'Ontario	2 255 461		3 608 388	
Société de développement de l'Est de l'Ontario	1 725 844		3 378 339	
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	1 674 890		1 921 014	
Programme de rénovation des secteurs commerciaux	804 551		602 989	
Société d'hypothèques de l'Ontario	111 481		7 490 444	
Agence de foresterie du parc Algonquin	36 278		26 345	
Commission de protection financière des producteurs de céréales	23 589	12 361 889	34 147	23 723 920
Investissement dans des installations de traitement des eaux et d'évacuation des déchets		10 883 967		7 441 137
Prêts aux administrations locales				
Prêts au titre de l'éducation	14 980 436		18 227 437	
Fonds d'investissement pour les projets d'hiver fédéraux-provinciaux	1 962 851		2 146 337	
Débentures municipales — municipalité de la communauté urbaine de Toronto	1 174 443		1 319 308	
Loi sur l'aide aux propriétaires riverains	1 055 304		887 814	
Loi sur le financement des travaux municipaux	521 926		660 001	
Prêts pour la création d'emplois fédéraux-provinciaux	440 009		509 050	
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	339 035		371 755	
Prêts garantis fédéraux-provinciaux	68 480		82 945	
Ville de Kapuskasing	23 975		30 948	
Loi sur les prêts aux coopératives agricoles	8 772		10 924	
Conseil de développement de Moosonee	2 800	20 578 031	3 600	24 250 119

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES RECETTES (suite)

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	$	1989 $	$	1988 $
Autres prêts et placements				
International Bridge Authority of Michigan — débentures		1 538 880		980 428
Autres				
Programme de drainage agricole, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	14 247 039		15 232 889	
Programme Opération Logement, ministère du Logement	4 814 834		5 791 320	
Prêts aux hôpitaux publics, ministère de la Santé	1 894 622		2 450 761	
Hypothèques, Société d'hypothèques de l'Ontario	1 375 299	22 331 794	1 880 406	25 355 376
		264 779 776		295 223 066
TOTAL DES RECETTES		3 417 226 436		3 530 394 093

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Avances et dotations en capital — Sociétés, conseils et commissions		
Société de développement de l'Ontario	50 604 413	42 879 436
Société ontarienne d'aménagement municipal	8 224 408	3 396 000
Société de développement du Nord de l'Ontario	7 978 632	12 852 190
Société de développement de l'Est de l'Ontario	7 812 675	15 749 584
Société de prêts aux jeunes agriculteurs de l'Ontario	4 045 559	3 699 554
Société d'hypothèques de l'Ontario	2 184 257	143 587 743
	80 849 944	222 164 507
Prêts aux administrations locales		
Au titre de l'éducation	39 467 546	44 832 261
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto	2 845 000	2 703 000
Aide aux municipalités pour le financement des bibliothèques publiques	409 000	377 000
Ville de Kapuskasing	94 000	99 874
Conseil de développement de Moosonee	11 000	10 000
	42 826 546	48 022 135
Autres prêts		
Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 320 185	4 888 380
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS, AVANCES ET DOTATIONS EN CAPITAL	126 996 675	275 075 022

MINISTÈRE DU TRÉSOR ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTAT DES DÉPÔTS AUX FONDS DE PENSION ET FONDS CONNEXES ET AUX COMPTES CRÉÉS À DES FINS SPÉCIALES

pour l'exercice clos le 31 mars 1989

	1989 $	1988 $
Fonds de pension et fonds connexes		
Caisse de retraite des fonctionnaires	873 141 356	788 610 152
Fonds d'indexation des pensions de retraite	386 652 987	344 836 662
Caisse de retraite des juges de la Cour provinciale	9 672 867	8 921 469
Compte de prestations supplémentaires de la Police provinciale de l'Ontario	8 247 300	7 493 150
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	5 577 673	5 540 150
Compte de prestations supplémentaires des sous-ministres	2 628 051	2 772 655
	1 285 920 234	1 158 174 238
Comptes créés à des fins spéciales		
Dépôts auprès de la Caisse d'épargne de l'Ontario (montant net)	377 267 902	160 769 424
Déductions salariales (montant net)	37 004 994	(26 488 411)
Réserve pour capital et intérêts non réclamés au titre des débentures	(2 929 568)	3 125 000
Réserve pour chèques en circulation	2 083 710	1 889 740
Fonds des producteurs de lait et de crème	396 493	256 773
Divers	208	165
	413 823 739	139 552 691
TOTAL	1 699 743 973	1 297 726 929

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

A

Administration de la justice 4-314
Administration des écoles provinciales 4-190
Administration des tribunaux 4-303
Administration du patrimoine 4-156
Affaires civiques, Ministère 4-5
Affaires francophones 4-71
Affaires intergouvernementales, Ministère 4-15
Affaires municipales, Ministère 4-23
Agriculture et Alimentation, Ministère 4-41
Agri-Nord 4-53
Aide à la réinsertion sociale des détenus 4-389
Aide aux sans-abri 4-269
Aide aux sinistrés 4-29
Aide financière à l'agriculture 4-43
Aide internationale aux sinistrés 4-21
Aide provinciale à l'enseignement élémentaire et secondaire 4-188
Aide provinciale aux collèges d'arts appliqués et de technologie 4-114
Aide provinciale aux universités 4-112
Amélioration de la qualité des fruits et des légumes 4-49
Amélioration de l'industrie du porc 4-50
Amélioration des terres agricoles 4-50
Amélioration du rendement des installations industrielles 4-203
Aménagement de logements sociaux 4-269
Aménagement des secteurs riverains 4-25
American Association of Motor Vehicle Administrators 4-457
American Public Works Association (Section de l'Ontario) 4-219
American Water Works Association (Section de l'Ontario) 4-219
Appels en matière fiscale 4-328
Archives publiques 4-156
Armée de l'Église anglicane du Canada 4-387
Armée du Salut 4-387
Articles rembourrés 4-140
Assistance aux petites entreprises, au secteur tertiaire et aux industries 4-235
Association canadienne de gérontologie 4-413
Association canadienne de recherche en gérontologie 4-413
Association canadienne d'éducation 4-185
Association canadienne des chefs de police 4-427
Association canadienne des consommateurs 4-139
Association canadienne du diabète, division de l'Ontario 4-371
Association des apiculteurs de l'Ontario 4-45
Association des centres pour personnes âgées de l'Ontario 4-413
Association des chefs de police de l'Ontario 4-427
Association des éleveurs d'animaux à fourrure de l'Ontario Inc. 4-45
Association des fermes de vacances de l'Ontario . 4-45
Association des fermières de l'Ontario 4-45
Association des jeunes agriculteurs de l'Ontario . 4-45
Association des juristes d'expression française de l'Ontario 4-307
Association des laboureurs de l'Ontario 4-45
Association des organismes de services à la famille de l'Ontario 4-413
Association des organismes locaux officiels responsables de la santé 4-375
Association des producteurs d'arbres de Noël ... 4-355

Page

Association des producteurs de fromage du centre de l'Ontario 4-45
Association des producteurs de sirop d'érable de l'Ontario 4-45
Association des producteurs de truites de l'Ontario 4-45
Association des services sociaux municipaux de l'Ontario 4-413
Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario 4-415
Association des universités partiellement ou entièrement de langue française 4-113
Association du Conseil d'administration de la police municipale 4-427
Association horticole de l'Ontario 4-45
Association ontarienne des centres de santé mentale pour enfants 4-415
Association pour la santé publique de l'Ontario . 4-375
Association pour l'accréditation en services de santé communautaire 4-375
Association pour l'éducation des petits, Ontario . 4-415
Association pour l'intégration communautaire de l'Ontario 4-411
Associations des Sociétés agricoles de l'Ontario . 4-45
Associations municipales 4-29
Assurance-santé 4-363
Assurance-santé et prestations 4-376
Ateliers, dépenses de formation et services de réadaptation pour les personnes handicapées .. 4-413
Ateliers protégés, services de protection et autres services de soutien 4-415
Autorisations environnementales et appui technique 4-218
Avocat de la Couronne 4-303

B

Bibliothèque de l'Assemblée législative 4-64
Bibliothèques et information communautaire ... 4-153
Bibliothèques publiques 4-165
Bonifications d'intérêts — Société d'hypothèques de l'Ontario 4-397
Bourse canadienne des déchets 4-215
Bourse du procureur général pour le perfectionnement des juristes 4-307
Bourse John B. Aird 4-21
Bourse ontarienne des déchets 4-215
Bourse Pauline McGibbon 4-21
Bourses d'échange Ontario/Québec 4-117
Bourses d'excellence en recherche 4-211
Bourses pour élèves-enseignants 4-189
Boursiers du Collège d'agronomie de l'Ontario .. 4-45
Brigade des jeunes environnementalistes 4-51
Budget et finances intergouvernementales 4-491
Bureau de l'Assemblée législative 4-61
Bureau de l'ombudsman 4-89
Bureau des conseillers des travailleurs 4-484
Bureau des conseillers du patronat 4-484
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 4-64
Bureau du commissaire aux plaintes du public ... 4-316
Bureau du conseil des ministres 4-69
Bureau du directeur général des élections 4-77
Bureau du greffier 4-64
Bureau du lieutenant-gouverneur 4-83
Bureau du président de l'Assemblée législative .. 4-64
Bureau du vérificateur provincial 4-95

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Bureau ontarien de vérification des comptes municipaux ... 4-36
Bureaux de circonscription ... 4-64

C

Cabinet du premier ministre ... 4-101
Caisse d'épargne de l'Ontario ... 4-323
Camps de vacances sans but lucratif ... 4-443
Canadian Criminal Justice Association ... 4-387
Canadian League for Educational Exchanges ... 4-185
Centre administratif des sports de l'Ontario ... 4-443
Centre de conception d'environnements sans obstacles physiques ... 4-299
Centre de criminalistique ... 4-424
Centre de données fiscales ... 4-328
Centre de ressources naturelles Leslie M. Frost ... 4 356
Centre de services consultatifs aux entreprises de Hamilton ... 4-241
Centre de technologie minière et forestière de l'Ontario ... 4-245
Centre des congrès d'Ottawa ... 4-440
Centre des sciences de l'Ontario ... 4-158
Centre d'étude du commerce international ... 4-113
Centre d'études de la production industrielle ... 4-239
Centre énergétique de Bruce ... 4-203
Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques ... 4-185
Centre ontarien de calcul à grande échelle ... 4-113
Centres d'aide aux victimes de viol ... 4-423
Centres de technologie de l'Ontario ... 4-239
Centres d'entreprenariat ... 4-113
Centres d'information communautaires pour la petite entreprise ... 4-241
Centres d'innovation ... 4-239
Chiefs of Ontario ... 4-11
Coalition cannadienne contre les pluies acides ... 4-219
Collection McMichael d'art canadien ... 4-159
Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario ... 4-353
Collège de police de l'Ontario ... 4-426
Collèges et Universités, Ministère ... 4-107
Comité des normes en matière de maladies professionnelles ... 4-484
Comité des transports de ressources du Nord de l'Ontario ... 4-177
Comité local du Concours international de labourage ... 4-45
Comité olympique de Toronto (Ontario) ... 4-443
Commercialisation et normes agricoles ... 4-43
Commercialisation touristique ... 4-438
Commission d'appel des enregistrements commerciaux ... 4-138
Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario ... 4-426
Commission de la fonction publique ... 4-130
Commission de la promenade Sainte-Claire ... 4-440
Commission de l'assurance-automobile de l'Ontario ... 4-254
Commission de l'énergie de l'Ontario ... 4-197, 4-204
Commission de l'équité salariale ... 4-473, 4-486
Commission de l'escarpement du Niagara ... 4-25, 4-34
Commission de négociation ... 4-316
Commission de planification et de mise en oeuvre ... 4-190
Commission de police de l'Ontario ... 4-426
Commission de révision de l'aide sociale ... 4-410
Commission de révision de l'évaluation foncière ... 4-316

Page

Commission de transports Ontario Northland ... 4-177
Commission des affaires municipales de l'Ontario ... 4-316
Commission des droits de la personne ... 4-7
Commission des évaluations environnementales ... 4-218
Commission des langues d'enseignement ... 4-190
Commission des parcs du Saint-Laurent ... 4-440
Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario ... 4-146
Commission des relations de travail ... 4-473, 4-478
Commission des relations de travail dans les collèges ... 4-114
Commission des relations de travail en éducation ... 4-190
Commission des services en français ... 4-74
Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels ... 4-316
Commission géologique de l'Ontario ... 4-178
Commission ontarienne des droits de la personne ... 4-12
Commission ontarienne des libérations conditionnelles ... 4-384
Commission ontarienne des parcs à bestiaux ... 4-49
Commission ontarienne des services téléphoniques ... 4-162
Commission permanente de coopération Ontario-Québec ... 4-21
Commission sur le financement des élections ... 4-64
Commission sur les conflits d'intérêts ... 4-64
Commissions d'appel de la fonction publique ... 4-128, 4-476
Comptable de la Cour suprême ... 4-308
Conférence fédérale/provinciale sur les parcs ... 4-351
Conférence sur la circulation routière ... 4-459
Conférences sur l'environnement ... 4-211
Conseil autochtone de l'Ontario sur la justice ... 4-281
Conseil canadien de développement social ... 4-411
Conseil canadien de la sécurité ... 4-457
Conseil canadien des administrateurs des transports routiers ... 4-457
Conseil canadien des cercles 4H ... 4-45
Conseil canadien d'horticulture ... 4-45
Conseil canadien d'information juridique ... 4-307
Conseil consultatif de l'Ontario pour les personnes handicapées ... 4-298
Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine ... 4-286
Conseil consultatif de l'Ontario sur l'âge d'or ... 4-292
Conseil consultatif de l'Ontario sur les relations civiques et multiculturelles ... 4-10
Conseil consultatif des régimes de retraite du secteur public ... 4-130
Conseil de développement social de l'Ontario ... 4-411
Conseil de gestion ... 4-119
Conseil de la zone de développement de Moosonee ... 4-29
Conseil de l'éducation franco-ontarienne ... 4-190
Conseil de révision du lieutenant-gouverneur ... 4-364
Conseil des arts de l'Ontario ... 4-159
Conseil des clubs d'éleveurs de lapins de l'Ontario ... 4-45
Conseil des églises pour la justice et la criminologie ... 4-387
Conseil des ministres de l'Éducation, Canada ... 4-185
Conseil ontarien de la préservation de la nature ... 4-353
Conseil ontarien des affaires collégiales ... 4-114
Conseil ontarien des affaires universitaires ... 4-112
Conseil ontarien du maïs-grain ... 4-49
Conseils de révision des loyers ... 4-272
Conseils régionaux de santé ... 4-364
Conservation Council of Ontario ... 4-215
Conservation du patrimoine ... 4-153
Consommation et Commerce, Ministère ... 4-133

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Construction de logements locatifs de l'Ontario . 4-269
Coordination des affaires francophones 4-74
Cours de langue et d'orientation donnés aux nouveaux Ontariens 4-11
Culture et Communications, Ministère 4-151
Curateur public 4-308

D

Développement culturel et institutions culturelles 4-153
Développement de la production de viande rouge 4-50, 4-53
Développement de la production d'énergie 4-203
Développement de l'industrie et du commerce .. 4-237
Développement du Nord 4-171
Développement du Nord et Mines, Ministère ... 4-169
Développement du tourisme 4-435
Développement économique communautaire de l'Est de l'Ontario 4-243
Direction générale de la condition féminine 4-286
Direction générale des affaires autochtones de l'Ontario 4-279
Direction générale des relations interraciales ... 4-10
Dorset Laboratory Daycare and Learning Centre 4-215
Drainage par exutoires municipaux 4-51
Droit constitutionnel et politiques 4-310

E

Écoles pour les aides-infirmiers 4-114
Écoles privées de formation professionnelle 4-114
Éducation de l'enfance en difficulté et écoles provinciales 4-188
Éducation, Ministère 4-181
Élaboration de programmes d'enseignement 4-188
Emploi des jeunes 4-230
Énergie, Ministère 4-195
Enlèvement des déchets domestiques dangereux . 4-215
Enquêtes des coroners 4-424
Enregistrement 4-135
Enregistrement des sûretés mobilières 4-144
Enregistrement immobilier 4-144
Enseignement portant sur l'agriculture 4-51
Entente Canada/Ontario sur la formation professionnelle 4-231
Entente Canada/Ontario sur le développement du tourisme 4-439
Entente Canada/Ontario sur l'exploitation minérale 4-178
Entente Ontario/Jiangsu 4-113
Entente sur le développement économique et régional 4-167
Entreprises victimes de sinistres naturels 4-237
Environnement, Ministère 4-207
Épidémies 4-375
Équité d'emploi 4-128
Établissements de santé 4-369
Études d'amélioration de la circulation routière . 4-459
Études sur la dépollution 4-215
Études sur les transports urbains et régionaux ... 4-455
Évaluation environmentale de la gestion forestière 4-219
Évaluation foncière 4-323
Evaluations environnementales 4-218
Exécution des ordonnances alimentaires et de garde d'enfants 4-314
Expansion de l'industrie et du commerce 4-235
Expérience 1988 ..... 4-9, 4-347

Page

Exploitation minérale et terres 4-178
Exploration minière de l'Ontario 4-179
Exposition agricole de l'Ouest canadien 4-45

F

Fédération des pêcheurs et chasseurs de l'Ontario 4-211
Fédérations sportives 4-443
Foire agricole royale d'hiver 4-45
Foire d'hiver d'Ottawa 4-45
Fondation Asie-Pacifique 4-21
Fondation canadienne d'éducation économique . 4-113
Fondation de recherche sur les blessures résultant d'accidents de circulation 4-457
Fondation de recherches de l'Ontario 4-239
Fondation des arts dans les prisons 4-387
Fondation du patrimoine ontarien 4-157
Fondation pour la vie à la campagne 4-45
Fondation Trillium de l'Ontario 4-437
Fonds d'action communautaire pour les personnes handicapées 4-299
Fonds d'aide à l'expansion du commerce 4-243
Fonds d'aide aux producteurs de tabac 4-49
Fonds d'aide juridique 4-305
Fonds de développement des bibliothèques 4-165
Fonds de développement du Nord de l'Ontario .. 4-174
Fonds de recherche agro-alimentaire 4-51
Fonds de recherche "Production alimentaire 2002" 4-51
Fonds de technologie 4-498
Fonds d'éducation et d'action juridiques pour les femmes 4-305
Fonds d'encouragement à la recherche dans les universités 4-113
Fonds d'encouragement à l'organisation de conférences 4-241
Fonds des registres du logement 4-299
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles 4-254
Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario 4-174
Fonds du souvenir 4-413
Fonds Innovation Santé 4-364
Fonds pour la compensation à l'industrie du raisin et du vin 4-49
Forces de police régionales et municipales 4-427
Formation clinique vétérinaire 4-51
Formation et emploi des jeunes 4-231
Formation professionnelle, ministère 4-227

G

Gestion de la conservation des terres agricoles, Subventions 4-51
Gestion de la faune 4-350
Gestion de la pêche 4-350
Gestion des déchets 4-214
Gestion et technologie de l'énergie 4-197
Gestion forestière 4-354
Groupe fiduciaire des édifices des Pères de la Confédération 4-159

H

Hamilton and District Literacy Council 4-387
Hansard 4-64
Hôpitaux et établissements connexes 4-368

I

Imposition des compagnies et autres taxes 4-328

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Impôt foncier et taxe de vente aux retraités de l'Ontario ... 4-331
Indemnisation des consommateurs à l'égard du projet de logement "Rembrandt Homes" ... 4-139
Indemnités versées aux députés ... 4-64
Industrie, Commerce et Technologie, Ministère ... 4-233
Industrie du Nord ... 4-235
Industries et organismes culturels ... 4-158
Infirmières de l'Ordre de Victoria (Ontario) ... 4-413
Information du public en matière d'environnement 4-211
Initiatives de conservation ... 4-203
Institut canadien de la circulation et des transports 4-455
Institut canadien de la fourrure ... 4-353
Institut canadien de l'énergie du bois ... 4-267
Institut canadien de recherche avancée ... 4-113
Institut canadien de religion et de gérontologie ... 4-413
Institut d'administration publique du Canada ... 4-127
Institut de recherches politiques ... 4-219
Institut des femmes de l'Ontario ... 4-45
Institut des relations intergouvernementales ... 4-21
Institut d'études pédagogiques de l'Ontario ... 4-185
Institutions financières, Ministère ... 4-249

J

Jack Miner Migratory Bird Foundation Inc. ... 4-353
Jardins botaniques royaux ... 4-159
Jeunes forestiers ... 4-356
Jeunes voyageurs de l'Ontario ... 4-189
Jiangsu, Chine-Ontario, Canada — Centre des sciences et de technologie ... 4-243
Junior Achievement ... 4-239

L

Leader parlementaire ... 4-72
Logement, ministère ... 4-259
Logements à but non lucratif, Exploitation ... 4-269
Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario ... 4-29
Loisirs ... 4-442
Loisirs de plein air ... 4-341
Loisirs, sports et condition physique ... 4-435
Lutte contre les incendies et services d'aviation ... 4-346
Lutte contre les termites ... 4-219

M

Maladies vénériennes ... 4-375
Médicaments ... 4-370
Mines et minéraux ... 4-171
Multiculturalisme en milieu de travail ... 4-11
Musée des beaux-arts de l'Ontario ... 4-159
Musée royal de l'Ontario ... 4-159, 4-179
Musées locaux ... 4-157

N

Nature Conservancy of Canada ... 4-353
Niagara Institute ... 4-127

O

Office da la télécommunication éducative de l'Ontario ... 4-159
Office de la condition féminine ... 4-283
Office des affaires autochtones ... 4-277
Office des personnes âgées ... 4-289

Page

Office des personnes handicapées ... 4-295
Offices de protection de la nature et de la gestion des eaux ... 4-346
Ontario Beef Cattle Performance Association ... 4-45
Ontario Business Improvement Area Association 4-31
Ontario Federation of Home and School Associations ... 4-185
Ontario Federation of Indian Friendship Centres ... 4-11
Ontario Federation of School Athletic Associations ... 4-185
Ontario Fish Producers' Association ... 4-351
Ontario Good Roads Association ... 4-465
Ontario Metis and Non-Status Indian Association 4-185
Ontario Native Council on Justice ... 4-387
Ontario Native Women's Association ... 4-11
Ontario Safety League ... 4-457
Ontario Soil and Crop Improvement Association 4-45
Ontario Swine Breeders' Association ... 4-45
Ontario, terre nourricière ... 4-49
Ontario Trout Farmers' Association ... 4-351
Organisations administrant des bibliothèques ... 4-165
Organisations oeuvrant pour le secteur à but non lucratif ... 4-269
Organisations provinciales de loisirs ... 4-443
Organisations rurales et agricoles ... 4-50
Organismes de services aux libérés ... 4-387
Organismes officiels locaux responsables de la santé ... 4-375
Owl Rehabilitation Research Foundation ... 4-353

P

Palais des congrès de la communauté urbaine de Toronto ... 4-440
Parcs et attractions ... 4-435
Parcs historiques de la Huronie ... 4-440
Pathologie légiste ... 4-424
Permis de vente d'alcool ... 4-135
Plan de mise en valeur des ressources dans le domaine de la santé ... 4-365
Planification familiale ... 4-375
Police provinciale de l'Ontario ... 4-421
Politique de conservation des terres agricoles ... 4-56
Politique et développement technologiques ... 4-238
Politique industrielle et commerciale ... 4-238
Politiques économiques ... 4-498
Pollution Control Association of Ontario ... 4-219
Pollution Probe ... 4-215
Pollution Probe, conférence publique ... 4-211
Préservation du sol et la protection de l'environnement, Subventions ... 4-51
Prix de théâtre ... 4-159
Prix Prince de Galles/Compétition Queen's Guineas ... 4-45
Procureur général ... 4-304
Procureur général, Ministère ... 4-301
Programme consultatif sur les accidents du travail 4-473
Programme d'aide aux éditeurs ... 4-159
Programme d'amélioration des centres de renseignements touristiques du Nord de l'Ontario ... 4-445
Programme de compensation à l'industrie du raisin et du vin ... 4-49
Programme de développement régional du Nord de l'Ontario ... 4-445
Programme de loteries ... 4-445

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

Page

Programme de rénovation des logements de l'Ontario ... 4-269
Programme de services multiculturels ... 4-11
Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales ... 4-375
Programme de subventions pour le developpement du tourisme dans l'Est de l'Ontario ... 4-445
Programme d'encouragement au développement touristique ... 4-439
Programme des jeunes agriculteurs méritants — Jaycees de la région centrale ... 4-45
Programme des services aux régions insuffisamment desservies ... 4-375
Programme des services en français ... 4-75
Programme des travailleurs judiciaires autochtones 4-315
Programme global d'amélioration et d'aménagement communautaire ... 4-31
Programme municipal de l'équité salariale ... 4-29
Programme ontarien de rayonnement culturel ... 4-159
Programmes d'aide aux étudiants ... 4-117
Programmes de langue seconde ... 4-117
Programmes d'échanges éducatifs ... 4-189
Programmes d'orthophonie et d'audiologie ... 4-375
Projet de télécommunications de la Police provinciale de l'Ontario ... 4-428
Projets agricoles du Nord de l'Ontario ... 4-51
Public Focus pour le "Children's Environmental Festival" ... 4-211

Q

Qualité de la vie au travail ... 4-476

R

Rawson Academy of Aquatic Science (Accord sur les Grans Lacs) ... 4-219
Recettes fiscales et subventions ... 4-323
Recherche et développement dans le domaine de l'énergie ... 4-202
Recherche — Institut ontarien de recherche agricole ... 4-51
Recherche juridique (Commission de réforme du droit de l'Ontario) ... 4-304
Recherche sur la protection de l'environnement et de la santé ... 4-211
Recherche sur les pesticides ... 4-219
Recherches en géoscience ... 4-179
Recherches sur l'énergie ... 4-203
Recyclage des déchets ... 4-215
Recycling Council of Ontario ... 4-215
Régime de médicaments de l'Ontario ... 4-413
Registraire général ... 4-144
Réglementation des courses de chevaux ... 4-135, 4-142
Réglementation des loyers ... 4-272
Relations fédérales-provinciales ... 4-20
Relations intergouvernementales et projets stratégiques ... 4-218
Relations internationales ... 4-20
Remises d'impôts au titre de la gestion forestière ... 4-355
Remises fiscales sur les terres protégées ... 4-351
Rénovation communautaire ... 4-30
Réseau d'accès à l'enseignement à distance ... 4-175
Réseau des possibilités d'investissement du Canada 4-241
Restauration et développement du marché des logements locatifs ... 4-269

Page

Revenu annuel garanti et subventions fiscales ... 4-328
Revenu, Ministère ... 4-321
Richesses naturelles, Ministère ... 4-339
Road and Transportation Association of Canada ... 4-459
Road Superintendent Association ... 4-465
Roads and Transportation Association of Canada 4-465
Routes municipales ... 4-451
Routes pour lotissements ... 4-465
Routes provinciales ... 4-451
Royal Canadian Humane Association ... 4-413

S

Santé et sécurité au travail ... 4-473
Santé et sécurité dans la construction ... 4-480
Santé et sécurité dans les mines ... 4-480
Santé et sécurité dans l'industrie ... 4-480
Santé, Ministère ... 4-361
Science Nord ... 4-159
Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes ... 4-21
Sécurité dans la navigation de plaisance ... 4-351
Sécurité des appareils sous pression ... 4-140
Sécurité des combustibles ... 4-140
Série d'études historiques sur l'Ontario ... 4-157
Service d'interprètes et programme de formation 4-11
Service ferroviaire GO de transport en commun ... 4-460
Services à l'enfance ... 4-412
Services aux adultes et aux enfants ... 4-409
Services aux adultes et aux enfants souffrant de déficience mentale ... 4-412
Services aux contribuables ... 4-328
Services aux jeunes contrevenants ... 4-415
Services communautaires de santé mentale ... 4-372
Services consultatifs sur la planification communautaire ... 4-30
Services correctionnels, Ministère ... 4-381
Services d'actuariat ... 4-128
Services d'aide à l'enfance ... 4-415
Services d'ambulance et services d'urgence connexes ... 4-371
Services d'ambulance municipaux ... 4-371
Services de garde à l'enfance ... 4-415
Services de maintien de l'ordre ... 4-421
Services de maisons de soins infirmiers ... 4-368
Services de prévention des incendies ... 4-424
Services de santé d'urgence ... 4-370
Services de soutien aux députés ... 4-64
Services de soutien aux groupes parlementaires ... 4-64
Services de traitement pour les enfants ... 4-415
Services d'intervention en faveur des enfants et des familles ... 4-415
Services du conseiller législatif ... 4-303
Services du tuteur et du curateur ... 4-303
Services d'urgence et de soins spéciaux ... 4-363
Services gouvernementaux, Ministère ... 4-391
Services juridiques de la Couronne ... 4-303
Services municipaux en français ... 4-29
Services psychiatriques ... 4-372
Services sociaux aux adultes ... 4-412
Services sociaux et communautaires, Ministère ... 4-407
Services spéciaux aux autochtones ... 4-10
SIDA, Prévention et contrôle ... 4-375
Société canadienne de la Croix-Rouge ... 4-425
Société CJRT-FM ... 4-159
Société d'amélioration du troupeau laitier de l'Ontario ... 4-51

INDEX GÉNÉRAL
DES DÉPENSES, VOLUME 1

	Page
Société d'arthrite — Division de l'Ontario	4-375
Société de développement de l'Est de l'Ontario	4-246
Société de développement de l'industrie cinématographique ontarienne	4-158
Société de développement de l'Ontario	4-246
Société de développement du Nord de l'Ontario	4-246
Société de logement de l'Ontario	4-268
Société de protection des animaux de l'Ontario	4-425
Société d'exploitation de la Place de l'Ontario	4-440
Société d'histoire multiculturelle	4-157
Société d'indemnisation environnementale	4-218
Société Elizabeth Fry	4-387
Société Innovation Ontario	4-246
Société internationale de l'Ontario	4-242
Société John Howard	4-387
Société ontarienne de gestion des déchets	4-222
Société ontarienne pour enfants autistiques	4-415
Société St-Léonard	4-387
Sociétés agricoles et horticoles	4-51
Sociétés de développement de l'Ontario	4-235
Sociétés historiques et pour l'achat de plaques	4-157
Soins à domicile	4-375
Solliciteur général, Ministère	4-419
Sous-procureur général	4-304
South Riverdale Community Health Centre	4-219
Soutien à la culture	4-159
Soutien à la recherche et activités internationales	4-112
Soutien au patrimoine	4-157
Soutien aux arts	4-158
Sports et condition physique	4-442
Subventions d'aide aux organismes oeuvrant dans le commerce	4-159
Subventions pour la pulvérisation aérienne	4-355
Subventions pour la sécurité dans les sports et les activités physiques	4-443
Subventions pour l'amélioration de la gestion des déchets	4-215
Subventions pour les études sur les plages	4-215
Subventions versées en compensation des taxes municipales — hôpitaux publics	4-369
Système de revenu annuel garanti	4-331

	Page
T	
Taxe de vente au détail et autres taxes	4-328
Taxe sur les carburants et autres taxes	4-328
Technologie, développement et services régionaux agricoles	4-43
Tourisme et Loisirs, Ministère	4-433
Transport en commun municipaux	4-451
Transports de la province	4-451
Transports du Nord	4-171
Transports en commun de la province	4-451
Transports en commun de surface	4-467
Transports en commun rapides	4-467
Transports, Ministère	4-449
Travail, Ministère	4-471
Tremplins de ski de Thunder Bay	4-440
Trésor	4-491
Trésor et Économie, Ministère	4-489
Tribunaux administratifs	4-303
Trottoirs des cantons	4-465
Tuberculose, Prévention	4-375
Tuteur public	4-308
U	
Union culturelle des Franco-Ontariennes	4-45
United World Colleges	4-185
Université de Guelph	4-51
Utilisation des déchets comme source d'énergie	4-203
V	
Vérification des comptes municipaux de l'Ontario	4-25
Vieux Fort William	4-440